

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Invitation à soumettre des articles : l'Armée de terre du Canada et la Force de mise en œuvre (IFOR) en Bosnie-Herzégovine</b>	3
<b>Un élément de notre patrimoine : l'opération PANDA et l'Armée canadienne dans l'Europe de la guerre froide</b> <i>Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>	4
<b>Éditorial</b> <i>Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>	7
<b>Direction de la Doctrine de l'Armée de terre — mise à jour sur l'évolution de la défense nucléaire, biologique et chimique (DNBC)</b> <i>Major Murray Robertson</i>	9
<b>Nouvelles de la Direction — Instruction de l'Armée de terre : pourquoi s'embarrasser avec les normes?</b> <i>Lieutenant-colonel Roch Giguère, CD</i>	15
<b>Mise à jour de la Direction — Concepts stratégiques (opérations terrestres) (DCSOT) : Crise à Zefra</b> <i>Colonel James B. Simms</i>	20
<b>La théorie de la guerre de quatrième génération</b> <i>M. Vincent J. Curtis</i>	21
<b>Évolution de la coopération civilo-militaire (COCIM)</b> <i>Capitaine Graham M. Longhurst</i>	40
<b>L'éducation des officiers pour le 21<sup>ième</sup> siècle : carte à poinçons ou profession des armes?</b> <i>Major Simon Bernard</i>	59
<b>Le côté obscur des élites : l'élitisme en tant que catalyseur de la désobéissance</b> <i>Colonel Bernd Horn, OMM, CD, Ph.D.</i>	74
<b>La transformation de l'Armée de terre : le génie léger au sein de la doctrine canadienne</b> <i>Capitaine Maxime Messier</i>	90
<b>Instruction en vue d'une guerre non conventionnelle : relever les défis de la vie de soldat en Afghanistan</b> <i>Sergent Thomas N. Krasnuik</i>	98
<b>La Brigade de cavalerie canadienne : en attendant la « B »</b> <i>Lieutenant-colonel (retraite) Richard L. Bowes, CD</i>	106
<b>Note au dossier — une évaluation préliminaire du concept d'opérations distribuées</b>	145
<b>Critiques de livres</b>	148
No One Can Stop the Rain: A Chronicle of Two Foreign Aid Workers During the Angolan Civil War	
A Cruel Paradise: Journals of an International Relief Worker <i>Critique préparée par M. Roy Thomas, CSM, CD</i>	148
Quebec 1759: The Battle That Won Canada	
Quebec 1775: The American Invasion of Canada <i>Critique préparée par M. Robert L. Boyer, MA</i>	149

The War in the Mediteranean	152
<i>Critique préparée par le Lieutenant-colonel R.S. Williams, MSM, CD</i>	
And Then They Started Shooting: Growing up in Wartime Bosnia	154
<i>Critique préparée par le Capitaine J.K. Vintar, CD, MA</i>	
Century of Service: The History of the South Alberta Light Horse	156
<i>Critique préparée par Mme Brandey Barton</i>	
War in the Wild East: The German Army and Soviet Partisans	159
<i>Critique préparée par le Sergent Gary I.H. Kett, CD</i>	
Half-hearted Enemies: Nova Scotia, New England and the War of 1812	162
<i>Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD</i>	
Not a Good Day to Die — The Untold Story of Operation Anaconda	165
<i>Critique préparée par le Major Les Mader, CD</i>	
Commander of all Lincoln's Armies: A Life of General Henry W. Halleck	167
<i>Critique préparée par le Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.</i>	
<b>Tribune libre</b>	170



**Des hélicoptères livrent des fournitures indispensables pour la population locale dans le cadre de l'Op Halo, en Haïti**

---

# INVITATION À SOUMETTRE DES ARTICLES : L'ARMÉE DE TERRE DU CANADA ET LA FORCE DE MISE EN ŒUVRE (IFOR) EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

---



Créée en décembre 1995 dans le sillage de l'Accord de paix de Dayton, l'entente qui a mis fin à la guerre de Bosnie, la Force de mise en œuvre de l'OTAN (IFOR) avait un mandat d'un an en vertu duquel elle devait superviser l'acceptation des aspects militaires de l'accord de paix. Ce mandat comportait la tâche de mettre fin aux hostilités et de maintenir la paix, de séparer les forces armées des deux nouvelles entités de la Bosnie, de transférer des portions de territoire entre ces deux entités conformément à l'accord de paix et de transporter les armes lourdes des forces des deux parties vers des sites d'entreposage approuvés. À titre d'acteur de premier plan dans les efforts déployés pour imposer la paix dans la région et ce, depuis le début du conflit, l'Armée de terre du Canada a joué un rôle important dans la réalisation des objectifs de cette mission dès le milieu de 1996.

À l'approche du 10<sup>e</sup> anniversaire de cette mission, Le Journal de l'Armée du Canada lance une invitation à soumettre des articles sur l'Armée de terre et l'IFOR en vue d'une section spéciale qui sera consacrée à ce sujet dans le volume 9.2 (été de 2006). Les articles portant sur la mission du point de vue du Canada et, en particulier, sur des sujets comme le commandement et le contrôle de mission, les opérations, la logistique et le soutien, mais également sur une vue d'ensemble des principales unités canadiennes qui se sont déployées en Bosnie-Herzégovine, seront les bienvenus.

L'échéance de présentation des articles en question est fixée au 30 avril 2006. Des lignes directrices sur la manière de soumettre des articles se trouvent sur le site web de l'Armée de terre, à l'adresse : [www.army.forces.gc.ca/caj/](http://www.army.forces.gc.ca/caj/). Les auteurs peuvent soumettre leur article et les documents à l'appui par voies électroniques directement au rédacteur en chef, à l'adresse électronique : [Godefroy.AB@forces.gc.ca](mailto:Godefroy.AB@forces.gc.ca).



# UN ÉLÉMENT DE NOTRE PATRIMOINE

## L'OPÉRATION PANDA ET L'ARMÉE CANADIENNE DANS L'EUROPE DE LA GUERRE FROIDE<sup>1</sup>

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.



Soldats du 1<sup>er</sup> Bataillon de fusiliers du Canada à l'entraînement près de Hanovre en juin 1952

En raison du déclenchement de la guerre de Corée en 1950, du maintien de forces soviétiques excessives et de la campagne de subversion constante des Soviétiques contre l'Europe occidentale, les autorités politiques du Canada ont estimé que le totalitarisme menaçait encore une fois les intérêts et les valeurs du Canada et qu'un fort engagement visible pour contrer ces idéologies était indispensable. En réaction à la situation, en novembre 1951, le plus vaste déploiement soutenu de l'Armée

canadienne à l'étranger a commencé. L'opération PANDA ou, en anglais, Pacific and Atlantic, a constitué la première matérialisation de l'engagement du Canada envers l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) nouvellement formée.

À titre de l'un des pays fondateurs de l'OTAN et parce qu'il était politiquement disposé à fournir une portion considérable des forces, le Canada était pris dans un dilemme. En 1950, les effectifs de l'Armée canadienne étaient déjà nettement inférieurs au niveau provisoire autorisé et la structure de temps de paix approuvée n'était pas encore connue. Les régiments existants de la Force régulière étaient affectés à la défense du Canada (c'est-à-dire à des tâches tenant de la sécurité du territoire), tandis que l'engagement en Corée était concrétisé non pas à partir de l'armée permanente mais par la formation d'une force spéciale temporaire de l'Armée canadienne. La solution, pour satisfaire les nouvelles exigences des deux régions, consistait à faire appel aux unités de la Milice.

C'est ainsi qu'un effort de recrutement massif a commencé en mai 1951 pour soutenir les engagements du Canada envers les Nations Unies (ONU) et l'OTAN. De nouvelles unités ont été formées, telles que le 1<sup>er</sup> Bataillon de fusiliers du Canada, chacune faisant appel à un certain nombre d'unités de milice. Par exemple, chacun des trois bataillons d'infanterie de la brigade était affilié à cinq unités de milice de différentes parties du Canada. Les autres armes comprenaient un escadron de chars (équipé du char le plus moderne disponible, le Centurion), un régiment d'artillerie, un escadron du génie, des unités des transmissions et des services, et d'autres unités de soutien. La brigade avait un rôle de première ligne au sein du 1<sup>er</sup> Corps d'armée britannique, qui était responsable de la défense du nord de l'Allemagne de l'Ouest.

Les 5 800 hommes du 27<sup>e</sup> Groupe-brigade d'infanterie du Canada (GBIC), qui était une formation de la force totale, ont débarqué du NM Fairsea à Rotterdam, aux Pays-Bas,

---

en novembre 1951, et commencé à se diriger vers le nord de l'Allemagne de l'Ouest. Plus de 5 000 membres de la 1<sup>re</sup> Division aérienne de l'Aviation royale du Canada, équipée de plus de 220 avions fabriqués au Canada, les ont suivis.

Le 27 GBIC avait un rôle de première ligne aux côtés des autres forces de l'OTAN afin de dissuader l'Union soviétique d'entraver les efforts faits par l'Europe de l'Ouest pour se relever économiquement des ravages de la Seconde Guerre mondiale. Recrutés à l'aide du slogan « Une force unie et entraînée est nécessaire pour prévenir l'agression », les soldats de la 27<sup>e</sup> Brigade représentaient un second déploiement majeur de troupes canadiennes à l'étranger en un an.

Le rôle central de la milice a pris fin lorsque la structure de l'Armée canadienne, qui incluait quatre groupes-brigades constitués de troupes régulières, plutôt que la brigade

unique formée en 1946, est devenue officielle en 1954. En conséquence, les troupes régulières du 1 GBIC ont remplacé la 27<sup>e</sup> Brigade en 1953. Par la suite, jusqu'en 1958, la brigade entière faisait une rotation à peu près tous les deux ans; puis, c'est une rotation par unité qui est devenue la norme. Le 2 GBIC est allé en Europe en 1955 et a été suivi du 4 GBIC en 1957, qui est éventuellement devenu le 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada (GBMC).



Un char du Lord Strathcona's Horse traversant la campagne allemande

En raison de la réduction des effectifs de l'armée britannique et des nouvelles politiques du Canada et de l'OTAN, la structure et les capacités de la brigade ont changé au fil des ans. Au début, la puissance de combat de la brigade a augmenté, d'abord par l'affectation d'un régiment complet de Centurions; le point culminant de cette augmentation est survenu dans les années 1960, au moment de la livraison de quatre rampes de missiles à tête nucléaire, qui représentaient le quart de la capacité nucléaire du 1<sup>er</sup> Corps d'armée britannique.

La composition et le rôle de la brigade ont changé considérablement en 1970 après des compressions controversées du budget de la défense et une modification des priorités du Canada en matière de défense. Le 4 GBMC a perdu ses moyens nucléaires et sa capacité a été réduite de façon substantielle. Il a été redéployé dans le sud de l'Allemagne de l'Ouest et affecté à des missions moins importantes à l'appui d'un corps d'armée américain ou allemand.

En 1990, la guerre froide a officiellement pris fin, ce qui a remis en question le besoin du Canada de conserver des forces terrestres et aériennes en Europe. Même si le Canada a décidé de dissoudre le 4 GBMC et bon nombre de ses unités, la présence canadienne en Europe n'a pas été totalement éliminée. Certaines organisations et unités ont été rapatriées au Canada tandis que le reste annonçait le nouvel engagement du Canada envers les opérations de stabilisation dans les Balkans. En 1993, les



---

dernières unités présentes en Allemagne sont parties et les bases ont été fermées.

Plus de 100 000 soldats canadiens ont servi avec la brigade canadienne de l'OTAN de 1951 à 1993. Tous ne sont pas revenus. On estime que quelque 250 membres de l'Armée canadienne sont morts, principalement durant des manœuvres. Durant la guerre froide, les exercices d'entraînement étaient plus que de simples exercices; ils étaient aussi une manifestation de préparation et de dissuasion, ce qui signifie que ces soldats sont tombés pour la préservation de la paix. Toutefois, contrairement à ce que l'on remarque relativement à d'autres déploiements internationaux de longue durée, il n'y a pas encore de plaque ou de monument rappelant leur sacrifice.

---

## Note

1. Je remercie le Dr. Sean Maloney et le Major John Grodzinski, qui ont rédigé une version antérieure du présent article.



Un VBL III franchit un pont pendant un exercice, au Centre d'instruction du Secteur de l'Ouest

**Major Andrew B. Godefroy CD, Ph.D.**

La présente parution marque la fin de ma première année au poste de rédacteur en chef du Journal de l'Armée du Canada. Je n'ai pas hésité un seul instant à accepter cette responsabilité lorsqu'elle m'a été offerte, il y a maintenant 12 mois. Occuper le poste de rédacteur en chef m'apparaissait alors comme un défi et une récompense et j'étais impatient de participer à la publication de la revue professionnelle de l'institution dans laquelle je sers depuis plus de 15 ans.

Il s'agissait vraiment d'un défi. Lorsque je suis arrivé au Journal, nous étions en retard de quelques parutions, le système de production connaissait des ratés, la pertinence des articles était en déclin et l'étoile de la publication pâlisait. Les articles de qualité en provenance de l'Armée de terre se faisaient rares et il semblait que nous avions perdu le contact avec un grand nombre d'éditeurs qui nous appuyaient en nous faisant parvenir des exemplaires de leurs livres les plus récents traitant de sujets militaires pour que nous en publiions une critique. Il y avait beaucoup de pain sur la planche. À l'occasion d'une réunion du personnel du Journal, nous avons décidé des moyens à prendre pour redresser la situation. Le Journal avait besoin de personnes prêtes à prendre fait et cause pour lui et j'ai décidé que je me ferais un des champions de cette cause.

Ma première récompense a été de pouvoir travailler avec une équipe de publication certes petite, mais dévouée. Les rédacteurs en chef, au départ le Brigadier-général Mike Ward et par la suite le Brigadier-général Christopher Davis ainsi que le rédacteur principal, le Lieutenant-colonel Ken Faulkner, ont épousé ma vision du Journal et ont offert le leadership requis pour faire passer la publication à un niveau de qualité supérieur. Au cours de la dernière année, le Bureau d'édition de l'Armée de terre, sous la direction du Capitaine Helga Grodzinski, m'a accordé son appui inconditionnel en dépit du roulement du personnel et des déménagements qu'il a connus. Le personnel a toujours répondu positivement lorsque je devançais les échéances, modifiais légèrement les versions finales et exigeais une qualité de production toujours plus élevée. Je suis plus particulièrement redevable au Sgt Christina Tripp, au Cplc Sandra Clarke, à M. Robert Boyer et à Mme Patricia Bridger pour le professionnalisme dont ils ont fait preuve et qui a permis de faire du Journal un succès pendant l'année qui vient de s'écouler.

Ma seconde récompense a été de voir mûrir les fruits de notre travail. Il m'a parfois été difficile de croire que nous avions respecté les échéances, mais il me suffisait alors de revenir sur les 26 articles, 32 critiques de livre et douzaines d'autres textes en appui qui s'ajoutaient alors dans les pages du Journal de l'Armée du Canada pour mesurer la somme de travail accompli. Le site Web de la publication constitue également un succès. Développé plus tôt cette année par M. Matt Perreault et Mme Christina Rodych, le site du Journal a été visité par plus de 10 000 lecteurs différents depuis juin

dernier et près de 300 visiteurs différents le consultent chaque jour. Le site est des plus utiles à un grand nombre de membres de l'Armée de terre et des Forces canadiennes (FC). Il a fait l'objet de compliments de la part de nos alliés, de membres de la communauté universitaire civile de même que du public en général quant à sa qualité et à la portée des sujets traités. L'an dernier, il nous a fallu solliciter les lecteurs pour obtenir des critiques de livre et des articles. Aujourd'hui, un nouvel article nous est proposé presque chaque jour, par des soldats aussi bien que par des universitaires. De plus, des éditeurs nous offrent généreusement des exemplaires de leurs manuels les plus récemment publiés portant sur des sujets militaires. Je suis personnellement très reconnaissant de l'appui accru que je reçois et je m'engage à continuer à construire la renommée du Journal de l'Armée du Canada comme lieu privilégié de discussion entre professionnels du milieu.

La présente parution touche toute une gamme de sujets liés au capital social et intellectuel de l'Armée de terre dans le cadre de l'environnement de sécurité actuel. Le premier article, rédigé par M. Vincent Curtis, est une critique incisive du concept américain très publicisé de la guerre de quatrième génération qui, cette année, a teinté de façon importante la pensée de notre Armée de terre en matière d'environnements dans lesquels elle devra mener des opérations dans l'avenir rapproché. Cette critique est suivie d'une série d'articles portant sur des sujets pointus allant de la culture aux procédures dans le contexte de la transformation en passant par l'éducation et l'instruction. Le dernier article a été écrit par Rick Bowes. Il traite des efforts consentis par la Brigade de cavalerie canadienne pendant la Première Guerre mondiale. Cet article est accompagné de photographies encore jamais publiées de soldats qui ont servi dans cette formation. Merci à l'auteur d'avoir pris le temps de nous présenter de nouvelles images de l'histoire de l'Armée de terre.

Je dois encore une fois faire appel à ceux et celles qui seraient en mesure de présenter des articles traitant de la participation de l'Armée de terre canadienne à l'IFOR et je remercie ceux et celles qui se sont déjà manifestés. Aidez-nous à faire un succès de ce projet en présentant vos articles et en encourageant vos pairs à faire de même. Je suis particulièrement intéressé par les articles, quelle que soit leur longueur, qui sont écrits par les MR qui ont participé à cette opération.

Je viens de passer une année exceptionnelle à la barre du Journal de l'Armée du Canada. Je remercie sincèrement tous les auteurs et réviseurs qui nous ont appuyés. J'ai hâte d'entreprendre la prochaine année de publication et de lire vos intéressants articles et commentaires.



Visitez-nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>





---

# DIRECTION DE LA DOCTRINE DE L'ARMÉE DE TERRE — MISE À JOUR SUR L'ÉVOLUTION DE LA DÉFENSE NUCLÉAIRE, BIOLOGIQUE ET CHIMIQUE (DNBC)

---

Major Murray Robertson

## Définition

Le terme DNBC s'est graduellement transformé pour devenir défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire (DCBRN). L'OTAN définit essentiellement la DCBRN comme suit : « les plans et activités visant à atténuer ou neutraliser les incidences néfastes pour les opérations et le personnel qui découlent : de l'utilisation ou de la menace d'utilisation d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires; de l'apparition de risques secondaires associés au ciblage des forces adverses; ou de la libération de matériaux industriels toxiques dans l'environnement. » (Traduction) L'acronyme CBRN reconnaît l'importance des matériaux industriels toxiques (MIT) et la menace accrue que présente leur libération par suite d'une attaque délibérée, d'un accident ou de la détérioration des infrastructures. En général, les MIT, même s'ils sont aussi toxiques que les agents de guerre NBC classiques, sont impossibles à détecter avec l'équipement de détection standard des FC et, dans bien des cas, nos masques à gaz réglementaires n'offrent aucune protection contre eux.

## Contexte

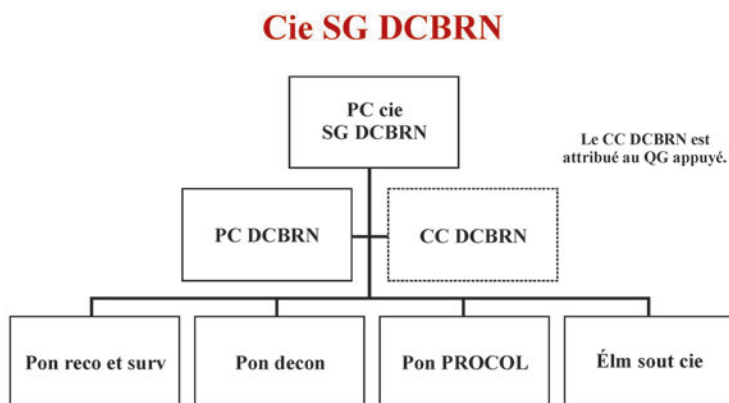


Les FC (et en particulier l'Armée de terre) ne se sont que très peu préoccupées de la DCBRN depuis la fin de la Guerre froide. Les aspects de notre capacité de DCBRN se sont pour la plupart atrophiés depuis lors. La première guerre du Golfe, avec la menace de missiles SCUDS porteurs d'ogives chimiques et biologiques, a ravivé l'intérêt à cet égard pour un temps, mais cette petite lueur s'est ensuite graduellement estompée de nouveau. Puis il y a eu les événements du 11 septembre qui ont vraiment tout bouleversé. L'environnement opérationnel contemporain (EOC) des FC s'est ainsi transformé dramatiquement au cours des cinq dernières années. L'expérience des FC en Afghanistan et à l'occasion d'autres missions de soutien de la paix, et celle des

forces américaines en Iraq ont mis en lumière un nouvel environnement opérationnel asymétrique dans lequel les principaux acteurs ne sont plus des États. Outre la menace d'une attaque délibérée, le risque d'une exposition accidentelle causée par la détérioration de l'infrastructure et le ciblage des forces adverses est maintenant mieux reconnu. Ce nouvel environnement, dans lequel il n'y a pas de front et où l'ennemi est difficile à identifier, a généralement les caractéristiques suivantes en ce qui concerne les incidents de DCBRN. Ces incidents :

- ♦ ont une plus grande probabilité de se produire (attaque délibérée ou libération accidentelle);
- ♦ sont généralement de moindre envergure;
- ♦ sont potentiellement très complexes.

Au sein des FC, il existe trois niveaux de soutien en matière de DCBRN, à savoir : le soutien intégré (SI), le soutien rapproché (SR) et le soutien général (SG), qui sont définis comme suit :

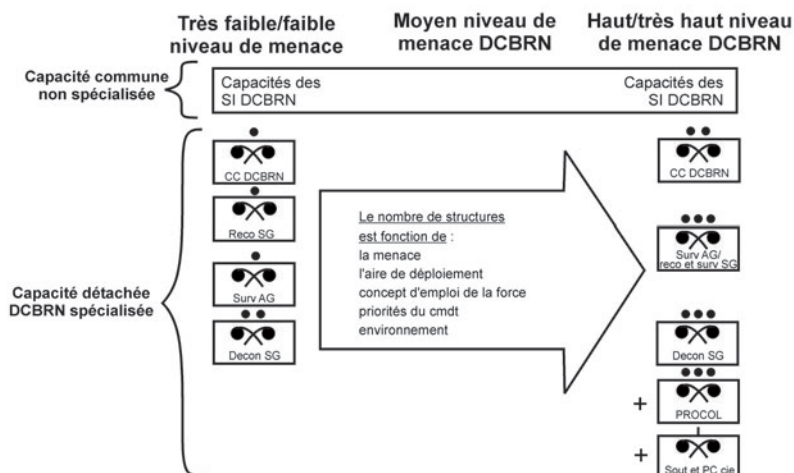


♦ Le SI comprend les mesures de DCBRN prises par tous les membres de l'unité ou de la sous-unité pour survivre dans un environnement CBRN et permettre à l'organisation de poursuivre sa mission. On pense ici à la capacité d'utiliser l'EPI, de faire la décontamination immédiate et opérationnelle, d'exploiter l'équipement de détection limité disponible à ce niveau, notamment le papier détecteur pour trois agents, le détecteur d'agent neurotoxique gazeux (NAVD) et l'appareil de décontamination de 3 litres, ainsi qu'à la mise en application de la règle ALERTE.

♦ Les mesures de SR pour la DCBRN sont exécutées par la formation, l'unité et la sous-unité avec l'équipement du niveau supérieur suivant; elles exigent un niveau de formation plus avancé et ont pour but de rétablir ou de maintenir le rythme opérationnel de l'organisation. Le SR comprend le moniteur d'agents chimiques, le nécessaire de détection chimique M256 AI, le compteur radiac RDS-100 et le détecteur d'agents chimiques GID III. Il inclut actuellement la capacité de reconnaissance CBRN des éléments de reconnaissance de l'Arme blindée et la capacité de décontamination du soutien logistique du combat (SLC) lorsque celle-ci est déployée en mission de décontamination. Bien qu'il doive y avoir une capacité de SR au sein de chaque formation, l'existence d'une telle capacité dépend actuellement de la disponibilité de l'équipement et du temps d'instruction, ainsi que de l'engagement des chefs de la formation.

♦ Les éléments de SG sont les ressources spécialisées de DCBRN gardées au niveau de la formation. Ils sont conçus, formés et déployés au premier titre pour offrir leurs conseils et capacités en matière de DCBRN. Ils disposent de moyens

## Concept op DCBRN - Expéditionnaire



perfectionnés de détection et d'identification des agents, notamment les MIT, ainsi que de décontamination en profondeur. À l'heure actuelle, le seul élément de SG pour la DCBRN au sein des FC est la compagnie de défense NBC interarmées (Cie DNBCI).

### Scénarios possibles



L'OEC comporte tout un éventail de scénarios de DCBRN possibles allant de l'attaque nettement délibérée à une libération accidentelle, en passant par une simple détérioration de l'infrastructure. Qu'il y ait attaque délibérée ou non, la menace de toxicité peut être élevée. Parmi les menaces possibles, signalons, entre autres :

- ◆ attaque limitée à la roquette chimique d'un site statique des FC;
- ◆ dispositif de dispersion d'agents chimiques, biologiques et radiologiques de circonstance placé près d'une installation ou d'un convoi des FC;
- ◆ découverte d'un laboratoire ou d'un site d'agents chimiques par une patrouille canadienne ou alliée;
- ◆ sources de rayonnement de faible intensité dans une usine ou un hôpital abandonnés;
- ◆ libération accidentelle de produits chimiques industriels durant le transport, notamment par camion citerne;

- 
- ◆ pillage délibéré d'usines, d'hôpitaux, etc., entraînant l'exposition de matériaux toxiques;
  - ◆ détérioration de l'infrastructure, notamment les sites d'entreposage portuaires et industriels.

### **Pratiques courantes**

Actuellement, la FT a pour philosophie de répartir les ressources de DCBRN et les responsabilités connexes entre de nombreuses organisations. Il n'y a pas d'organisation ou de branche en particulier qui est responsable de tous les aspects de la DCBRN. Tous les membres de la FT sont responsables (et doivent donc être formés en conséquence) de l'équipement de détection de base, de leur propre protection personnelle et de la décontamination immédiate. En théorie, la reco CBRN est assurée par les éléments de reconnaissance de l'Arme blindée, la décontamination en profondeur par le SLC, tandis que le génie fournit la protection collective, l'eau pour la décontamination et l'équipement lourd.

Au niveau national, les FC n'ont qu'un seul élément spécialisé en DCBRN, la cie DNBCI, qui compte un effectif total d'environ 100 militaires de tous grades (cet effectif devrait passer à environ 150 au cours des quelques prochaines années). Cette compagnie dispose d'un matériel de détection et de surveillance très complexe et dispendieux, capable de détecter et, dans une certaine mesure, d'identifier la plupart des agents CBRN, notamment les MIT (détection dans l'ensemble du spectre). Elle est également équipée pour se protéger des effets toxiques des MIT, ainsi que des agents de guerre NBC classiques. Cependant, même si elle dispose de grandes capacités, cette compagnie a été créée au premier titre pour les opérations nationales et n'a pas l'effectif voulu pour fournir une capacité expéditionnaire au-delà de la première rotation. Elle n'aurait d'ailleurs pas davantage l'effectif requis (actuel ou prévu) pour fournir des éléments de DCBRN de grande taille pour faire face à une urgence nationale.

### **Argumentation**

Peu importe les lacunes actuelles des ressources de SI et de SR pour la DCBRN, il ne fait aucun doute que l'Armée de terre est présentement mal préparée à mettre sur pied et à employer une capacité adéquate de SG pour la DCBRN apte à répondre aux demandes potentielles de l'EOC de façon soutenue, notamment les demandes nationales. La complexité des risques modernes que posent les agents CBRN et la probabilité accrue de leur matérialisation (même purement accidentelle) ne laissent d'autre choix à l'Armée de terre que d'édifier de nouvelles capacités spécialisées en matière de SG pour la DCBRN et d'améliorer et raviver ses capacités actuelles de SI et SR en la matière. Outre l'équipement de base comme le détecteur NAVD et le papier pour trois agents, toutes les sous-unités doivent être équipées, au moins, d'une quantité limitée de matériel de SR comme le MAC, le GID 3, le RDS-100 et le M256A1, et doivent pouvoir les exploiter indépendamment du SG. Parallèlement, les capacités de SG de l'Armée de terre (en particulier les ressources de reconnaissance et de surveillance de haut niveau, de décontamination en profondeur et de protection collective) vont devoir être augmentées afin de pouvoir être déployées comme ressources spécialisées dans le cadre d'opérations expéditionnaires. Bien que conçues

---

et constituées en vue des déploiements internationaux, ces éléments de SG seront évidemment disponibles pour les opérations nationales si nécessaire.



Tout en reconnaissant la nécessité de disposer d'éléments de SG pour la DCBRN, il ne faut pas perdre de vue les contraintes financières qui opèrent ni, surtout, la main-d'œuvre limitée disponible au sein de la Force régulière. Si ces contraintes n'interdisent pas la création de sous-unités de DCBRN au sein de la Force régulière, elles la rendent certainement moins probable. Compte tenu desdites contraintes, il est proposé de créer ces capacités de SG pour la DCBRN principalement au sein de la Réserve de l'Armée de terre. Pour constituer une base de mise sur pied de la force de taille suffisante, il est en outre proposé que l'Armée de terre crée six unités de la taille d'une sous-unité réparties dans tout le Canada, à raison d'au moins une par secteur de la FT. Ces nouvelles sous-unités de la Réserve seraient constituées d'un mélange de réservistes à temps plein et à temps partiel. La proportion exacte de ces deux groupes n'est pas encore précisément définie et va dépendre du niveau de préparation opérationnelle requis, mais devrait se situer à environ 25% de personnel à temps plein. Les sous-unités ainsi créées vont être structurées sous forme de blocs fonctionnels à géométrie variable qui pourront fournir une, plusieurs ou l'ensemble des ressources énumérées ci-dessous de façon soutenue, tant pour les opérations expéditionnaires que pour les opérations nationales, si nécessaire :

- ◆ Centre de coordination de DCBRN;
- ◆ Éléments de reconnaissance et de surveillance DCBRN;
- ◆ Éléments de décontamination en profondeur DCBRN;

- ◆ Éléments de protection collective DCBRN;
- ◆ PC de compagnie DCBRN.

Les nouvelles sous-unités CBRN seront constituées de blocs fonctionnels de la taille d'une section qui pourront être articulés en sections, pelotons, pelotons mixtes ou même en une cie DCBRN complète, en fonction de la menace, et déployés en opérations (nationales ou expéditionnaires). Cette structure permettra également de faire en sorte que certaines capacités de SG pour la DCBRN dans un environnement multinational soient fournies par les alliés, tandis que d'autres seront fournies par le Canada.

## Appartenance

L'un des principaux problèmes de notre organisation actuelle de DCBRN est qu'en appartenant à plusieurs branches, elle se trouve à n'appartenir à personne. À la DDAT, nous croyons qu'il est impératif que la fonction de DCBRN soit prise en charge et mise de l'avant par une seule branche. Ce réalignement va favoriser un sentiment de propriété, la continuité, l'accroissement de l'expérience et une meilleure saisie des leçons retenues. Il est tout à fait possible que certains des postes soient confiés à des personnes provenant d'autres branches, mais il est crucial qu'une seule branche soit responsable de tous les aspects du SG pour la DCBRN.

## Conclusion

Le Canada ne peut plus se permettre de considérer la DCBRN comme non essentielle. La menace liée à une attaque délibérée, à une libération accidentelle ou à la détérioration de l'infrastructure, est bien réelle, à l'étranger comme au pays, et va vraisemblablement s'intensifier. Tous les membres de l'Armée de terre du Canada doivent être plus sensibilisés à cette menace et doivent améliorer leurs capacités à tous les niveaux. Tous les militaires (et les entrepreneurs déployés outre-mer) doivent être mieux informés de la menace et mieux en mesure de se protéger dans toutes les circonstances. De plus, l'Armée de terre doit être en mesure de mettre sur pied des éléments spécialisés en DCBRN dotés de grands moyens pour répondre à la menace pressentie, au pays ou à l'étranger. La création des sous-unités évoquées ci-dessus habilitera précisément ces capacités.



Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>





---

# **NOUVELLES DE LA DIRECTION— INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE : POURQUOI S'EMBARRASSER AVEC LES NORMES?**

---

**Lieutenant-colonel Roch Giguère, CD**

Depuis mon arrivée à ce poste en 2004, j'ai entendu ce genre de commentaire à quelques reprises. Le ton était parfois à la blague mais à ma grande surprise, certains de mes interlocuteurs étaient sérieux. Le but de cet article est donc de brosser une mise à jour de l'organisation des normes au sein du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) et surtout de démystifier le rôle de l'officier en chef des normes du Commandement (OCNC) et de la communauté des normes au sein de l'Armée de terre.

## **La communauté des normes**

Dans un premier temps, il est important de mentionner que la communauté des normes du commandement regroupe une centaine de militaires (65 réguliers et 35 réservistes). Cependant, l'organisation des normes au niveau du QG SDIFT est constituée seulement de l'auteur, de l'officier de développement de l'instruction (ODI) du commandement et d'un capitaine coordonnateur, tous trois sous la tutelle du directeur de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT). Fort heureusement, nous pouvons aussi compter sur la collaboration des deux adjudant-chefs du DIAT 5 qui sont double-chapeautés comme étant les adjudant-chefs des normes. Par la suite, un représentant de l'organisation des normes du commandement (RONC) du grade d'adjudant-chef, est co-localisé avec chaque centre d'instruction de secteur et répond directement à l'OCNC. Tout le reste de la communauté des normes du commandement appartient aux différents secteurs, aux centres d'instruction et aux brigades de la Réserve.

## **Le rôle des RONC**

Je crois qu'il est essentiel de faire une parenthèse afin d'expliquer brièvement la raison d'être et le rôle des RONC. Vers la fin des années 1990, les autorités de l'Armée de terre ont fait face à des pressions extérieures pour qu'un représentant de l'ombudsman soit co-localisé avec chaque centre d'instruction. Il s'agissait d'un défi de taille surtout qu'à l'époque on évoquait la possibilité que ce poste soit détenu par un civil avec une chaîne de commandement particulière. Finalement, la décision fut d'intégrer plutôt un militaire du grade d'adjudant-chef au sein de chaque secteur mais relevant de l'OCNC au QG SDIFT à Kingston. Leur vaste expérience, leur crédibilité ainsi que leur capacité de réseautage donnent à ces militaires tous les outils nécessaires pour observer et analyser les comportements sur les cours et conseiller les différents intervenants au niveau de l'instruction individuelle. Principalement, leur rôle consiste à s'assurer que tous les candidats et les instructeurs ont accès au RONC afin d'exprimer leurs préoccupations; directement et librement. Ils ont comme mandat d'agir comme agents neutres et objectifs relativement à l'instruction, indépendamment de la chaîne de

---

commandement, et de fournir au candidat l'information nécessaire concernant la procédure à suivre pour obtenir de l'assistance ou résoudre un problème. Par la suite, ils se doivent de faire les recommandations appropriées au niveau d'autorité le plus bas susceptible d'affecter les changements nécessaires. Si le RONC considère qu'une enquête est nécessaire et justifiée, il doit référer le cas à l'autorité appropriée. Finalement, tout en maintenant le sceau de confidentialité, il doit faire-part de ses recommandations et/ou opinions à l'OCNC et à la chaîne de commandement. En plus d'être le point de contact principal de l'OCNC, le RONC est aussi la bougie d'allumage pour démarrer le processus de résolution de conflits, si nécessaire.

## La relation de commandement et contrôle

La relation de commandement et contrôle entre les différents intervenants de la communauté des normes n'est pas simple et diffère selon leur rôle. Par exemple, les RONC, qui sont dispersés à travers le pays, et qui sont présents au sein de chaque secteur, sont sous le commandement opérationnel de l'OCNC à Kingston. Les chefs des normes (CN) des secteurs, pour leur part, répondent à leur commandant de secteur respectif. La relation qui existe entre les CN et l'OCNC est une relation de coordination et repose uniquement sur le professionnalisme et la bonne volonté de tous et chacun. Enfin, le personnel des normes des centres d'instruction, des brigades de la Réserve et du Centre d'instruction au combat (CIC) relèvent de leur chaîne de commandement respective sans aucun lien officiel avec les CN et l'OCNC. Considérant que le mandat de l'OCNC est de : « Maintenir une visibilité sur

---

Nous nous rappellerons que la communauté des normes telle que nous la connaissons aujourd'hui a été mise sur pied au début de ce siècle et qu'il s'agissait d'un concept avec lequel nous n'étions ni familiers et ni à l'aise

---

l'instruction individuelle au sein de l'Armée de terre et d'aviser le commandant du SDIFT concernant les sujets relatifs à l'implémentation du concept » Une Armée, une norme, vous comprendrez que la relation de commandement décrite ci-haut pose un défi de taille afin d'accomplir ce mandat.

Nous nous rappellerons que la communauté des normes telle que nous la connaissons aujourd'hui a été mise sur pied au début de ce siècle et qu'il s'agissait d'un concept avec lequel nous n'étions ni familiers et ni à l'aise. Après bientôt cinq années de gestation, cette organisation a maintenant atteint un niveau de maturité tel qu'elle est en mesure d'évoluer vers un modèle de contrôle mieux adapté aux circonstances

actuelles. Cependant, il est reconnu que les secteurs doivent conserver leur capacité intégrale des normes. Les secteurs constituent les clients de première ligne, qui sont notre raison d'être et que nous devons servir au meilleur de nos capacités. Le personnel des normes sous le contrôle du CIC fournit pour sa part, l'expertise essentielle au maintien des normes dans des domaines particuliers. Et finalement, les centres d'instruction et les brigades (régulières et de la Réserve) préparent les soldats à accomplir leur rôle lors d'opérations. Tous ces intervenants ont un rôle important à jouer et chacun d'entre eux doit être impliqué dans l'établissement et l'application des normes. Peut-on centraliser toutes ces capacités sous une même autorité sans « écorcher » les relations existantes? Est-il possible d'établir une relation de

---

commandement pyramidale au sein de la communauté des normes comme celle dont nous sommes tous familiers? Pouvons nous sérieusement exercer un contrôle total de cette communauté dispersée à partir du QG SDIFT? La réponse à ces questions est négative. Par contre, est-il possible de préserver la relation de commandement de certains éléments tout en établissant une relation de contrôle opérationnel (OPCON)? Peux-t-on regrouper certains éléments sous l'OPCON de l'OCNC sans affecter les capacités intégrales des secteurs et des formations? Possiblement.

## **Normes = Police d'assurance**

Depuis l'implémentation de la section des normes au QG SDIFT, une interrelation plus étroite existe entre les différents paliers des normes du commandement. Le personnel des normes est de plus en plus visible et leur présence s'accroît régulièrement. Par contre, plusieurs les voient encore comme un obstacle ou un dérangement à l'accomplissement de leur mission. Lors des visites que j'ai effectuées à travers le pays depuis juillet 2004, je me suis efforcé de démystifier le rôle du personnel des normes et de faire comprendre que le personnel des normes est un outil supplémentaire pour aider le personnel des cours à accomplir leur tâche et non un embêtement. Le personnel des normes ne constitue pas la « Gestapo » du commandement. Notre rôle ne consiste pas à se réjouir des erreurs ou des oublis du personnel des cours. Bien au contraire, notre rôle consiste à détecter les faiblesses, à proposer des solutions et à s'assurer que ceci affectera le moins possible le déroulement des cours. De mon point de vue, la communauté des normes du commandement constitue la police d'assurance ou la brigade d'incendie de l'Armée de terre. Chacun d'entre nous dépense de fortes sommes d'argent en assurance espérant ne jamais faire de réclamations. Habituellement, la brigade d'incendie des municipalités est mise sur pied en espérant qu'elle ne servira jamais. Combien de fois les pompiers répondent-ils à de fausses alertes sans avoir besoin d'intervenir? Dans le cas des normes, l'analogie est la même. Des tempêtes dans un verre d'eau sont occasionnellement déclenchées suite aux plaintes des candidats et des instructeurs, beaucoup d'efforts sont investis afin de déterminer exactement ce qui s'est passé pour finalement réaliser que l'institution en cause a pris les bonnes décisions et a bien réagi. Je réalise que ceci occasionne bien des frustrations mais chaque fois que nous réagissons à une « fausse alerte », j'estime que nous avons fait notre travail et que nous nous sommes forcés à s'évaluer davantage afin d'avoir « l'assurance » que tout a été fait selon les normes. Le coût de cette « assurance » est dérisoire comparativement au budget total de l'Armée de terre et il accroît notre crédibilité vis-à-vis du public et de nos futurs soldats.

Selon les statistiques relevées depuis 2004, les faiblesses identifiées sont principalement dues aux facteurs suivants :

- ◆ L'inexpérience des instructeurs ou du personnel de cours. Il n'est pas rare qu'un candidat, nouvellement gradué ou promu, soit utilisé comme instructeur. Malgré leurs bonnes intentions, il s'avère souvent que ces jeunes militaires éprouvent de la difficulté à livrer la matière selon les normes.
- ◆ L'excès de confiance de certaines organisations ou groupes d'instructeurs. À l'inverse du problème précédent, des instructeurs oeuvrant dans ce domaine depuis

plusieurs années ont pris de mauvaises habitudes et éprouvent des difficultés à s'ajuster à la philosophie d'entraînement du 21<sup>ème</sup> siècle.

◆ Le tempo opérationnel et d'entraînement imposé aux unités depuis quelques années incitent le personnel des cours à « couper les coins ronds » afin de tenter d'obtenir un résultat similaire en moins de temps. Les candidats doivent absorber la matière plus rapidement, les normes en souffrent, et le produit final n'a pas la qualité escomptée.

◆ Le nombre sans cesse croissant de demandes de dérogations de toutes sortes. Cette procédure devrait être utilisée dans des cas exceptionnels mais elle est devenue la norme. Rare sont les cours qui n'ont pas recours à la demande de dérogations pour obtenir le personnel nécessaire. Malgré les bonnes intentions du personnel ainsi choisi, la qualité de l'instruction en souffre.

### Option proposée

Les CN constituent sans aucun doute la pierre angulaire de l'organisation des normes. Sans leur constant appui, il m'est impossible d'assurer une visibilité globale des normes de l'Armée de terre. Cependant, trop souvent les CN sont utilisés à des fins autres que celles des normes. La situation est d'autant plus critique lorsque les CN ne peuvent faire leur travail de normes durant la période estivale, qui constitue la période la plus importante de l'année. Sans la présence constante des CN, la coordination des visites est défaillante, l'analyse sectorielle est inexistante et la visibilité de l'OCNC est grandement diminuée.

Afin de pallier à ce problème sans diminuer cette capacité particulière au sein des secteurs, je propose une relation partagée entre les secteurs et l'organisation des

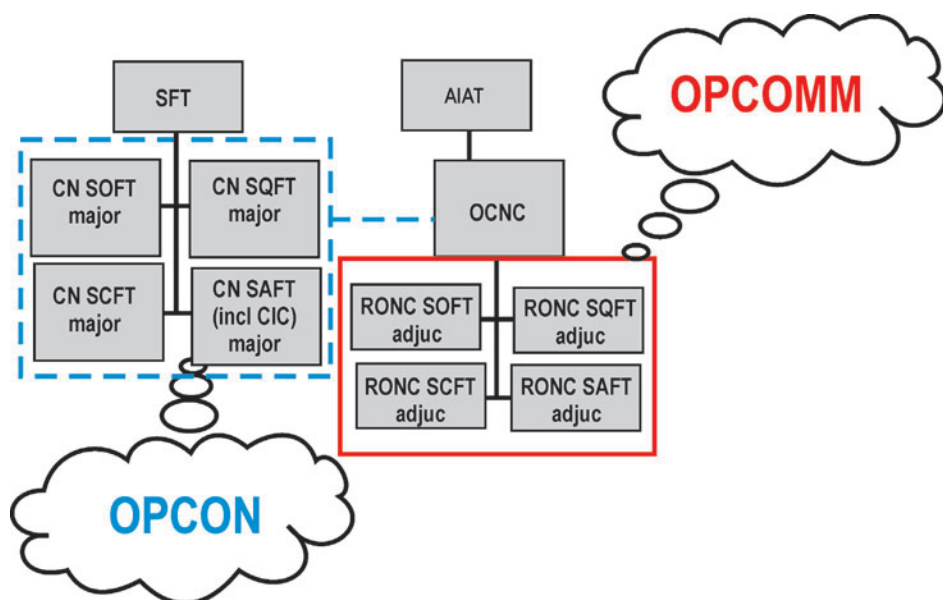


Figure 1 : Option proposée

---

normes du commandement. Ainsi le CN peut demeurer sous le commandement opérationnel (OPCOMM) du secteur tout en oeuvrant sous l'OPCON de l'OCNC (voir la Figure 1).

Cette proposition a été soumise au Conseil de l'instruction de l'Armée de terre le 18 novembre 2005. Après que chaque secteur aura eu l'occasion d'étudier la proposition et de soumettre des commentaires, une décision, à savoir si nous conserverons le statu quo ou si nous progresserons vers ce modèle à contrôle partagé sera prise au printemps 2006. Entre temps, tous les commentaires, suggestions et opinions sont les bienvenus. Il faut reconnaître qu'il s'agit d'un compromis qui ne rencontre pas totalement tous les aspects des partis concernés. Cependant, cette proposition permet de raffermir davantage le lien technique qui relie l'OCNC aux CN. Du même coup, les secteurs conservent le commandement opérationnel des CN mais l'OCNC a suffisamment de contrôle pour pouvoir accomplir son mandat, soit d'avoir une visibilité globale des normes de l'Armée de terre.

## Conclusion

Des pas de géants ont été accomplis depuis l'instauration de la communauté des normes au sein du commandement de l'Armée de terre. La normalisation des cours de base de niveau PPI et 2 s'est grandement améliorée. La coopération et l'échange d'information entre les différents paliers sont exemplaires malgré que la relation ne soit pas officielle et que tous ses gens ne relèvent pas d'une chaîne de commandement claire et unique. La crédibilité du personnel des normes s'accroît d'année en année et nous sommes de mieux en mieux perçus par les institutions d'instruction. L'option proposée, qui raffermira le lien entre l'OCNC et les CN améliorera encore davantage la qualité des normes et servira d'autant plus la chaîne de commandement à gérer adéquatement les risques inhérents à l'instruction individuelle.



Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



---

# MISE À JOUR DE LA DIRECTION — CONCEPTS STRATÉGIQUES (OPÉRATIONS TERRESTRES) (DCSOT) : CRISE À ZEFRA

---



Colonel James B. Simms

La Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT) conseille le Chef d'état-major de l'Armée de terre sur l'environnement de sécurité de l'avenir, sur les capacités dont la force aura besoin dans cet environnement de même que sur les concepts et technologies de remplacement essentiels à l'acquisition de ces capacités. Pour remplir son mandat, la Direction étudie une multitude de questions ayant trait à l'environnement global et national, aux technologies naissantes ainsi qu'aux progrès réalisés par les forces alliées et étrangères.

En 2003, la DCSOT a publié *La force de demain*, cadre conceptuel théorique dont le but est de venir en aide aux dirigeants de l'Armée de terre et aux états-majors qui se penchent sur les concepts de l'Armée de terre de demain. Cet ouvrage donne un aperçu des tendances jusqu'en

2025 et il contient des recommandations qui permettront à l'Armée de terre d'évoluer pour relever et surmonter les défis de l'avenir.

Cette année, la DCSOT a publié *Crise à Zefra*, premier ouvrage complémentaire de *La force de demain*. Publié dans le but d'illustrer bon nombre des concepts traités dans *La force de demain*, le document *Crise à Zefra* est fidèle à une longue tradition dans l'Armée de terre canadienne de recourir à la fiction militaire pour décrire et caractériser ce qui peut devenir dans quelques années seulement une réalité militaire.

La DCSOT a rédigé *Crise à Zefra* afin de présenter ce que pourraient être les systèmes futurs de commandement et de contrôle, les nouvelles technologies et les tactiques, les techniques et les procédures de l'ère postmoderne. En même temps, *Crise à Zefra* évoquera pour certains des souvenirs étrangement familiers; cela a pour but de rendre le récit plausible tout en explorant ce qui n'est pas encore possible. Mais, surtout, le récit a pour but de présenter un des nombreux concepts montrant comment l'Armée de terre du Canada pourrait livrer ses guerres futures, dans l'espoir que les lecteurs arriveront à décortiquer et à analyser les idées qui y sont présentées et à en débattre entre eux ou en ligne sur le forum du site Web de la *Crise à Zefra* ([www.army.forces.gc.ca/zefra/](http://www.army.forces.gc.ca/zefra/)).

On a dit beaucoup de choses sur la transformation des Forces canadiennes et de l'Armée de terre, mais pour garder sa pertinence et son succès, celle-ci doit sans cesse se réévaluer en tant qu'institution et envisager de nouvelles options. Tandis que le contexte de sécurité continue de se métamorphoser, il est de notre devoir de nous interroger sur l'avenir et d'explorer constamment d'autres avenir possibles, dont l'un pourrait un jour devenir réalité.



---

# LA THÉORIE DE LA GUERRE DE QUATRIÈME GÉNÉRATION

---

M. Vincent J. Curtis

*La sagesse ne réside pas seulement dans les nouvelles idées. [traduction]  
Winston S. Churchill*



William S. Lind

En octobre 1989 paraît un article de William S. Lind et coll'. dans la *Marine Corps Gazette* où les auteurs tentent de définir quel serait l'avenir de la guerre. Ils ont recherché et quantifié ce qu'ils appellent des changements « dialectiquement qualitatifs » à la façon de faire la guerre, qui étaient eux-mêmes le fruit de nouvelles technologies ou de nouveaux concepts. De là, ils ont qualifié la guerre de l'avenir de « guerre de quatrième génération ».

Le présent article vise à expliquer, puis à critiquer les théories actuelles sur la guerre de quatrième génération (G4G) défendues par deux auteurs principaux qui se sont penchés sur ce sujet. On doit garder à l'esprit qu'il existe une distinction importante et claire entre d'une part la théorie et d'autre part la guerre, qui est l'objet de la théorie, ainsi qu'entre les actes de guerre et les actions d'ordre politique.

## Théorie de Lind sur la guerre de quatrième génération

Lind commence par affirmer que la guerre moderne est apparue à la fin de la guerre de Trente ans, conflit européen majeur qui s'est terminé en 1648 à la suite de la signature du Traité de Westphalie. L'armée de Gustave-Adolphe était alors la plus sophistiquée sur le plan tactique et cette guerre lui a permis de prouver de façon décisive sa supériorité au combat face aux armées espagnoles. Sa formation de combat résolument linéaire s'est avérée plus souple au niveau tactique que celle de l'adversaire et elle permettait de générer plus de puissance de feu que la formation de combat espagnole. Le Traité de Westphalie revêt une grande importance, non seulement du point de vue historique, mais également pour la théorie de Lind, car il fait de l'État-nation le principal acteur politique en Europe occidentale et, ultérieurement, dans le monde entier.

D'après la théorie de Lind, la guerre de première génération (G1G) est définie comme étant linéaire, avec un certain « ordre » militaire et les États-nations y jouissent d'un monopole face au recours à la guerre pour atteindre des objectifs politiques.

Lind affirme que ce sont les Français qui, au cours de la Première Guerre mondiale, ont créé la guerre de deuxième génération (G2G). Selon lui, les Français ont inventé la méthode de tir et de mouvement résumée par le slogan « l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe ». Cette génération de guerre est également linéaire, mais se distingue de la première génération par la dispersion des formations. Dans la G2G, l'infanterie progresse sur le champ de bataille en petits groupes et par courtes charges plutôt qu'en une grande ligne, à un rythme soutenu, comme c'était le cas dans la G1G. Les armées de la G2G conservent l'ordre militaire des armées de la première génération, tout comme les États-nations conservent le monopole de la guerre.

---

Selon Lind, la guerre de troisième génération (G3G) apparaît également au cours de la Première Guerre mondiale, cette fois-ci du côté des Allemands. Ces derniers ont mis au point la tactique d'infiltration, utilisée par les combattants d'unités de choc lors de l'offensive de 1918<sup>2</sup>. Ces combattants devaient constituer la première vague d'attaque. Ils devaient infiltrer les retranchements de l'ennemi et entraîner sa perte. Lind juge qu'il s'agit là du premier exemple de la guerre de manœuvre, qu'il a contribué à populariser avec son ouvrage paru quatre ans auparavant<sup>3</sup>. La guerre de manœuvre est ce que Lind nomme G3G, et elle se distingue par l'absence de linéarité et par la dispersion des troupes.

La G2G, caractérisée par la dispersion seulement, est le fruit d'un changement technologique, c'est-à-dire l'apparition de l'arme automatique et de la poudre sans fumée. La G3G est entraînée par de nouveaux concepts, soit ceux de non-linéarité et de dispersion.

Ainsi, Lind tente d'établir ce à quoi ressemblera la guerre de quatrième génération. Il croit que la dispersion et la non-linéarité continueront d'avoir la cote et que la G4G sera extrêmement non linéaire, avec des troupes fortement dispersées. Donc, selon lui, la G4G sera l'œuvre de petits groupes armés qui agiront sur l'ensemble du théâtre d'opérations. Afin d'être fonctionnels, ces groupes devront être légèrement armés pour pouvoir se déplacer rapidement, et ils ne devront pas compter sur une logistique centralisée, du moins au sens admis par les armées de la G2G et de la G3G. Parce qu'ils ne jouiraient pas d'une logistique centralisée, ces groupes devraient, dans une large mesure, tirer profit des ressources à leur portée et ils devraient se procurer des munitions, ou créer des munitions de circonstances, dans leur zone d'opérations. Le commandement de mission compris dans la G3G serait conservé afin de diriger les activités de tous ces groupes.

L'objectif opérationnel des forces militaires ayant recours à la G4G serait d'anéantir la résistance de l'ennemi au moyen de nombreuses attaques ciblées. Ces attaques ne seraient pas principalement dirigées contre les ressources militaires de l'ennemi, mais bien contre la mère patrie de ce dernier et contre sa culture. La guerre psychologique occuperait une place de choix dans la G4G car l'objectif de cette dernière serait d'éliminer la volonté de résister des leaders du pays ennemi, ou, à tout le moins, de sa population. Idéalement, les forces militaires du pays ennemi ne seraient d'aucune utilité face aux combattants de la G4G. En raison de la nature des combats, la G4G peut être l'œuvre d'acteurs d'autre nature qu'étatique, ce qui mettrait fin au monopole des États-nations possédant sur la guerre. De même, un « ordre » militaire ne serait pas nécessaire au sein d'une force de la G4G.

Comme la technologie et les concepts sont les éléments moteurs des changements dialectiquement qualitatifs, Lind s'est penché sur ces deux éléments dans le contexte de sa vision de la G4G. Lind formule l'hypothèse que si la technologie est à la source de la G4G, il se peut fort bien qu'on assiste à la prolifération des armes à énergie dirigée, et les leaders de l'État qui a recours à la G4G en tant que moyen opérationnel devraient maîtriser l'art de la guerre ainsi que la technologie. En 1989, Lind était pessimiste quant à la capacité des États-Unis de se procurer des armes de haute technologie capable de combattre une G4G découlant de progrès technologiques.

---

Lorsque Lind s'est penché sur une G4G engendrée par de nouveaux concepts, il a immédiatement songé au terrorisme. Lind ne croit pas que le terrorisme en soi constitue la G4G, mais reconnaît que certaines de ses composantes s'y rapportent. Par exemple, les organisations terroristes présentent certaines des caractéristiques reprises de la G3G (c.-à-d. la guerre de manœuvre) telles que le commandement de mission. Les terroristes et les guérillas ont pour but de miner l'ennemi en l'attaquant par derrière et en faisant passer le point central du « front » à l'« arrière ». Les organisations terroristes présentent les caractéristiques de la G4G lorsqu'ils frappent directement des cibles civiles sur le territoire national de l'ennemi, tout en considérant les forces militaires incapables d'intervenir. Les terroristes se servent d'armes peu coûteuses et ils fabriquent des munitions de circonstances avec la matériel largement disponible dans le pays hôte. Les terroristes n'ont aucune culture de l'ordre, ce que Lind considère comme un atout dans la G4G. Les organisations terroristes utilisent avec habileté les médias pour faire de la propagande et transmettre des directives opérationnelles.

Les méthodes des narco-terroristes correspondent presque aux critères de Lind en ce qui concerne la G4G en ce sens que ces derniers attaquent la culture de l'ennemi en la corrompant avec de la drogue et parce que les forces militaires modernes n'ont pas, selon Lind, la capacité de combattre efficacement les groupes de narco-terroristes. Lind suppose également que le terrorisme tirant profit de la haute technologie et étant au service d'une idéologie ou d'une religion correspondrait probablement à la G4G car les opérations terroristes seraient dirigées contre la culture de l'état ennemi. Lind affirme que les terroristes remportent en quelque sorte une victoire si nous délaissions certaines de nos protections juridiques afin d'augmenter notre sécurité. Lind a lancé une sombre mise en garde à ceux qui voudraient ignorer ses dires :

*Les premiers à reconnaître, à comprendre et à mettre en œuvre un changement générationnel peuvent obtenir un avantage décisif. À l'inverse, un pays qui tarde à s'adapter à un tel changement s'expose à une défaite catastrophique.*

### **Un dogme superficiel**

La théorie de Lind est un exemple typique de l'établissement d'un système philosophique. Un tel processus débute par la formulation, de façon dogmatique, de propositions théoriquement irréfutables. On déduit ensuite rationnellement les conséquences découlant de ces propositions. Il en résulte une construction intellectuelle qui, en apparence, semble respectable car elle est, superficiellement, conforme à la méthode utilisée pour expliquer la géométrie euclidienne, la physique mathématique de même que d'autres sciences. Les systèmes philosophiques sont dogmatiques, rationalistes et, dans une certaine mesure, ne sont pas au diapason des expériences communes. Un système philosophique ne permet aucune nuance : il est soit accepté, soit rejeté. Le système est un monde en soi et ne permet aucune discussion ou interaction avec quoi que ce soit d'autre que lui<sup>4</sup>.

Comme il s'agit d'un système, le terme « guerre de quatrième génération » n'est pas seulement le nom d'une méthode opérationnelle caractéristique de ce système, mais également une confirmation de l'analyse qui a donné lieu à ce terme. On ne peut utiliser les termes « quatrième » et « génération » sans implicitement affirmer l'existence de trois générations antérieures et donc de la théorie de laquelle la guerre de quatrième génération tire son nom.

---

Les explications de Lind sont certainement dogmatiques. Situer l'apparition de la guerre moderne en 1648 est discutable et totalement arbitraire. Le choix des critères dialectiques de la linéarité et de la dispersion parmi une multitude d'autres critères permettant de classer l'évolution de l'art de faire la guerre est également arbitraire. La théorie est hermétique. Elle ignore la théorie de la « guerre à trois volets »<sup>5</sup>. Elle semble passer outre aux importantes contributions de Clausewitz et au travail de

---

Comme il s'agit d'un système, le terme « guerre de quatrième génération » n'est pas seulement le nom d'une méthode opérationnelle caractéristique de ce système, mais également une confirmation de l'analyse qui a donné lieu à ce terme

---

Trevor N. DuPuy. Elle ne tient pas compte des concepts militaires élémentaires que sont l'offensive et la défensive, de même que la stratégie et la tactique. Le choix de la culture comme objectif d'une guerre est non seulement bizarre, mais invaliderait aussi le principe selon lequel les guerres servent à atteindre des buts politiques.

Les concepts de symétrie et d'asymétrie sont essentiels à la théorie de Lind; pourtant ce dernier omet d'analyser la G4G en fonction de ces deux éléments. Lind n'explique pas pourquoi, si les forces militaires sont largement incompatibles avec la G4G, les États-nations ne devraient pas les conserver telles quelles et devraient plutôt mettre sur pied une toute nouvelle force spéciale avec laquelle combattre dans le

cadre de la G4G. La théorie de Lind compare sans raison des pommes avec des oranges. La G1G désigne une guerre où le *combat* se déroule en formations linéaires serrées, mais la G2G, la G3G et la G4G désignent des méthodes d'attaque *opérationnelles*. La théorie de Lind ne traite nullement de la défense. La raison en est fort simple : la défense, en temps de guerre, consiste à affirmer : « ceci est à nous et vous ne pouvez l'avoir ». Cette mentalité implique la délimitation de lignes (ou de cercles)<sup>6</sup>. Mais la linéarité est un concept de la G1G, désuet et obtus. La G4G est censée représenter une technique opérationnelle s'attaquant à l'idée de linéarité, et il serait contradictoire de définir la défense d'une façon non linéaire. Par conséquent, la G4G ne comporte pas de composante « défense ».

Finalement, la théorie de la G4G ne concerne qu'une méthode opérationnelle; la G4G n'est pas une stratégie ou un plan de guerre. Affirmer que l'État-nation jouit, depuis 1648, d'un monopole sur le recours à la guerre afin d'atteindre des buts politiques est à la fois erroné et superflu. C'est erroné car les guerres partisans existent, écrits à l'appui, depuis l'époque de Clausewitz. C'est superflu car il n'est nullement nécessaire d'élaborer une théorie opérationnelle en se basant sur un présumé monopole qui empêche les États-nations de recourir à cette théorie. Pareillement, il est inutile de faire référence à un « ordre » militaire pour élaborer une méthode opérationnelle d'attaque. Comme la théorie de Lind sur la G4G est un système dogmatique, on ne peut que l'accepter ou la rejeter dans son ensemble.

## Lind et Dupuy

Cinq ans avant que Lind rédige son ouvrage sur la G4G, Trevor N. DuPuy publiait un livre intitulé : *The Evolution of Weapons and Warfare*<sup>7</sup>. Dans ce livre, DuPuy décrit comment les progrès technologiques et le leadership innovateur ont influencé

---

l'évolution de la guerre dès 2 000 ans av. J.C. et jusqu'aux années 80. Devançant Lind, DuPuy conclut que les grands progrès dans les affaires militaires sont le fruit d'une réflexion saine et novatrice face aux armes existantes et qu'une telle réflexion a joué sur les relations internationales. DuPuy énumère plus de deux douzaines d'innovations radicales, au niveau des concepts et de la technologie, qui ont changé la façon de faire la guerre, dont sept au niveau de la guerre terrestre survenues depuis l'époque de Frédéric le Grand.



Le 2RCHA en attente près de Kaboul, Afghanistan

DuPuy explique dans son ouvrage pourquoi il juge que chaque changement a eu une incidence importante sur la façon de faire la guerre. Gustave Adolphe a rassemblé l'infanterie et l'artillerie en une formation linéaire souple qui a vaincu les armées espagnoles. Frédéric le Grand a été le premier à utiliser les armes à silex et il a perfectionné la tactique de la poudre à canon. Puis ce fut au tour de l'incomparable Napoléon Bonaparte de révolutionner la façon de faire la guerre en instaurant le principe de « nation en guerre ». La révolution industrielle a entraîné des modifications à la portée, à la qualité et à la quantité de biens manufacturés, et, par conséquent, a augmenté la capacité de partir en guerre. Il y a également eu le développement de la balle conoïde, du canon rayé et de la poudre sans fumée. Il y a eu l'invention de la mitrailleuse, du barbelé et des explosifs détonants. Il y a eu le développement de la puissance aérienne, des armes nucléaires et des missiles guidés. Depuis la publication du livre de DuPuy, il y a eu l'apparition de l'arme intelligente et la révolution dans les affaires militaires (RAM). DuPuy ne considère pas le développement de la guérilla comme une évolution, ou une autre génération, de guerre.

Trevor N. DuPuy est un auteur militaire bien connu, qui a publié bon nombre d'ouvrages. Pourtant, Lind ne mentionne nullement avoir lu le livre ou connaître son contenu. Lind ne peut reconnaître le travail de DuPuy sans sacrifier sa théorie. La méthode utilisée par Lind pour son analyse dialectiquement qualitative repose sur la comparaison de degrés de linéarité ou de non-linéarité, sur la dispersion et l'ordre, sur la culture et sur l'État. Ces éléments lui permettent de reconnaître seulement trois des

---

sept changements qualitatifs à la guerre identifiés par DuPuy depuis la date arbitraire du début de la guerre moderne, fixée en 1648 par Lind. Selon la théorie de Lind, Frédéric le Grand et Napoléon n'ont pas contribué à l'évolution de la guerre. La puissance aérienne, les campagnes de bombardement stratégique, les armes nucléaires, les armes intelligentes et les missiles de croisières ne jouent aucun rôle dans l'évolution de la guerre entre 1918 et 2005.

Si Lind avait reconnu le travail de DuPuy, qui traite du même sujet, il aurait dû concilier son analyse et ses résultats avec ceux de DuPuy, dont l'ouvrage a été publié avant le sien. Il lui aurait fallu expliquer pourquoi DuPuy a tort et lui a raison. Il aurait dû passer trop de temps à expliquer pourquoi la prochaine génération sera la « quatrième » plutôt que de se lancer rapidement dans la description de sa vision de la prochaine génération de la guerre, ce qui est le but visé par Lind dans son ouvrage. Cependant, il est essentiel que Lind prenne le temps de défendre le bien-fondé de son analyse car c'est sur cette dernière qu'il fonde les tendances à venir. Si à la base, l'analyse est erronée, on ne peut alors se fier aux prévisions de l'avenir basées sur cette analyse. L'omission des travaux de DuPuy est simplement un autre exemple d'un système dogmatique qui refuse de considérer quoi que ce soit sauf lui-même.

### **G4G et puissance aérienne**

Une campagne aérienne stratégique et une attaque nucléaire correspondent étroitement à la description de la G4G donnée par Lind à la suite de son analyse « dialectiquement qualitative ». Les campagnes de bombardement stratégique entreprises contre l'Allemagne et le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale sont des opérations non linéaires en ce sens qu'elles ont frappé en profondeur dans le territoire national ennemi. Il n'y avait aucune ligne de démarcation. Les avions volaient en petits groupes, se rassemblant rapidement pour attaquer une cible donnée avant de se séparer à nouveau pour retourner à leur base. L'avion en vol n'avait évidemment pas de « queue » logistique dans l'espace aérien du pays ennemi. Le but de la campagne aérienne était d'anéantir la capacité et la volonté de résister de l'ennemi. Cette campagne a permis de détruire plusieurs édifices culturels de l'ennemi. En outre, un soldat d'infanterie remarquerait immédiatement le manque relatif d'ordre et de discipline au sein des rangs des aviateurs.

Une attaque nucléaire totale contre un État ennemi correspondrait encore davantage aux critères de la G4G avancés par Lind. En plus de répondre aux mêmes critères que la campagne de bombardement stratégique, une attaque nucléaire totale minerait fort probablement la culture de l'État ennemi. L'épidémie de peste bubonique au XIV<sup>e</sup> siècle a tué près du tiers de la population européenne, et la rareté des travailleurs qui s'ensuivit a entraîné la fin du féodalisme. Selon toute probabilité, une attaque nucléaire qui tuerait entre le tiers et la moitié de la population d'un pays engendrerait des modifications importantes à la culture des survivants. Autrement dit, la description que fait Lind de la G4G ne permet pas d'établir une distinction entre une guérilla et une attaque nucléaire.

### **Génération ou style?**

En ce qui concerne le terme « génération », la guérilla moderne qui se déroule actuellement en Iraq et en Afghanistan ne correspond certainement pas à la



---

« quatrième génération ». Au fait, le terme « génération » utilisé par Lind dans sa théorie est-il juste? Ce terme laisse entendre une évolution dans le temps, avec transmission de traits. La guerre de deuxième génération de Lind consiste en l'élaboration, par les Français, de la tactique « l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe ». Cette expression, inventée par J.F.C. Fuller, renvoie à la méthode d'attaque adoptée par l'armée française après le mois de mai 1917. Henri-Philippe Pétain remplaça Robert Neville et prit le commandement des armées françaises sur le front

ouest, après la désastreuse offensive d'avril 1917 et la mutinerie subséquente. Au même moment, et bien indépendamment des Français, les Allemands étaient à la recherche d'une nouvelle tactique offensive et ont arrêté leur choix sur la tactique d'infiltration utilisée expérimentalement par de petits groupes depuis 1915<sup>8</sup>. Donc, chacun de leur côté, les Français et les Allemands ont, à peu près au même moment, trouver deux solutions différentes au même problème. Il n'existe entre ces deux solutions aucun lien générationnel valide. L'une n'a pas remplacé l'autre. L'une n'a pas engendré l'autre. Par conséquent, la G4G n'est ni la « quatrième », ni une « génération », car la G2G n'a pas donné naissance à la G3G, et on peut

---

Lind doit trouver une faille dans les méthodes antérieures sans quoi rien ne presse de transformer l'armée américaine en une armée « de la prochaine génération », ce qui constitue l'objectif de Lind

---

difficilement affirmer que la guerre de manœuvre a engendré la guérilla ou le terrorisme. Le terme « style » serait plus approprié que « génération », mais si Lind avait utilisé « style », cela aurait miné le bien-fondé de son analyse, basée sur la perception des tendances sur la linéarité et la dispersion.

Lind est certainement dur lorsqu'il condamne le recours à la « linéarité ». Il considère cette dernière comme une affection obtuse caractéristique des généraux pauvres d'esprit. Son système ne lui permet pas d'admettre que la linéarité peut être utile sur le plan militaire. Elle permet de simplifier considérablement les questions militaires en disant : « voici notre territoire, voici celui contrôlé par l'ennemi et quelque part entre les deux se trouve une frontière ». Frédéric le Grand avait recours à la linéarité, tout comme Napoléon. Robert E. Lee et Von Moltke « l'aîné » déployaient leurs troupes en lignes. Au cours de la Première Guerre mondiale, les Parisiens ont été fort soulagés de savoir qu'il existait une ligne au-delà de laquelle il était interdit aux Allemands de se rendre. Même dans le cadre de guérillas, on doit disposer de zones sécuritaires.

Dans la même veine, la méthode « l'artillerie conquiert et l'infanterie occupe » (ou ACIO) donne encore de très bons résultats contre un centre de résistance ennemi. Les Américains ont employé une puissance de feu supérieure, obtenant un effet retentissant, lors de la conquête de Falloujah en novembre 2004. La technique ACIO n'est pas dépassée, contrairement à ce qu'indique la théorie de Lind. Elle conserve ses applications tactiques. Mais Lind doit trouver une faille dans les méthodes antérieures sans quoi rien ne presse de transformer l'armée américaine en une armée « de la prochaine génération », ce qui constitue l'objectif de Lind.

## **G4G et asymétrie**

La symétrie et l'asymétrie ne sont pas invoquées telles quelles dans l'analyse « générationnelle » de Lind. Elles y sont pourtant sous-entendues. Lind soutient que

---

la G3G est supérieure à la G2G et que la G4G remplacera la G3G. Cela signifie que le belligérant de la G2G est fortement désavantagé, dans un même contexte, face à un ennemi de la G3G; il en va de même pour un belligérant de la G2G ou de la G3G face à un ennemi de la G4G. Donc, Lind est d'avis qu'une force militaire moderne confrontée à la G4G de façon asymétrique est désavantagée, et condamnée à calquer ses opérations sur celles des belligérants de la G4G.

Cela signifie que les forces militaires modernes devraient laisser tomber une logistique centralisée, tirer profit des ressources disponibles dans leur zone d'opérations, improviser la plupart de leurs puissantes armes avec le matériel qu'ils ont sous la main, combattre de façon dispersée sur l'ensemble du théâtre d'opérations, et procéder à des atrocités semblables à celles commises par les terroristes avec l'objectif opérationnel d'anéantir la volonté de résister de l'ennemi et de corrompre sa culture. Bien sûr, elles devraient également délaisser la notion de défendre quelque zone que ce soit.

### Ce que G4G signifie

La meilleure description de la G4G donnée par Lind est : « En termes généraux, il semble que la guerre de quatrième génération fera amplement appel à la dispersion et sera *largement non définie; la distinction entre la guerre et la paix sera floue, voire inexistante.* » (caractères italiques dans la version originale). Cette description est dérisoire. Si la G4G est « largement non définie », alors il peut s'agir de pratiquement n'importe quoi — ou de rien du tout. Est-ce seulement une guerre? On doit expliquer ce qu'est une distinction évanescence entre la guerre et la paix. À quoi ressemble cette condition? Il revient au théoricien de rédiger des définitions et d'établir des distinctions. Cette description donnée par Lind est vide de sens et, du coup, donne lieu à toutes sortes d'interprétations. La G4G n'est pas une génération, n'est pas la quatrième et on ne peut pas affirmer qu'il s'agisse d'une façon de faire la guerre. Il ne s'agit que d'un mot à la mode.

### Théorie d'Hammes sur la guerre de quatrième génération



Le Col (retraite)  
Thomas X. Hammes  
(USMC)

Thomas X. Hammes est un autre auteur important à avoir écrit au sujet de la G4G<sup>9</sup>. Hammes n'était pas un des co-auteurs de l'article de Lind publié en 1989. Toutefois, il adopte la terminologie de Lind tout en rejetant l'analyse « générationnelle » de ce dernier.

Selon Hammes, Mao Tse Tung est à l'origine de la G4G, et le mouvement de guérilla communiste chinois en est le précurseur. Une expérience de la guérilla a été acquise au cours des divers conflits du XX<sup>e</sup> siècle, donnant lieu en bout de ligne à une nouvelle approche de la guerre, aux dires

d'Hammes. Les Talibans en Afghanistan et les insurgés en Iraq sont simplement les derniers jusqu'à maintenant à avoir adopté cette approche en développement depuis des décennies. Hammes affirme que l'insurrection des Afghans contre l'Union soviétique, de 1980 à 1989, est un autre exemple de la G4G.

La clé pour comprendre la G4G, selon Hammes, réside dans sa théorie des messages. La G4G tente de changer directement les mentalités des décideurs politiques, mais

---

sans avoir recours à la méthode traditionnelle qui consiste à détruire les forces armées de l'ennemi. On a plutôt recours à la transmission de messages.

Les décideurs politiques et ceux qui les influencent reçoivent des messages adaptés à l'objectif primaire de la guerre : changer leurs positions politiques sur une question d'intérêt national. La situation actuelle en Iraq et en Afghanistan fournit des exemples de tels messages : on dit aux partisans qu'ils défendent leur foi et leur pays contre l'envahisseur; on dit aux personnes neutres de ne pas se mêler du conflit; et finalement on dit à l'envahisseur de se retirer du territoire sans quoi il devra faire face à un combat continu et coûteux.

Les guérilleros se servent du matériel disponible sur place afin de faire des ravages. Comme les insurgés ne produisent pas le matériel qu'ils utilisent, ils n'ont pas à protéger d'installations de production, comme c'est le cas pour un pays. Comme ils n'ont rien à défendre et aucun approvisionnement à transporter, les guérilleros peuvent aisément se concentrer sur les opérations offensives. Ils n'ont besoin de déplacer que de l'argent et des idées.

Évidemment, la G4G implique des effusions de sang, et les civils en font souvent les frais. Selon Hammes, les guérilleros se servent de réseaux internationaux, transnationaux, nationaux et infranationaux pour transmettre leurs messages politiques. En menaçant leurs points faibles, ils convainquent ces réseaux de transmettre des messages menaçants et intimidants qui ralentissent ou paralysent la réaction internationale. L'objectif opérationnel des combattants de la G4G est de paralyser le domaine politique dans le pays visé. Les effusions de sang ne sont pas toujours nécessaires pour transmettre un tel

---

Hammes affirme que la  
G4G est une lutte  
politique plutôt que  
militaire

---

message. Hammes donne en exemple les Sandinistes qui offraient des voyages aux aides du Congrès et aux filières des groupes religieux et qui accordaient des entrevues exclusives à des réseaux d'information afin d'aider à les convaincre que les États-Unis devraient accorder leur appui au mouvement sandiniste. Des groupes de lobbyistes de Washington pourraient également être embauchés pour transmettre un message subversif. L'Internet est maintenant de plus en plus utilisé comme moyen de transmission de messages influents.

Selon Hammes, le combattant efficace de la G4G détermine d'abord le message qu'il désire transmettre, puis il choisit le réseau le plus approprié pour le faire, pose l'action qui entraînera la diffusion du message et, finalement, vérifie si le message a bien été reçu. L'action déployée en ce sens consiste souvent en un bombardement soigneusement ciblé. Immédiatement, des messages percutants sont transmis par les médias visuels sous la forme d'images dramatiques et sanguinolentes. À plus long terme, des messages qui suscitent la réflexion sont transmis par le truchement de réseaux commerciaux, religieux, économiques et artistiques au moyen de visites de camps de réfugiés, d'entrevues exclusives accordées par les leaders des insurgés, de kidnappings ciblés, de décapitations, d'explosions de voitures et d'assassinats. Des attaques contre le territoire des États-Unis à l'aide d'armes de destruction massive auraient également lieu si les circonstances le permettaient. Le message clé à

---

transmettre est que la résistance sera longue. Une telle approche est fondée sur l'hypothèse que les États-Unis, principal opposant dans un contexte de G4G, n'ont pas la patience requise pour dominer dans des luttes d'une durée de cinq ans ou plus.

Hammes affirme que la G4G est une lutte politique plutôt que militaire. Les insurgés, en faisant preuve d'une volonté politique supérieure, tente de vaincre les grandes puissances. Selon Hammes, il est difficile pour les États-nations de vaincre un ennemi dans le cadre de la G4G car l'insurrection est organisée de façon à remporter une victoire politique plutôt que militaire. Les efforts des combattants de la G4G visent principalement à influencer la pensée des décideurs et à briser la volonté politique de ces derniers. Hammes énumère une longue liste de tactiques ingénieuses grâce auxquelles les mouvements d'insurrection ont remporté des victoires politiques, et quelque fois même tactiques, contre les forces militaires conventionnelles.

Hammes croit qu'on doit combattre la G4G de façon symétrique. Il affirme que les insurrections sont le seul type de guerre où les États-Unis ont échoué et il cite le Vietnam, le Liban et la Somalie en exemple. Les insurrections sont venues à bout des Français au Vietnam et en Algérie, et de l'Union soviétique en Afghanistan. La Russie est actuellement aux prises avec des insurrections en Tchétchénie. Cependant, Hammes conserve l'espoir que certaines insurrections peuvent être matées et il donne comme exemples la Malaisie, l'Oman et le El Salvador. Il conclut en affirmant que comme les États-Unis ne peuvent forcer les insurgés à se livrer à des combats de courte durée, de forte intensité et faisant appel à des armes de haute technologie, elles doivent apprendre à combattre la G4G selon les conditions des insurgés.

Hammes donne des conseils sur ce que doivent faire les États-Unis pour dominer dans un contexte de G4G. Il affirme que les États-Unis doivent être en mesure :

- ◆ de former leur personnel dans un environnement interorganismes authentique;
- ◆ de former leur personnel par l'entremise d'instruction équivalente à un déploiement militaire interarmées;
- ◆ de déployer à l'étranger du personnel interorganismes de tous les secteurs du gouvernement des États-Unis pour des déploiements plus longs;
- ◆ de disposer d'éléments interorganismes jusqu'au niveau tactique;
- ◆ d'éliminer les processus bureaucratiques, aux multiples étapes, normalement utilisés en temps de paix;
- ◆ d'élaborer des procédures pour l'intégration complète des organisations internationales nécessaires pour remporter la victoire contre un ennemi compétent et agile.

### **Analyse de la théorie d'Hammes**

En utilisant le terme G4G, Hammes se fait le disciple de la théorie de Lind sur l'évolution de la guerre moderne. Cependant, en affirmant que les insurrections du XX<sup>e</sup> siècle, en commençant par celle de Mao Tse Tung dans les années 20, sont la genèse de la G4G, il contredit la théorie de Lind (et se contredit lui-même) et mine la théorie des « générations » — et, par le fait même, réfute la linéarité et la dispersion

---

comme critères d'analyse valides. (Si Mao est à l'origine de la G4G, la G3G ne l'est pas.)

L'École de la G4G semble soutenir que la G2G, la G3G et la G4G ont existé et se sont développées simultanément pendant les années 20 et les années 30. Cette vision éclipse la notion indiquant qu'une génération découle d'une génération précédente, et il est quelque peu bizarre d'affirmer que l'insurrection en Chine pendant les années 20 découle de la guerre éclair (blitzkrieg). Hammes ne réalise probablement pas les positions contradictoires qu'il campe face à l'origine de la « guerre de quatrième génération », car dans son ouvrage il ne tente nullement d'harmoniser sa théorie avec celle de Lind. Hammes n'explique pas non plus pourquoi il considère que les insurrections représentent une évolution de la façon de faire la guerre. Bref, il n'y a aucun intérêt à considérer le terrorisme et les insurrections comme faisant partie de la « guerre de quatrième génération ».

L'affirmation d'Hammes selon laquelle la G4G est une guerre davantage politique que militaire serait une grande source de confusion pour Clausewitz, pour qui la guerre se

résume au prolongement de la politique par des moyens différents. C'est dans la politique que réside l'objectif d'une guerre et le déroulement de cette dernière est fonction de la politique. Hammes veut probablement dire que l'importance de la politique est accrue dans le contexte d'une insurrection, mais la G4G est censée être une technique opérationnelle de guerre et non une technique politique en soi.

---

Une description des tactiques actuellement utilisées par les terroristes et les insurgés fournit des informations utiles, mais une énumération de tactiques astucieuses et susceptibles d'être utilisées par des insurgés ne constitue pas une théorie sur la façon de faire la guerre

---

Les questions manifestes auxquels Hammes omet de répondre sont : dans quelles circonstances l'implication dans la politique des insurrections dépasse-t-elle les compétences des forces militaires occidentales apolitiques? Dans quelles circonstances les leaders politiques qui contrôlent les forces armées occidentales doivent-ils prendre les devants et jouer un rôle dans la lutte politique?

Dans sa théorie sur l'importance des messages dans la G4G, Hammes commet une erreur philosophique cruciale. Il rend la composante égale ou supérieure au tout. Si la G4G existe, il s'agit d'une technique opérationnelle. La G4G n'est pas une stratégie ni un plan de guerre. Elle désigne une façon de combattre. Mais le combat n'est pas le seul moyen utilisé par les acteurs politiques d'un pays dans leur lutte pour l'atteinte d'un objectif national (ou par un mouvement d'insurrection pour s'emparer du pouvoir). La guerre est la poursuite de la politique par des moyens différents. La guerre n'est qu'un des moyens utilisés par un acteur politique tel qu'un État pour atteindre ses objectifs politiques. Elle n'est qu'un des moyens pour un pays de mettre en œuvre sa stratégie.

En 1940, Winston Churchill a sans conteste eu recours aux forces armées britanniques pour combattre Hitler; mais il s'est également servi de son charme personnel, de son excellente réputation en Amérique, de son éloquence, des finances nationales de même que de moyens diplomatiques plus traditionnels pour convaincre les États-Unis de se ranger du côté de la Grande-Bretagne.

---

Mais il ne faut pas considérer le charme personnel, l'éloquence et l'utilisation habile d'une réputation comme une façon de faire la guerre.

Hammes confond simplement les méthodes habituelles de diplomatie, de politique et de propagande avec la technique opérationnelle de G4G. Hammes attribue à une technique opérationnelle tous les moyens utilisés par un acteur politique pour atteindre un objectif national. Ce qui est manifestement faux. Une composante n'est pas un tout. La G4G est un des moyens; la campagne publicitaire de Madison Avenue en est un autre. Toutes les actions d'un combattant de la G4G ne relèvent pas de la G4G.



**Le Sgt Scott Bentley de la Force opérationnelle à Kaboul en entretien avec des commandants de peloton de l'ANA**

La théorie d'Hammes a comme origine Mao Tse Tung. Ce dernier a souligné l'importance de disposer de forces orthodoxes pour remporter la victoire lors d'une insurrection et obtenir la libération nationale<sup>10</sup>. La troisième étape du conflit survient lorsque les forces d'insurrection sont suffisamment solides pour être transformées en forces orthodoxes et pour vaincre l'armée ennemie dans le cadre d'un combat traditionnel. L'échec des Français au Vietnam fut causé par la perte de Dien Bien Phu<sup>11</sup>. En 1968, 1972, puis en 1975, on a tenté, au Vietnam, de mettre en œuvre la troisième étape. Mao excluait l'idée que les forces de guérilla pouvaient à elles seules remporter la victoire. Hammes est d'accord avec Mao sur ce point. En outre, le discours d'Hammes tout au long de son ouvrage sur l'évitement de la défaite dans un type de guerre qui, il l'admet, ne permet pas d'obtenir des résultats décisifs, demeure une contradiction non élucidée.

Une description des tactiques actuellement utilisées par les terroristes et les insurgés fournit des informations utiles, mais une énumération de tactiques astucieuses et



---

susceptibles d'être utilisées par des insurgés ne constitue pas une théorie sur la façon de faire la guerre. Affirmer que le monde occidental devrait être prêt à se défendre contre toutes les tactiques astucieuses soulève une autre contradiction entre les théoriciens de la G4G. Élaborer une défense contre l'ingéniosité humaine doit être considéré comme une vaine manifestation de la pensée linéaire caractéristique de la G1G. Tenter d'être solidement préparé à tout est militairement illogique. Un adepte de la guerre de manœuvre vous dira qu'avec le temps, une brèche peut être ouverte dans tout ouvrage défensif et que la véritable sagesse militaire réside dans l'existence de réserves mobiles et solides. Un bon général ne panique pas au premier recul. La guerre implique qu'on frappe l'ennemi, mais qu'on en subit également les coups.

La valeur de l'ouvrage d'Hammes réside dans le fait qu'il identifie la guérilla comme étant la guerre de quatrième génération, ce dont s'abstenait Lind. Son long discours sur la transmission de messages ne se rapporte pas vraiment à une technique opérationnelle de guerre.

### **Un changement en bloc est-il nécessaire?**

Hammes et Lind veulent tous deux que les forces armées américaines se préparent en vue de la G4G. On est en droit de s'interroger : en faisant abstraction de toutes les erreurs contenues dans la théorie de la G4G, est-il nécessaire de procéder à un changement en bloc? Quelle orientation offre la théorie de la G4G?

La liste de recommandations formulées par Hammes montre les faiblesses évidentes de l'école de pensée de la G4G ainsi que l'inutilité de la théorie de la G4G en tant qu'orientation. Dans le cas d'Hammes, rien n'indique clairement quelle formation doit suivre le personnel prenant part à des « opérations interorganismes » afin de pouvoir se défendre dans le cadre d'une guérilla. Lind n'explique nullement comment les forces militaires modernes peuvent s'adapter aux méthodes de la G4G, même s'il est d'avis qu'elles doivent s'y adapter. Aucun conseil n'est formulé quant à la défense tactique dans le cadre de la G4G. Lind soutient que les États-Unis devraient combattre la G4G de façon symétrique, et non asymétrique, mais Lind et Hammes s'attendent à ce que les États-Unis réagissent à un conflit de G4G en se défendant, même si la G4G ne présente aucune composante défensive. Ces théoriciens omettent d'emblée de se pencher sur les faiblesses d'un antagoniste de la G4G face à la puissance offensive des États-Unis.

Hammes, lorsqu'il recommande qu'une nouvelle force « interorganismes » soit mise sur pied, ne devrait pas s'opposer à la possibilité que la force militaire traditionnelle soit maintenue et qu'une force spéciale G4G soit établie.

Lors de la guerre du Vietnam, les États-Unis ont procédé à des opérations offensives de type guérilla. Les forces spéciales ont dirigé de petits éléments au Laos et au Cambodge afin de procéder à des opérations contre la route d'Ho Chi Minh, et les États-Unis ont également mis en œuvre le Programme Phoenix au Sud-Vietnam, dans le cadre duquel des kidnappings ciblés et des assassinats ont été perpétrés à l'endroit du Viet Cong partout au pays<sup>12</sup>. Ces programmes ont dû être mis de l'avant dans le secret car si la population des États-Unis en avait été informée, cela aurait miné davantage l'appui populaire à la guerre. Ainsi, les États-Unis ont déjà prouvé leur capacité à procéder à des opérations de guérilla, et ils ont déterminé qu'elles pouvaient être fort nuisibles sur le plan politique. Comme la politique est au moins aussi

---

importante que les opérations de combat dans le contexte d'une guérilla, il n'est aucunement péremptoire que les États-Unis et leurs alliés adoptent les méthodes opérationnelles nommées G4G afin d'atteindre leurs objectifs politiques nationaux.

Les États-Unis sont donc condamnés à combattre la G4G de façon majoritairement asymétrique. Mais cela est-il nécessairement négatif? Il est généralement admis que tirer profit de ses forces tout en s'attaquant aux faiblesses de l'ennemi est une stratégie efficace. Les États-Unis ont d'importants points forts, en commençant par leur puissance économique, leurs innovations technologiques et leur unité nationale. Ils disposent d'un état-major parmi les plus compétents et innovateurs de l'histoire militaire. Les États-Unis commettraient une erreur stratégique s'ils renonçaient à leurs forces afin de combattre un groupe de guérilleros ou une insurrection de façon symétrique. S'ils réussissent à découvrir une faiblesse chez l'ennemi, ils ont les moyens nécessaires pour l'attaquer. Réduire les forces armées américaines à une force de guérilla incitant à la violence consisterait à renoncer à l'une des plus grandes forces des États-Unis.

S'il existe au sein des États-Unis une faiblesse dans le contexte d'une guerre contre un groupe d'insurgés, cette dernière se situe au niveau de la sphère politique. Les forces militaires américaines ne sont pas bien adaptées à la conduite d'une campagne politique conventionnelle, et les États-Unis craignent de passer pour une puissance impérialiste. Il faut être fort habile politiquement pour diriger l'invasion, par une force armée, d'un pays étranger afin d'y changer le régime politique, d'amener sa population à adopter les principes démocratiques et à respecter la primauté du droit, éléments auxquels ils n'ont jamais été exposés, tout en n'étant pas perçu comme une puissance impérialiste. Aucune technique opérationnelle ne permet d'y arriver. La gouvernance du Japon par le Général Douglas MacArthur montre qu'il est pourtant possible de le faire.

D'un autre côté, les assassinats ciblés et les bombardements effectués par la puissance conquérante vont à l'encontre de la société pacifique et structurée qui est le but ultime de l'invasion. Toutefois, des manifestations de violence ciblées peuvent être utiles pour se débarrasser d'éléments perturbateurs et pour démontrer notre puissance de temps à autre. Une insurrection a pour origine un problème politique et, en bout de ligne, doit être résolue avec un moyen politique.

Certains problèmes politiques sont presque impossibles à résoudre, comme le prouve la situation en Irlande du Nord. La Yougoslavie en était un autre exemple jusqu'à ce qu'on laisse le champ libre au nettoyage ethnique. Par conséquent, il convient d'affirmer qu'il n'est nullement nécessaire, ni recommandé, que les armées occidentales adoptent le terrorisme en tant que moyen offensif ou défensif. Des forces spéciales au sein des armées traditionnelles ont été mises sur pied et ces dernières emploient les méthodes offensives de la G4G. Cependant, la méthode opérationnelle qu'est la G4G est la méthode des gens ne disposant pas de forces militaires solides.

### **La culture comme objectif de la G4G**

Comparons maintenant les réussites et les échecs de la guerre à la façon des armées occidentales par rapport à celle des combattants de la G4G lors de conflits récents, en jetant un coup d'œil aux attaques visant la culture comme moyen de remporter un conflit. Le 11 septembre 2001, al-Qaida a lancé une attaque spectaculaire et

---

dévastatrice contre le World Trade Center et le Pentagone, deux symboles importants de la puissance américaine. Il s'agissait de loin de la plus grande attaque terroriste de l'histoire, et elle a entraîné des centaines de milliards de dollars de pertes pour l'économie américaine. Pourtant, rien n'a changé. Les États-Unis ont été ébranlés, mais n'ont pas tardé à se ressaisir. L'attaque était une erreur stratégique du même ordre que l'attaque sur Pearl Harbor. En quelques mois, les États-Unis ont destitué le gouvernement taliban en Afghanistan et ont fait prisonniers ou ont tué environ deux tiers des leaders d'al-Qaida de l'époque. De plus, l'administration Bush a entrepris de régler ses comptes avec le régime de Saddam Hussein, qui, à ce moment, représentait le régime qui s'opposait le plus efficacement à la volonté des États-Unis. Au moment d'écrire ces lignes, une nouvelle administration politique a été instaurée en Afghanistan et en Iraq, et les deux progressent sur le long chemin menant à l'établissement d'un état démocratique.

---

En faisant appel à la pensée stratégique plutôt qu'opérationnelle, on réalise qu'on peut vaincre le terrorisme sans avoir à pester contre la « prochaine génération » de guerre

---

Les insurrections dans ces pays pourraient réussir à miner les progrès politiques accomplis par les nouveaux gouvernements. Ainsi, les insurgés devraient reconnaître que leurs mouvements ne vise pas l'amélioration du bien commun, mais l'obtention d'un pouvoir dictatorial par un groupe restreint d'individus. Cet objectif ne constitue pas une formule politique gagnante. Le slogan « expulser l'envahisseur » est certainement attrayant, mais une fois que cela sera fait, qu'arrivera-t-il?

Lind fait grand état de l'attaque sur la culture comme étant une caractéristique de la G4G. Est-il même possible d'attaquer une culture? Est-il possible de remporter ainsi une victoire? La culture est à la fois un élément hautement variable et plutôt fixe. La musique est une composante de la culture, et les pays occidentaux ont successivement connu, au cours des cent dernières années, la musique classique, le jazz et ensuite le rock. Par conséquent, la culture est, dans un sens, extrêmement variable. Tout changement à cet élément hautement variable peut être considéré comme une victoire par un idéologue de la G4G sans scrupules.

Mais la culture est également figée. L'influence de la culture américaine sur la culture canadienne remonte à bien avant l'invention de la radio et du cinéma. Pourtant, on trouve toujours au Canada la SRC, le hockey et la bière à 5 % d'alcool. Exemple plus flagrant, l'Union soviétique a brutalement soumis les États de la Baltique à la russification pendant 50 ans et pourtant, en 1991, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie se sont élevées après la chute de l'empire soviétique. Plus à l'est, la Biélorussie, l'Ukraine, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, des pays qui ont été soumis à l'Empire russe pendant plus d'un siècle, sont réapparus au cours des années 90. Sur la côte est de la Méditerranée, l'État d'Israël a revu le jour au terme de près de 2 000 ans de dispersion des Juifs. Ainsi, ces exemples tirés de l'Histoire semblent démontrer que les efforts déployés pour changer la culture figée d'un pays sont vains. Des terroristes qui tentent de le faire face à un pays plus puissant qu'eux s'exposent à la réplique destructive de ce dernier. Il s'est avéré imprudent de tenter de convertir les

Au début de la guerre de Sécession, le Général Ulysses S. Grant a constaté que les forces ennemies avaient également leurs propres problèmes et que s'il se concentrait sur ce qu'il pouvait infliger à l'ennemi et qu'il se souciait peu de ce que ce dernier pouvait faire contre lui, il remporterait la victoire<sup>13</sup>. Lind devrait tirer une leçon de l'expérience du Général Grant. En se concentrant sur les aspects négatifs et en omettant d'établir un lien entre la fin et les moyens, Lind et Hammes surestiment la puissance militaire des combattants de la G4G. Ces derniers sont extrêmement faibles, et parce qu'ils ne réfléchissent pas de façon stratégique, Lind et Hammes ne le voient pas. Pour qu'une puissance occidentale, telle que les États-Unis, remporte la victoire sur le terrorisme et les insurrections, elle doit recourir à une offensive stratégique et politique. L'offensive stratégique consiste à empêcher les terroristes et les insurgés de se réfugier dans un endroit sécuritaire et d'obtenir l'appui d'un État souverain. L'offensive politique a pour but de remédier à l'injustice et aux problèmes politiques qui motivent l'insurrection. En faisant appel à la pensée stratégique plutôt qu'opérationnelle, on réalise qu'on peut vaincre le terrorisme sans avoir à pester contre la « prochaine génération » de guerre. Les forces militaires modernes ne sont pas hors propos.

## Conclusions

En se fondant sur les propos et considérations présentés ci-dessus, il est possible de tirer les conclusions suivantes sur le concept de G4G :

◆ « Guerre de quatrième génération » désigne une technique opérationnelle qui apparemment succéderait à la guerre de manœuvre.

◆ « Guerre de quatrième génération » désigne également un système et une analyse philosophiques desquels la technique opérationnelle tire son nom. Utiliser le terme consiste à confirmer l'analyse.

◆ « Guerre de quatrième génération » représente un système philosophique en ce sens qu'elle comporte la formulation dogmatique de propositions présumées irréfutables ainsi que la déduction rationnelle des conséquences de ces propositions. La construction intellectuelle qui en résulte semble, en apparence, respectable car elle est, superficiellement, conforme à la méthode utilisée pour expliquer la géométrie euclidienne, la physique mathématique de même que d'autres sciences.

◆ Comme il s'agit d'un système dogmatique, la vérité et les faussetés du monde réel n'y sont d'aucune importance. Le monde réel doit s'y conformer. L'utilité de la G4G à titre d'outil analytique pour les théoriciens et les planificateurs militaires est par conséquent nulle. Il n'y a aucune valeur ajoutée à considérer le terrorisme comme une manifestation de la G4G.

◆ La théorie de la G4G est un monde en soi et ne permet aucune discussion ou interaction avec quoi que ce soit d'autre qu'elle. Elle ne tient nullement compte des travaux de Trevor N. DuPuy, qui traitent du même sujet, soit la relation entre la technologie et les concepts et l'évolution de la façon de faire la guerre de 2 000 av. J.C. à 1980. Elle ne tient pas compte des apports de Clausewitz validés au fil du temps, de

---

la différence entre la stratégie et la tactique et entre l'offensive et la défensive. Elle ne peut nullement être mise en rapport avec une théorie concurrentielle, soit la « guerre à trois volets ».

◆ L'expression « guerre de quatrième génération » n'est qu'un slogan sans signification. Ce qu'elle désigne n'est ni une génération, et encore moins la quatrième. Ses défenseurs ne sont même pas prêts à admettre qu'il s'agit d'un type de guerre différent d'une campagne politique qui sanctionnerait le recours à des actes terroristes. Les expressions « insurrection en Iraq » et « insurrection en Afghanistan » sont plus révélatrices que l'expression G4G. Ces expressions distinguent clairement deux choses différentes, mais attirent l'attention sur leurs similarités en les regroupant en un même genre (insurrection), ce qui n'est pas le cas de la G4G. La théorie de la G4G établit de faux liens entre des éléments sans rapport entre eux.

◆ Une campagne aérienne stratégique, telle que celle entreprise contre l'Allemagne et le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale, correspond parfaitement à la description que donne Lind de la G4G. Manifestement, une telle campagne ne correspond pas à la conception de la G4G qu'ont Lind et Hammes. Par conséquent, les théoriciens de la G4G doivent se pencher sur une autre hypothèse dogmatique afin de prouver que la puissance aérienne et les attaques nucléaires ne font pas partie de la G4G.

◆ La « guerre de quatrième génération » à titre d'école de pensée ne peut être qu'acceptée ou rejetée d'emblée.

◆ Les méthodes opérationnelles du terrorisme moderne et de l'insurrection sont considérées comme des manifestations de la G4G. Certains théoriciens affirment que pour être considérées comme faisant partie de la G4G, les opérations propres à cette dernière doivent être entreprises par un acteur non étatique et avoir pour objectif la culture. Ces mêmes défenseurs se contredisent ensuite en affirmant que les forces armées modernes — organismes des États-nations — doivent adopter certaines méthodes de la G4G. Autre contradiction : tous les mouvements de guérilla modernes ont eu besoin de zones sécuritaires et de l'aide d'États étrangers pour réussir, alors on peut se demander si ces mouvements sont réellement des acteurs « non étatiques » car ils agissent comme substituts de l'État qui les soutient. De plus, comme « non étatique » et « culture » sont des termes liés à la stratégie, et que la G4G est une technique opérationnelle et non une stratégie, la nécessité que la G4G soit entreprise par un acteur non étatique et qu'elle ait pour objectif la culture n'a aucune valeur.

◆ Se défendre au moyen de la G4G constitue une contradiction. La défense est, de nature, le fruit de la pensée linéaire, et la G4G est théoriquement caractérisée par une importante non-linéarité et une grande dispersion.

◆ Il est facile pour les théoriciens militaires de considérer une campagne politique comme un type de guerre. On ne doit pas confondre la littéralité et la métaphore. Une campagne politique se rapproche, métaphoriquement, d'une guerre en ce sens qu'elles impliquent toutes deux une lutte. Mais la guerre engendre des effusions de sang, ce qui n'est normalement pas le cas de la politique. La politique se sert de la guerre et des effusions de sang au besoin par l'entremise de la stratégie qu'elle adopte

---

pour atteindre un but visé.

◆ Parce que la G4G est une technique opérationnelle de guerre, les méthodes de la politique traditionnelle ne s'intègrent pas convenablement dans la G4G.

◆ Comme elle est « vaguement définie », la technique opérationnelle de la G4G est vide de sens et, du coup, donne lieu à toutes sortes d'interprétations.

◆ Une liste des tactiques qui se sont avérées efficaces fournit des renseignements utiles, mais ne constitue pas une nouvelle théorie sur la façon de faire la guerre. Ces faits sont utiles, mais les considérer comme des composantes de la G4G, sans rapport avec une théorie valide qui les lie entre elles, n'est que distraction inutile.

◆ Les erreurs fondamentales commises par l'école de pensée de la G4G sont : que la G4G n'est pas la quatrième génération de quoi que ce soit et qu'aucune distinction claire et précise n'est établie entre les méthodes de guerre et les méthodes politiques.

◆ Lorsqu'un pays occidental envahit un autre pays dans le but d'y instaurer un nouveau régime politique, il doit nommer un plénipotentiaire politique chargé de mettre en place le régime. Le commandant militaire constitue un bon choix, car il exerce un commandement direct sur la force coercitive vers laquelle se tournera le régime temporaire pour imposer sa volonté. La façon dont le plénipotentiaire instaurera la paix n'est pas l'objet d'une technique opérationnelle ou d'une idéologie militaire.

◆ Le concept de guerre à trois volets est une description plus fidèle de la façon de faire la guerre que ne l'est le système de pensée superficiel et dogmatique de la G4G.

◆ Les offensives politiques et stratégiques des puissances occidentales viendront à bout du terrorisme et des insurrections. L'offensive politique a pour but d'engendrer de véritables progrès politiques qui amélioreront le bien commun du pays conquis. La paix, l'ordre et la bonne gouvernance sont les objectifs politiques manifestes à atteindre. La victoire ne passe pas par l'inaction politique ni par la défense stratégique et tactique.

---

### Au sujet de l'auteur ....

Vincent J. Curtis, 51 ans, est un officier du Argyll & Sutherland Highlanders of Canada, une unité d'infanterie de la Réserve casernée à Hamilton, Ont. Il effectue un total de plus de 14 ans de service en tant que membre de la Réserve. Au cours de cette période, il occupe les postes de commandant de peloton, de commandant adjoint de compagnie et de commandant de compagnie par intérim. Le point saillant de sa carrière dans la Réserve a lieu le 10 octobre 2002 lorsqu'il reçoit, à titre de subalterne le plus ancien, le nouveau drapeau de la Reine de son régiment des mains de Sa majesté en personne. Dans la vie civile, M. Curtis détient une maîtrise ès sciences en chimie de l'Université de Waterloo et il entreprend sa carrière post-universitaire comme chercheur scientifique à la Fondation de recherches de l'Ontario. Après son départ de la Fondation, il lance une société qui offre des services de consultation scientifique et, plus tard, une entreprise industrielle qu'il dirige toujours. En 1987, il entame une carrière de rédacteur-pigiste et publie des articles sur une vaste gamme de sujets dans les journaux et les revues populaires, techniques et spécialisées. Ses disciplines préférées demeurent les affaires militaires et internationales. Il vient tout juste d'être intégré aux forces britanniques à titre de journaliste pigiste à Bassora et à Bagdad, en Irak.



---

## Notes

1. William S. Lind, Colonel Keith Nightengale (USA), Capitaine John F. Schmitt (USMC), Colonel Joseph W. Sutton (USA), Lieutenant-colonel Gary I. Wilson (USMCR) « The Changing Face of War: Into the Fourth Generation », *Marine Corps Gazette*, octobre 1989, p. 22 à 26.
2. Bruce I. Gudmundsson, *Storm Troop Tactics: Innovation in the German Army, 1914-18*, Praeger, 1989.
3. William S. Lind, *Maneuver Warfare Handbook*, Westview Press, 1985.
4. Mortimer J. Adler *The Four Dimensions of Philosophy*, Collier Books, 1993, p. 244ff.
5. Général Charles C. Krulak « The Strategic Corporal: Leadership in the Three Block War », *Marines Magazine*, janvier 1999.
6. Vincent J. Curtis *Geometric Principles of Classical Defense*, non publié.
7. Trevor N. DuPuy *The Evolution of Weapons and Warfare*, Da Capo Press, 1984.
8. Gudmundsson, *loc. cit.*
9. Thomas X. Hammes. *Insurgency: Modern Warfare Evolves into a Fourth Generation Strategic Forum* no 214, janvier 2005. Se reporter à : Thomas X. Hammes *The Sling and The Stone: Warfare in the 21<sup>st</sup> Century*, Zenith Press, 2004.
10. Mao Tse Tung. *On Guerrilla Warfare*, traduit par Samuel B. Griffith II, U of Ill Press, 1961.
11. Bernard B. Fall. *Street Without Joy*, Stackpole Books, 1961.
12. Douglas Valentine. *The Phoenix Program* Avon Books, 1990.
13. Ulysses S. Grant. *Personal Memoirs of U.S. Grant*, Dover Publications, 1995.



Des canonniers avec leur obusier de 105 mm, en attente d'une mission de tir, dans un champ de tir près de Kaboul

---

# ÉVOLUTION DE LA COOPÉRATION CIVILO-MILITAIRE (COCIM)

---

Capitaine Graham M. Longhurst

La coopération civilo-militaire (COCIM) canadienne est en train d'évoluer et cherche à se définir. Le succès des cellules de COCIM attachées aux opérations militaires ces dernières années nous a obligés à définir des politiques et des procédures qui s'appliquent à ce domaine en plein essor des forces armées. Le succès s'accompagne d'un examen de plus en plus minutieux de la façon dont la COCIM se fait et nous amène à nous demander si elle se fait avec le même degré de professionnalisme partout dans les forces armées. Le présent article formule un certain nombre de recommandations et invite les lecteurs à les endosser ou à les rejeter. Dans un cas comme dans l'autre, le débat qui en résultera produira, nous l'espérons, une organisation de COCIM globalement meilleure et encouragera les acteurs de la COCIM à exercer une influence sur le sens de son évolution au sein de l'Armée canadienne.

Parce que la COCIM est encore à un stade d'évolution précoce (bien qu'elle change rapidement), il est important de définir un état initial permettant des améliorations, des conclusions et des recommandations. Les forces armées du Canada réalisent des opérations de COCIM sous une forme ou une autre depuis la Première Guerre mondiale. Dans le passé, la COCIM consistait surtout en une aide humanitaire (AH) se manifestant sous la forme de biens matériels et satisfaisant les besoins immédiats de la population civile tels que l'eau potable, la nourriture, le logement et les vêtements. Outre l'AH, des projets de petite envergure, par exemple la construction de terrains de jeux, aptes à être menés à bien au cours d'une période de service ou rotation (roto) unique, ont été entrepris. L'argent nécessaire à la réalisation de ces projets venait de diverses sources mais, bien souvent, de la poche des soldats. La COCIM était considérée comme une tâche secondaire ordinairement réalisée par un volontaire ou une personne ayant l'expérience du travail à effectuer. Ce genre d'approche s'est révélé relativement fructueux aux premiers stades d'une opération, mais, dans un théâtre d'opérations bien établi, une approche plus subtile est nécessaire.

Avec le temps, on en est venu à reconnaître que la COCIM peut jouer un rôle important en tant que multiplicateur de force. La COCIM est devenue une tâche principale pour le personnel des Forces canadiennes (FC) et certains membres des FC ont même eu une formation à ce sujet. En août 2000, le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) a publié une directive d'exécution pour faire en sorte que la COCIM devienne une capacité de la Réserve, car on a reconnu que les réservistes avaient peut-être l'aptitude inhérente pour interagir avec les civils. Si la COCIM n'est pas nouvelle, l'approche globale l'est.

Dans le Secteur de l'Ouest de la Force terrestre (SOFT) ainsi que dans les autres secteurs, des réservistes dont les études, la carrière et l'expérience personnelle varient énormément ont été interviewés en vue de mettre sur pied une équipe plus grande que la somme de ses parties constituantes.

---

Les stagiaires des cours sur la COCIM ont suivi un programme visant à accroître leurs connaissances et les capacités nécessaires pour s'occuper de situations particulières que les rotations précédentes avaient signalées dans leurs « leçons retenues ». Les stagiaires ont suivi des cours et participé à des activités de formation sur les sujets ci-après.

- ◆ négociation;
- ◆ médiation;
- ◆ sensibilisation culturelle;
- ◆ ventes;
- ◆ instruction en premiers soins;
- ◆ gestion de projet;
- ◆ analyse des bâtiments;
- ◆ gestion du temps;
- ◆ langue;
- ◆ relations avec les médias;
- ◆ système tactique de commandement, de contrôle et de communications (STCCC);
- ◆ cours sur la COCIM tactique au Centre Pearson pour le maintien de la paix (CPMP)

Les stagiaires ont aussi participé à différents exercices afin de confirmer les habiletés acquises durant les cours et la formation, notamment :

- ◆ un exercice pour confirmer les habiletés en rédaction et en évaluation;
- ◆ un exercice pour confirmer les habiletés en navigation, en négociation et en sensibilisation culturelle;
- ◆ un exercice, juste avant le déploiement, pour confirmer toute la formation, de l'exécution des évaluations de zone aux processus de gestion de projet et d'approbation, de même que l'interaction avec les organismes locaux.

Toute cette formation a préparé le terrain au succès.

### **En quoi consiste la COCIM moderne?**

S'il est important de comprendre comment l'agent de COCIM d'aujourd'hui se prépare à sa tâche, il est aussi important de comprendre qui joue ce rôle. Une autre bonne question qui se pose dans le cadre de la découverte de la COCIM moderne est : « Quelles sont les qualités d'un bon agent de COCIM? » Les traits tels que la loyauté, l'honnêteté, le sens éthique, le courage, la diligence, l'équité, le sens des responsabilités, l'altruisme, la maturité, la conscience professionnelle, l'affabilité, la compréhension, la souplesse, l'ingéniosité, la condition physique, la connaissance des

---

politiques et des procédures militaires et civiles et l'esprit de décision viennent tous à l'esprit. Si l'on combine la formation et ces qualités souhaitables à toute une gamme d'expériences personnelles, on obtient la base qui permet à un agent de COCIM de réussir. L'agent de COCIM d'aujourd'hui est entraîné à agir dans tout un éventail de domaines et à se servir de son expérience pour favoriser l'atteinte des objectifs du Canada.

Nous avons défini le type de formation et les caractéristiques individuelles dont l'agent de COCIM a besoin pour réussir; il faut donc maintenant exposer de façon générale ce que cette personne fait. Il est toutefois incroyablement difficile de définir exactement ce qu'est la COCIM et ce à quoi elle sert parce qu'elle varie d'une opération à l'autre et dépend du contexte de même que de la façon individuelle de faire face aux situations. Voici une définition générique de la COCIM :

*La coopération civilo-militaire est une fonction militaire qui soutient la mission du commandant en établissant et en entretenant la coordination et la coopération entre la force militaire et les acteurs civils dans la zone d'opération du commandant.*

La COCIM est une fonction et une responsabilité du commandement. L'unité de commandement est cruciale pour une force militaire pour réaliser l'unité de but et d'effort parmi toutes les parties intéressées et tous les partenaires. Le personnel non militaire, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes des Nations Unies (ONU) sont de plus en plus nombreux à participer aux opérations, ce qui alimente le problème de l'intégration et de la coordination des activités et des efforts civils et militaires.

Pour garantir que, en tant qu'organisation, nous conservons nos capacités et notre pertinence, nous devons périodiquement nous demander « À quoi sert la COCIM? » ou « Pourquoi avons-nous besoin de la COCIM? » La réponse est qu'il faut toujours tenir compte de la dimension civile, chaque fois qu'une force militaire se déploie, que ce soit pour réaliser une opération de paix, assurer l'aide humanitaire ou prendre part à une guerre. Cette dimension civile peut correspondre à des réfugiés, à la population locale, à des responsables locaux ou aux travailleurs d'organisations internationales. La COCIM est un lien majeur entre la force militaire et ces organisations. La COCIM s'efforce de coordonner et de susciter la coopération dans les deux sens avec la dimension civile pour aider à garantir le succès de la mission.

## **Rôles et responsabilités**

Pour clarifier davantage la COCIM moderne, nous devons poser encore une question : « Quelles sont les tâches de l'agent de COCIM? » Les tâches assignées dépendent du stade de l'opération et des directives données dans l'annexe sur la COCIM de l'ordre d'opération diffusé par le commandant. En général, les agents de COCIM communiquent avec la population civile, prennent part à la planification, procèdent à des évaluations de zone et repèrent les projets dignes d'intérêt qui satisfont les besoins locaux et qui respectent les critères de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et les critères militaires. La COCIM doit aussi être prête à s'occuper des problèmes d'aide humanitaire, d'infrastructure civile, d'administration civile, d'économie, de commerce et de culture.

---

Si nous subdivisons ces tâches, nous pouvons nous demander, afin de clarifier davantage les choses : « Quelles sont les activités dont la COCIM s'occupe? » Les activités en question incluent la coordination auprès des autorités civiles, des organismes civils, des forces militaires alliées et nationales ou de la nation hôte, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales. L'activité qui consiste à donner au commandant de la force opérationnelle (FO) des conseils lui permettant de respecter les obligations légales et morales envers la population locale peut devenir importante, tout comme celle qui consiste à donner des conseils en matière de planification de programme et des conseils et une aide techniques aux autorités civiles dans des domaines spécialisés compatibles avec les exigences opérationnelles. Les autres activités peuvent inclure la coordination des exigences et de l'aide relatives à l'acquisition de ressources et d'installations locales. Une des principales activités consiste à rechercher de l'information sur les évaluations de zone et peut-être sur les évaluations économiques, à les préparer et à les mettre à jour.

### **Les éléments de base de l'organisation de COCIM**

La majorité des tâches et des activités de COCIM étant maintenant définies, il est prudent de parler de la taille de l'organisation de COCIM qui est nécessaire pour optimiser son effet multiplicateur de la force. La souplesse est une des qualités primordiales de l'agent de COCIM; en conséquence, l'organisation elle-même devrait par nature avoir une certaine souplesse inhérente. À l'occasion d'une récente réunion du Groupe de travail sur la régénération de la Réserve de l'Armée de terre, la direction générale de la COCIM a recommandé l'organisation de COCIM suivante (diagramme 1.1) en tant qu'élément de base des déploiements à venir. Le groupe a proposé cette organisation afin de maintenir la souplesse et d'assurer une certaine uniformité pour les besoins de la planification.

L'élément de base fondamental de l'organisation de COCIM est l'équipe de COCIM. Comme le montre le diagramme 1, l'équipe est constituée de trois agents de COCIM qui ont eu la formation nécessaire et de deux conducteurs qui ont été initiés à la COCIM. Il est important que les conducteurs prennent part à la formation préparatoire sur la COCIM et qu'ils soient réunis aux agents de COCIM avec lesquels ils travaillent, car ils jouent des rôles multiples pour ce qui est de la sécurité, de la conduite, de l'observation et de la coordination de certaines des tâches de COCIM.

La cellule de commandement compile et communique à l'état-major du commandant une information exacte et d'actualité qui lui permet de connaître la situation dans la zone et de prendre des décisions. Le major est le conseiller du commandant en ce qui concerne la COCIM et l'officier de liaison principal (agissant au nom du commandant) qui assiste aux réunions entre les acteurs militaires et civils. L'officier des opérations de COCIM dirige l'opération de COCIM tactique et est intégré au processus de planification opérationnelle avec le reste de l'état-major chargé de la planification : opérations (OPS), renseignement (RENS), opérations psychologiques (OPSPSY) et affaires publiques (AP). La coordination des activités de COCIM et le résumé des comptes rendus de situation de COCIM quotidiens sont d'autres tâches auxquelles l'officier des opérations doit consacrer beaucoup de temps.

# ORBAT DE L'ÉQUIPE DE COCIM DE LA FORCE OPÉRATIONNELLE

(13 AGENTS DE COCIM + 8 CONDUCTEURS)

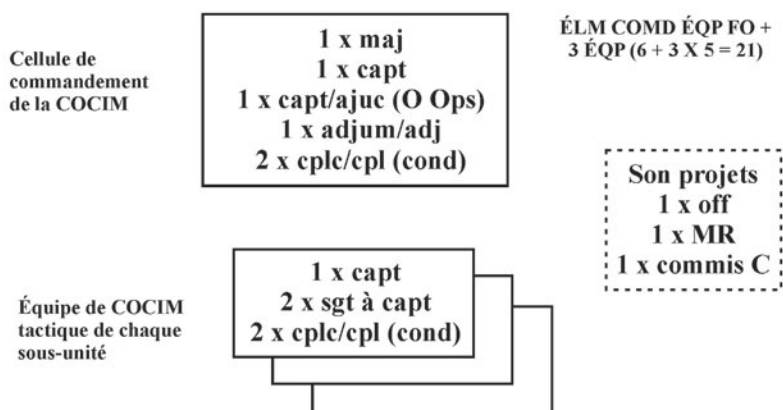


Diagramme 1

La cellule des projets devient incroyablement essentielle à l'ensemble si la force opérationnelle dispose d'un budget permettant de réaliser des projets d'amélioration des collectivités (PAC). Il faut beaucoup de temps et de paperasserie pour garantir que tous les critères juridiques et financiers associés au processus de réalisation des projets sont respectés, de leur conception à la fin de leur exécution, et c'est pourquoi une cellule spécialisée est nécessaire.

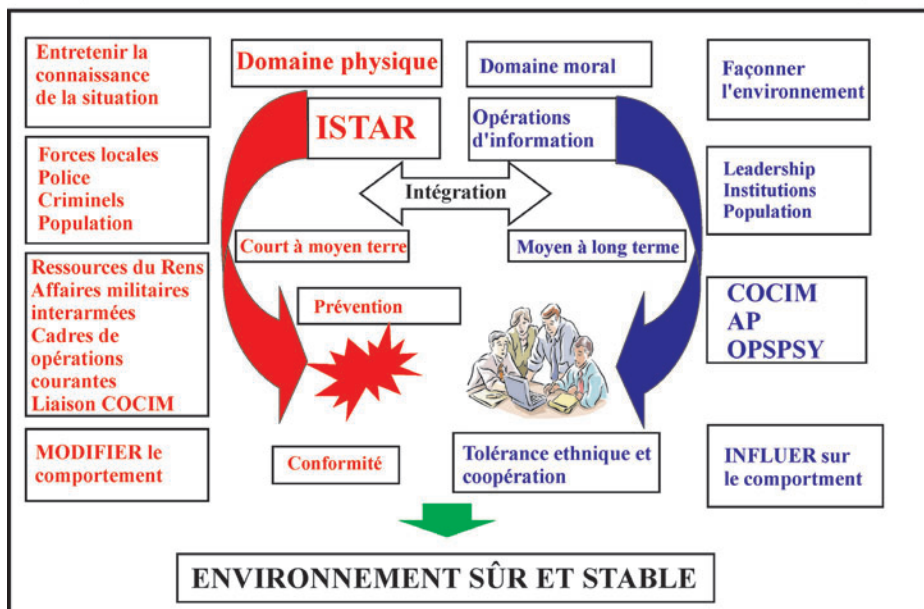
L'organisation de COCIM illustrée a un effectif de 21 personnes, qui tient compte des dimensions de la zone des responsabilités (Z Resp), de la population présente dans ladite zone et du nombre de sous-unités de la force opérationnelle. L'effectif monte à 24 si une section des projets est nécessaire. Normalement, chaque équipe de COCIM tactique est sous le contrôle opérationnel (OPCON) d'une sous-unité pour les besoins administratifs et logistiques.

## Quelle est la place de la COCIM?

On prétend que celui qui a la connaissance a le pouvoir. Le commandant d'une force opérationnelle obtient la connaissance et le pouvoir en réunissant de l'information sur l'environnement dans lequel la force opérationnelle est active. Des directives de recherche d'information prenant la forme d'une matrice du renseignement, de surveillance, d'acquisition des objectifs et de reconnaissance (ISTAR) et correspondant aux besoins prioritaires en renseignement (BPR) et aux besoins en information (BI) sont données. L'organisation de COCIM réalise ses activités dans un vaste champ d'action tout en recherchant des renseignements dans toute la largeur et toute la profondeur de la matrice d'ISTAR.



## MAINTENIR UN ENVIRONNEMENT SÛR ET STABLE



**Diagramme 2**

Une bonne part de l'information utile que les militaires recueillent est le fruit de l'établissement de relations fondées sur la confiance, le respect et la réciprocité. La COCIM joue un rôle important, car une bonne part de l'information essentielle recueillie a pour source les agents de COCIM qui établissent ces relations précieuses avec les gens. Une fois que l'information tirée de la matrice d'ISTAR a été exploitée, elle devient un renseignement dont le commandement peut se servir dans le processus de prise des décisions.

Pour le commandant, la COCIM est un outil puissant grâce auquel il peut exercer une influence sur l'environnement local. Comme le montre le diagramme 2, la COCIM peut être utilisée de manière préventive afin d'influencer ou de modifier le comportement dans le domaine moral ou physique. Une approche consiste à envoyer les agents de COCIM communiquer le message ou l'information du commandant aux chefs de la collectivité locale. Les messages en question peuvent prendre la forme d'une promesse de récompense ou de sanction qui a pour but d'influer sur le comportement. Très souvent, les effets des messages reposent sur les relations établies, surtout en ce qui concerne les sanctions. Si l'agent de COCIM a établi une relation dans laquelle l'information est traitée avec confiance et communiquée de façon proactive, la personne qui reçoit le message est plus susceptible de réagir d'une manière que le commandant souhaite.

### Lien avec les opérations d'information

Sous sa forme moderne, la COCIM est devenue une clef de voûte des opérations d'information (OI). L'atmosphère des opérations d'information donne de très bons résultats et peut améliorer la probabilité de réussite de la mission grâce à la synergie

---

qui se forme entre les cellules de la COCIM, des OPSPSY, du RENS, des AP et des OPS. Il est essentiel que ces groupes s'échangent l'information de façon efficace pour que le commandement ait un portrait exact et à jour de l'environnement dans lequel il opère, qui change sans cesse. L'effet de multiplication de la force que cette synergie procure diminue l'importance de la force militaire dans l'atteinte des objectifs de la mission tout en réduisant au minimum les entraves (dans les environnements hostiles) et en accroissant la coopération (dans les environnements neutres et même favorables) de la population locale avec les opérations militaires.

Quelqu'un a attiré mon attention sur le fait que s'il est impératif que toutes les cellules qui fonctionnent sous le parapluie des OI soient une source de synergie, il est aussi important de comprendre que la COCIM n'est ni une sous-composante des OI, ni subordonnée à elles, car la COCIM est un élément habilitant des OI. Pour que la COCIM fonctionne bien, elle doit toujours respecter son principe de transparence; autrement dit, toute l'information que les agents de COCIM recueillent provient de sources ouvertes et de l'observation. Tous liens directs ou statuts de commandement qui relieraient la COCIM aux cellules des OI pourraient affaiblir la crédibilité de la COCIM et la confiance que lui accordent les personnes avec qui nous interagissons.

Tout ce dont nous avons parlé jusqu'à maintenant définit l'état initial. Afin de proposer des recommandations pertinentes et réalisables, nous devons nous servir de l'expérience précieuse que nous avons acquise jusqu'à maintenant au gré de l'évolution de la COCIM.

## **Bosnie-Herzégovine**

L'équipe de COCIM était un des éléments les plus occupés du groupement tactique (GT) en Bosnie-Herzégovine (BH). Le temps consacré aux tâches de COCIM typiques se répartit à peu près comme suit :

- ◆ 40 % liaison et recherche d'information;
- ◆ 30 % PAC et projets d'aide humanitaire (PAH);
- ◆ 20 % aide humanitaire (AH);
- ◆ 10 % activités diverses qui semblent découler de la COCIM.

La COCIM a procuré au commandant (cmdt) la capacité d'exercer une grande influence sur l'environnement opérationnel dans tout un éventail de domaines au niveau de la collectivité, par la transmission d'informations ou par la réalisation de projets d'amélioration des collectivités (PAC), de même que, au niveau de la famille ou au niveau individuel, par des PAH et des activités d'AH.

En établissant d'étroites relations avec les principaux acteurs dans la Z Resp, les agents de COCIM ont pu réunir les pièces maîtresses du puzzle de l'information qui ont permis au GT de connaître l'environnement où il évoluait.

Cette information a servi à évaluer les endroits où le GT pouvait, étant donné ses ressources, avoir l'effet le plus positif. C'est notamment grâce au budget (200 000 dollars canadiens [\$ CAN] / 260 000 marks convertibles [devise de la Bosnie] [BAM]) attribué par l'ACDI que le GT canadien a accru son influence.

---

Il est important de noter que la réalisation de ces projets constituait une entreprise considérable qui commençait par la phase de la recherche d'information. Les agents de COCIM entraient en contact avec les collectivités locales pour leur demander quelles étaient leurs priorités en ce qui concerne l'infrastructure. C'était là la partie importante pour gagner le soutien de la population locale. Nous étions sans cela susceptibles de répéter des erreurs commises dans le passé lorsque, par exemple, des écoles ont été complètement reconstruites sans qu'aucun enfant n'y revienne jamais. Les projets étaient filtrés par rapport aux critères fixés par l'ACDI et ensuite classés par ordre de priorité en vue de leur présentation au commandant pour qu'il les approuve. Les fonds de PAC étaient alors attribués le plus loin possible vers le bas de la liste de priorité des projets. Les projets avaient été mis en adjudication et un minimum de trois soumissions provenant d'entrepreneurs indépendants qui n'avaient pas encore été inscrits sur une liste noire en raison de leur mauvais rendement étaient demandées.



**Des soldats canadiens communiquent grâce à leur interprète, à Kljuc, en Bosnie-Herzégovine**

Les projets étaient adjugés à l'entrepreneur qui avait présenté la soumission la plus détaillée, qui avait la meilleure réputation et dont le prix était le plus exact. L'agent de COCIM communiquait chaque semaine avec l'entrepreneur au fur et à mesure que les projets prenaient forme, ce qui garantissait que les détails du marché étaient respectés. Les agents de COCIM remplissaient ensuite un ensemble de documents détaillés pour garantir le respect des directives de l'ACDI.

Une fois le projet terminé, l'agent de COCIM préparait l'ouverture ou l'inauguration. Une coordination importante avait lieu à ce moment entre la cellule chargée des opérations d'information, la cellule du renseignement, la cellule de l'officier des affaires publiques (OAP) et la cellule de COCIM au niveau de l'état-major. Cette coordination était nécessaire pour garantir que le commandant était informé de tous les détails. L'OAP donnait au commandant un briefing sur les points de discussion avec les médias, la cellule chargée des opérations d'information préparait une matrice de choix des

---

objectifs et d'assignation des tâches à partir de l'information figurant dans les documents de réalisation ou d'inauguration des projets fournis par les agents de COCIM et la cellule du renseignement veillait à ce qu'il n'y ait pas de séances de photos « poignée de main et sourires » avec les criminels de l'endroit. Le résultat était une cérémonie qui avait un but : favoriser la mission et les objectifs du commandant du GT.

Le reste du budget de l'ACDI, soit environ 15 000 BAM, a été consacré à des PAH. Ces projets ont donné aux officiers qui commandaient les sous-unités de même qu'au soldat lui-même la possibilité d'accroître leur influence auprès des familles ou des personnes qui avaient besoin d'aide. Le budget des PAH a servi à mettre à la disposition de chaque sous-unité quelque 30 projets d'un coût maximum de 500 BAM par projet. N'importe quel soldat pouvait, par l'entremise de la chaîne de commandement, présenter une demande d'aide de COCIM pour avoir accès à des fonds de PAH, qui servaient à acheter de menus articles tels que bois de chauffage, toiles de plastique servant à assurer une hivérisation peu coûteuse, chandelles, clôtures, poêles, gravier, postes radio à manivelle et toilettes. Le prix des articles en question était vérifié, puis des membres de l'équipe de COCIM les achetaient et les remettaient au soldat pour qu'il les distribue aux personnes dans le besoin.

Les agents de la COCIM, de même que les soldats, avaient aussi la possibilité de gagner la population à notre cause par la distribution d'une AH prenant la forme d'ours et de

---

La plupart des commandants des forces militaires diraient normalement qu'un environnement sûr et stable viendra toujours au premier rang des priorités des forces militaires durant une opération de paix

---

jouets en peluche, de draps et de couvertures, de fournitures scolaires, de moufles et de tuques, de vêtements pour adultes et pour enfants, de manteaux chauds, de chaussures et d'autres menus articles servant à assurer le bien-être de la personne en cause ou de la famille. Nous avons constaté que les conducteurs des équipes de COCIM jouaient un rôle important en faisant correspondre les demandes d'AH au matériel disponible et en veillant à ce qu'il soit distribué en temps opportun en vue de sa remise. Il était important que le soldat ou la personne qui présentait la demande d'aide soit celui ou celle qui remettait en fait les articles pour qu'il ou elle ait vraiment l'impression d'aider quelqu'un. L'AH était toute réunie au moyen d'un programme organisé de dons reposant sur la générosité de la population du

Canada. Plus tard durant le déploiement, 48 contenants Tri-Wall supplémentaires d'AH ont été transportés par avion du Canada et la stratégie de distribution a été modifiée. Afin de réduire la dépendance à l'égard de la SFOR et du groupement tactique du Canada (GT CA), la majeure partie du reste de l'AH a été distribuée à des ONG locales. Les demandes d'AH adressées à la cellule de COCIM ont par la suite été acheminées aux ONG locales.

Les équipes de COCIM et la cellule de commandement ont obtenu des niveaux importants de succès durant les rotations I1 et I2 et leurs réalisations ont été reconnues. Si la cellule de COCIM a au début été accueillie avec une certaine réticence de la part des commandants du GT, parce qu'il s'agissait d'une organisation imposée de l'extérieur, les agents de COCIM ont vite fait la preuve de leur valeur et modifié l'opinion des commandants concernant l'effet de multiplication de la force.

La mise sur pied et le déploiement de la mission constituent les aspects les plus intéressants du déploiement récent à Haïti (opération HALO puis opération HAMLET). Le processus complet, de l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies à la participation active des Forces canadiennes (FC) aux opérations, a pris moins d'un mois.

Bien que tout à fait approprié à la situation, ce bref intervalle a posé quelques problèmes en matière de COCIM. Le processus de planification opérationnelle de la mission a par exemple été abrégé (au point de disparaître presque complètement). En dépit du fait que la COCIM semblait appelée à jouer un rôle direct dans plusieurs des objectifs nationaux du Canada associés à la mission, notre participation au processus de planification a été en réalité mineure. D'autres priorités touchant la planification comme le soutien logistique, les règles d'engagement, la durée de la mission, le logement, le transport, la zone d'opérations et virtuellement chaque autre détail d'une opération de grande envergure (selon les normes canadiennes) ont éclipsé toute la planification relative à la COCIM.

La plupart des commandants des forces militaires diraient normalement qu'un environnement sûr et stable viendra toujours au premier rang des priorités des forces militaires durant une opération de paix. Même si le rôle de la COCIM, dans cette mission, a semblé crucial, on s'est au début demandé quand et où le personnel de COCIM serait utile et s'il le serait même. L'incertitude concernant l'attachement du personnel de COCIM à l'élément tactique (compagnie I du 2 RCR) ou son maintien au sein de l'élément de commandement national (ECN) a aggravé la situation. Le commandant de la FO a finalement décidé de conserver le personnel de COCIM au sein de l'ECN.

Il semble que le commandant de la FO ait appris durant la reconnaissance stratégique que les forces américaines présentes sur le terrain ne prévoyaient de disposer d'aucune capacité de COCIM. J'ignore si la relation entre le personnel de COCIM et le service des affaires civiles (l'organe des forces armées américaines qui s'occupe de la COCIM) a fait l'objet de discussions ou si une simple différence de terminologie peut avoir contribué à une mauvaise communication majeure. Le fait est que, après notre arrivée sur le terrain, il est devenu apparent que les forces américaines avaient amené un élément des affaires civiles assez considérable constitué de deux équipes des affaires civiles de six personnes et d'un élément de commandement commandé au début par un major et, plus tard, par un lieutenant-colonel. Ces équipes travaillaient au sein de l'élément de commandement national des États-Unis, ce qui leur a donné la latitude voulue pour intervenir partout à Haïti.

En raison de la présence d'un élément américain des affaires civiles aussi considérable, il ne servait plus à rien pour nous, Canadiens, de conserver notre élément de COCIM au sein de l'ECN. Au lieu de jouir d'une latitude supérieure, nous avons en fin de compte dû coordonner toutes nos activités de COCIM par l'entremise d'au moins deux autres éléments de commandement. Pour réaliser des opérations de COCIM dans la Z Resp canadienne, nous devons obtenir l'autorisation d'au moins trois éléments de commandement distincts.

---

Le fait que, en raison d'un manque de place dans les locaux de l'ECN, les équipes de COCIM du Canada (CA) étaient installées avec l'élément de soutien national (ESN) a compliqué encore plus la situation. Le résultat est qu'un autre niveau de liaison était nécessaire avant que n'importe quelle activité de COCIM puisse avoir lieu. Le personnel de COCIM devait par conséquent communiquer avec, parfois, quatre éléments de commandement distincts avant de pouvoir réaliser une activité quelle qu'elle soit. C'est là une situation qui exigeait énormément des ressources et qui a été la source d'une grande frustration et a provoqué à l'occasion des tensions entre l'élément de COCIM et chacune des autres organisations.

L'élément de COCIM s'est donné pour priorité dès le début de la mission d'établir des relations avec les grandes ONG et organisations internationales (y compris l'ONU) sur le terrain à Haïti. Le fait que de nombreux organismes de l'ONU avaient retiré leur personnel pour des raisons de sécurité a toutefois compliqué la situation. Une fois la zone rendue sûre, les organismes de l'ONU ont subi un certain nombre de changements de personnel, ce qui a compliqué l'échange d'information. En raison d'un manque d'échanges d'information dans les deux sens avec l'ONU, il a été très difficile de concrétiser les objectifs de l'ONU.

Le gros de l'activité de COCIM du Canada tout au long de l'opération a consisté en petits projets dans la Z Resp du Canada. Ces petits projets mettaient l'accent sur l'éducation, l'eau et l'hygiène. Il s'agissait en majeure partie de projets symboliques destinés à aider les écoles et les orphelinats. Deux facteurs expliquent la nature de ces projets.

◆ L'élément de COCIM avait obtenu de l'ambassade du Canada un budget de 50 000 dollars. Le personnel de l'ambassade avait informé le personnel de COCIM que l'argent en question devrait servir à réaliser de « petits projets axés sur les collectivités ».

◆ Comme le mandat de la mission n'était pas censé dépasser 90 jours, le processus par lequel les entrepreneurs étaient engagés pour effectuer le travail était lourd et plein de risques.

Ces deux facteurs ont eu pour résultat une situation dans laquelle le personnel de la FO a fini par faire une bonne part du travail relatif aux projets et cette tâche est celle qui a exigé le plus de temps du personnel de COCIM. Malheureusement, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude si ces projets ont beaucoup fait, que ce soit pour appuyer le milieu civil ou pour appuyer la force.

Le personnel de COCIM a tout de même réussi à assurer dans une certaine mesure la liaison, à identifier certains membres du personnel de l'ONU et des ONG et à travailler avec eux et à faire de même en ce qui concerne le personnel local du gouvernement qu'il était possible d'identifier et de trouver. Le succès obtenu en ce qui concerne la liaison a varié, car le personnel qui était à Haïti depuis un certain temps avait l'impression que les forces militaires n'étaient pas là pour rester. Cette impression était probablement tout à fait justifiée, car la Force multinationale intérimaire (États-Unis, Chili, France et Canada) était dans le pays conformément à un mandat si limité (90 jours, sans que l'on sache avec certitude ce qui se passerait après) qu'elle nuisait aux tentatives visant à établir des relations avec des acteurs locaux ou internationaux.





**Le Capt Shawn Courty, officier de la COCIM au sein du 2 RCR, en Haïti**

Environ trois mois après le début du déploiement, l'ONU (avec le Brésil comme principal fournisseur de troupes) a assumé le commandement de la mission lorsque les forces américaines sont parties. Les forces canadiennes sont restées trois mois de plus à Haïti mais sont parties de Port-au-Prince pour aller aux Gonaïves. En raison du redéploiement aux Gonaïves, l'équipe de COCIM s'est retrouvée sous le contrôle direct (OPCON) d'une compagnie d'infanterie (la compagnie H du 2 RCR, qui a remplacé la compagnie I en juin) sur le terrain. Cette modification de l'organisation semble avoir été beaucoup plus efficace. Elle a permis à l'équipe de COCIM de réagir vite à la situation tactique sur le terrain et de traiter directement avec l'élément de commandement tactique responsable de la Z Resp où elle opérait. L'équipe de COCIM a obtenu un soutien accru, car la compagnie H a reconnu l'effet de multiplication de la force de la COCIM et s'est employée à la soutenir.

Bien que l'inclusion de la COCIM dans cette mission ait été considérée comme une réussite, c'est à peu près le seul aspect de l'opération HALO qui devrait être considéré comme fructueux du point de vue de la COCIM. La réalisation la plus significative est peut-être le fait que sept réservistes de partout au pays qualifiés en matière de COCIM ont été identifiés et que le Groupe d'aide au départ (GAD) a traité leur dossier en moins d'une semaine.

## **Afghanistan**

Durant la rotation 2 de l'opération ATHENA, nous avons pour mission d'appuyer l'intention du commandant en créant un environnement dans lequel la population locale communiquerait aux troupes de la FIAS / du Canada des informations sur les activités de toute autre force militaire dans leur zone d'opération, ce qui aurait pour effet d'accroître la protection de la FO et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Nous l'avons fait en établissant et en maintenant avec la population locale des relations fondées sur la confiance.

Les méthodes employées pour établir ces relations étaient les suivantes.

---

◆ Rencontrer régulièrement les maires, les chefs de la police, les gouverneurs, les wakils (représentants des villages), les villageois, les enseignants, les directeurs et les élèves.

◆ Réaliser de petits projets à rendement élevé faits rapidement qui ont profité à la collectivité, par exemple réparer et construire des routes et fournir aux écoles des bureaux destinés aux élèves et aux enseignants.

◆ Distribuer des fournitures scolaires et médicales aux institutions pertinentes.

◆ Distribuer l'*ISAF News* aux villages et aux collectivités des environs. (L'*ISAF News* était pour bon nombre des résidents de Kaboul la première publication régulière. Elle était favorable à la FIAS et constituait un outil des OPSPSY.)

La zone d'opération (ZO) de Kaboul correspondait aux limites de la province de Kaboul. Dans cette ZO, les forces du Canada, de l'Allemagne (GE), du Royaume-Uni (UK), de la Belgique (BE), de la France (FR) et de l'Italie (IT) comptaient toutes un détachement de COCIM. La taille des détachements variait de trois à huit agents. L'unité de COCIM finlandaise (FINCIMIC) était une autre ressource de COCIM; c'était une ressource de la FIAS plutôt qu'une ressource de la Brigade multinationale de Kaboul (BMK). Il convient de mentionner que le détachement de COCIM du Canada n'était pas une ressource mise à la disposition de la BMK. Nous étions strictement une ressource du Canada et nous étions utilisés pour les besoins du Canada. Cela dit, nous avons aidé la BMK lorsque nous le pouvions et avons fait de deux districts de police (DP) notre ZO « non officielle » pour aider le troisième groupement tactique (GT3), qui s'occupait de l'ancienne ZO du Canada.

Chaque détachement de COCIM, à l'exception de l'unité FINCIMIC (ressource de la FIAS) et du détachement de COCIM du Canada, relevait de la BMK. La plupart des détachements travaillaient dans la zone assignée à leur pays. L'unité FINCIMIC s'occupait de toute la zone et chevauchait les zones des autres équipes de COCIM. En conséquence, des réunions régulières avaient lieu pour coordonner les efforts.

Les équipes de COCIM de Kaboul travaillaient bien au niveau tactique; les équipes coordonnaient leurs efforts à cette fin. La coordination stratégique était très médiocre; en conséquence, les directives et les communications entre le QG de la FIAS et le QG de la BMK, sur le réseau de COCIM, étaient presque inexistantes.

Notre équipe de COCIM du Canada comptait six membres - trois agents et trois conducteurs. Elle était trop petite; nous avions besoin d'au moins un agent de plus.

Durant notre mission, les autres responsabilités en matière de COCIM étaient les suivantes :

◆ assurer le suivi des projets existants de l'ACDI;

◆ assurer le suivi des anciens projets (construction de six puits) commencés durant la rotation I;

◆ réaliser de nouveaux projets de l'ACDI d'une valeur de 17 000 \$ CAN;

◆ élaborer des protocoles sur l'utilisation de l'argent attribué à la COCIM sous forme de dons, car certains des dons étaient soumis à des restrictions et à des exigences en matière de compte rendu;

- 
- ◆ réaliser ou coordonner des projets dont le coût se limitait au temps des ressources militaires en cause, par exemple, l'utilisation de véhicules militaires pour livrer l'aide humanitaire des organisations non gouvernementales (ONG);
  - ◆ assurer la liaison à la fois avec les sources militaires et avec les sources civiles.

Au cours des sept mois passés à Kaboul, l'équipe de COCIM du Canada a pu appuyer de façon utile l'intention du commandant en améliorant la protection de la force des DP 6 et 7. Trente-cinq projets ont été entrepris et menés à terme et six anciens projets commencés durant la rotation 1 (tous relatifs à des puits) ont été menés à terme. Les bonnes relations avec la population et les autorités afghanes locales se sont maintenues.

À ce moment-là, en Afghanistan (AF), il n'y avait pas d'opérations d'information canadiennes substantielles au niveau de la FO; la situation est maintenant différente. La FO incluait un bureau des affaires publiques mais, comme nous n'avions pas de ZO particulière, ce n'est pas une ressource à laquelle nous avons facilement accès.

Le citoyen afghan moyen s'inquiétait de la violence durant les élections et ce sentiment a été exacerbé par le fait que certaines ressources de la FIAS, plus précisément la COCIM, sont disparues de la carte pendant deux semaines

L'équipe de COCIM livrait une publication appelée *ISAF News* qui paraissait toutes les deux semaines. Imprimée en anglais et en dari, elle renfermait des textes racontant à la population locale ce que la FIAS faisait de même que ce qui se passait dans le pays et aux environs. La publication incluait une section réservée aux projets de COCIM réalisés dans la ZO. La BMK avait aussi une station radio qui diffusait dans toute la ville et qui était considérée comme une grande réussite. L'équipe de COCIM du Canada a pris part à une campagne de sécurité associée aux armes-

jouets visant à empêcher les enfants de les pointer sur les soldats de la FIAS. La campagne a été réalisée avec l'aide de l'élément des opérations d'information de la FIAS et a donné des résultats positifs.

La COCIM continue de prouver sa valeur au niveau tactique durant les opérations. Les opérations à venir devraient toutes continuer d'inclure un élément de COCIM. L'organisation de COCIM du Canada doit former un tout; il existe à l'heure actuelle un fossé, ou un mur, entre les équipes tactiques et le niveau stratégique. On estime que les conseils donnés des paliers subalternes au niveau stratégique ne sont pas pris en compte. Il faut faire plus pour éliminer cette division entre les deux groupes. La COCIM est un outil très efficace; elle procure au commandant la souplesse et la visibilité dont il a besoin dans l'environnement civil où la FO opère. En Afghanistan, la COCIM a accru la protection de la FO du Canada et des troupes de la FIAS, ce qui leur a permis de travailler sans problème durant la mission.

Beaucoup de personnes estiment que la COCIM ne devrait pas s'occuper des projets, car on franchit alors la ligne entre les ONG et les forces militaires. Nous estimions que, à Kaboul, les projets étaient une partie essentielle du coffre à outils de l'équipe de COCIM. La COCIM nous procurait la souplesse nécessaire pour réaliser vite une activité à rendement élevé pour la collectivité locale, ce qui accroissait la protection de la FO.

Si les forces militaires se contentent d'assister à des réunions et d'essayer de se faire des amis sans pouvoir aider à résoudre les problèmes, elles sont coupées de l'environnement local. Pareille attitude engendre la méfiance des personnes de la place et n'aide absolument pas à établir une relation fondée sur la confiance. De petits gestes tels que le don de pupitres aux écoles locales ou la construction d'un puits pour une collectivité ne coûtent pas cher et les résultats sont très avantageux pour la collectivité et pour les forces militaires du point de vue de la protection de la force<sup>2</sup>.

En septembre 2004, les agents de COCIM ont été avisés que les forces militaires d'opposition (FMO) les avaient spécifiquement désignés comme cibles. Le G2 a



À l'œuvre pour gagner le cœur et l'esprit des gens en Afghanistan

confirmé la menace, qui incluait des détails sur la façon dont le détachement fonctionnait et les endroits qu'il avait visités. Cette menace coïncidait avec la période précédant les élections présidentielles afghanes et un accroissement du nombre des attaques visant des objectifs de la FIAS était prévu.

Une force de sécurité constituée d'une demi-section d'infanterie de la compagnie B du 1<sup>er</sup> PPCLI dotée d'un véhicule a été affectée au détachement (dét) de COCIM en vue de chacune des tâches assignées à ce dernier. La section était responsable de la protection rapprochée des agents et de toutes les autres questions de sécurité. Cet arrangement fonctionnait très bien et faisait de chaque patrouille un objectif beaucoup plus difficile pour les forces militaires d'opposition. Le seul aspect négatif tient au fait que l'élément de sécurité a été prélevé sur la compagnie de protection de la force, qui avait déjà beaucoup de tâches et dont, peut-on soutenir, les effectifs étaient déjà insuffisants. La présence d'une personne de plus au sein du dét COCIM permettrait de résoudre le problème de renforcement de la sécurité. Les patrouilles de COCIM pourraient au besoin être combinées afin de présenter un objectif plus difficile qu'une patrouille de deux véhicules comptant seulement quatre personnes. C'est toutefois le commandant de la FO qui doit évaluer la menace et le risque.

---

La menace a encore augmenté juste avant les élections présidentielles. On s'attendait à ce que le niveau de la menace applicable aux opérations de COCIM reste très élevé pendant environ deux semaines. On a décidé de suspendre les opérations de COCIM pendant cette période de deux semaines et d'essayer en même temps de poursuivre le travail de COCIM en maintenant le contact avec le personnel clé par téléphone.

Le citoyen afghan moyen s'inquiétait de la violence durant les élections et ce sentiment a été exacerbé par le fait que certaines ressources de la FIAS, plus précisément la COCIM, sont disparues de la carte pendant deux semaines. On pourrait prétendre que la suspension des opérations de COCIM à un moment crucial tel que les élections allait à l'encontre de ce qu'elles auraient dû faire et que, en fait, ces opérations auraient plutôt dû être intensifiées pour accroître la présence de la COCIM dans la collectivité. Pour que la population locale soit convaincue que l'environnement est sûr et stable, elle ne doit pas avoir l'impression que la COCIM se soustrait à une menace possible.

Les détachements de COCIM devraient être entraînés comme il convient et devraient compter un personnel assez nombreux pour affronter une menace accrue et donc ne pas avoir, à quelque moment que ce soit, à suspendre les opérations<sup>3</sup>.

### **Quelles sont les améliorations possibles?**

Après avoir défini notre état initial et donné des exemples tirés de trois opérations différentes, je m'estime en mesure de formuler un certain nombre de recommandations fondées sur l'expérience que l'organisation de COCIM du SOFT a acquise au cours des dernières années.

La première recommandation est de faire du modèle de l'équipe de COCIM, dont le présent article traite plus haut, l'élément de base réglementaire déployé. La taille de la cellule de COCIM peut augmenter compte tenu de celle de la force militaire déployée, de la ZO, de la population de la ZO et du nombre des sous-unités que compte l'organisation.

Un des principaux arguments appuyant l'adoption de ce modèle, c'est qu'il permet de compenser la perte des agents de COCIM durant les périodes de congé. Un peu plus de l'équivalent d'un mois durant un déploiement de six mois est passé en congé, ce qui signifie (tout dépendant de l'effectif de la cellule de COCIM) qu'une proportion des membres de l'organisation variant entre le tiers et la moitié est en congé à tout moment. Le premier et le dernier mois d'une rotation sont ordinairement interdits de congés, ce qui complique le problème. Dans les trois exemples de déploiement dont traite le présent article, les problèmes d'effectif attribuables aux congés ont été signalés comme importants. Le modèle d'équipe de COCIM proposé réduit au minimum l'effet des congés, car il y aura toujours un agent de COCIM compétent pour faire le travail pendant que l'autre est en congé.

La souplesse est une autre raison qui justifie l'adoption de ce modèle. Dans un environnement où la menace est plus élevée tel que l'Afghanistan, cette organisation peut fonctionner sous la forme d'une équipe de deux véhicules (même en tenant compte des congés), s'il le faut avec un élément de soutien assurant la sécurité. Lorsque la menace est moins grande, chaque agent peut être affecté à un secteur particulier, ce qui accroît la couverture.

La deuxième recommandation, c'est que les équipes de COCIM tactiques doivent pour la logistique et le soutien être attachées directement à une sous-unité durant la

---

formation préparatoire et le déploiement. Les agents de COCIM travaillent le plus efficacement lorsqu'ils sont affectés à un secteur correspondant à la Z Resp de la sous-unité à laquelle ils sont attachés. L'agent de COCIM est alors en interaction avec tous les niveaux des ONG, des organismes et des autorités locales et il communique en temps opportun l'information pertinente aux paliers supérieurs de la chaîne de commandement.

La principale raison, à cet égard, est que le dét COCIM doit avoir vite accès aux éléments de soutien pour satisfaire ses besoins logistiques. Il est essentiel que les sous-unités connaissent cette exigence lorsqu'elles préparent leurs plans. Une autre raison est que cet arrangement permet d'éviter la coordination des niveaux de commandement multiples qui existaient en Afghanistan.

Les organismes civils qui sont actifs aux côtés des organisations militaires ont récemment soulevé un tollé. Ils ont accusé les forces militaires d'exécuter des opérations de COCIM afin de manipuler la population locale (en Afghanistan et en Iraq). Les organisations civiles affirment fournir l'aide de manière altruiste et ne pas mêler les besoins humains à la mission. Si cette accusation comporte peut-être un brin de vérité, on constate, si l'on creuse les raisons pour lesquelles les organisations civiles et militaires sont où elles sont, que les deux ont beaucoup d'objectifs en commun.

Si la COCIM est faite comme il se doit, de la manière dont les agents de COCIM apprennent à le faire, il ne devrait pas y avoir de grand conflit entre ce que les organisations militaires et les organisations civiles font. En fait, bien souvent, ces deux entités distinctes collaborent étroitement au niveau tactique et ne se marchent pas sur les pieds. Il n'y a conflit que lorsque les organisations ne prennent pas le temps de coordonner la distribution de ressources limitées. On pourrait aussi prétendre que les causes de ces conflits sont davantage le résultat d'une mauvaise formation ou encore de conflits de personnalité entre les organisations.

Lorsque la COCIM est faite de manière impartiale, neutre et indépendante aux yeux des autorités nationales et de la population locale, elle constitue un multiplicateur de la force non seulement pour les organisations militaires, mais aussi pour les organisations civiles, qui s'efforcent toutes les deux d'atteindre des objectifs communs.

La troisième recommandation est donc que les organisations internationales et les ONG qui travaillent souvent de concert avec les organisations militaires soient associées à l'établissement des relations par une participation à des exercices militaires et par leur présence, avec des militaires, à des cours de COCIM. Le Centre Pearson pour le maintien de la paix a accru de façon significative la valeur de son cours de COCIM tactique en invitant non seulement des organisations internationales et des ONG à participer mais aussi des militaires étrangers. Un autre exemple récent qui montre que ces organisations commencent à édifier cette relation de travail est le Groupe de travail sur les opérations de paix du Comité coordonnateur canadien pour la consolidation de la paix, qui a discuté des équipes provinciales de reconstruction (EPR) en Afghanistan et de la militarisation de l'aide humanitaire.

Comme suite à cette recommandation, les organisations devraient être associées le plus tôt possible à la planification qui précède une opération afin de coordonner des points tels que la distribution de l'AH, l'économie d'effort et le soutien réciproque.



---

La mise en œuvre de la troisième recommandation va prendre du temps, mais l'effort va grandement améliorer l'effet de multiplication de la force et la possibilité de succès de la mission. Les organisations militaires et les organisations civiles ont tout à gagner d'une coopération.

Quatrièmement, l'Armée de terre devrait élaborer des politiques et des procédures réglementaires relativement à l'AH. Il pourrait s'agir d'une entente avec un organisme d'aide selon laquelle ce dernier fournit l'AH aux côtés des militaires. Une entente de ce genre aurait pour avantage réciproque de nous retirer de la distribution de la nourriture, des abris et des articles de première nécessité et d'assurer en même temps la sécurité de l'organisation civile qui travaille dans le secteur. Elle réduirait aussi considérablement la nature empirique de la collecte et de la distribution de l'AH dont les forces armées du Canada se sont chargées jusqu'à maintenant.

Une cinquième recommandation consiste à établir une politique et des procédures concernant les PAH. Un budget particulier devrait être réservé aux PAH en vue de chaque rotation. L'adoption d'une approche de ce genre a de nombreux avantages pour les organisations militaires. Ainsi que le montre l'exemple sur la Bosnie, des fonds avaient été mis de côté pour acheter sur le marché local des articles afin d'aider les personnes de la place dans le besoin, ce qui se faisait au niveau de la patrouille. Cette dernière transmettait la demande aux paliers supérieurs de la chaîne de commandement; les fonds étaient contrôlés et approuvés, l'article était acheté et la cellule de COCIM le remettait à la patrouille pour qu'elle le distribue. Cet ensemble de mesures permettait aux patrouilles d'exercer sur leur environnement une influence au niveau individuel et au niveau de la famille. L'adoption de cette recommandation va aussi permettre aux militaires de s'éloigner encore plus du stockage de l'AH et de l'aspect logistique qui y est associé. L'AH cause d'importants maux de tête à toutes les rotations, car ces articles sont encombrants et leur transport coûte cher. Si l'on peut compter sur les Canadiens pour leur générosité, il devient difficile de transporter les articles du Canada à la ZO. L'adoption de l'approche du budget réservé aux PAH a pour avantage additionnel de soutenir l'économie locale, ce qui est essentiel dans bon nombre des zones où nous sommes actifs. La population locale est beaucoup plus intéressée à améliorer sa propre situation si elle reçoit un coup de pouce économique qu'à attendre de recevoir de l'aide des militaires.

La sixième recommandation concerne l'aptitude du commandant de la FO à exercer une influence sur l'environnement dans lequel la FO est déployée et a pour but d'établir des politiques et des procédures applicables aux PAC. Un accord type pourrait être conclu avec l'ACDI ou avec l'ambassade du Canada en vue de fournir à chaque commandant de FO un budget qu'il serait libre d'utiliser ou de ne pas utiliser pour réaliser des PAC. Comme dans l'exemple relatif à la Bosnie, ces projets doivent être recommandés par la collectivité, qui doit y rester associée tout au long du processus pour garantir l'effet bénéfique que souhaite le commandant. Ces projets augmentent l'incidence des opinions neutres ou positives concernant la présence militaire dans sa ZO. Ils constituent un outil essentiel grâce auquel le commandant peut exercer une influence sur l'environnement; ce dernier doit avoir le pouvoir d'utiliser ces fonds d'une manière appropriée et de les rendre s'il n'en a pas besoin.

Une section spécialisée des projets de COCIM intégrée à l'élément de commandement s'occuperait de la réalisation et de l'administration des projets, comme le décrit plus haut la recommandation sur l'organisation de COCIM de la FO.

---

La dernière recommandation concerne la prévisibilité de l'effectif d'une organisation de COCIM, de la durée de la formation et de l'engagement relatif à la durée de la rotation. Cette recommandation a d'importantes conséquences, car la COCIM est maintenant une capacité de la réserve. Si nous voulons obtenir le personnel le plus apte à faire ce travail, l'effectif prévu de l'organisation de COCIM et la durée de l'engagement doivent être prévisibles. Les meilleurs agents de COCIM proviennent de différents milieux et ont tendance à avoir aussi du succès dans leur carrière civile. En fait, beaucoup d'entre eux acceptent une réduction de rémunération pour prendre part à un déploiement à l'étranger parce que la nature du travail de COCIM et l'expérience à acquérir les motivent. Les incertitudes concernant les contrats et la mauvaise qualité de l'administration ont engendré de la frustration et ont même poussé certains agents de COCIM à décider de ne pas faire partie des rotations. Une certaine prévisibilité est nécessaire pour permettre aux agents de COCIM éventuels de planifier un congé et de le demander à leur employeur civil.

## Conclusion

Le présent article traite de l'évolution de la COCIM jusqu'à maintenant, définit notre état initial et présente différentes recommandations fondées sur l'expérience opérationnelle à ce jour.

Le défi, pour les lecteurs, est d'endosser ou de rejeter ces recommandations. Le débat qui en résultera va donner une meilleure organisation de COCIM. Je prie les civils d'aider à établir les relations nécessaires avec le personnel militaire pour que nous puissions mieux travailler ensemble afin d'atteindre nos buts communs. Je prie également le personnel militaire de se servir de son influence pour avoir un effet positif sur l'orientation de la COCIM.

Comme l'organisation de COCIM du Canada est à un stade précoce de son développement, j'espère que le personnel sur le terrain va continuer à influencer sur l'orientation de ce développement.

---

## Au sujet de l'auteur ...

Graham M. Longhurst s'est enrôlé dans la Réserve des Forces canadiennes en 1992 au grade de soldat afin de payer ses études universitaires. En 2001, Graham a été sélectionné pour faire partie de la nouvelle organisation de COCIM du SOFT. En 2002, il a décidé de faire progresser sa carrière militaire en posant sa candidature pour une période d'affectation en Bosnie-Herzégovine (BH). Durant la formation relative au déploiement avec le groupement tactique du 1 PPCLI, il a pris part à l'opération GRIZZLY à titre d'officier de liaison du QG auprès de la collectivité locale dans la vallée de Kananaskis. Pendant les six mois où il a été déployé, il a dirigé l'élément de COCIM pour le groupement tactique. Graham a été le chef de l'équipe de COCIM en Alberta et il occupe maintenant le poste d'officier des opérations du G9 COCIM du SOFT. Il a aussi écrit sur son expérience en BH un article publié dans *Le Bulletin*, volume 10, numéro 1, « La coopération civilo-militaire — L'inukshuk ».

---

## Notes

- 1 Écrit par le Capt Jason Watt, Ops COCIM, opération HALO.
- 2 Écrit par le Capt David Myles, commandant du détachement de COCIM, rotation 2 de l'opération ATHENA.
- 3 Écrit par le Capt Brent Purcell, cmdtA du détachement de COCIM, rotation 2 de l'opération ATHENA.

---

# L'ÉDUCATION DES OFFICIERS POUR LE 21<sup>ème</sup> SIÈCLE : CARTE À POINÇONS OU PROFESSION DES ARMES?

---

Major Simon Bernard

En 1967, suite à l'unification des trois Services et face au besoin d'harmoniser le développement des officiers, le Chef d'état-major de la Défense de l'époque, le Général J.V. Allard ordonna la conduite d'une étude. L'objectif fut d'examiner le cheminement de l'officier de la Force régulière, de sa sélection et son entraînement initial à son accession au rang le plus élevé. Le but était de produire un plan de développement qui assurerait une efficience maximale par l'entremise d'une économie de ressources lors de la sélection, l'entraînement et l'éducation du corps des officiers appelé à commander et administrer les forces armées. (Traduction libre)<sup>1</sup>

Le Mgén R. Rowley et son équipe de quinze compléta cette étude de trois volumes en 1969. Une recommandation du rapport, mieux connu sous le nom « Rapport Rowley », fut que tous les officiers obtiennent un degré universitaire. Suite à la publication de multiples rapports et études dans les années subséquentes<sup>2</sup>, en mars 1997, 28 années suivant la publication du Rapport Rowley, l'honorable Doug Young, alors Ministre de la Défense nationale, a exigé que dans tous les cas, sauf pour les officiers commissionnés des rangs, un degré universitaire serait désormais requis.<sup>3</sup> Des politiques ont été mises de l'avant pour formaliser l'exigence que non seulement les nouveaux officiers commissionnés obtiennent un degré universitaire mais que, d'ici 2020, tous les officiers devront posséder un diplôme de premier cycle et les membres du grade de Colonel et plus devront avoir une maîtrise.<sup>4</sup> Cette exigence a été longuement débattue au cours des dernières années et je n'ai nullement l'intention d'éveiller ce sujet. Nous avons la politique, à nous de la suivre.

Ces politiques sont présentement en vigueur et nombre d'officiers, tous grades confondus, retournent sur les bancs d'école pour rencontrer cette norme et avoir ainsi une progression de carrière « normale ». Il n'y a aucun doute que, comme nos voisins du Sud, l'exigence d'un diplôme universitaire a créé une approche de « carte à poinçons » au sein des Forces canadiennes. Nous aurions beaucoup à apprendre des Américains qui, bien que souvent cités comme exemple à suivre, ont commis des erreurs.

Les Américains ont vécu un certain engouement pour les études supérieures dans les années soixante-dix. Cependant, sous la pression d'obtenir un degré, la qualité de l'enseignement reçu laissa à désirer et un climat de cartes à poinçons s'installa.<sup>5</sup> Martin Van Creveld dénote que l'engouement pour les études supérieures aux États-Unis satisfaisait plus le besoin de maintenir le prestige du corps des officiers et la préparation à une seconde carrière qu'un développement intellectuel d'importance.

Les officiers, sous pression de poinçonner leur carte, ont pris des cours plus faciles dans des établissements moins compétitifs. Ces cours ont souvent produit des résultats médiocres. Peu importe la qualité de l'éducation, l'impact

---

net sur la capacité de se battre et de vaincre des guerres fut minimal.  
(Traduction libre)<sup>6</sup>

Selon ce dernier, l'approche présente où les officiers sont encouragés, voire forcés, de poursuivre des études avancées dans des domaines variés est inutile.<sup>7</sup> Je n'irais pas jusqu'à dénoncer l'approche actuelle mais je me dois de souligner que les forces ont manqué une bonne opportunité d'investir dans les membres de la profession des armes. Dans le contexte mondial actuel, nous avons besoin de chefs compétents dans le domaine des sciences et des arts. Nous devons modifier l'approche envers les diplômés de premier et de deuxième cycle. L'importance de l'éducation dans la préparation d'une armée pour un avenir incertain devient évidente lorsqu'on réalise que sa force réside dans le futur et que le levier pour y parvenir est le cerveau.<sup>8</sup>

Si nous voulons démontrer un sérieux face à la profession des armes, nous devons mettre en place des programmes qui répondent à l'environnement actuel et non permettre à nos militaires de préparer leur seconde carrière aux frais, financiers et horaire, des Forces canadiennes. Il serait absurde dans le monde de la médecine d'accepter un diplôme de premier cycle en urbanisme; il en va de même pour notre profession.

Pour débiter, je définirai le professionnalisme et aborderai le professionnalisme militaire. Par la suite, je discuterai du processus de développement professionnel des officiers en ce qui a trait à l'entraînement, l'expérience, l'éducation professionnelle et le développement personnel avec une attention particulière sur l'éducation en suggérant une approche qui favoriserait la profession des armes. Le défi est de taille et ce travail soulève le besoin de porter une attention particulière à la profession des armes et l'art de la guerre pour le 21<sup>ème</sup> siècle.

Le but de ce travail est de souligner l'erreur que nous sommes sur le point de commettre et de recommander une approche qui favorisera et honorera notre profession tout en évitant de créer un système de carte à pions et la préparation à une seconde carrière. Bien des initiatives visant une hausse du degré de professionnalisme ont vu le jour. Les outils sont à la disposition de tout militaire qui vise un programme de deuxième cycle dans des domaines de la profession des armes, cependant, aucune pression n'est appliquée pour encourager, voire forcer l'étude des domaines reliés à la défense qui pourrait avoir un impact sur la qualité de nos chefs à tous les niveaux. Ce travail s'adresse aux hommes politiques, aux militaires de tous grades et civils du département de la Défense.

## **Le professionnalisme**

Bien qu'il existe plusieurs définitions du professionnalisme, tous s'entendent généralement sur le fait que sans connaissances supérieures, une expérience pratique et un sens de responsabilité corporative, on ne peut parler de profession.<sup>9</sup> Le terme « professionnel » est souvent utilisé pour signifier l'opposé d'un « amateur ».<sup>10</sup> Le professionnel est mieux défini comme étant quelqu'un qui, dans un contexte social, fournit un service essentiel à la société. Dans ce sens, il est expert dans son domaine, ayant acquis ses connaissances par des études approfondies et une expérience pratique. (Traduction libre)<sup>11</sup> C'est dans ce besoin d'expertise que le professionnel requiert l'éducation puisqu'il doit préalablement obtenir les aptitudes et les

---

connaissances nécessaires pour pratiquer. Ces dernières sont obtenues et maintenues par un processus continu d'éducation et d'entraînement. (Traduction libre)<sup>12</sup> Samuel Huntington dénote deux phases qu'un professionnel doit suivre : une phase générale et une phase technique.

L'éducation libérale de l'homme professionnel est normalement donnée par l'établissement d'éducation générale de la société dévouée à ce rôle. La seconde phase, la phase technique, est dispensée dans des établissements spécialisés opérés par ou affiliés à la profession même. (Traduction libre)<sup>13</sup>

Le rôle des collèges de commandement et d'état-major vient ainsi combler la phase technique du développement d'un professionnel. La phase générale, quant à elle, est comblée par les nombreuses universités civiles et le Collège militaire Royal du Canada à Kingston qui forment nos chefs.

### **La profession des armes**

Le guide de développement professionnel des officiers stipule que les officiers des Forces canadiennes sont membres d'une profession qui :

rend service à la société, exige de ses membres qu'ils possèdent une compétence absolue issue d'une préparation intensive dans le cadre d'un programme d'éducation et d'instruction, oblige ses membres à assumer une responsabilité sociétale en ce qui a trait aux normes et à la qualité du service rendu et procure au fournisseur de services à son pays un sentiment de satisfaction qui l'emporte sur les considérations matérielles.<sup>14</sup>

L'institution décrit le sens d'exclusivité et d'appartenance sacré à un groupe. « En tant que groupe distinct qui possède des responsabilités uniques et spécifiques envers l'État, le militaire au Canada se voit, avec raison, comme étant partie unique de la société ». (Traduction libre)<sup>15</sup> Après tout, aucune autre profession ne peut exiger le sacrifice ultime pour la défense des intérêts nationaux. La profession militaire se distingue des autres de par le fait que les soldats solutionnent des problèmes et mettent en oeuvre des solutions dans un environnement qui est, peut être ou peut devenir hostile, meurtrier et mortel.<sup>16</sup>

Selon Samuel Huntington, la caractéristique essentielle du professionnalisme militaire est le contrôle quasi exclusif que les forces armées exercent sur la « gestion de la violence ».<sup>17</sup> De nos jours, cette approche pourrait paraître simpliste étant donné la complexité des opérations et les nombreuses tâches non-militaires qui sont confiées à nos forces. La situation est telle, que la communauté internationale et les différentes organisations en viendraient à attribuer sans hésiter l'échec d'une opération majeure aux forces armées. Par exemple, l'échec des élections afghanes, bien qu'un mandat des Nations Unies, pourrait être attribué à l'OTAN ou aux forces de coalition bien que leur rôle et leur soutien demeurent limités par le mode d'opération des organismes clés.

Sur le champ de bataille, l'expertise est la compétence technique du soldat : sa capacité d'utiliser ses armes et son équipement et de mener les hommes selon un plan tactique ou stratégique sensé pour vaincre l'ennemi.<sup>18</sup> En temps de paix, c'est l'habileté du soldat à apprendre des erreurs et des succès du passé : en identifiant les armes et équipement ayant un potentiel pour le futur, en adaptant ces derniers dans une

---

doctrine pratique et, dans la mesure du possible, en mesurant les capacités changeantes des ennemis probables.<sup>19</sup> On peut affirmer hors de tout doute que dans la situation actuelle, le défi est de taille. Voyons l'environnement complexe qui caractérise les opérations du 21<sup>ème</sup> siècle.

## La période postmoderne

Afin de bien cerner l'exigence en matière d'éducation pour nos chefs, il importe de définir le milieu dans lequel ils seront appelés à commander ou performer. Comme le décrit Peter Foot, les temps ont bien changé depuis la fin de la guerre froide. Dans les opérations modernes, le concept de victoire et de dissuasion se confond, les aptitudes militaires peuvent parfois paraître hors contexte, les préoccupations nationales sont éloignées, le contexte légal, politique et social demeure très controversé, un problème d'ordre tactique devient stratégique dans un instant et les politiciens gardent un intérêt continu dans la conduite des opérations.<sup>20</sup>



Nous sommes dans ce que Charles C. Moskos, John Allan Williams et David R. Segal qualifient de période postmoderne. L'époque moderne allant de la levée en masse de la Révolution française de 1793 à la Deuxième guerre mondiale.<sup>21</sup> Moderne avancée étant la période de la guerre froide dans laquelle nous retrouvons la conscription et une recrudescence de professionnalisme militaire pour les officiers avec la venue des académies et des collèges d'état-major pour remplacer les liens familiaux et financiers qui caractérisaient l'octroi des commissions. (Traduction libre)<sup>22</sup>

La période postmoderne voit cinq changements organisationnels d'importance. Le premier, l'interpénétrabilité [sic] des sphères civiles et militaires à la fois sur le plan structurel et culturel. Le deuxième, une diminution des différences entre les services basée sur les branches, les grades et les unités de combat et de soutien. Le troisième, est un changement dans l'usage du militaire; de combattre les guerres à des fonctions qui traditionnellement pourraient sembler d'ordre civil. Le quatrième changement est que les forces militaires sont employées plus souvent dans des missions

---

internationalement autorisées ou du moins légitimes sous des entités au dessus de l'état-nation. Finalement, l'internationalisation des forces militaires elles-mêmes face à l'émergence d'organisation telle que l'Eurocorps et les divisions combinées au sein des pays de l'OTAN. (Traduction libre)<sup>23</sup>

Dès la chute du mur de Berlin, le nouvel ordre mondial a bouleversé la planète. Nous avons ainsi perdu le luxe de connaître notre ennemi; sa doctrine, ses techniques et procédures ainsi que notre champ de bataille éventuel. Le désordre mondial qui s'en est suivi s'est présenté sous forme de conflits ethniques ou religieux de basse ou de moyenne intensité et de terrorisme planétaire. La diminution des guerres inter-nations a laissé place à des conflits intra-nations qui ont parfois mené à la chute de l'état. La guerre du Golfe et l'actuelle guerre en Irak se rapproche de ce que nous pouvions caractériser de guerres conventionnelles. Cependant, la phase de stabilisation en cours nous démontre comment l'environnement peut devenir imprévisible et complexe. Pour les Américains le défi est de taille et un corps d'officiers formé dans l'art de la guerre et les domaines connexes, aurait été un atout.

Le théâtre afghan qui est mieux connu des Forces canadiennes présente une complexité unique. On y retrouve une multitude de joueurs allant d'une force de coalition chapeauté par la puissance américaine, une force de l'OTAN comprenant plus de 28 pays membres et non-membres et les Nations Unies. Un ennemi furtif et insaisissable qui se fond dans la population usant de tactiques de guérilla. Une panoplie d'organismes gouvernementaux, non-gouvernementaux mêlés aux entreprises privées de mercenaires et de fournisseurs de sécurité. Une culture bien différente de celle que nous connaissons où même la mort possède une signification bien différente de la nôtre. Un système quasi médiéval où les valeurs sont bafouées par une culture de domination mâle, de traditions religieuses, de chefs de guerre et une économie locale ancrée sur la production d'opium à l'échelle mondiale. Un environnement complexe alliant terrain montagneux, désert et zone urbaine fortement peuplée. Des niveaux de guerre qui se confondent en un instant. Un rôle et des responsabilités accrues pour nos chefs subalternes à tous les niveaux. L'utilisation de technologies nouvelles, principalement des technologies de capteurs, qui fournissent aux troupes de l'information en temps quasi réelle. Des multiplicateurs de forces nouvellement venus tels que les opérations psychologiques, les équipes d'information militaire et un apport sans pareil des activités de coopération civilo-militaire (COCIM). Les temps ont définitivement changé et la venue de ce théâtre asymétrique vient donner une nouvelle dimension au rôle et responsabilités de la profession militaire.

On ne peut parler d'éducation militaire sans toucher aux autres piliers du développement professionnel de l'officier. Dans un rapport, Morton propose un système de quatre piliers et quatre périodes de développement distinctes.<sup>24</sup> Ce modèle, qui fut adopté par les Forces canadiennes, souligne la place prépondérante de l'entraînement, de l'expérience opérationnelle et de commandement, de l'éducation et du développement personnel.<sup>25</sup> Afin de bien cerner le sujet il est important de voir ces piliers et leur contribution pour préparer les chefs à tous les niveaux. Avant de couvrir l'entraînement, il est important de le discerner de l'éducation.

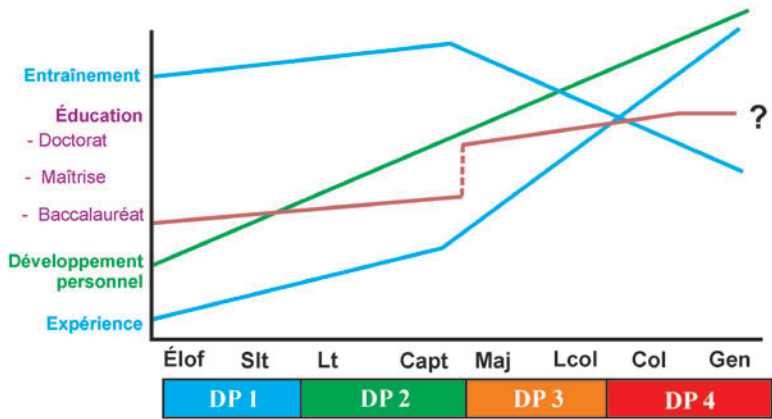
## **L'entraînement**

Tel que le Dr. Ronald Haycock les différencie, l'entraînement est « une réponse anticipée à une situation anticipée » tandis que l'éducation est « une réponse raisonnée



à une situation imprévisible ».<sup>26</sup> Le Lgén (ret) R. Morton souligne que chaque militaire a besoin de l'entraînement et de l'éducation selon son niveau de travail mais en terme général, aux échelons plus bas, l'entraînement est la clé du succès et l'éducation demeure secondaire, tandis qu'au rang plus élevé, l'inverse s'applique.<sup>27</sup> L'entraînement demeure un outil essentiel de la performance militaire mais ne permet pas de développer les habiletés requises pour le leadership, la planification et la prise de décision. (Traduction libre)<sup>28</sup> L'entraînement qu'il soit individuel, collectif ou spécifique à la mission demeure un élément clé de notre préparation opérationnelle. On ne peut dissocier l'entraînement de l'éducation; les deux ne peuvent être pris en isolation étant donné qu'ils se complètent et se renforcent mutuellement. Je crois que l'entraînement vient combler le vide d'expérience au plus bas niveau et son importance relative décroît avec les grades. (voir la figure 1).

Figure 1: Importance relative des domaines de développement



Ce tableau démontre l'importance relative selon l'auteur des quatre piliers de développement professionnel de l'officier, lors des quatre périodes de développement professionnel.

Figure 1: Importance relative des domaines de développement

Certains croient que la qualité des officiers a diminué depuis la fermeture de la base des Forces canadiennes en Allemagne et la diminution des participations canadiennes aux exercices annuels de l'OTAN. Je n'ai aucun doute que l'entraînement qui s'y déroulait était des plus bénéfiques mais les temps ont changé et maintenant que nous avons perdu le luxe de connaître notre ennemi potentiel, ses tactiques, techniques et procédures, nous avons besoin de chefs innovateurs à l'esprit ouvert qui comprennent la complexité du théâtre. Pour maximiser notre retour sur investissement, la priorité devrait être donnée à l'éducation.

Le niveau d'entraînement de nos forces est généralement à la hauteur des défis qui nous attendent malgré la difficulté pour certains de nos membres et métiers de penser d'une façon asymétrique et notre capacité limitée à opérer en milieu complexe, qu'il soit urbain, montagneux ou désertique. Ce sujet pourrait faire l'objet d'un travail séparé mais je crois fermement que dans la conjoncture actuelle, la fréquence des exercices combinées et/ou interarmes améliorerait grandement nos capacités et notre interopérabilité pour les opérations de coalition qui ont tendance à se produire de nos jours.

---

## L'expérience opérationnelle et de commandement

Dans le monde militaire, il est commun d'entendre que l'homme apprend de son expérience. La plupart des opposants à la politique du corps d'officiers diplômés justifiaient que cette dernière pouvait substituer le degré universitaire. La croyance selon laquelle l'expérience peut combler le vide intellectuel ne tient plus. Les aptitudes interpersonnelles, techniques et cognitives requises pour faire face aux défis nouveaux deviennent trop importantes et pointues pour ne baser le développement de nos chefs que sur l'expérience et un développement personnel sans structure.<sup>29</sup>

De plus, l'opportunité d'apprendre de sa propre expérience n'est pas donnée à tous. Le roulement de personnel à tous les niveaux et particulièrement au niveau des officiers fait en sorte que très peu ont cette possibilité. Il nous faut donc apprendre de l'expérience des autres. L'expérience demeure un atout dans le développement professionnel d'un officier et son importance relative a tendance à augmenter avec le grade (voir la figure 1). Cette dernière vient ajouter cette touche de réalisme nécessaire pour valider une théorie.<sup>30</sup> Sans elle, l'intuition ne peut prendre place mais elle ne peut remplacer l'éducation qui demeure la pierre angulaire sur laquelle vient se bâtir les autres piliers au début et au cours de notre carrière.

## L'éducation

Malheureusement, personne ne peut prédire le futur de façon précise. Ainsi il est difficile d'entraîner ou d'éduquer notre personnel avec des compétences spécifiques pour rencontrer les exigences de 2020. Mais nous pouvons les préparer intellectuellement pour faire face à l'ambiguïté et la complexité.<sup>31</sup> C'est là que réside le défi réel de préparer le corps d'officiers adéquatement. Le simple fait d'exiger un degré à tout prix a créé un climat de carte à poisons et une approche où certains militaires voient l'opportunité de préparer leur seconde carrière plutôt qu'un engagement envers la profession des armes. Nous devons appliquer une certaine logique si nous voulons avoir les chefs qui sauront répondre à l'environnement complexe de la période postmoderne. « Un monde en évolution demande une éducation en évolution. »<sup>32</sup> L'absence d'une stratégie des Forces canadiennes sur l'éducation a été soulignée par de nombreux rapports récents.<sup>33</sup> Cette situation limite la venue de penseurs et une orientation claire dans ce domaine. La création d'une « intelligentsia » parmi nos officiers est ainsi limitée.

En février 2001, à Moscou lors d'un séminaire sur la réforme militaire, l'énoncé suivant résuma bien la situation :

Nous devons produire des officiers, du commandant de peloton au Chef d'état-major, qui peuvent traiter avec cette recrudescence de complexité opérationnelle et stratégique. Ils doivent pouvoir regarder le chaos de plusieurs angles nouveaux et différents pour en déceler le chemin à prendre et le communiquer et l'expliquer sous forme d'ordres, de directives et de politiques. Cette nouvelle facette de la vie militaire moderne ne se produit pas seulement sur le champ de bataille mais bien dans les projets d'acquisition et de gestion budgétaire. Il n'y a plus rien de simple. (Traduction libre)<sup>34</sup>

L'éducation permet ainsi de mieux se préparer à la complexité du champ de bataille futur et les défis qui attendent les chefs à tous les niveaux. Le Général Baril, ancien Chef

d'état-major de la Défense, soulignait que les officiers subalternes, sous-lieutenant à capitaine, doivent avoir l'éducation académique pour augmenter leur compétence intellectuelle car, même aux niveaux inférieurs, ils auront à gérer des situations complexes posant des dilemmes éthiques et moraux. (Traduction libre)<sup>35</sup> Nous devons produire des chefs compétents à tous les niveaux pour faire face aux défis qui nous attendent lors des opérations et conflits futurs. Pour bien performer, les officiers doivent être entraînés et éduqués dans la maîtrise de l'art de la guerre ou des domaines connexes. Un avertissement aux adeptes de la révolution dans les affaires militaires et à ceux qui pourraient être tenté de louer les nouvelles technologies pour l'avantage qu'elles pourraient nous procurer sur notre ennemi éventuel. L'avantage conféré par une technologie supérieure est un atout important mais aucune ne peut remplacer l'indépendance de pensée, les aptitudes analytiques et la confiance en soi qui caractérisent un grand chef et qui ne peuvent être acquises que par une éducation militaire étendue.<sup>36</sup> Tel qu'observé par Samuel Huntington, une emphase sur des problèmes d'ordre technique pose un obstacle au professionnalisme.<sup>37</sup> Les exigences en matière de connaissances pour le prochain millénaire, porteront davantage sur l'imagination créatrice que sur l'expertise technique.<sup>38</sup>



Un adjoint médical canadien donne des soins à un Afghan

Dans le rapport Whilters, on définit l'élément clé de la profession des armes comme étant « l'application ordonnée » de la force et souligne que pour atteindre l'expertise recherchée, une éducation libérale générale ainsi que des connaissances ésotériques, voire techniques, sont requises. L'éducation libérale est nécessaire pour s'assurer que l'officier professionnel réponde de façon naturelle aux normes et objectifs politiques et sociétaux incluant l'éthique de la société qu'il sert.<sup>39</sup> (Traduction libre).

Comme le souligne Randy J. Wakelam, la vision du Collège d'état-major de l'aviation royale du Canada (ARC) dans les années cinquante dénote le besoin de souscrire à une éducation libérale.

---

Le collège ne tente pas de former des experts dans un domaine particulier, pas plus qu'il n'enseigne de doctrines faciles d'application universelle. En offrant à ses diplômés une éducation de la plus vaste portée qui soit et en leur inculquant une rigueur de pensée, il tente plutôt de leur faire acquérir un vaste champ d'intérêts, une ouverture d'esprit, une capacité de raisonnement et une vision élargie de leur service et de leur profession grâce auxquels ils pourront maîtriser les tâches précises qu'ils devront exécuter dans les postes qu'ils occupent, quels qu'ils soient, et prendre des décisions éclairées dans n'importe quelle situation.<sup>40</sup>

Les notions de l'ARC sont toujours présentes dans les débats actuels et méritent une attention particulière.

Bien que notre société reconnaisse de plus en plus l'importance et la valeur d'un degré ès arts au sein des entreprises civiles et que les inscriptions dans ces programmes aient augmenté de 35% à l'université McGill entre 1996 et 2004<sup>41</sup> et que les États-Unies, l'Amérique latine et d'autres pays vivent un engouement pour l'éducation libérale militaire, l'Armée de terre canadienne agit sous l'hypothèse que des sujets tels que le génie géomatique militaire appartiennent à l'éducation militaire mais que l'anthropologie et l'histoire n'y trouvent leur place.<sup>42</sup> Le comité a de plus souligné l'importance d'inclure, dans les options d'études offertes, les arts au même niveau que la science, la technologie et l'administration des affaires.<sup>43</sup>

Les officiers doivent assimiler les habiletés permettant l'évaluation critique et l'analyse afin d'être en mesure de faire face à tout problème. En résumé, ils doivent acquérir la capacité de raisonnement que procure une formation générale et cela doit constituer la base de l'apprentissage technique, tout aussi nécessaire.<sup>44</sup> Le Dr Allan English admet que bien qu'une formation générale peut constituer la base pour tout officier, il nous faut considérer les domaines ayant un lien direct avec la conduite de la guerre.<sup>45</sup>

Nous devons ainsi favoriser les études stratégiques, la théorie, l'histoire et la psychologie militaire. L'étude de l'histoire militaire devrait, comme le souligne Liddell Hart : « former la base d'un programme d'éducation militaire pour sa valeur pratique; elle contribue au développement du chef militaire tout en lui donnant une profondeur d'expérience qui serait impossible d'acquérir lors d'une seule vie ». (Traduction Libre)<sup>46</sup> L'histoire, bien maîtrisée, fournit le procédé pour développer la compréhension ainsi qu'un éventail d'expériences passées qui dérive de cette compréhension (Traduction libre).<sup>47</sup> En 1956, le Colonel C. P. Stacey soulignait que l'histoire militaire est une partie essentielle de l'éducation de l'officier.<sup>48</sup> Moltke quant à lui, insistait sur le fait que le militaire devait étudier l'histoire... et l'histoire militaire qui est la façon la plus efficace d'enseigner la guerre en temps de paix. (Traduction libre)<sup>49</sup>

Comme le mentionne le Lgén américain Cushman, la perspicacité provient de cette ouverture sur une variété de stimuli, de la curiosité intellectuelle, de l'observation et de la réflexion, de l'évaluation constante et du testage, de conversation et de discussion, d'une révision des hypothèses, de l'écoute d'autrui, de l'étude de l'histoire, et de l'ingrédient indispensable d'humilité. L'Analyse, incluant l'analyse des systèmes, peut contribuer à la perspicacité mais ne peut s'y substituer.<sup>50</sup>

Rowley admettais que certaines connaissances militaires, techniques et de métier sont

---

requis sous le grade de major et le besoin de capacités intellectuelles n'augmentent que suivant ce grade.<sup>51</sup> Je crois que la complexité des opérations et les nombreuses technologies qui nous frappent exigent beaucoup plus. Toute action au niveau tactique peut avoir des répercussions sur le niveau opérationnel, voire politique. Le besoin de capacités intellectuelles influence les soldats de tous les niveaux. Nous aurions avantage à réviser le rôle de nos sous-officiers à qui nous confions de plus grandes responsabilités sans toutefois leur donner les outils, voire l'éducation, pour parfaire leurs habiletés. Ceci leur permettrait d'assumer pleinement leur nouveau rôle.

Sans toutefois m'engager dans le débat sciences ou art de la guerre, je crois fermement que certains métiers exigent l'un ou l'autre de par leurs fonctions. Un ingénieur de combat ou un officier d'état-major oeuvrant dans les projets d'acquisition ou en recherche et développement pourrait avoir besoin d'un degré en sciences par exemple mais pour la majorité, nous devons miser sur la profession des armes et l'art de la guerre.

Le Bgén (ret) Ken C. Hague, ancien commandant du CMR de Kingston, souligna que les Forces canadiennes nécessitent une politique concernant l'éducation qui soit balancée avec la gestion de carrière si nous voulons atteindre l'objectif d'intellectualiser les officiers supérieurs et généraux.<sup>52</sup> Une révision globale des exigences de chaque métier ainsi que des postes au sein des forces s'impose. Tout comme dans le monde civil, certains postes pourraient exiger certaines qualifications académiques.

Nous éviterions ainsi de nous engager dans la bataille coûteuse des écussons. Je réalise qu'il y a beaucoup à faire de ce côté mais une prise de conscience doit avoir lieu si nous voulons prendre avantage de l'opportunité unique que nous avons d'élever la profession des armes à des niveaux jamais atteints pour les commandants et/ou les gestionnaires de tous niveaux.

## **Le développement personnel**

Tout officier qui adhère à la profession militaire se doit de voir son développement personnel comme un processus continu. Plusieurs initiatives ont vu le jour depuis la publication de nombreux rapports sur le sujet. Le nouveau programme de perfectionnement professionnel pour officiers vient compléter le développement de nos officiers subalternes et représente un pas dans la bonne direction.

Pour compléter la phase technique de Samuel Huntington, les collègues d'état-major remplissent un rôle primordial. Des changements récents, dont la venue de deux nouveaux cours pour les officiers généraux et les colonels ont vu le jour en 1998; environ 30 ans après que le rapport Rowley en recommanda la création et que deux études subséquentes confirmèrent ce besoin.<sup>53</sup> Le cours avancé d'études militaires couvre l'étude des opérations militaires de haut niveau et le cours de sécurité nationale traite de l'environnement national et international.<sup>54</sup> Nous avons finalement comblé le besoin qui se faisait sentir aux plus hauts niveaux.

Le développement personnel est ce processus continu qui doit devenir routinier pour tous les membres de l'organisation. La lecture des bulletins de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, la participation au débat doctrinaire, la prise de conscience des technologies modernes et de leurs impacts sur les opérations éventuelles doivent faire

partie de l'apprentissage continu. Comme les médecins qui participent à des colloques et des séminaires, nous devons soulever le débat doctrinaire et intellectuel qui s'impose pour faire face aux défis qui nous attendent et ce, non seulement à Kingston ou Ottawa mais sur les différentes bases pour ainsi permettre aux officiers du niveau tactique, les opérateurs, d'y participer. L'organisation apprenante est un terme à la mode de nos jours. Si nous sommes sérieux dans ce que nous prônons, nous devons saisir toutes les opportunités qui se présentent et mettre en place les outils qui permettront à tous de devenir de vrais professionnels.



**Parc pour véhicules blindés canadiens à Kaboul, Afghanistan**

La tâche de se préparer pour la guerre et les opérations autres que la guerre demeure la responsabilité du corps des officiers. Il incombe aux commandants de créer un climat favorable au développement professionnel de leurs officiers et sous-officiers. Cet investissement aura de grands bénéfices à court, moyen et long terme.

Tant qu'aux options qui s'offrent aux Forces, de « sous-traitance » vers le civil ou l'utilisation maximale de ses institutions, il nous faut favoriser le partenariat nécessaire entre les académiciens civils et le cadre de direction afin de bien cerner ce que Moskos décrit comme étant la zone maintenant grise entre les activités civiles et militaires dans le monde postmoderne. (Traduction libre)<sup>55</sup>

Pour stimuler la pensée et le débat dans une profession fortement hiérarchisée, qui exige loyauté et obéissance absolu en temps de paix et de guerre, la solution proposée réside dans le retrait des militaires de leur environnement pour confier le développement de carrière à des éducateurs professionnels dans le civil.<sup>56</sup> Ceci permet ainsi au militaire de questionner au besoin les idées et valeurs qui lui furent inculquées dès sa formation initiale.





Une patrouille dans les rues pour favoriser la sécurité et la stabilité

Les programmes administratifs en vigueur, incluant le remboursement des frais de cours, le crédit des cours militaires et de développement professionnel ainsi que l'établissement des sites d'enseignement à distance sur les bases et lors des opérations ont fourni la possibilité au personnel motivé d'entériner leurs études. Le succès du programme en études sur la conduite de la guerre dès le stade embryonnaire, démontra clairement l'intérêt du personnel militaire pour les études avancées et qu'il était prêt à les poursuivre à temps partiel et s'intéressait à la profession des armes même sans la politique actuelle définie.<sup>57</sup>

La flexibilité des programmes doit aussi être soulignée comme élément clé étant donné le nombre limité d'étudiants à temps plein, le tempo opérationnel de nos forces et la charge de travail reliée à certaines positions qu'elles soient d'état-major ou de commandement. L'octroi de crédits pour les cours militaires complétés favorise la venue de candidats et doit rendre justice à la formation qui y est reçue.

## Conclusion

Pour qu'une organisation demande l'« intellectualisme » de son leadership, les Forces canadiennes devront créer un environnement qui encourage les poursuites intellectuelles et devront reconnaître ceux qui voudront combiner leur expérience personnelle et habiletés avec une formation académique tout au long de leur carrière.<sup>58</sup> Une révision du système de gestion de carrière basé sur les groupes professionnels et les postes, loin d'une bataille d'écussons, rendrait un fier service à notre profession. Les exigences en matière d'éducation pour tous les groupes professionnels militaires demandent une étude approfondie.

Bien que plusieurs technologies récentes soulèvent des questions doctrinaires importantes et que les adeptes de la révolution dans les affaires militaires suggèrent que la « fusion de l'information en temps quasi réel et les armes de précision occasionneront un pouvoir meurtrier jamais atteint auparavant ». (Traduction libre)<sup>59</sup> Clausewitz prendrait grand soin de nous rappeler que cette dernière affecte la

grammaire de la guerre et non sa logique.<sup>60</sup> La technologie demeure importante dans le développement d'un professionnalisme militaire mais, ce développement technologique sera relativement facile comparativement à l'adaptation des organisations, de la doctrine, de l'éducation militaire et de l'entraînement de nos forces.<sup>61</sup>

Bien que j'appuie l'initiative du Département et croit en un corps d'officiers diplômés, je crois que l'approche actuelle ne favorisera pas le professionnalisme militaire canadien. Nous aurions avantage à forcer l'étude des domaines reliés à la conduite de la guerre et des opérations autres que la guerre plutôt que de préparer nos militaires à leur seconde carrière.

Un système d'éducation et de développement professionnel axé sur la profession des armes favorisera la venue de spécialistes canadiens. Comme le souligne Williamson Murray, la plus grande contribution que la culture militaire a fait aux innovations fut de permettre aux officiers d'utiliser leur imagination.<sup>62</sup>

Produire un corps d'officiers moulés dans l'art et la science de la guerre, capable de mener des hommes efficacement, est le véritable défi auquel nous faisons face.

Peu importe le niveau auquel un officier parvient en tant que professeur ou administrateur, son vrai rôle est celui de diriger des hommes. Pour être efficace, il doit étudier l'histoire militaire, travailler à résoudre des problèmes sur des cartes topographiques et Penser Guerre. (Traduction libre)<sup>63</sup>

Dans cette citation de Buddecke réside la raison d'être de la profession militaire. Parmi les vertus de l'officier figure au premier plan celle d'être un chef, qui entraîne les autres,

qui les inspire, qui les dirige.<sup>64</sup> L'expérience professionnelle et de commandement est primordial mais n'est pas donnée à tous. L'entraînement que nous conduisons est réaliste et satisfait la « réponse anticipée » que nous recherchons. Les initiatives récentes du Département en ce qui a trait au développement personnel sont des pas dans la bonne direction mais nous avons encore du chemin à faire. Le pilier de l'éducation semble manquer à l'appel. Bien que la politique soit claire et que les programmes mis en place répondent à un besoin, nous venons de manquer une chance en or de démontrer notre sérieux envers la profession des armes. Nous le devons à notre pays, à notre Armée de terre et surtout à ceux qui exécutent nos plans et qui font l'honneur de



---

notre pays à l'échelle mondiale, nos soldats. Le succès d'une armée dépend beaucoup plus de l'investissement dans les cerveaux de ses officiers, sous-officiers et soldats que dans l'acquisition de technologies nouvelles.

---

## Au sujet de l'auteur ...

Le Major Simon Bernard est membre du Royal 22<sup>e</sup> Régiment, il occupe présentement le poste de Commandant de la compagnie C (« Raging Charlie ») au 3<sup>ième</sup> Bataillon. De janvier à juillet 2004, il a occupé les fonctions de G5/G3 Plans au sein du Quartier-général de la Brigade multinationale de Kaboul (BMK). Il poursuit, à temps partiel, une maîtrise en Études sur la conduite de la guerre avec le Collège militaire Royal du Canada.

---

## Notes

1. Département de la Défense nationale, *Report of the Officer Development Board*, (Ottawa, DND Canada, 1969), Vol 1, p v.
2. En plus du rapport Rowley, le rapport Morton et de nombreuses études appuyèrent ce besoin, entre autres : rapport du comité Lett en juin 1946, rapport du comité Chesley en déc 1946, comité Stedman en nov 1947, comité Kitchen en 1985, comité Lightburn en 1986 et comité Evraire en 1988.
3. Département de la Défense nationale, *Rapport du Ministre Eggleton*, (Ottawa, DND Canada, 1997), chapitre 5.
4. Département de la Défense nationale, *Canadian Officership in the 21<sup>st</sup> Century: OPD 2020 Statement of Operational Requirement*, (Ottawa, DND Canada, 2000), p 40.
5. Martin Van Creveld, *The Training of Officers*, (London, Collier Macmillan Publishers, 1990), p 78.
6. Idem.
7. Martin Van Creveld, *The Training of Officers*, (Londres, Collier Macmillan Publishers, 1990), p 105.
8. Joel Barker, *Future Edge*, (New York, William Morrow & Co., 1992), p. 18.
9. John English, *Lament for an Army: The Decline of Canadian Military Professionalism*, (Toronto, Irwin Publishing, 1998), p. xi.
10. Lgén (ret) R. Morton, "Generalship and the Art of the Admiral", sous *Generalship and the Art of the Admiral*, ed par Bernd Horn et Stephen J. Harris (St. Catharines, Vanwell Publishing Limited, 2001), p 482.
11. Idem.
12. Samuel Huntington, *The Soldier and the State*, (New York, Vintage Books, 1957), p 8.
13. Idem, p. 9.
14. Département de la Défense nationale, *Guide du perfectionnement professionnel des officiers*, (A-PD-007/JS-H01, Ottawa, DND Canada, 1997), p 2.
15. Département de la Défense nationale, "Report on professionalism", (avril 1972) cité dans Stephen J. Harris, *Canadian Brass*, (Toronto, University of Toronto Press, 1988), p 4.
16. James J. Schneider, *What if we fight tonight? Advanced Military Education for the XX1<sup>st</sup> Century*, (Fort Leavenworth Kansas, Army Magazine, 1996), p 7.
17. R. B. Byers, *The nature of military professionalism*, (Toronto, Wellesley Paper 2, février 1973), p 11.
18. Stephen J. Harris, *Canadian Brass*, (Toronto, University of Toronto Press, 1988), p 3.
19. Idem, p. 4.
20. Peter Foot, "European Military Education Today" sous *Military Education: Past, present and future*, ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 200.
21. Charles C. Moskos, John Allen Williams and David R. Segal, *The Postmodern Military: Armed Forces after the Cold War* (New York: Oxford University Press, 2000), p 1.
22. Idem, p 2.
23. Idem.
24. Département de la Défense nationale, *Officer Professional Development (OPD) System*, (DAOD 5038-1, Ottawa, DND Canada, 1997). p 89-90.
25. Cité dans Lcol Randy Wakelam, *Senior Professional Military Education for the Twenty-First Century*, (Canadian Defence Quarterly, Volume 27, No.1, automne 1997).
26. David A. Charters, et Noel Iverson, *The Sword and the Pen: The Canadian Military and Higher Education*, (Canadian Defence Quarterly, Vol. 27, No. 3, printemps 1998), p. 33.
27. Lgén (ret) R. Morton, "Generalship and the Art of the Admiral" sous *Generalship and the Art of the Admiral*, ed par Bernd Horn et Stephen J. Harris (St. Catharines, Vanwell Publishing Limited, 2001), p 482.
28. Andrew Lambert, "History as Process and Record: The Royal Navy and Officer Education" sous *Military Education: Past, Present and Future* ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 83.
29. Col D. Benjamin, *Le développement des chefs pour faire face aux défis de niveau opérationnel*, (DND Canada, CSEM 2, déc 99), p 13.

30. Andrew Lambert, "History as Process and Record: The Royal Navy and Officer Education" sous *Military Education: Past, Present and Future* ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 99.
31. Bgén Ken C. Hague, "Strategic Thinking General/Flag Officers: The Role of Education" sous *Generalship and the Art of the Admiral* ed par Bernd Horn et Stephen J. Harris (St. Catharines, Vanwell Publishing Limited, 2001), p 517.
32. Claude Beaugregard, *Les enjeux de la connaissance et les Forces canadiennes* dans Tremblay, Yves, Legault, Roch et Lamarre, Jean, *l'éducation et les militaires canadiens*, (Outremont, Québec, Athéna, 2004), p. 224.
33. Minister's Monitoring Committee on change in the Department of National Defence and Canadian Forces (July 1999), Observations.
34. Air Vice Marshal (RAF) Burridge, "Adopting Military Training and Education Systems to the New Strategic And Operational Environment", tel que cité dans Peter Foot, *European Military Education Today* dans *Military Education: Past, Present and Future* ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 201.
35. Gén Maurice Baril, "Officership: A personal Reflection," *Generalship and the Art of the Admiral*, ed par Bernd Horn et Stephen J. Harris (St. Catharines, Ont: Vanwell Publishing Limited, 2001), p. 142.
36. T.G. Otte, *Educating Bellona: Carl von Clausewitz and Military Education*, tel que cité dans *Military Education: Past, Present and Future*, ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 13.
37. Samuel Huntington, *The soldier and the State*, (New York, Vintage Books, 1957), p 90.
38. Allan English, *La culture militaire et l'éducation militaire professionnelle* dans Tremblay, Yves, Legault, Roch et Lamarre, Jean, *l'éducation et les militaires canadiens*, (Outremont, Québec, Athéna, 2004), p. 243.
39. [http://www.rmc.ca/boardgov/reports/whiters/doc\\_e.html](http://www.rmc.ca/boardgov/reports/whiters/doc_e.html)
40. Calendrier de la cohorte 23 du Collège d'état-major de l'ARC, 1958-1959 tel que cité dans Wakelam, Randy J. *Le Collège d'état-major de l'ARC, 1943-1965 : formation d'état-major et éducation libérale* dans *l'éducation et les militaires canadiens*, (Outremont, Québec, Athéna, 2004), p. 171.
41. Stephanie Whittaker, "Arts degrees open doors", *The Gazette*, 26 Mar 05.
42. Progress Report II, 2003, p.24.
43. Idem.
44. Minister's Monitoring Committee on change in the Department of National Defence and Canadian Forces (July 1999), Observations.
45. Allan English, *La culture militaire et l'éducation militaire professionnelle* dans Tremblay, Yves, Legault, Roch et Lamarre, Jean, *l'éducation et les militaires canadiens*, (Outremont, Québec, Athéna, 2004), p. 243.
46. Allan D. English, *The Changing Face of War: Learning from History*, (Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998), p 4.
47. Andrew Lambert, "History as Process and Record: The Royal Navy and Officer Education" sous *Military Education: Past, Present and Future* ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 83.
48. Colonel C. P. Stacey, *Introduction to the Study of Military History*, (Ottawa, Directorate of Military Training, Queen's Printer, 1956), p iii.
49. Samuel Huntington, *The Soldier and the State*, (New York, Vintage Books, 1957), p 64.
50. Lgén (ret.) John H. Cushman, "Military Effectiveness", vol. 3, pp 333-334. tel que cité dans Andrew Lambert, *History as Process and Record: The Royal Navy and Officer Education*, dans *Military Education: Past, Present and Future*, ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 99.
51. Département de la Défense nationale, *Report of the Officer Development Board*, Vol 1, Mgén R. Rowley, chairman (Ottawa, DND Canada, 1969), p 39-41.
52. Bgén Ken C. Hague, "Strategic Thinking General/Flag Officers: The Role of Education", sous *Generalship and the Art of the Admiral*, ed par Bernd Horn et Stephen J. Harris, (St. Catharines, Ont: Vanwell Publishing Limited, 2001), p 517.
53. Lcol Randy Wakelam, *Senior Professional Military Education for the Twenty-First Century*, (Canadian Defence Quarterly, Vol. 27, No.1, automne 1997), p 14.
54. Idem.
55. Charles C. Moskos, John Allen Williams and David R. Segal, *The Postmodern Military: Armed Forces after the Cold War*, (New York, Oxford University Press, 2000) p 14.
56. Andrew Lambert, "History as Process and Record: The Royal Navy and Officer Education" sous *Military Education: Past, Present and Future* ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 83.
57. Ronald G. Haycock, *The Labours of Athena and the Muses: Historical and Contemporary Aspects of Canadian Military Education*, (Ottawa, Canadian Military Journal, été 2001).
58. Bgén W. Macnamara, "Intellectualism in the General Officer Corps" sous *Generalship and the Art of the Admiral*, ed par Gregory C. Kennedy et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 2002), p 491.
59. Major Norman C. Davis, "An Information-Based Revolution in Military Affairs", (*Strategic Review*, hiver 1996).
60. Antulio J. Echevarria, *War and Politics: The Revolution in Military Affairs and the Continued Relevance of Clausewitz*, (Joint Force Quarterly, hiver 1995-1996), p 78.
61. Idem, p. 21.
62. Williamson Murray, *Innovation: Past and Future*, (Joint Force Quarterly, été 1996), p 54.
63. Buddecke, cité dans D'Este, Carlo, *Patton: A Genius for War*, (New York, Harper Collins Publishers, 1995), p 318.
64. Laurent Muriave, *L'officier de la RMA* dans Tremblay, Yves, Legault, Roch et Lamarre, Jean, *l'éducation et les militaires canadiens*, (Outremont, Québec, Athéna, 2004), p. 210.

---

# LE CÔTÉ OBSCUR DES ÉLITES : L'ÉLITISME EN TANT QUE CATALYSEUR DE LA DÉSOBÉISSANCE

---

Colonel Bernd Horn, OMM, CD, Ph.D.

À travers l'histoire, le concept d'élite a toujours répugné la plupart des sociétés démocratiques occidentales. La plupart de ces sociétés s'enorgueillissent de leur caractère égalitaire et entretiennent l'inattaquable et vertueuse croyance voulant que tous les êtres humains aient été créés égaux. L'élitisme détruit automatiquement cette illusion. Le terme même évoque des notions de favoritisme, de privilège et de supériorité, et des normes qui sont hors de portée de la plupart des gens et suscitent immédiatement l'angoisse existentielle chez les personnes qui ne font pas partie de l'élite.

L'institution militaire a le même mépris que les sociétés pour les élites. Les élites ont toujours été universellement méprisées dans la plupart des institutions militaires. Par exemple, selon Thomas Adams, un ancien directeur du renseignement et des opérations spéciales au US Army Peacekeeping Institute, « les forces armées américaines, en particulier l'armée, se méfient depuis longtemps de tout le concept des unités d'élite en vertu du principe général selon lequel ce genre d'organisation n'a pas sa place dans les forces armées d'une démocratie »<sup>1</sup>. Selon Martin Kitchen, qui est professeur d'histoire, « la mention même de la notion d'élite militaire suffit à déclencher des signaux d'alarme dans les âmes démocratiques sensibles »<sup>2</sup>.

Dans les forces armées, les élites sont souvent considérées comme un élément coûteux en ressources et particulièrement fractionnel. Leur statut privilégié, qui inclut une tenue, des insignes spéciaux, un équipement et un entraînement spéciaux, et un accès simplifié à la chaîne de commandement de même qu'une attention particulière et des ressources considérables, va à l'encontre d'une organisation traditionnelle très hiérarchisée qui s'enorgueillit de l'uniformité, de la normalisation et du respect rigoureux des normes, des valeurs et des traditions militaires. La plus grande dissension à l'égard des élites concerne leur tendance à faire à leur tête, ce qui alimente concrètement la désobéissance à l'autorité légitime. Leurs critères de sélection exigeants et rigoureux, leur entraînement ardu, leur immense capacité et leur statut privilégié ont normalement pour résultat d'engendrer et d'alimenter un « culte de l'élite » narcissique qui rejette les non-membres, peu importe leur grade ou leur poste. Souvent, parce qu'ils appartiennent à un groupe spécial, les membres des élites, obéissant uniquement à leur propre groupe, font peu de cas des conventions, des règles et des règlements militaires, et les enfreignent ouvertement. C'est dans ces circonstances que l'élitisme montre son côté obscur — sa capacité de servir de catalyseur à la désobéissance à l'autorité.

Avant d'examiner la question des élites en tant que cause de désobéissance, il faut définir ce qui, exactement, constitue une élite. Le mot est souvent utilisé, ou plus

---

exactement mal utilisé, par la presse, le public et les militaires eux-mêmes. C'est un terme chargé qui a souvent, en fait, une série de connotations négatives. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. La notion d'« élite » engendre invariablement l'hostilité. L'analyste militaire respecté et auteur Tom Clancy fait remarquer que « comme toujours, ceux qui osent s'élever au-dessus de la masse et se distinguer provoquent l'envie et le ressentiment »<sup>3</sup>. De même, « l'élitisme », reconnaît un ancien membre d'une unité d'élite, « est nuisible et vous éloigne des autres »<sup>4</sup>.

Les élites sont souvent définies de façon générale comme « fermées » et comme « une classe ou un groupe possédant la richesse, le pouvoir et le prestige »<sup>5</sup>. Le terme désigne ordinairement des personnes et des groupes qui sont aux niveaux supérieurs d'une hiérarchie et qui ont normalement plus de pouvoir, d'influence, de mobilité, de statut et de prestige que les autres personnes ou groupes qui sont en dessous<sup>6</sup>. Sous sa forme la plus pure, le terme élite désigne « la partie de choix ou choisie avec le plus de soin d'un groupe »<sup>7</sup>.

Il existe quatre types traditionnels d'élite. La première est l'aristocratie, ou tout autre groupe qui jouit de privilèges particuliers de nature héréditaire. L'aristocratie est, essentiellement, une élite déterminée par la naissance. La seconde forme est une élite qui découle du mérite, ce qui inclut l'élite intellectuelle (c'est-à-dire universitaire,

---

Les sociologues et les  
politicalogues tendent à  
définir les élites comme  
une minorité homogène  
au sein de tout groupe  
ou société donné qui a le  
pouvoir de prendre des  
décisions

---

médicale ou scientifique) de même qu'une version plus contemporaine qui inclut les vedettes du sport et du spectacle. Bref, elle est constituée de personnes dont les mérites et les qualités sont exceptionnels. Le troisième type est l'élite fonctionnelle, qui est constituée de personnes qui occupent dans la société des postes particuliers essentiels à sa bonne marche. Cette élite bureaucratique est constituée des fonctionnaires occupant des postes clés et peut également inclure une élite militaire. Le dernier type est celui de l'élite du pouvoir. Ce groupe est constitué des personnes qui détiennent et qui exercent un pouvoir politique ou encore économique. Ce groupe

a grossi au point qu'il inclut maintenant l'élite culturelle contemporaine, c'est-à-dire les personnes (qui ont souvent, aussi, un pouvoir politique et économique) capables d'influer sur le débat public dans des domaines comme l'environnement ou les questions sociales.

Peu importe le type particulier d'élite en cause, il existe un certain nombre de caractéristiques communes qui expliquent le lien de l'élitisme avec la désobéissance dans le contexte militaire. Les sociologues et les politicalogues tendent à définir les élites comme une minorité homogène au sein de tout groupe ou société donné qui a le pouvoir de prendre des décisions. Ils notent encore que la force principale d'une élite donnée réside dans son autonomie et sa cohésion, qui découlent du caractère fermé que protègent des normes d'admission rigoureuses. Elles sont de surcroît très homogènes et auto-régénératrices<sup>8</sup>. Bref, le terme élite évoque une minorité fermée à l'intérieur d'un groupe ou d'une société qui jouit d'un statut et d'un privilège particuliers. Traditionnellement, cette notion renvoie aux personnes qui ont un pouvoir politique, administratif et économique au sein d'une société<sup>9</sup>. En termes



---

simples, « les élites sont considérées comme les personnes qui, dans une société, “prennent les décisions” et dont le pouvoir n'est soumis à l'autorité d'aucun autre organe de la société »<sup>10</sup>.

De plus, les élites (ou les minorités qui sont au pouvoir) sont ordinairement ainsi constituées que les personnes qui les composent se distinguent de la masse des gouvernés par les qualités qui leur procurent une certaine supériorité matérielle, intellectuelle ou même morale; il peut aussi s'agir des héritiers de personnes qui possédaient ces qualités<sup>11</sup>. Pour certains, cela signifie que les élites peuvent aussi être une élite parce qu'elles sont « la seule source des valeurs de la société ou qu'elles constituent dans la collectivité la force d'intégration sans laquelle la société peut s'effondrer »<sup>12</sup>. L'étude de 1965 du sociologue John Porter sur les élites du Canada, *The Vertical Mosaic*, montre que, au Canada, l'élite politique et économique traditionnelle représentait moins à l'époque de 10 p. 100 de la population et qu'elle était presque exclusivement blanche, de langue anglaise et protestante. Elle révèle en outre que ses membres fréquentaient tous les mêmes écoles, qu'ils appartenaient aux mêmes cercles sportifs et qu'ils faisaient partie des mêmes conseils d'administration d'un grand nombre d'entreprises et de comités. De plus, leurs activités sociales, leurs mariages et leurs affaires sortaient rarement de leur milieu.

Même si les principes fondamentaux de l'élitisme, à savoir l'autonomie et l'exclusivité, n'ont pas changé, la composition des élites qui existent dans la société a, elle, changé. Par définition, les nouvelles élites sont maintenant celles qui dirigent les mouvements



internationaux de l'argent et de l'information, qui président les fondations philanthropiques et les établissements d'enseignement supérieur, et qui gèrent les instruments de la production culturelle. Au sein de cette nouvelle élite, le terme élite est souvent, simplement, synonyme de « qui réussit très bien »<sup>13</sup>. Les nouvelles élites sont « beaucoup plus cosmopolites... agitées et nomades que leurs prédécesseurs »<sup>14</sup>.

Compte non tenu de cet aperçu général des élites, le concept d'une élite militaire à travers l'histoire, du moins en ce qui concerne les sociologues et les politologues, s'est

---

centré sur l'impact que l'élite a sur la vie politique d'une société — ainsi, l'exemple de l'armée prussienne et de son rôle dans la formation de l'État et de sa structure qui s'apparente à un système de castes<sup>15</sup>. Manifestement, dans le cas des élites militaires, la question de l'élitisme ne tourne pas nécessairement autour du pouvoir culturel, économique ou politique. Elle concerne le plus souvent les relations qu'un groupe donné a à l'intérieur de sa propre institution. Toutefois, toute la question de ce qui constitue une élite militaire n'est pas aussi claire que la plupart des gens le pensent. Le terme est souvent mal utilisé par la presse et le public de même que par le personnel militaire parce que la notion est mal comprise. Les membres de bien des groupes différents, comme les sous-marinières, les techniciens en recherche et sauvetage, les parachutistes, les pilotes de chasse et même les policiers militaires, ont été qualifiés d'élite mais, dans la plupart des cas, le terme est utilisé incorrectement.

Ce n'est pas surprenant si l'on considère la myriade des concepts qui servent à définir l'expression élite militaire. Par exemple, le célèbre auteur James Jones croyait qu'« une unité d'élite n'est une élite que lorsque la majorité de ses membres s'estiment déjà morts »<sup>16</sup>. Il est évident qu'il parlait de l'élitisme comme d'un « fol espoir » militaire — la force qui est utilisée en dernier recours ou qui est le seul recours. Ce point de vue est aussi celui d'un vétéran algérien de la Légion étrangère, qui a capté le sentiment de ses pairs. « Nous étions l'élite, affirme-t-il, parce que nous étions prêts à obéir, à combattre et à mourir »<sup>17</sup>. C'est l'image romantique souvent utilisée par les médias pour présenter au public une image hollywoodienne stéréotypée des élites militaires qui tourne autour du concept selon lequel « les unités d'élite ont besoin de soldats qui peuvent faire abstraction de la douleur et de l'épuisement, manger à peu près tout ce qui pousse ou rampe, et poursuivre le combat peu importe le danger »<sup>18</sup>.

Pour d'autres, l'élitisme militaire est une question de commandement. Comme le précise le général français de la Seconde Guerre mondiale Ducournau, « il existe des soldats moyens commandés par des chefs d'élite »<sup>19</sup>. Selon sa définition, l'élitisme est une qualité imposée d'en haut par un petit groupe très bien entraîné d'officiers habiles. De même, dans son étude des forces israéliennes, Eva Etzioni-Halevy définit l'élite militaire comme étant composée des officiers les plus élevés en grade, c'est-à-dire d'un grade égal ou supérieur à celui de colonel<sup>20</sup>.

Dans un ordre d'idées complètement différent, un analyste militaire de Toffler Associates, Richard Szafranski, affirme que (le terme) « élite désigne des personnes et des forces choisies, organisées, entraînées et équipées de manière à s'adapter rapidement à des circonstances qui changent ou à des circonstances imprévues et même à les modifier »<sup>21</sup>. Il croit à la base à des personnes ou encore à des organisations dotées de facultés supérieures pour ce qui est de l'intelligence, des capacités et de l'aptitude à prendre des décisions qui sont capables de maîtriser leur propre destin.

À un niveau complètement divergent, les élites militaires, pour l'auteur et ancien policier militaire Roger Beaumont, sont des organisations relativement libres par rapport aux exigences administratives et disciplinaires ordinaires au sein desquelles l'admission tient souvent à la survie à une épreuve ou à un « rite de passage » qui oblige les membres à tolérer la douleur ou le danger et à se consacrer par la suite à un rôle dangereux<sup>22</sup>. De même, l'auteur français Gilles Perrault insiste sur le fait que les élites militaires sont des cultes qui ont des rites spéciaux, un langage ou un vocabulaire



spécialisé qui inclut des mots de passe, leurs propres apôtres et martyrs et un uniforme distinct. Il ajoute que les élites ont une vision du monde simple et très définie : il y a les personnes qui font partie du groupe et toutes les autres, qui n'en sont pas<sup>23</sup>.

Eliot Cohen a élaboré des critères précis pour définir les unités militaires d'élite. « D'abord, déclare-t-il, une unité devient une unité d'élite lorsqu'elle est sans cesse chargée d'exécuter des missions spéciales ou inhabituelles — en particulier des missions qui sont, ou qui semblent, très dangereuses ». Il insiste pour cette raison sur le fait que « les unités aéroportées sont depuis longtemps considérées comme des unités d'élite parce que le saut en parachute est une façon particulièrement dangereuse d'entrer dans le combat ». Son second critère est basé sur la prémisse selon laquelle les unités d'élite accomplissent des missions qui « exigent seulement quelques hommes qui doivent

respecter des normes élevées d'entraînement et d'endurance physique, particulièrement cette dernière ». Enfin, affirme-t-il, « une unité devient une unité d'élite seulement lorsqu'elle acquiert une réputation — justifiée ou non — de bravoure et de succès »<sup>24</sup>.

Pour le stratège Colin Gray, la désignation « d'élite » s'applique directement à la norme de sélection et non à l'activité à exécuter en vue de laquelle les soldats ont été sélectionnés<sup>25</sup>. À l'inverse, l'historien militaire Douglas Porch a utilisé des mesures de rendement classiques pour déterminer le statut d'élite. Il s'est en conséquence fié sur des repères tels que « les réalisations sur le champ de bataille, la compétence militaire ou des fonctions militaires spécialisées »<sup>26</sup>. De même, pour un autre historien militaire, Eric Morris, les unités doivent le statut d'élite au fait « qu'elles devaient faire preuve de prouesses et d'une adresse militaire d'un plus haut calibre que les bataillons de type plus classique »<sup>27</sup>. C'est le plus commun des points de vue. Pour Tom Clancy :

Il n'y a pas que les armes qui comptent mais aussi l'habileté, l'entraînement et la détermination des soldats . . . Être un soldat d'élite, c'est agir en soldat d'élite. Être un soldat d'élite signifie que vous vous entraînez plus fort et que vous faites des choses qui sont sensiblement plus dangereuses — ce qui vous donne le droit de vous pavaner en exhibant vos bottes de parachutiste. . .<sup>28</sup>

Dans la même veine, l'analyste militaire et auteur Mark Lloyd considère que les unités militaires sont des unités d'élite en raison de la qualité supérieure de leur entraînement et de leur équipement ou de leur plus grande expérience de combat<sup>29</sup>. De même, David Miller affirme que les élites militaires « sont sélectionnées et entraînées en vue d'un rôle particulier pour lequel les troupes classiques n'ont pas les armes spéciales ou l'entraînement nécessaires [ou]. . . reçoivent une désignation spéciale découlant d'un rendement particulièrement méritoire au combat et sont ensuite censées donner un exemple que d'autres éléments devraient suivre »<sup>30</sup>. Dans le même ordre d'idées, Tom Clancy note que les élites militaires sont « des volontaires en grande forme, entraînés au maximum et au-delà. . . »<sup>31</sup> C'est pourquoi le Major-général Robert Scales déclare

que « des soldats d'élite qui sont sélectionnés et entraînés avec soin et bien menés donnent toujours un rendement d'un plus haut calibre que la moyenne »<sup>32</sup>. Il n'est donc pas surprenant que le credo des Rangers renferme la définition conceptuelle d'une élite militaire basée sur la prémisse ci-après : « Mon pays attend de moi que j'aille plus loin et plus vite, et que je me batte plus fort que n'importe quel autre soldat »<sup>33</sup>.

D'autres interprétations sont cependant possibles. Dennis Showalter, qui est professeur d'histoire, affirme que déjà, durant la Seconde Guerre mondiale, les élites militaires devaient leur statut non pas à la sélection du personnel mais plutôt à un fonctionnalisme « basé sur les habiletés acquises, des [unités] dont le professionnalisme facilitait l'emploi de méthodes de combat impossibles à appliquer aux armées de masse homogénéisées »<sup>34</sup>. L'éminent historien militaire allemand James Lucas croit pour cette raison que les élites militaires ont été désignées ainsi parce que les tâches militaires les plus difficiles leur étaient confiées<sup>35</sup>. D'un point de vue tout à fait différent, Martin Kitchen croit que les élites militaires modernes sont « des tueurs sans classe, très entraînés qui suscitent un large engouement populaire »<sup>36</sup>. De nombreux autres

analystes militaires, chercheurs et universitaires ont appliqué une approche comparable, à savoir que la désignation d'élite a été appliquée simplement parce que certaines personnes et unités n'étaient pas représentatives de leurs homologues classiques en raison de leur qualité ou type de personnel, d'entraînement ou de mission<sup>37</sup>. Tout simplement, unique était synonyme d'élite<sup>38</sup>.

Il est évident que les perceptions de ce qui constitue une élite militaire varient énormément. Souvent, les critères sont quelque peu artificiels et trompeurs. Simplement dit, il est nettement insuffisant d'être différent ou encore d'exécuter une tâche unique pour constituer de fait une « élite ». Par conséquent, aux fins du présent article, l'élite militaire se définit comme une organisation qui base son choix sur des processus de sélection rigoureux qui appliquent en permanence des normes très élevées

d'aptitude et de condition mentales et physiques, d'expérience professionnelle et d'habileté, de maturité et de motivation. L'organisation doit de plus, pour avoir le statut d'élite, être affectée à une mission ou à un rôle spécial (classique ou non classique, ou les deux) à caractère exclusif et particulier qu'elle exécute vraiment. Enfin, la notion d'élite suppose une réputation d'excellence reconnue (basée sur le niveau d'entraînement, le savoir-faire et le professionnalisme du groupe ou sur les



---

succès qu'elle obtient au cours des opérations). Compte tenu de ces critères, il devient évident que les unités qui présentent des « caractéristiques uniques » ne méritent pas toutes le statut d'élite. Elles peuvent par exemple avoir des ensembles de compétences différents de ceux d'une unité classique sans toutefois présenter nécessairement par rapport à elle une supériorité qualitative dans un domaine particulier.

Même si les élites font généralement l'objet d'une résistance dans les forces armées, elles offrent certains avantages. Pour commencer, elles sont très homogènes et leurs membres sont liés par une solidarité aveugle. Normalement, dans les éléments d'élite, les officiers et la troupe suivent un entraînement identique et subissent les mêmes épreuves de courage, d'endurance et de force. Généralement, leurs membres ont tous satisfait des critères de sélection rigoureux. Il n'y a fondamentalement pas de raccourcis ni d'exceptions pour qui que ce soit. Ainsi, en ce qui concerne les parachutistes, le Colonel Peter Kenward, qui est le dernier à avoir commandé le Régiment aéroporté du Canada, reconnaît qu'« il est impossible de cacher une faiblesse

dans les forces aéroportées »<sup>39</sup>. Étant donné les normes exigeantes que tous doivent satisfaire, de même que les épreuves partagées, il se crée un lien basé sur l'identification au groupe, le respect mutuel et la solidarité. On ne peut devenir membre de la fraternité grâce à l'affluence, aux relations ou au grade. Il faut le mériter.

---

En dépit des avantages possibles que l'on peut tirer des unités d'élite, celles-ci font généralement l'objet d'une résistance et la plupart ont dû affronter l'hostilité bureaucratique de l'institution classique plus vaste dont elles font partie

---

Cette expérience unique que les membres partagent crée la cohésion et la solidarité au sein du groupe. C'est important. Des sociologues affirment que les normes et les critères élevés qu'il faut satisfaire pour se joindre à un groupe ont pour résultat que les candidats retenus éprouvent un plus grand sens de l'engagement et attachent une plus grande valeur à l'appartenance à ce groupe<sup>40</sup>. Autrement dit, plus le défi, les épreuves et le danger sont grands, plus le respect mutuel et l'affiliation augmentent<sup>41</sup>. Cet aspect

a de grandes répercussions. L'étude monumentale de Samuel Stouffer sur le comportement sur le champ de bataille, *The American Soldier*, révèle que 80 p. 100 des personnes qui ont répondu croient que l'intégration à un groupe fort est la principale raison qui explique l'endurance au combat. Cette étude note également que la motivation dépend principalement de la cohésion du groupe et que la cohésion du groupe est de son côté le facteur décisif dans l'efficacité au combat. La confiance inébranlable en soi et dans les autres soldats qui font partie du groupe engendre la conviction et la philosophie selon lesquelles aucune mission n'est hors de portée<sup>42</sup>. De ce point de vue, les unités d'élite donnent une force de combat très fiable et très efficace, peu importe la difficulté de la tâche à accomplir.

En outre, les unités d'élite constituent aussi une pépinière de chefs. Leurs membres ont l'occasion d'acquérir des habiletés additionnelles, en particulier des qualités de chef d'un niveau élevé, grâce à leur exposition à un entraînement et à des expériences opérationnelles d'une nature différente, de même que grâce à l'exposition à un personnel différent, souvent plus expérimenté, plus mûr et très qualifié. Leurs



---

membres peuvent éventuellement retourner à leur ancienne unité et partager le savoir-faire et les habiletés qu'ils ont acquis.

De plus, les unités d'élite servent souvent de terrain d'essai de prédilection pour les nouvelles tactiques et les nouvelles procédures, ce qui s'explique facilement. En effet, les unités d'élite sont normalement des organisations plus petites qui ont plus d'expérience et plus de talent. Pour cette raison, il leur est plus facile de mettre à l'essai des procédés, des tactiques, un équipement et des techniques nouveaux et d'en suite les améliorer avant de les transférer à l'organisation globale.

Néanmoins, en dépit des avantages possibles que l'on peut tirer des unités d'élite, celles-ci font généralement l'objet d'une résistance et la plupart ont dû affronter l'hostilité bureaucratique de l'institution classique plus vaste dont elles font partie. D'après la plupart des chefs militaires, cette réalité est basée sur les répercussions nuisibles que les unités d'élite ont sur la grande organisation. Pour commencer, on estime que les unités d'élite « écrèment » les unités classiques ou qu'elles leur enlèvent leurs meilleurs membres, de sorte qu'elles se retrouvent avec un leadership de moins



bonne qualité. « Les hommes qui se portent volontaires, explique l'historien Philip Warner, sont presque invariablement ceux qui ont le plus d'initiative et de dynamisme, et ceux dont on peut le moins se passer »<sup>43</sup>. C'est pour cette raison que le chef de l'état-major impérial, le Maréchal sir Alan Brooke, n'a jamais été d'accord avec le fait que Churchill parrainait des unités spéciales ayant le caractère d'unités d'élite. Il estimait qu'elles diminuaient de façon dangereuse la qualité du bataillon d'infanterie<sup>44</sup>. Le légendaire Maréchal vicomte Slim était nettement d'accord avec lui. Il a noté que « la formation [des unités spéciales] se faisait ordinairement en attirant les meilleurs hommes des unités normales au moyen de meilleures conditions, de promesses de situations excitantes et d'une propagande non négligeable. . . Ces méthodes avaient à



---

n'en pas douter pour résultat d'abaisser la qualité du reste de l'armée, surtout celle de l'infanterie, non seulement en l'écrémant mais aussi en alimentant l'idée que certaines des opérations de guerre normales étaient si difficiles que seul un corps d'élite spécialement équipé pouvait raisonnablement les entreprendre »<sup>45</sup>.

Les unités d'élite sont aussi jugées mauvaises pour le moral de l'institution globale. Les autorités militaires ne voient uniformément que les conséquences négatives que subissent les soldats qui ne réussissent pas à atteindre les normes élevées qui sont normalement imposées au moment de la sélection des membres des unités d'élite. Les maréchaux Alan Brooke et Slim sont deux commandants qui étaient convaincus que la confiance des soldats non retenus était minée par leur échec<sup>46</sup>. En outre, la nature des unités très sélectives donne l'impression que toutes les autres sont de deuxième ordre.

Ce sentiment selon lequel les autres sont de deuxième ordre n'est pas qu'une impression. C'est une croyance très répandue. « J'étais heureux qu'ils [les soldats non retenus] quittent le camp immédiatement et qu'il n'y ait pas de leur part d'adieux maladroits », avoue un candidat retenu. « Ils étaient indésirables et je ne voulais pas risquer de me retrouver dans la même situation qu'eux »<sup>47</sup>. Cette attitude est dangereuse. Qui plus est, elle souligne le gouffre qui se creuse entre les membres du groupe d'élite et les personnes qui n'en font pas partie.

De plus, beaucoup de commandants estiment que, si l'on considère le rendement obtenu, les unités d'élite exigent beaucoup de ressources et sont même en fait un gaspillage d'hommes et de matériel. Les détracteurs de ce genre d'unité soutiennent qu'elles « sont coûteuses, indépendantes et arrogantes, qu'elles ne portent pas l'uniforme de rigueur, qu'elles [agissent] à l'extérieur de la chaîne de commandement normale et qu'elles [sont] trop spécialisées pour [leur] propre bien »<sup>48</sup>. Tom Clancy fait remarquer que « les unités d'élite et leur personnel sont souvent considérées comme des “éponges”, car elles absorbent un personnel et des fonds convoités aux dépens des unités “normales” »<sup>49</sup>. Les détracteurs des unités spéciales ou des unités d'élite comparent souvent leurs efforts au « fait de briser des carreaux avec des guinées (pièces d'or) »<sup>50</sup>.

Toutefois, la question qui soulève le plus de résistance et d'animosité, et qui est la plus pertinente pour ce qui est de la désobéissance à l'autorité légitime, c'est celle de la mentalité du « culte de l'élite », plus précisément l'arrogance et le rejet de la discipline, des pratiques et du protocole militaires classiques. C'est cette attitude que certains universitaires, analystes et militaires ont décrit comme le phénomène qui amène les élites à « faire à leur tête », qui conduit l'élitisme à alimenter la désobéissance. Le rejet par les membres du groupe de l'autorité ou de la validité de toute personne qui ne fait pas partie du groupe d'élite, combiné à leur comportement souvent arrogant et au non-respect flagrant des règles, des règlements et du protocole militaires, crée un environnement où seules les valeurs, les normes et les règles internes sont respectées et où, souvent, on passe outre à celles qui sont externes au groupe. Ce phénomène est exacerbé par le fait que, souvent, les dirigeants de l'élite ferment les yeux sur le non-respect des règlements et sur le comportement non-conformiste. Pour l'analyste militaire et auteur Roger Beaumont, les élites sont « virtuellement des délinquants encapsulés »<sup>51</sup>. Bref, plus souvent qu'autrement, l'appartenance à une élite fait activement la promotion de la désobéissance à l'autorité légitime.

---

Cette question est probablement la plus grande source de malaise pour les chefs militaires classiques à l'égard des élites et une raison majeure de la résistance, de l'animosité et de l'hostilité active de ces chefs classiques. Pour les personnes de l'extérieur, les unités qui ne correspondent pas au modèle classique, plus précisément celles qui sont associées au statut d'élite ou qualifiées de spéciales ou d'uniques, sont plus souvent qu'autrement considérées comme des éléments corrompus et fractionnels par rapport à l'institution globale. Le sociologue Charles Cotton, qui est un ancien lieutenant-colonel des Forces canadiennes, note dans ses études de la culture militaire que « leur esprit homogène [d'élite] est une menace pour la chaîne de commandement et la cohésion globale »<sup>52</sup>.

C'est là souvent un résultat du fait que, dans les élites, le leadership et la discipline ont un caractère informel et que le protocole normal et l'accent mis sur le cérémonial et la conduite sont relâchés. Selon le professeur Eliot Cohen, « une caractéristique presque universellement observée des unités d'élite est leur manque de discipline formelle - et parfois, également, un manque de discipline réelle ». Ses recherches ont permis de constater que « les unités d'élite méprisent souvent les conventions sur la tenue ou les ordres sur le salut »<sup>53</sup>.

Il ne se trompait pas, comme l'indique le témoignage d'anciens membres de tout un éventail d'unités d'élite. Par exemple, le Général De La Billiere rappelle que, quand il était officier subalterne dans le Special Air Service (SAS) britannique, « les hommes, pour leur part, n'ont jamais utilisé mon grade pour s'adresser à moi, sauf s'ils voulaient être impolis »<sup>54</sup>. Selon l'historien Eric Morris, « le LRDG [Long Range Desert Group, ou Groupe d'action à longue distance du désert] et d'autres unités semblables offraient un moyen d'échapper aux tracasseries et aux irritants mineurs du quotidien de l'armée britannique. Les exercices, les tours de garde, les corvées et les inspections étaient presque totalement inexistantes »<sup>55</sup>. Un autre historien militaire fait remarquer que, « comme beaucoup de combattants, [Mad Mike] Calvert, [commandant de la 2e Brigade du SAS], ne se préoccupait pas particulièrement des bagatelles, par exemple l'apparence militaire, [car] l'uniformité et l'élégance ont peu d'incidence sur la capacité d'une unité de combattre »<sup>56</sup>. Cependant, cet aspect « insignifiant » a indubitablement eu un impact énorme sur la façon dont l'unité en cause est perçue par d'autres, à savoir les personnes de l'extérieur.

Ce fait n'a pas échappé aux membres des organisations d'élite. « L'absence de code touchant la tenue vestimentaire nous faisait déjà remarquer », avoue un sous-officier (s/off) du SAS. « L'armée en vert s'habille toujours de la même manière »<sup>57</sup>. Un nouveau membre des forces spéciales américaines se rappelle sa stupéfaction lorsqu'il est arrivé à sa nouvelle unité. « Les sergents-majors sont l'incarnation, en chair et en os, de tout de qui est correct dans l'armée américaine », explique-t-il. Pourtant, il a été totalement surpris la première fois qu'il a vu son nouveau sergent-major. « Ce gars avait l'air d'un chiffonnier », s'exclame-t-il. « Sa chemise était grande ouverte et il ne portait pas de t-shirt. Ses plaques d'identité étaient plaquées or. Sa coiffure était retroussée vers l'arrière de la tête et il portait une énorme moustache aux pointes savamment relevées, recourbées et cirées »<sup>58</sup>.

Le fait est que les unités d'élite savent que leurs codes relâchés touchant la discipline et la tenue vestimentaire irritent les forces classiques. Cela fait partie de leur attrait,

tout comme leur besoin de se distinguer clairement des forces « normales ». C'est aussi pour cette raison que la hiérarchie classique leur est si hostile. Néanmoins, une bonne part de cette dynamique est basée sur le type de personne qui se joint en fait à ces unités. Le fondateur du SAS, David Stirling, dit que les membres du groupe original n'étaient pas réellement contrôlables, mais tout au plus gérables<sup>59</sup>. Les Rangers sont reconnus comme un groupe surtout constitué de « francs-tireurs incapables de servir au sein des unités classiques »<sup>60</sup>. « Commander les Rangers », explique leur premier commandant, William Darby, « revenait à conduire un attelage de chevaux très fringants. Aucun effort n'était nécessaire pour qu'ils avancent. Le problème, c'était de les retenir »<sup>61</sup>.

Les forces spéciales américaines, ou « Bérêts verts », ont plus tard été de même décrites comme des personnes « qui voulaient essayer quelque chose de nouveau et de stimulant et qu'une discipline rigide irritait »<sup>62</sup>. Le Général De La Billiere note en



outre que « la plupart des officiers et des hommes qui sont ici ne sont pas réellement à leur place dans les unités normales de l'armée et c'est pourquoi ils sont ici, au sein du SAS, qui ne ressemble à aucun autre élément des forces armées »<sup>63</sup>. Il estime que la plupart des volontaires, comme lui-même, « étaient des individualistes qui voulaient rompre avec la discipline machinale formelle » qui existe dans l'armée dans son ensemble<sup>64</sup>. Le tout s'apparente à ce qui se voit dans d'autres élites. D'après le Général Peter Schoomaker, qui s'est joint à la force Delta lorsque son fondateur, le Colonel Charlie Beckwith, en était le commandant, « [le Colonel] Beckwith cherchait un groupe de mauvais sujets qui voulaient faire quelque chose de différent »<sup>65</sup>.

Cet élément d'autosélection, combiné au sentiment de satisfaction associé au fait que l'on est l'une des rares personnes qui ont réussi à être sélectionnées et à la confiance en soi que donne un entraînement stimulant, difficile et dangereux, crée un sentiment

---

d'invincibilité et une intense loyauté à ce qui est perçu comme un groupe très fermé. Un lien étroit découle de plus des épreuves et du danger que les membres partagent. Les membres de ces groupes « spéciaux » finissent souvent par adopter une attitude qui traite les personnes de l'extérieur du club en inférieurs indignes de respect. « Plus le groupe est centré sur lui-même et accroît ainsi sa cohésion, fait remarquer le professeur Elmar Dinter, moins il s'intéresse à ce qui l'entoure. » Il soutient qu'« un modèle de comportement qui existe déjà est ainsi consolidé. . . Seul ce qui touche directement le groupe lui importe. » Le professeur Dinter ajoute que « le désir de distinguer le groupe d'autres groupes n'est pas limité aux insignes et aux rites; il mène de plus à une attitude méprisante envers les autres »<sup>66</sup>. Souvent, ce sentiment d'indépendance par rapport à l'armée classique, de même que le manque de respect à l'égard des formes de discipline traditionnelles, engendrent ce que certains analystes décrivent comme l'émergence d'unités qui ressemblent davantage à des clans militants qu'à des organisations militaires<sup>67</sup>. Inutile de dire que ce genre d'organisation et d'attitude institutionnelle est une abomination pour une armée qui est fière du décorum, de la tradition et de l'uniformité.

Fait non surprenant, l'arrogance et l'insubordination délibérée des membres des unités d'élite alimentent souvent le feu. Aucune image n'en est plus représentative que la scène de *La chute du Faucon Noir* (*Black Hawk Down*) où un capitaine donne des instructions à un groupe de sous-officiers supérieurs. À la fin, le groupe, sauf une personne, confirme les ordres. Le capitaine demande sans tarder au sous-officier récalcitrant s'il comprend les instructions. Le sergent de la force Delta répond avec nonchalance et presque avec mépris : « Oui, j'ai entendu. » C'est là un cas classique où l'art reflète la réalité. Un soldat parle en riant du fait qu'il n'a pas salué deux capitaines « de merde » [de l'armée ordinaire]. Réprimandé pour ce manquement manifeste au protocole militaire, il explique avec désinvolture qu'il « ne pouvait pas parce qu'il fumait et ne pouvait pas faire deux choses en même temps »<sup>68</sup>. Son attitude rappelle le comportement des parachutistes de la Force d'opérations spéciales canadienne des années 1980, qui refusaient invariablement de saluer les officiers « à bandes molletières » et que leur chaîne de commandement ne réprimandait pas<sup>69</sup>.

On trouve sans peine d'autres exemples de désobéissance à l'autorité découlant de l'élitisme. Dans un autre exemple très représentatif, un ancien officier d'une organisation d'élite chargé du soutien révèle que « les membres des troupes de choc refusaient d'écouter qui que ce soit d'autre, peu importe le grade, parce que "les autres n'avaient pas été sélectionnés" »<sup>70</sup>. De même, le chef de cabinet d'un commandant de secteur en Bosnie révèle que « chaque fois qu'ils [les membres des unités d'élite] n'aimaient pas ce qui leur était dit, ils allaient voir le commandant [en contournant la chaîne de commandement] »<sup>71</sup>.

La question du contournement de la chaîne de commandement ou de sa neutralisation complète est difficile à accepter et remonte loin. Pour la plupart des gens, c'est un des exemples les plus courants de désobéissance des élites. Elle tend aussi à faire naître l'accusation voulant que les élites soient essentiellement des armées privées qui, souvent, ont tendance à « devenir un objet dont l'armée publique se méfie »<sup>72</sup>. C'est souvent parce que les unités d'élite préfèrent les actions concrètes et ont peu de patience pour la bureaucratie. Si l'on ajoute à cela une attitude selon laquelle « la fin

---

justifie les moyens », il n'est pas surprenant que l'armée classique soit froissée. « Un danger de l'armée privée, fait remarquer un officier supérieur, est certainement qu'elle prend l'habitude de passer par les mauvaises voies »<sup>73</sup>. Il n'a pas tort. Calvert concède qu'« une armée privée. . . court-circuite le commandement »<sup>74</sup>. Il suffit d'écouter les comptes rendus des diverses opérations réalisées dans un passé récent et des opérations qui se déroulent actuellement pour constater que cela n'a pas changé.

En fin de compte, l'arrogance et l'attitude distante issues d'un culte de l'élitisme qui est souvent endémique dans les groupes dont les membres sont spécialement sélectionnés font naître et nourrissent une mentalité « propre au groupe » qui est dangereusement tournée vers l'intérieur. Les membres du groupe ne font confiance qu'à eux-mêmes, c'est-à-dire à ceux qui ont satisfait les rigoureuses normes de sélection et réussi les épreuves. L'anthropologue Donna Winslow confirme les aspects négatifs qui découlent souvent de l'accent mis sur l'exclusivité de ce « culte du guerrier ». Il nourrit une croyance inattaquable et elle insiste sur le fait que « seuls ceux qui l'ont fait savent de quoi il retourne, sont des personnes à qui on peut faire confiance ou, ce qui est encore plus dangereux, sont des personnes qui peuvent donner des instructions »<sup>75</sup>. Alan Bell, qui a été membre du SAS, avoue que nous « avons tendance à avoir l'arrogance de penser que nous savions tout, avons tout vu et n'avions rien à apprendre ». Il reconnaît de plus qu'ils n'acceptaient de travailler qu'avec les membres de la force Delta ou de l'équipe SEAL numéro six — personne d'autre. « Nous pensions, avoue-t-il, que nous aurions perdu notre temps »<sup>76</sup>.

Il devient donc très évident que l'élitisme, qu'il soit réel ou que ses membres l'imaginent, contribue activement à la désobéissance à l'autorité légitime. Les élites ont tendance à définir la conformité différemment, c'est-à-dire conformément à la culture et aux normes de discipline et d'obéissance qui leur sont propres. Lorsque cette réalité est combinée à leur rejet ouvert des conventions, des pratiques et du protocole militaires classiques, auquel il est très fréquent que leurs supérieurs accordent leur sanction, elle donne presque de fait une désobéissance à l'autorité.

---

### **Au sujet de l'auteur ...**

Le Colonel Bernd Horn a joint les rangs des FC en mai 1983 à Kitchener (Ontario). Il a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences politiques à l'université Waterloo, suivi d'une maîtrise et d'un doctorat en Études sur la conduite de la guerre au Collège militaire royal du Canada. Actuellement, il est le directeur de l'Institut de leadership des Forces canadiennes et il est professeur adjoint affilié au CMR. Il est l'auteur, le co-auteur, le rédacteur et le co-rédacteur de douze livres et de nombreux articles sur l'histoire et les affaires militaires.

---

## Notes

1. Thomas K. Adams, *US Special Operations Forces in Action: The Challenge of Unconventional Warfare* (Londres, Frank Cass, 1998), 9-10.
2. Martin Kitchen, « Elites in Military History », in *Elite Formations in War and Peace*, sous la direction de A. Hamish Ion et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 1996), 8. Le Brigadier-général (à la retraite) R. G. Theriault note avec finesse que, dans la société canadienne, il n'est pas bon de former un groupe qui est favorisé par rapport à d'autres. Entrevue avec l'auteur, 28 avril 1998.
3. Tom Clancy, *Special Forces* (New York, A Berkley Book, 2001), 3.
4. Andy McNab, *Immediate Action* (Londres, Bantam Press, 1995), 381.
5. Katherine Barber, éditeur intellectuel, *The Canadian Oxford Dictionary* (New York, Oxford University Press, 1998).
6. <http://www.webref.org/sociology/elites.htm>, visité le 18 avril 2001.
7. Kitchen, 7.
8. Voir John Porter, *The Vertical Mosaic — An Analysis of Social Class and Power in Canada* (Toronto, U of Toronto Press, 1965), 27 et 207; Robert Putnam, *The Comparative Study of Political Elites* (Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1976), 4; Geraint Parry, *Political Elites* (New York, Praeger Publishers, 1969), 30-32; Sylvie Guillaume, éditeur intellectuel, *Les élites fins de siècles — XIX-X<sup>e</sup> siècles* (Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1992), 27, et, sous la direction de, M. S. Whittington et Glen Williams, *Canadian Politics in the 1990s* (Scarborough, Nelson Canada, 1990), 182.
9. Hervé Bentégeant, *Les nouveaux rois de France ou la trahison des élites* (Paris, Éditions Ramsay, 1998), 19.
10. Parry, 13. Ceci inclut les postes des dirigeants des groupes d'intérêts. Les personnes qui dirigent ces organisations sont souvent qualifiées d'« élites » par opposition à celles qui, dans la masse de leurs membres, ne prennent pas de décisions. Leo V. Panitch, « Elites, Classes, and Power in Canada », dans *Canadian Politics in the 1990s*, 3<sup>e</sup> édition, sous la direction de Michael S. Whittington et de Glen Williams (Scarborough (Ont.), Nelson Canada, 1990), 182.
11. Moshe M. Czudnowski, éditeur intellectuel, *Political Elites and Social Change — Studies of Elite Roles and Attitudes* (Northern Illinois University Press, 1983), 221.
12. Parry, 13.
13. Reg Jennings, Charles Cox et C. L. Cooper, *Business Elites: The Psychology of Entrepreneurs and Intrapreneur* (New York, Routledge, 1994), 10.
14. Christopher Lasch, *The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy* (New York, W. W. Norton & Company, 1995), 3, 5, 25-26. Voir aussi Guillaume, 112-113. Conformément à cette étude, une élite doit remplir deux conditions. La « société locale » en cause doit d'abord reconnaître qu'il s'agit d'une élite (l'auteur affirme que l'élite est par définition peu nombreuse). Cet aspect est de nature symbolique. En second lieu, l'élite doit contrôler et diriger l'infrastructure culturelle de la société.
15. Parry, 75-76.
16. Douglas Porch, « The French Foreign Legion: The Mystique of Elitism », sous la direction de A. Hamish Ion et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 1996), 131.
17. Ibid., 126.
18. Steve Payne, « Hell is for Heroes », *The Ottawa Sunday Sun*, 19 mars 1995, 6.
19. Porch, 118.
20. Eva Etzioni-Halevy, « Civil-Military Relations and Democracy: The Case of the Military-Political Elites' Connection in Israel », *Armed Forces and Society*, vol. 22, n° 3, printemps 1996, 401.
21. Richard Szafranski, « Neocortical Warfare? The Acme of Skill », dans *In Athena's Camp* (New York, Rand, 1999), 408.
22. Roger A. Beaumont, *Military Elites* (Londres, Robert Hale and Company, 1974), 2-3.
23. Gilles Perrault, *Les Parachutistes* (Paris, Éditions du Seuil, 1961), 42.
24. Eliot A. Cohen, *Commandos and Politicians* (Cambridge, Center for International Affairs, Harvard University, 1978), 17.
25. Colin S. Gray, *Explorations in Strategy* (Londres, Greenwood Press, 1996), 158. La question de la sélection est importante. Si l'on prend pour exemple les forces spéciales (FS), qui ont universellement le statut d'élite, leur sélection et leur statut sont classés d'après trois niveaux. Par exemple, les FS « du niveau un » sont principalement affectées aux « opérations noires », c'est-à-dire aux opérations de contre-terrorisme. Normalement, seulement 10 à 15 p. 100 des candidats sont retenus. Si ce nombre est si impressionnant, c'est parce qu'une forte proportion d'entre eux sont déjà membres des FS du niveau deux ou du niveau trois. Les organisations de cette catégorie incluent le 1<sup>st</sup> Special Forces Operational Detachment — Delta américain, le *Grenzschutzgruppe-9* (GSG 9) allemand et la Force opérationnelle interarmées 2 (FOI 2) du Canada. Les FS « du niveau deux » représentent les organisations dont le taux de sélection se situe entre 20 et 30 p. 100. Elles sont normalement chargées d'exécuter des tâches de grande importance telles que la reconnaissance stratégique et la guerre non conventionnelle. Mentionnons par exemple les forces spéciales américaines (aussi appelées Bêrets verts), les SEALs américains et les SAS de la Grande-Bretagne, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les FS « du niveau trois » sont constituées des unités, telles que les Rangers américains et les Royal Marines de la Grande-Bretagne, dont le taux de sélection se situe entre 40 et 45 p. 100 et dont la mission principale est l'action directe. Voir le Colonel C. A. Beckwith, *Delta Force* (New York, Dell Publishing Co., 1985), 123 et 137; entrevue avec le Major Anthony Balasevicius; Leroy Thompson, *The Rescuers. The World's Top Anti-Terrorist Units* (Londres, A David & Charles Military Book, 1986), 127-128; le Général Ulrich Wegener, présentation au symposium du CMR sur les opérations spéciales, 5 octobre 2000; Judith E. Brooks et Michelle M. Zazanis, « Enhancing U.S. Army Special Forces: Research et Applications », *ARI Special Report* 33, octobre 1997, 8; le Général H. H. Shelton, « Quality People: Selecting and



- Developing Members of U.S. SOF », *Special Warfare*, vol. 11, n° 2, printemps 1998, 3; le Capitaine de frégate Thomas Dietz, commandant de l'équipe SEAL numéro 5, présentation au symposium du CMR sur les opérations spéciales, 5 octobre 2000; Leary, 265, et Colonel Bill Kidd, « Ranger Training Brigade », *US Army Infantry Center Infantry Senior Leader Newsletter*, février 2003, 8-9.
26. Porch, 117.
27. Eric Morris, *Churchill's Private Armies* (Londres, Hutchinson, 1986), xiii. Voir aussi David Chandler, « Indispensable Role of Elite Forces », *Military History Quarterly*, vol. 15, n° 3, printemps 2003, 77-78.
28. Tom Clancy, *Airborne* (New York, Berkley Books, 1997), xviii.
29. Mark Lloyd, *Special Forces — The Changing Face of Warfare* (New York, Arms and Armour, 1995), 11.
30. David Miller, *Special Forces* (Londres, Salamander Books, 2001), 15. De même, selon la définition de Duncan Anderson, les élites militaires sont « une force très bien entraînée et relativement peu nombreuse qui se spécialise dans des opérations très dangereuses qui, d'un point de vue militaire, sont souvent de nature non classique ». Duncan Anderson, *Military Elites* (Londres, Bison Books Ltd., 1994), 7.
31. Tom Clancy, with General Fred Franks, *Into the Storm. A Study in Command* (New York, G.P. Putnam's Sons, 1997), 119.
32. Major-General (retd) Robert H. Scales Jr., *Yellow Smoke: The Future of Land Warfare for America's Military* (New York, Rowman & Littlefield Publishers Inc., 2003), 69.
33. Matt Labash, « The New Army », *The Weekly Standard*, vol. 6, n° 31, 30 avril 2001.
34. Dennis Showalter, « German Army Elites in World Wars I and II », dans *Elite Formations in War and Peace*, sous la direction de A. Hamish Ion et Keith Neilson (Wesport, Praeger, 1996), 152.
35. James Lucas, *Storming Eagles. German Airborne Forces in World War II* (Londres, Cassel & Co., 2001), 14.
36. Kitchen, 26.
37. Voir D. R. Segal, Jesse Harris, J. M. Rothberg et D. H. Marlowe, « Paratroopers as Peacekeepers », *Armed Forces and Society*, volume 10, n° 4, été 1984, 489, et Donna Winslow, *Le Régiment aéroporté du Canada en Somalie: une enquête socioculturelle* (Ottawa, Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie, 1997), 128-138. Selon Gideon Aran, « sauter peut être considéré comme une épreuve qui permet aux personnes qui la réussissent de se joindre à un club fermé, d'être admises au sein d'un groupe d'élite ». Gideon Aran, « Parachuting », *American Journal of Sociology*, vol. 80, n° 1, 150.
38. L'accent mis dans ce cas sur les différences perceptibles entre les unités « spéciales » et leurs homologues « classiques » est devenu la base de l'idée que les militaires canadiens se font de l'élite. Beaucoup de commandants supérieurs considèrent les parachutistes canadiens comme une élite et les traitent ainsi, du moins pour ce qui est de la période antérieure au désastre de la Somalie, compte tenu des niveaux supérieurs de condition physique, de l'uniforme distinctif et de la nécessité de sauter en parachute. Le Colonel Painchaud, qui est un ancien commandant du Régiment aéroporté, était représentatif de bien des personnes lorsqu'il expliquait que « le soldat des forces aéroportées est l'élite de l'Armée canadienne. Il doit être à son maximum pour ce qui est de la condition physique, du tir et du maniement des armes » comparativement à n'importe quel autre soldat. Dick Brown, « Hanging Tough », *Quest*, mai 1978, 12. Voir aussi Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie, *Un héritage documentaire : recueil des ressources de la Commission d'enquête sur le déploiement des Forces canadiennes en Somalie* (ci-après *Un héritage documentaire*). [CD-ROM], 1998, Transcription de la preuve, vol. 36, 22 janvier 1996, témoignage du Lieutenant-colonel Morneau, 6898.
39. Entrevue avec l'auteur, 4 octobre 1996. Un sergent-major du 2e Régiment de parachutistes de Grande-Bretagne déclare que dans les unités aéroportées les officiers et les hommes comptent les uns sur les autres. « Un lien spécial s'est créé parce que les hommes savaient que, comme eux, les officiers subissaient le même entraînement difficile avant d'arriver au Régiment », explique-t-il. Rory Bridson, *The Making of a Para* (Londres, Sidgwick & Jackson Ltd, 1989), 81. Le Major-général Newman déclare qu'il « existe un lien étroit entre le soldat des forces aéroportées et son officier parce que chacun d'eux sait que l'autre a réussi l'épreuve du saut. Et ils continuent de le faire ensemble. Chacun croit que l'autre va être un bon compagnon d'arme lorsque la situation va commencer à se corser ». Major-General A. S. Newman, *What Are Generals Made Of?* (Novato, CA, Presidio, 1987), 193.
40. E. Aronson et J. Mills, « The Effect of Severity of Initiation on Liking for a Group », *Journal of Abnormal & Social Psychology*, 1957, 157-158. Elliot Aronson, de l'université Stanford, et Judson Mills, de la U.S. Army Leadership and Human Research Unit, l'ont déterminé dans leurs expériences en laboratoire de 1959 : « Pour les sujets qui ont subi une initiation sévère, le groupe est beaucoup plus attirant que pour ceux qui ont subi une initiation moins exigeante ou qui n'en ont pas subi. » Voir aussi R. B. Cialdini, *Influence. Science & Practice*, 3e édition (Arizona, Harper Collins, 1993), 70 et 74, et Major James McCollum, « The Airborne Mystique », *Military Review*, vol. 56, n° 11, novembre 1976, 16.
41. W. D. Henderson, *Cohesion: The Human Element in Combat* (Washington, National Defence University Press, 1985), 14.
42. Elmar Dinter, *Hero or Coward* (Londres, Frank Cass, 1985), 41, et Anthony Kellet, *Combat Motivation* (Boston, Nijhoff Publishing, 1982), 45-46.
43. Philip Warner, *Phantom* (Londres, William Kimber, 1982), 11.
44. Eric Morris, *Churchill's Private Armies* (Londres, Hutchinson, 1986), 90.
45. Field Marshall Sir William Slim, *Defeat Into Victory* (Londres, Cassell and Company Ltd., 1956), 547.
46. Slim, 546, et Morris, *Churchill's Private Army*, 243.
47. Command Sergeant Major Eric L. Haney, *Inside Delta Force: The Story of America's Elite Counterterrorist Unit* (New



- 
- York, A Dell Book, 2002), 97.
48. Adams, 162.
49. Clancy, *Special Forces*, 3-4.
50. Cohen, 61.
51. Beaumont, *Military Elites*, 192.
52. Charles A. Cotton, « Military Mystique » (dossiers du Musée des Forces aériennes canadiennes — pas de document de disponible).
53. Cohen, 74.
54. General Sir Peter De La Billiere, *Looking For Trouble. SAS to Gulf Command* (Londres, Harper Collins Publishers, 1995), 117.
55. Eric Morris, *Guerillas in Uniform* (Londres, Hutchinson, 1989), 15.
56. Weale, 154.
57. Cameron Spence, *All Necessary Measures* (Londres, Penguin Books, 1997), 43.
58. Haney, 20.
59. Anthony Kemp, *The SAS at War* (Londres, John Murray, 1991), 11.
60. Charles M. Simpson III, *Inside the Green Berets: The First Thirty Years* (Novato, CA, Presidio, 1983), 14, et Charles W. Sasser, *Raider* (New York, St. Martins, 2002), 186.
61. William O. Darby et William H. Baumer, *Darby's Rangers: We Led the Way* (Novato, CA, Presidio Press, réimprimé en 1993), 184.
62. Ibid., 21.
63. De La Billiere, 236.
64. Ibid., 98.
65. Greg Jaffe, « A Maverick's Plan to Revamp Army is Taking Shape », *Wall Street Journal*, 12 décembre 2003.
66. Dinter, 70.
67. John Talbot, « The Myth and Reality of the Paratrooper in the Algerian War », *Armed Forces and Society*, novembre 1976, 75, Cohen, 69, et Winslow, 135-141.
68. Spence, 43.
69. Entrevue avec les Lieutenants-colonels Watkin et Peter Bradley, 4 juin 1998 et 15 septembre 1997 respectivement. Le terme de mépris anglais « LEG » date de la Seconde Guerre mondiale. L'uniforme du personnel de l'infanterie régulière incluait des « bandes molletières » en toile (leggings). Les parachutistes « d'élite » en étaient dispensés. Ils avaient des « bottes de parachutiste » hautes dans lesquelles ils pouvaient insérer le pantalon de l'uniforme. Il va sans dire que les parachutistes ont vite affublé leurs confrères de l'étiquette méprisante « LEGs ». Selon une version plus contemporaine, le terme se traduit par « Lacking Enough Guts » (peureux), ce qui, loin de surprendre, est une mutation du temps de paix. Outre que le fait évident que les « bandes molletières » ne se portent plus, le saut en parachute est considéré comme une épreuve de courage individuel. Il a maintenant beaucoup plus d'importance que durant la guerre. Puisque virtuellement tous les fantassins ont vécu l'épreuve du feu et que les fantassins des unités régulières ont passé plus de temps au front que le personnel des unités aériennes, la question du courage individuel est plutôt discutable.
70. Entrevue avec une source confidentielle, septembre 2002.
71. Entrevues avec des sources confidentielles, 25 octobre 2002.
72. Colonel J. W. Hackett, « The Employment of Special Forces », *RUSI*, vol. 97, n° 585, février 1952, 35.
73. Ibid., 39.
74. Ibid., 39. Les exemples de ce genre de chose sont légendaires. Ainsi, le premier ministre Winston Churchill s'est beaucoup intéressé à la mise sur pied des commandos et il a appuyé d'autres unités peu orthodoxes et offensives du même genre. Le Général George Marshall a personnellement poussé ses subordonnés à appuyer la constitution des Rangers américains et son maître politique, le président Franklin D. Roosevelt, a permis au directeur de l'Office of Strategic Services (OSS) de rester en contact direct avec la Maison-Blanche. Plus tard, le président John F. Kennedy a été très généreux envers les forces spéciales américaines, à la grande déception de ses chefs d'état-major classiques et, récemment, c'est le Secrétaire de la défense Donald Rumsfeld qui a personnellement veillé à ce que les forces spéciales américaines aient un rôle de premier plan dans les opérations américaines et jouissent de fortes augmentations des effectifs et du budget. On compte également de nombreux exemples de membres des FS exécutant des opérations complètement par eux-même et même au mépris des dispositions locales de commandement. Il suffit de parler à des personnes en situation d'autorité dans des zones d'opérations telles que la Bosnie, le Kosovo, Haïti et l'Afghanistan, pour n'en nommer que quelques-unes, pour entendre des anecdotes sur le « non-respect de la filière hiérarchique ».
75. Winslow, 126-133.
76. Allan Bell, anciennement du 22 SAS, présentation au symposium du CMR sur les opérations spéciales, 5 octobre 2000, et au groupe d'étude 586 sur la conduite de la guerre, 19 mars 2004.

---

# LA TRANSFORMATION DE L'ARMÉE DE TERRE : LE GÉNIE LÉGER AU SEIN DE LA DOCTRINE CANADIENNE

---

Capitaine Maxime Messier

La face du Monde change constamment mais, l'avenir des sociétés démocratiques n'est pas sûr pour autant. Les conflits émergent à travers le Monde et ceux-ci menacent nos fondements de liberté et l'économie mondiale. Les dimensions des conflits modernes apportent une vision différente des conflits du futur et l'Armée de terre doit être prête à combattre et à vaincre dans l'espace de bataille du 21<sup>e</sup> siècle.

Napoléon a déjà dit qu'« une armée doit seulement avoir qu'une seule ligne d'opération. Elle se doit d'être conservée avec soin. »<sup>1</sup> Malheureusement, la guerre terrestre n'est plus linéaire<sup>2</sup>, et les armées du futur devront être capables d'entreprendre plusieurs opérations de façon simultanée dans des conditions austères et des environnements potentiellement hostiles. La guerre au terrorisme, les présents conflits en Irak et Afghanistan sont des exemples contemporains que la réalité d'aujourd'hui n'est plus celle du passé et modifiera celle du futur.

L'Armée de terre est en processus de transformation afin de répondre à la nouvelle nature des conflits. Dans le cadre de ce développement, la nécessité de se doter d'une capacité réelle de force légère est un des éléments importants et plusieurs travaux d'état-major sont réalisés à cet effet. Le support en génie de combat est essentiel à toutes les phases de guerre et les capacités de génie rapprochées des régiments de génie de combat pour supporter une force légère doivent être considérées attentivement. Cet article a pour but de démontrer la nécessité d'avoir une capacité de génie léger et d'en identifier les caractéristiques nécessaires pour supporter une force légère.

## L'environnement de sécurité de l'avenir

Dans le but de discuter de la nécessité d'une force légère de combat au sein de l'Armée de terre, les différentes composantes de l'environnement de sécurité de l'avenir doivent être identifiées. Les dimensions des conflits modernes, les menaces futures et les risques de conflits sont les éléments importants qui définiront l'environnement de sécurité en 2020. Une vision commune des conflits du futur permettra d'identifier les types d'opérations que l'Armée de terre devra conduire et l'importance d'avoir une capacité de force légère pour intervenir dans ces différents conflits.

Carl von Clausewitz a déjà écrit que « plus on recule, plus l'histoire militaire devient inutilisable. »<sup>3</sup> L'espace de bataille est rendu multidimensionnels et nous devons livrer combat autant dans les airs, sur terre, sur l'eau, dans l'espace que dans le spectre électromagnétique. La supériorité d'information, définie comme « la capacité d'entrer dans le cycle décisionnel de l'ennemi »<sup>4</sup> est devenue un élément essentiel à la victoire.

Selon le nouveau concept d'emploi de l'Armée de terre, « des États avortons continueront de sombrer dans l'anarchie et la violence alimentées par des conflits

---

fondés sur l'ethnicité, le nationalisme et le fondamentalisme religieux. »<sup>5</sup> Selon la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), « les États criminels refusent de respecter les lois internationales ou ne sont pas en mesure de le faire. [...] En raison des dépendances mondiales accrues et de la disponibilité des armes de destruction massive, les états criminels sont de plus en plus menaçants pour la stabilité régionale et la communauté internationale. »<sup>6</sup> Cette nouvelle forme d'instabilité au niveau mondial ouvre la porte à l'implication d'acteurs non étatiques, désavantagés dans une guerre conventionnelle. Qui plus est, les opérations urbaines seront caractérisées par des « conflits à trois volets » où les soldats seront appelés à fournir de l'aide humanitaire, participer à une opération de maintien/de renforcement de la paix et de mener des opérations de combat dans une même zone de d'opération.<sup>7</sup> Nous n'avons qu'à penser à la Somalie, l'Irak et bien sûr la Guerre au terrorisme.

Selon la Direction de la doctrine de l'Armée de terre, « l'asymétrie consiste à agir, à organiser et à penser autrement que l'adversaire afin de maximiser ses propres avantages, d'exploiter les faiblesses des autres, de prendre les devants ou d'obtenir une plus grande liberté d'action. »<sup>8</sup> Les utilisateurs de stratégies asymétriques tenteront de tirer avantages des terrains complexes — zones urbaines, forêts, terrains montagneux et jungles — afin de minimiser l'impact de la supériorité mécanisée des armées conventionnelles occidentales. Le Canada a donc besoin de posséder une force légère capable de combattre sur les mêmes terrains que ses ennemis. Étant donné que nos futurs adversaires utiliseront fort probablement des engins explosifs, des mines anti-personnelles et anti-chars, des traquenards et tenteront de contaminer des sources d'eau<sup>9</sup>, nos forces légères auront besoin d'un appui du Génie apte à contre-carrer ces menaces.

En observant l'évolution de l'environnement de sécurité de l'avenir, la participation à des conflits caractérisés par l'utilisation de tactiques asymétriques par des acteurs non étatiques est la menace la plus probable et la plus dangereuse pour le Canada. L'Armée de terre doit se doter d'une capacité de force légère capable de se déployer rapidement et de combattre efficacement dans les mêmes endroits que l'ennemi. L'appui du Génie de combat est sans équivoque essentiel à cette force légère et cette facette sera discuté plus loin dans ce travail.

## Transformation de l'Armée de terre

L'environnement futur de sécurité et les derniers conflits auxquels les Forces canadiennes ont participé, ont poussé l'Armée de terre à se transformer. Le Chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) a ordonné qu'« une doctrine progressiste, un entraînement réaliste et des technologies de pointe feront de l'Armée de terre une institution axée sur le savoir et centrée sur le commandement, **capable de s'adapter continuellement à la situation et aux tâches dans toute la gamme de conflits.** »<sup>10</sup> Parallèlement, « l'Armée de terre doit être en mesure de fournir des corps expéditionnaires de haut niveau que l'on intégrera à une force interarmées et aux partenaires d'une coalition.[...] **Ces corps expéditionnaires doivent être aptes à se déployer rapidement.** »<sup>11</sup>

Dans ce nouveau concept d'utilisation, « les groupements tactiques canadiens seront articulés selon la tâche à accomplir afin de répondre à des exigences opérationnelles

---

spécifiques. »<sup>12</sup> Le groupement tactique sera structuré de façon modulaire (par exemple, deux sous-unités d'infanterie motorisée, une d'infanterie légère et un escadron de génie de combat) pour accomplir la mission et il sera basé sur une des douze organisations de quartier-général de bataillon que l'Armée de terre possède.<sup>13</sup>

Après l'analyse de l'environnement futur de sécurité et les orientations stratégiques du CEMAT, il ne fait aucun doute que l'Armée de terre doit se doter d'une capacité de force légère appuyée par le Génie de combat, qui serait capable d'être déployée rapidement, de combattre quelques jours avec un soutien logistique limité, d'être maître des opérations en terrain complexe et d'offrir la flexibilité d'élargir notre capacité de conduire des opérations à caractères spéciales.

### **Transformation du Génie de combat**

D'après le Plan de campagne du Génie terrestre, le centre de gravité opérationnel pour les ingénieurs terrestre est son « importance opérationnelle » au sein du spectre des activités militaires. Conjointement, « la marginalisation des capacités du Génie » pourrait menacer grandement sa contribution aux opérations. Qui plus est, le Génie terrestre a donc adopté un plan de campagne dont certains des objectifs spécifiques sont les suivants :

- ◆ favoriser l'entraînement du Génie léger au niveau d'escadron;
- ◆ acquérir de l'équipement de génie léger;
- ◆ d'ajouter un escadron de campagne dans chaque régiment.<sup>14</sup>

Depuis la perte des pionniers dans les bataillons d'infanterie et l'élimination prochaine des troupes d'assaut des régiments blindés en 2005<sup>15</sup>, les régiments du Génie de combat (RGC) auront plus de difficulté à supporter adéquatement les douze groupements tactiques, sachant que l'Armée de terre ne possède que neuf sous-unités capable d'offrir un appui en génie de combat. Du fait que le support intime du Génie de combat aux éléments de manœuvre est devenu indispensable pour répondre aux exigences de mobilité, de contre-mobilité et de protection des conflits modernes, le Génie de combat n'a pas l'équipement, la capacité, ni la doctrine nécessaire pour appuyer une force légère. Basé sur l'expérience de l'Escadron 12 du *1<sup>st</sup> Canadian Engineer Regiment* en appui au *3<sup>e</sup> Princess Patricia Canadian Light Infantry* durant l'Opération APOLLO et en exercices, l'Escadron 12 tente de s'adapter aux tâches de génie léger, mais trouve l'expérience très difficile à cause du manque constant de ressources dans ce domaine.<sup>16</sup> Les RGC devront donc se transformer pour être en mesure d'opérer conjointement et en support intime aux forces déployées sur tous les types de terrain et durant toutes les opérations.

### **Forces légères**

Nous pourrions débattre le fait que le Canada ait toujours eu cette capacité. En réalité, les troisièmes bataillons des régiments canadiens d'infanterie ont toujours été perçus par l'état-major de l'Armée de terre comme des unités mécanisées sans véhicule<sup>17</sup>. Dans le cadre du processus de Transformation de l'Armée de terre, l'état-major de l'Armée de terre effectue présentement plusieurs travaux pour le développement d'une force légère et il fut décidé qu'aucune définition canadienne ne serait donnée

---

avant l'établissement de son organisation. Le seul consensus sur le sujet fut que « l'infanterie démontée des VBL n'est pas une force légère. Les forces légères nécessitent de l'entraînement, de l'équipement et des capacités spéciales qui ne seront pas reflétés dans les bataillons d'infanterie. »<sup>18</sup>

**Définition américaine des forces légères.** « [...] [Les forces légères] ajoutent une nouvelle dimension à la mobilité stratégique. [...] Ces forces peuvent rapidement se déployer en renfort aux forces déployées en profondeur ou pour répondre aux contingences dans les régions du monde caractérisées par une structure peu développée. Leur capacité d'être déployées rapidement leur permet d'arriver dans une zone de crise avant que le conflit ait commencé, prévenant souvent l'envoi de renfort futur plus lourd. Lorsque organisées proprement selon leurs tâches, renforcées et déployées, les [forces légères] peuvent se battre n'importe où, sous n'importe quelle condition et devant n'importe quel ennemi. [...] Les forces légères sont des unités orientées vers l'offensive. »<sup>19</sup>

### **Capacités envisagées par l'infanterie légère canadienne**

D'après une ébauche des tâches pour l'infanterie légère canadienne préparée dans le cadre de la Transformation de l'Armée de terre, l'infanterie légère aurait les capacités suivantes :

- ◆ « se déployer rapidement pour conduire des opérations sur tous les types de terrain et sous n'importe quelle condition météorologique avec une optimisation pour les opérations démontées dans un terrain complexe;
- ◆ s'infiltrer et s'extraire d'une zone d'opérations, et de conduire un assaut sur un objectif par air, terre ou mer;
- ◆ conduire des opérations de choc incluant des raids, des opérations de récupération d'équipement et de personnel, et d'interdiction de terrains clés;
- ◆ conduire des opérations spéciales d'infanterie légère incluant la saisie et la sécurité de piste d'atterrissage, de centres de communication, de poste de commandement et de ponts importants; et d'autres opérations en support aux forces spéciales (ex : évacuation de ressortissants canadiens en pays étrangers);
- ◆ conduire des reconnaissances de courte et longue durée d'objectifs sélectionnés pour l'unité ou en support à d'autres éléments (ex : forces spéciales);
- ◆ opérer jusqu'à trois jours sans maintien en puissance et pour de plus longues périodes si accompagné/parachuté d'équipement nécessaire. »<sup>20</sup>

En analysant ces tâches probables de l'infanterie légère, il est facile d'arriver aux déductions suivantes, que ces forces :

- ◆ opéreront principalement à pied, ayant peu de capacités de transport organique;
- ◆ deviendront maître des terrains complexes (jungle, montagne, arctique, terrain urbain);
- ◆ nécessiteront des qualifications spéciales (ex : maître en montagne, cours de

---

parachute de base et avancé, « pathfinder », cours de jungle) et en plus grand nombre qu'en ce moment dans les unités d'infanterie;

- ◆ leurs capacités permettront d'opérer et de renforcer les unités de forces spéciales (ex : FOI 2);
- ◆ devront avoir des capacités physiques et mentales supérieures leur permettant d'agir de façon décentralisée et d'user de leur initiative pour accomplir la mission;
- ◆ leur survie en zone d'opérations sera basée principalement sur la maîtrise des techniques de campagne.

#### Développement de la capacité du Génie léger canadien

Dans le but de développer cette nouvelle capacité, il faut avant tout travailler avec les deux prémisses suivantes :

- ◆ une force légère n'est pas une force démontée;
- ◆ une force légère nécessite un entraînement, de l'équipement et des capacités spéciales.

La première constatation importante est que la structure actuelle des escadrons de génie de campagne canadiens, habituellement composés de deux troupes de campagnes et équipés de VBL III et de M113A3, ne pourra pas fournir le support approprié de génie de combat aux bataillons légers. Les escadrons de campagne rencontrent actuellement de la difficulté à jumeler l'entraînement sur les véhicules, les tactiques mécanisées et les tâches de génie. L'ajout probable aux tâches des escadrons de campagne du support génie à une force légère affectera grandement l'efficacité opérationnelle de ces escadrons. Cette incapacité de support intime aux forces légères nuira à la Branche du Génie terrestre et pourra amener à la « marginalisation des capacités du Génie ».

La doctrine américaine sur le génie léger stipule que « Pour supporter les équipes de combat combinées, les compagnies de génie léger doivent être les plus en forme physiquement, les plus disciplinées, et l'unité la plus agressive qui subi un entraînement rigoureux. »<sup>21</sup> L'escadron canadien de génie de combat en support aux bataillons légers devra aussi avoir les mêmes capacités de mobilité (aéroporté, aéromobile, amphibie), des qualifications spécialisées (ex : maître en montagne, « pathfinder ») et devra acquérir le même niveau de maîtrise des techniques de campagne. Sans ces pré-requis, le support aux forces légères sera difficile, voire irréalisable.

Le rôle secondaire du Génie est de combattre à la manière de l'infanterie.<sup>22</sup> L'ingénieur léger de combat devra avant tout s'entraîner pour acquérir un niveau de compétence similaire à celui d'un *fantassin léger* pour effectuer ses tâches de génie. Bien que les missions du Génie léger seront similaires à celles qui seront données aux bataillons légers (ex : détruire, saisir, interdire...)<sup>23</sup>, les ingénieurs légers de combat auront des capacités accrues de destruction, de reconnaissance technique, d'emplacement et de dégagement d'obstacles, supérieures à celles de l'infanterie légère, augmentant grandement la flexibilité des commandants.



---

Afin d'offrir un déploiement efficace des ressources de génie, la doctrine actuelle du Génie place l'emphase sur la « coordination centralisée — l'exécution décentralisée »<sup>24</sup>. L'élément de génie déployé doit avoir un poste de commandement capable de planifier et d'exécuter les opérations courantes et futures en appui aux forces légères. Ainsi, le plus petit élément de génie de combat déployable est l'escadron. La capacité du Génie de combat léger doit donc évidemment être développée à partir d'un escadron<sup>25</sup>, dont le poste de commandement aurait les mêmes capacités de mobilité, de communication et de planification que l'unité supportée.

L'ensemble de cette analyse démontre que les RGC nécessitent une capacité de génie léger basée sur un escadron. Cet escadron de génie léger devrait être doté d'une capacité organique de parachutage et de transport aérien de personnel et d'équipement. L'emphase de l'entraînement devrait être orientée principalement vers le tir, la démolition, les techniques d'infanterie légère et les tâches simples de génie (« field-expedient engineering tasks »)<sup>26</sup> et des tâches de surviabilité pour appuyer les troupes déployées telles que :

- ◆ effectuer des brèches dans les obstacles pour atteindre la surprise;
- ◆ conduire un assaut à travers un obstacle;
- ◆ dégager et construire des zones d'atterrissage et des points de réapprovisionnement;
- ◆ dégager des pistes d'atterrissage de débris et/ou de mines;
- ◆ effectuer des cratères de route et construire des obstacles rapides en maximisant les ressources du terrain;
- ◆ détruire des ponts;
- ◆ accomplir la reconnaissance de génie d'obstacles et pour des opérations subséquentes;
- ◆ placer des obstacles de protection et/ou tactique comme des clôtures de barbelés et des champs de mine (conventionnel et dispersable);
- ◆ approvisionner en eau potable;
- ◆ acquérir le renseignement du Génie; et
- ◆ renforcer des positions en terrains complexes.<sup>27</sup>

Les opérations du Génie léger se concentreront sur les opérations de mobilité et de contre-mobilité, mais les ingénieurs légers devront essentiellement avoir des connaissances plus approfondies en génie général pour conserver la flexibilité d'être utilisés dans l'ensemble du spectre des opérations (ex : domestiques et de maintien/renforcement de la paix et guerre). Les *ingénieurs légers* devront devenir maîtres dans l'utilisation des ressources présentes sur le terrain pour accomplir la mission.<sup>28</sup> Le support en *surviabilité* et en *génie général* que l'escadron de génie léger pourra offrir aux autres éléments de manœuvre sera limité et devra essentiellement se fier aux autres ressources régimentaires et divisionnaires de génie. Sa flexibilité d'être

---

déployé rapidement, son expertise à prendre avantage du terrain pour supporter la mission, son habilité à fonctionner dans un cadre de commandement axé sur la mission, sa grande compréhension des opérations à caractères spéciales et des terrains complexes feront de l'escadron de génie léger l'élément indispensable à toutes les opérations en terrain complexe et urbain et prévaudront sur son manque de mobilité lorsque déployé et son manque ressources organiques.

## Conclusion

L'environnement de sécurité de l'avenir est en évolution et nos forces devront être prêtes à combattre dans des théâtres d'opérations composés de terrains complexes et urbains. Une force légère, maître dans ce genre d'opérations, sera primordiale à l'Armée de terre pour répondre aux nouveaux conflits.

L'Armée est en réaction à cette nouvelle réalité. Afin de compenser la perte des pionniers et des troupes d'assaut, le besoin d'acquérir le même nombre de quartiers-général d'escadron de génie capable de supporter les 12 groupements tactiques et la nécessité grandissante d'opérer en terrain complexe, les RGC devront acquérir une force de génie léger, de la taille d'un escadron, possédant les mêmes caractéristiques de mobilité, de commandement, de contrôle et de planification de façon à fournir l'appui génie requis pour permettre de gagner et de maintenir l'initiative. Les objectifs stratégiques du Génie terrestre d'ajouter un escadron de campagne par régiment, de favoriser l'entraînement et l'acquisition d'équipement pour les tâches de génie léger sont sur la bonne voie pour éviter la « marginalisation des capacités du Génie » et conserver « l'importance opérationnelle » du Génie terrestre si chèrement gagnée. Néanmoins, l'exemple de la doctrine américaine sur le génie léger et les travaux canadiens d'état-major sur une force légère indiquent clairement que les RGC devront se transformer pour supporter efficacement les bataillons d'infanterie légère.

---

## Au sujet de l'auteur...

Le Capitaine Maxime Messier a fait ses études universitaires en génie informatique au Collège militaire royal du Canada et vient de compléter un certificat en gestion de la sécurité intérieure à l'Université de Montréal. Le capitaine Maxime Messier a servi au 5<sup>e</sup> Régiment du Génie de combat de 1999 à 2001. Il a été instructeur à l'École de leadership et de recrues des Forces canadiennes à Saint-Jean-sur-Richelieu et muté en décembre 2004 au 1<sup>st</sup> Canadian Engineer Regiment à Edmonton.

---

## Notes

1. *Traduction libre.* CHANDLER, David. *The Military Maxims of Napoleon*. Da Capo Press, Cambridge, MA, 1995, p. 59.
2. RYAN, Micheal, Lieutenant-Colonel. « Future Concepts and Force Development ». *Australian Army Journal*, Volume 1, Numéro 2, p. 84.
3. CLAUSEWITZ, Carl von. *De la guerre*. Paris : Édition de Minuit, Collection « Arguments », ch. 6, p. 176.
4. *Traduction.* LAMONTAGNE, Pierre, Lieutenant-colonel. *Are the days of the main battle tank over?*. Canadian Forces College, CSC 29, Master of Defence Studies.
5. Département de la Défense nationale, *Objectif défini, Le concept d'emploi de l'Armée de terre, Une Armée, Une Équipe, Une Vision*, 31 mars 04, p. 3.
6. Département de la Défense nationale, Rapport numéro 99-2, *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 13.
7. Ibid.
8. SHERRARD, L.B., Lieutenant-colonel, Ministère de la Défense nationale, Direction — Doctrine de l'Armée de terre.

- « Le groupement tactique de l'avenir au cours des opérations », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 6, No. 3, Automne/Hiver 2003, p. 7.
9. Selon la Direction — Concepts stratégiques (Opérations terrestres), « la nourriture et l'eau seront de plus en plus utilisés comme des armes. ». Département de la Défense nationale. Rapport numéro 99-2. *L'environnement de sécurité de l'avenir*, p. 13.
10. DSOR de l'Armée de terre 2003, ch. 1, p. 3/18.
11. SHERRARD, L.B., Lieutenant-colonel, Ministère de la Défense nationale, Direction — Doctrine de l'Armée de terre. « Le groupement tactique de l'avenir au cours des opérations », *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Vol. 6, No. 3, Automne/Hiver 2003, p. 6.
12. *Ibid.*, p. 10.
13. *Ibid.*, p. 10-11.
14. Army Engineer Campaign Plan — Revision 3 (May 03), p. 9/16.
15. Strategic Operations and Resource Direction 2005. Draft 1, p. 3-1A-6/17.
16. GOODMAN, J.E., Major. *Briefing Note — Light Forces Working Group*. 3 septembre 2003, p. 2/3.
17. Les documents actuels de doctrine sur les bataillons d'infanterie discutent toujours d'infanterie mécanisée, bien que leurs éléments puissent être demandés de conduire des opérations à caractères légères. Pour plus de détails, voir la B-GL-301-002/FP-001, *Le Groupement tactiques au cours d'opérations* et la B-GL-309-001/FT-001, *Infanterie, Volume 1, Le bataillon d'infanterie au combat*.
18. Traduction. GOODMAN, J.E., Major. *Briefing Note — Light Forces Working Group*. 3 septembre 2003, p. 1/3.
19. Traduction libre. FM 5-7-30, *Brigade Engineer and Engineer Company Combat Operations (Airborne, Air Assault, Light)*. Ch. 1, p. 1.
20. Traduction. *Draft Task for Canadian Light Infantry prepared by BTS Review*. 23 juin 2003.
21. *Ibid.*
22. Ministère de la Défense nationale. B-GL-361-001/FP-002 *Les opérations du génie de la Force terrestre*, p. 1.
23. Traduction libre. FM 5-7-30 *Brigade Engineer and Engineer Company Combat Operations (Airborne, Air Assault, Light)*. Ch. 1, p. 2.
24. Ministère de la Défense nationale. B-GL-361-001/FP-001 *Land Force Engineer Operation — Volume 1*, p. 26.
25. FM 5-7-30. *Brigade Engineer and Engineer Company Combat Operations (Airborne, Air Assault, Light)*. Ch. 1, p. 1.
26. *Ibid.*, p. 4.
27. Le Général Wesley K. Clark (ret) a identifié que les armes clés pour combattre dans une guerre asymétrique sont les ressources d'intelligence et le contrôle du mouvement. La restriction du mouvement par des obstacles placés par le Génie peut contribuer au contrôle du mouvement d'une population dans laquelle l'ennemi ou l'adversaire s'est infiltré.
- Gen (ret) Wesley K. Clark. « How to Fight an Asymmetric War », *Time Magazine*, Vol. 156, No 17, Octobre 23, 2000, p. 30.
28. FM 5-7-30. *Brigade Engineer and Engineer Company Combat Operations (Airborne, Air Assault, Light)*. Ch. 1, p. 5.



Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



---

# INSTRUCTION EN VUE D'UNE GUERRE NON CONVENTIONNELLE : RELEVER LES DÉFIS DE LA VIE DE SOLDAT EN AFGHANISTAN

---

Sergent Thomas N. Krasnuik

Ce qu'on avait coutume de qualifier de guerre « non conventionnelle » est en voie de devenir le combat conventionnel du XXI<sup>e</sup> siècle. L'Armée de terre doit se demander sérieusement si ses soldats sont prêts à ce nouveau paradigme. La publication actuelle destinée aux sections et pelotons d'infanterie au combat n'aborde pas les circonstances dans lesquelles se trouvent désormais les troupes partout dans le monde. L'instauration d'une nouvelle publication fournissant des renseignements tactiques sur l'insurrection, la contre-insurrection, les opérations des petites unités et les mesures de protection des forces est essentielle au succès des missions à venir. Pour bien préparer les militaires à la nouvelle forme de guerre (qui porte, dans les écrits théoriques américains, le nom de guerre de quatrième génération (G4G)<sup>1</sup>, les tactiques de section et de peloton d'infanterie doivent reposer sur l'environnement opérationnel actuel. Il faut impérativement pratiquer les techniques de patrouille embarquée et débarquée contre une force de guérilla à l'œuvre en milieu urbain ainsi que dans le cadre d'opérations en terrain accidenté. La doctrine actuelle est axée sur l'obtention de la supériorité sur un champ de bataille associé à la période de la guerre froide. Le combat, dans sa forme actuelle, exige un nouvel ensemble de compétences axées les opérations contre des insurgés en zones bâties, principalement en milieu urbain.

Tout comme notre formation a été orientée vers une prise de position dominante en Europe de l'Ouest, nous devons nous préparer à dominer nos adversaires dans le cadre d'une guerre de nouvelle génération. Toutefois, les tâches que nous aurons probablement à accomplir seront beaucoup plus diverses et complexes. Les opérations de combat comprennent non seulement l'attaque et la défense, mais aussi, de nos jours, le bouclage et la fouille, l'arrestation, la stabilité et la reconstruction, la coopération civilo-militaire (COCIM) et les opérations psychologiques. L'exploitation de la mobilité aérienne, les opérations psychologiques, la coopération interagence et l'acquisition des connaissances nécessaires à la recherche du renseignement humain sont des compléments essentiels aux balles et aux grenades dans le cheminement vers la victoire. La patrouille sera l'élément dominant des opérations à venir. Notre doctrine, notre planification et nos tactiques, techniques et procédures (TTP) doivent refléter ce fait. La doctrine actuelle de l'infanterie ne prépare pas vraiment le fusilier à la guerre non conventionnelle à laquelle, désormais, il est appelé à participer.

## Doctrine et instruction de l'Armée

Pour être vraiment prêts à faire face à une menace immédiate posée par des forces non conventionnelles, les fantassins doivent être adéquatement formés aux opérations de patrouille embarquée et débarquée. L'analyse de la menace et la protection des forces sur un champ de bataille non conventionnel ne sont pas les mêmes que sur un champ de bataille conventionnel. Au cours de patrouilles embarquées et débarquées, la

---

*Krasnuik, Sergent Thomas N. 'Instruction en vue d'une guerre non conventionnelle : relever les défis de la vie de soldat en Afghanistan'*

---

section est souvent autonome; elle n'a que peu d'appui, sinon pas du tout, et sa survie dépend de TTP détaillées. Une fois la section engagée dans une mission, son commandant ne peut compter sur un soutien constant et doit prendre à temps des décisions judicieuses au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Les techniques d'appui aérien rapproché et de tir indirect doivent faire l'objet de répétitions rigoureuses. Les drills au contact doivent être conçus de manière à supprimer et à détruire efficacement les forces ennemies et à permettre une pénétration rapide en profondeur afin de tuer ou de capturer les ennemis en fuite qui auront décidé de ne pas poursuivre le combat. La section de fusiliers aura alors besoin d'un ordre de bataille (ORBAT) modifié conçu de manière à favoriser le meilleur emploi possible de toutes les armes et de tout l'équipement. L'ORBAT utilisé dans le cadre du cours d'instructeur sur les opérations en zone urbaine, qui englobe un groupe d'appui [deux sections de mitrailleuse légère (M lég) C9] et un groupe d'assaut de section, peut servir d'exemple.

### **Enseignements tirés des opérations**

Au cours de l'Opération Harpoon, qui s'est déroulée en 2002 en Afghanistan, les mitrailleuses légères (M Lég) de section ont souvent été regroupées lors des progressions débarquées. Se servant du terrain de façon à tirer profit des caractéristiques des ML, les commandants de section ont été en mesure de fournir un appui très rapproché jusqu'au niveau du peloton et ont fait en sorte que la section ne se déplace jamais sans avoir bien « pris pied sur le terrain ». Le regroupement de la section en éléments d'assaut et d'appui, dans ce genre de mission, aide aussi le commandant de section à exploiter les objectifs ennemis sous la protection d'un tir très rapproché. Un groupe d'appui organisé au niveau de la section fournit aussi au commandant adjoint du peloton un atout de tir direct et la souplesse qui lui permet d'utiliser jusqu'à trois groupes de M Lég à très court préavis. Lors des opérations de patrouilles embarquées, qu'elles visent à recueillir des données de renseignement, à signaler la présence des forces ou à effectuer des opérations de COCIM, les véhicules et les communications constituent le filin de sécurité qui permet de mener la mission à bon terme. Une fois encore, la mission détermine l'organisation de la section et sa disposition, mais certains principes fondamentaux doivent être observés.

Nombre d'enseignements importants ont été tirés de l'Opération Enduring Freedom, dans le cadre de la force opérationnelle Rakkasan, au sujet des patrouilles embarquées. Le véhicule devrait servir de base de feu et être muni d'une arme de suppression appropriée. On doit établir les drills au contact de manière à s'assurer que tous les patrouilleurs savent précisément ce qu'ils doivent faire en toute situation. Ce point est tout particulièrement important dans les zones urbaines, où le véhicule utilitaire léger à roues (VULR) et le véhicule blindé léger III (VBL III) sont particulièrement vulnérables au tir antiblindé, aux mines hors itinéraire et aux engins explosifs improvisés posés sur la route ou sous les ponceaux. Toutes les patrouilles doivent répéter les procédures de demande d'appui aérien rapproché (AAR) ou de tir indirect. Le commandant de la patrouille ne doit perdre le véhicule de vue et, dans le pire des cas, avoir des plans d'urgence auxquels recourir. Si le véhicule cesse de fonctionner et que les forces ennemies doivent être neutralisées au niveau de la section, le véhicule peut toujours servir de base de feu et le reste de la section, de force d'assaut. Les M Lég peuvent toujours être utilisées et disposées de façon à bénéficier de l'appui réciproque du véhicule, assurant la sécurité locale pendant que la force

---

d'assaut neutralise l'ennemi. Tout en envisageant toutes les lignes de conduite possibles, on doit établir soigneusement l'appréciation du combat afin d'éviter les dommages collatéraux.

L'appui d'une vaste opération de coalition, en plus de nous forcer à utiliser jusqu'au dernier de nos militaires et de nos ressources, a aussi placé notre personnel dans plusieurs situations de combat pour lesquelles il n'avait pas été formé. Certains de ces scénarios comprennent la défense d'un point avancé de réarmement et de ravitaillement (PARR) [aux fins d'appui aérien rapproché (AAR)], la saisie de zones d'atterrissage ou la défense de sites sensibles en vue de leur destruction. Le premier problème que pose la défense d'un PARR est les suivant : la section ou le peloton chargé de la mission doit être disposé à travailler seul et à être très peu approvisionné pendant de longues périodes. Un grand nombre d'armes de gros calibre doit y être attachées ou intégrées de telle façon qu'une petite force puisse exploiter l'ennemi à grande portée, grâce à la supériorité de sa puissance de feu et de sa technologie. La théorie de la défense tous azimuts doit être maîtrisée aux niveaux des pelotons et des sections, car la mission première consiste à appuyer l'aéronef en cours de ravitaillement. Idéalement, un vaste périmètre en appui réciproque doit être établi et

---

L'appui d'une vaste opération de coalition, en plus de nous forcer à utiliser jusqu'au dernier de nos militaires et de nos ressources, a aussi placé notre personnel dans plusieurs situations de combat pour lesquelles il n'avait pas été formé

---

maintenu. Les communications à l'aide d'indicatifs d'appel aéromobiles doivent être prises en compte, et la défense devrait être déployée assez profondément afin de protéger le camion de ravitaillement contre les attaques à la roquette.

Une autre tâche commune aux sections et pelotons dans le cadre des opérations non conventionnelles consiste à prendre et tenir un site sensible pour que les spécialistes puissent les exploiter. Le travail de concert avec d'autres organismes du gouvernement (AOG), des ingénieurs, des équipes des forces spéciales, des spécialistes du renseignement, des équipes d'évaluation des dommages attribuables aux bombardements et des équipes de destruction est devenu une action concertée entre les forces d'infanterie légère et ces spécialistes. Comment prévoyons-nous les protéger et leur permettre d'accomplir leur mission? Pour leur venir en aide, le commandant doit très bien connaître, en plus des éléments de la mission qui lui incombent, la démographie, les allégeances politiques et les sentiments des populations locales. Que fera un soldat lorsqu'un ressortissant, une AK-47 à l'épaule, aura envie de parler? Se montrera-t-il détaché et professionnel et essaiera-t-il d'obtenir des renseignements, ou prendra-t-il à tort une position d'autodéfense? Tous les militaires et tous les chefs doivent s'entraîner en vue de ces types d'opérations spéciales afin que la mission s'accomplisse aussi rondement que possible.

Au cours de l'opération menée à Tora Bora, ma section a assuré la sécurité locale des forces spéciales américaines, d'autres organismes du gouvernement et des ingénieurs afin de recueillir des renseignements et d'exploiter des sites sensibles. J'ai été chargé de mener une patrouille chargée d'évaluer les dommages causés par les bombardements le long d'une crête. Ma patrouille se composait de quatre hommes et d'un spécialiste



---

de mission. Nous devons être prêts à tout, de la demande d'appui aérien rapproché à l'évaluation des dommages résultant des bombardements de la coalition. Nous avons trouvé une fosse que le spécialiste de mission a voulu exploiter en prélevant un échantillon. Nous avons, bien sûr, assuré sa sécurité. Des forces anti-taliban locales sont arrivées pendant l'exhumation. Comme nous avons appris à collaborer avec ces forces et grâce aux séances d'information pertinentes qui nous avaient été données par les forces spéciales américaines et par des AOG, tout s'est déroulé dans l'ordre. Les militaires canadiens ont demandé aux soldats anti-talibans des conseils sur la façon de couvrir respectueusement la zone et ont obtenu leur collaboration. En gagnant la confiance des forces locales et en recourant à leur collaboration, la mission a été exécutée correctement et tous les renseignements possibles ont été recueillis, le tout conformément aux principes de la protection des forces. En échange de notre amabilité, ces gens nous ont renseignés sur l'identité des corps et qu'il s'agissait de combattants tchéchènes pour la liberté. En respectant la culture indigène et en invitant les forces locales à prendre part à notre plan, nous avons été en mesure de recueillir de précieux renseignements, ce qui a épargné du temps et donné une marge de manœuvre en vue des opérations à venir.

Il était impératif de comprendre la culture locale si nous voulions avoir de la crédibilité et gagner la confiance et le respect des habitants. Le classique de T.E. Lawrence, *Les sept piliers de la sagesse*, a été une excellente source d'information et d'inspiration sur, précisément, l'obtention de la confiance et du respect des forces locales par la compréhension de leur culture. Ce grand roman, qui relate l'expérience de l'auteur acquise lors de la révolte arabe de 1916-1918, a dernièrement été inscrit sur la liste des lectures obligatoires des commandants américains. Lawrence y écrit : « N'essayez pas d'en faire trop de vos propres mains. Il vaut mieux laisser les Arabes faire le travail de façon acceptable que de le faire vous-même à la perfection. C'est leur guerre et vous êtes là pour les épauler, pas pour la gagner à leur place. D'ailleurs, dans les conditions très particulières qui règnent en Arabie, vos travaux ne seront pas aussi bons que, peut-être, vous ne le croyez »<sup>2</sup> [traduction libre]. Cette observation et nombre d'autres étaient pertinentes à notre propre travail.

Dans cette guerre de nouvelle génération, la section et le peloton se trouvent face à un ennemi non conventionnel qui les place devant nombre de défis. En action dans des milieux inhospitaliers, montagneux et urbains, la section doit être prête à se défendre pendant de brèves périodes et être en mesure de combattre à tout moment un ennemi qui peut provenir de toute direction. Au cours de l'Opération Harpoon, en Afghanistan, les insurgés locaux ont souvent lancé des attaques depuis l'arrière des forces américaines. Il s'agissait là d'une tactique privilégiée employée aussi contre les forces américaines en Iraq. Les insurgés laissaient nos forces, particulièrement si elles étaient embarquées sur des véhicules blindés, dégager une zone puis lançaient une attaque depuis des routes et des terrains dont nos forces avaient déjà confirmé qu'ils étaient « sûrs ».

Sur un champ de bataille non conventionnel, nos militaires ne connaissent pas toujours la direction d'où viendra un assaut ennemi, ni sa posture défensive, et nous devons nous orienter de manière à protéger jusqu'au plus petit élément contre des attaques tous azimuts. C'est l'un des principes clés des opérations en environnement asymétrique. Compte tenu de ces leçons, de nombreux éléments du groupement

---

tactique (GT) du 3 PPCLI ont adopté jusqu'au niveau section les IPO relatives à l'instauration d'une sécurité arrière au cours de toutes les opérations. Au cours d'une avance en terrain accidenté, lorsque la visibilité est restreinte entre les pelotons et les sections, on a eu recours à la sécurité arrière afin de prévenir les pertes inutiles découlant d'une attaque arrière. Combien de fois vous êtes-vous trouvé dans la base d'appui d'un raid traditionnel ou d'une attaque improvisée et avez-vous remarqué que personne ne gardait les arrières?

En vertu des anciennes procédures, pas un seul soldat ne tenait compte de cette menace. Il est pourtant très facile à quelques guérilleros d'engager l'ensemble du groupe de soutien ou des sections d'assaut et d'infliger au peloton de lourdes pertes en très peu de temps. Selon la doctrine de l'Armée de terre, la sécurité de la zone arrière est pratiquement tenue pour acquise. Au cours d'une marche à l'ennemi (manœuvre de frappe) standard, nous avons tendance à attribuer théoriquement la sécurité de la zone arrière à la section ou au peloton en profondeur. Les unités de SLC et même les éléments de l'échelon A de bataillons d'infanterie ne sont presque pas formés à livrer de durs combats. Sur un champ de bataille non conventionnel, la surviabilité est fortement réduite si nous ne mettons pas en œuvre des mesures énergiques de protection globale des forces. Les forces non conventionnelles n'attaquent pas de front. Elles ont une mentalité d'économie de forces qui leur permet d'infliger un maximum de pertes en n'investissant qu'un minimum de planification et d'effort et, à la manière du meilleur des commandants de manœuvre, elles ne s'en prennent pas à nos forces visibles, mais exploitent nos points faibles.

L'embuscade improvisée constitue une méthode simple de déjouer cette technique lors des patrouilles débarquées et des manœuvres de l'infanterie légère. En recourant au simple drill dit « de l'hameçon », nous pouvons accroître notre surviabilité et piéger les forces ennemies qui préparent une attaque depuis l'arrière. En Afghanistan et pendant toute ma carrière, j'ai toujours utilisé le drill « de l'hameçon » avant de faire halte. Ainsi, si des forces ennemies ou amies suivent ma patrouille, je saurai qui elles sont avant de lancer un engagement linéaire. Cette méthode fonctionne bien en toutes saisons et j'ai constaté qu'elle donne d'excellents résultats au niveau du peloton lors de l'Opération Apollo.

Lors de l'exécution d'opérations aéromobiles en environnement non conventionnel, nous devons établir des instructions d'opération précises afin de nous assurer que la supériorité de notre puissance de feu et de notre équipement ISTAR nous aident à éviter de canaliser les forces vers des zones de débarquement (ZD) évidentes et de nous adapter aux plans de l'ennemi au lieu d'observer nos propres TTP. Au cours de l'Opération Anaconda, les forces américaines ont essayé d'insérer des troupes sur l'objectif Whale en se posant dans une vallée. Ayant sous-estimé les effets des RPG et des mortiers ennemis, elles ont subi de lourdes pertes et ont immédiatement modifié leurs instructions d'opération en matière de zones de débarquement. Elles croyaient que, puisqu'elles débarquaient en terrain peu élevé et en défilade, leur pénétration serait couverte, mais cette méthode a eu l'effet négatif de canaliser les forces amies et de les confiner à un terrain en contrebas. Incapables de livrer un combat du bas vers le haut et soumises au tir intense des RPG et mortiers ennemis, les forces américaines ont battu en retraite et la mission a été abandonnée. Les États-Unis ont modifié les IPO de la coalition tout de suite après cet incident. Optant pour une ZD en hauteur, soit sur le sommet d'une colline, soit sur un plateau élevé, jouissant d'un appui aérien rapproché et d'une interdiction aérienne intense assurée par des sorties jusqu'à une

---

semaine avant la pénétration, les appareils de la coalition ont été en mesure d'atterrir en terrain élevé et, si la ZD était compromise, d'attaquer à basse altitude. Dès la modification des procédures d'atterrissage en terrain élevé et d'attaque à basse altitude, la ZD pouvait immédiatement former une base d'appui toute prête depuis laquelle livrer des combats du haut vers le bas, qui dominait les terrains élevés et tirait parti de leur puissance de feu supérieure. Le passage de la doctrine de la ZD couverte à la ZD en terrain élevé permet non seulement de sauver des vies, mais également de recourir à l'écrasante puissance de feu qu'apportent les forces de coalition sur le champ de bataille moderne. Cela aide à maximiser la protection des forces en plus de donner confiance aux forces militaires du pays, auxquelles nous prêtons main forte.

Voici un autre enseignement extrêmement important tiré de cette expérience : il est bon de « bâillonner » les seigneurs de la guerre locaux en coupant leurs lignes de ravitaillement. Ce sera une clé du succès des opérations à venir. Pour conserver l'élément de surprise et utiliser à notre avantage la vitesse et l'effet de choc, les points de contrôle aéromobiles (véhicules et personnel), l'embuscade aéromobile et les

---

Au fil de l'évolution des opérations dans l'ensemble du spectre, les opérations humanitaires et psychologiques seront génératrices de confiance et seront à la base de la collecte de données de renseignement auprès des insurgés et des non-combattants

---

équipes d'interception peuvent être intégrés à l'ensemble des moyens de contre-insurrection. Grâce au recours à des moyens aéromobiles pour établir des points de contrôle n'importe où au sein de notre zone d'opérations à bref préavis, nous pouvons saisir sans avertissement des renseignements de sécurité (de source directe) et des armes. L'ennemi qui a peu d'endroits où se dissimuler face aux forces de la coalition développe une frustration qui le déstabilise, si bien qu'il en vient éventuellement à renoncer à ses méthodes de transport. Les forces américaines utilisent actuellement cette méthode, et les Forces canadiennes y ont eu recours lors de leurs opérations au Kosovo.

Au fil de l'évolution des opérations dans l'ensemble du spectre, les opérations humanitaires et psychologiques seront génératrices de confiance et seront à la base de la collecte de données de renseignement auprès des insurgés et des non-combattants. Il faut dire aux habitants et aux forces du pays qu'il y aura un « état final ». S'agit-il de cesser toutes les opérations et d'instaurer le début d'une vie nouvelle? Quel est leur rôle? Quel est le rôle des forces de la coalition? Quand les opérations d'aide humanitaire débiteront-elles? Ce n'est que lorsque débute l'aide et que se trace une orientation claire que les habitants sont en mesure de faire confiance aux forces amies et de les renseigner. Ainsi, nous espérons que si un baron de la drogue menace un fermier local, ce fermier ne nous craindra pas et fournira à nos forces les renseignements nécessaires pour dépeindre ce qui se passe réellement dans le pays. C'est là le début d'une relation durable, fondée sur la confiance, qui ouvre la voie à la reconstruction du pays.

Puisqu'ils prennent part, dans le cadre de la coalition, à des opérations d'envergure de concert avec des moyens peu familiers, comme l'appui aérien rapproché, les militaires canadiens se trouvent souvent exposés aux moyens et IPO d'autres pays, mais sans vraiment pouvoir en tirer parti parce qu'ils les connaissent mal. Il est essentiel de donner à nos militaires une instruction sur ces moyens et ces IPO d'autres pays afin qu'ils puissent accomplir leurs missions de manière à maximiser la protection des

---

forces et à faire peser sur l'ennemi la plus grande puissance de tir possible avant l'engagement final. En comprenant le fonctionnement de l'appui aérien rapproché et la façon dont les pilotes nous voient du haut des airs, il sera plus facile pour les commandants de tous les niveaux de demander des types de tir qui ne risquent pas de causer des incidents fratricides ou qui ne violent pas les règles d'engagement. Au cours de l'Opération Tori, en Afghanistan, l'appui aérien rapproché a été utilisé comme démonstration de force par une patrouille de soutien par tir direct (STD) canadienne. Plusieurs habitants de l'endroit avaient entouré un Ilitis canadien et, immédiatement, un Apache américain a été envoyé pour dénouer la situation. La foule s'est dispersée sur-le-champ. Nous devons continuer d'exploiter notre supériorité en matière d'armement et de technologie car nos ennemis ont peur de l'inconnu. Si nous nous entraînons sans tenir compte des moyens d'appui aérien rapproché pour la simple raison que nous n'en avons pas, nos militaires ne seront pas en mesure d'y recourir quand ils en auront le plus besoin. Toutefois, nous devons nous garder de trop nous fier à la technologie afin d'éviter une dépendance artificielle ou de nous écarter de nos compétences militaires fondamentales. C'est l'un des grands arguments du Colonel John Hammes (USMC), dans *The Sling and the Stone*.

La formation linguistique et la sensibilisation aux questions religieuses ont beaucoup d'importance sur le champ de bataille moderne, où règnent des cultures étrangères. Cette formation n'est pas assez soulignée pour être efficace, hélas, pendant l'instruction axée sur les missions propres au théâtre (IMPT), et il y a une tendance à trop compter sur les traducteurs et les spécialistes locaux. Il faudrait élaborer un régime d'évaluation ou un ensemble de tests linguistiques pour faire en sorte que tous les militaires soient préparés à n'importe quelle mission. Par surcroît, cette formation ne devrait pas être exclusive à l'IMPT, mais devrait plutôt faire partie de l'instruction courante de toutes les unités d'infanterie. Les langues devraient avoir priorité et être ciblées, de concert avec d'autres compétences fondamentales, pendant les périodes creuses entre les tâches opérationnelles. De cette manière, il existerait une somme essentielle de connaissances au sein des unités avant même que les tâches opérationnelles soient attribuées. Comprendre la langue ou le dialecte vernaculaire, en plus de contribuer à la collecte de renseignements, contribue à l'atteinte du but à long terme qui consiste à gagner la confiance des gens. Le militaire armé de telles compétences linguistiques a le net avantage de pouvoir obtenir de l'aide s'il doit fuir ou encore de pouvoir collaborer avec les forces locales.

## Conclusion

De quels ensembles précis de compétences et de quelle instruction avons-nous besoin, donc, pour établir les conditions de notre succès dans cette nouvelle génération de guerre? Il nous faut une publication dans laquelle sera détaillé un nouvel ensemble de normes d'aptitudes au combat et nous devrons, une fois le produit final instauré, le mettre à l'épreuve au CCEM. La publication devra à tout le moins couvrir les patrouilles embarquées et débarquées en terrain complexe, particulièrement en terrain inhospitalier et montagneux et en milieu urbain. On devra établir l'organisation des sections et les IPO en vue de l'exploitation des sites sensibles, des raids, des attaques improvisées, de la défense des sites clés ou sensibles (comme les PARR) et des opérations aéromobiles. Cette nouvelle publication devrait avoir pour base les opérations de contre-insurrection et de contre-guérilla de niveau de la section et du peloton. Il faut qu'elle couvre les opérations psychologiques et de renseignement humain dans un environnement non conventionnel et le recours à l'appui aérien

---

rapproché et aux demandes de tir. Nos futurs leaders doivent être mis à l'épreuve dans des scénarios reproduisant des situations réelles avant d'être déployés et se concentrer sur la section, et non la brigade, qui n'est pas toujours pertinent aux opérations variées de la guerre de quatrième génération. Dans un environnement non conventionnel, l'ennemi est partout et doit être neutralisé et géré par des forces de même nature, qui demeureront non repérées, mèneront des opérations psychologiques et des patrouilles agressives pour tuer ou capturer l'ennemi, ou encore pour convertir les ennemis en combattants pour la liberté de leur propre pays.

Bref, les Forces canadiennes doivent entreprendre maintenant leur instruction pour la guerre de l'avenir, une guerre non conventionnelle qui est désormais la guerre conventionnelle. La doctrine actuelle prépare l'Armée de terre aux guerres du passé. Tant les IPO que les TTP visent à faire face à des menaces qui n'existent plus et peuvent avoir de terribles conséquences s'ils sont utilisés dans le cadre de la guerre de nouvelle génération (G4G). Le temps est venu de réfléchir à ce que nous devons faire pour préparer nos militaires au succès sur le champ de bataille moderne. Nous devons commencer par une bonne publication sur la guerre non conventionnelle, sur les normes d'aptitude au combat et sur la formation linguistique continue au niveau des unités. Une fois la publication et les nouvelles normes instaurées, il faudra les intégrer aux cours de leadership et à l'instruction sur le niveau de capacité requis pour le déploiement (NCRD).

Le succès de tout déploiement de G4G à venir débute maintenant. Nous pouvons tirer des leçons des succès et des échecs du passé ainsi que de la précieuse expérience de nos alliés américains et britanniques, sans oublier notre propre expérience. Nous devons éviter la démarche hésitante de ces dernières décennies, p. ex., quand nous nous sommes préparés aux déploiements en Croatie en menant des marches à l'ennemi avec des forces de l'ancien Pacte de Varsovie. De nos jours, l'ennemi est très motivé et prêt à mourir, sans hésiter, pour sa cause. Nous devons être disposés et prêts à affronter directement cette menace, à la dominer, à la détruire ou à la retourner contre l'ennemi.

---

### Au sujet de l'auteur ...

Le Sergent Thomas Krasnuik s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1993. Il a été affecté au 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI), où il a obtenu le grade de sergent. Son expérience des opérations comprend deux affectations auprès de la Force de stabilisation (SFOR) en ex-Yougoslavie, en 1997 et en 2000. Plus récemment, il a été déployé, à titre de commandant de section d'infanterie, dans le cadre de l'Opération Apollo, en Afghanistan, avec la compagnie A (Parachutistes) du groupement tactique (GT) du 3<sup>e</sup> PPCLI. Il est actuellement affecté au Centre d'instruction du secteur de l'Ouest de la Force terrestre, à Wainwright, comme membre de la compagnie B, 3<sup>e</sup> PPCLI.

---

### Notes

1. Hammes, Colonel John X., *The Sling and the Stone* (St. Paul : Zenith Press, 2004).
2. Lawrence, T.E., « Twenty-Seven Articles », *Arab Bulletin*, 20 août 1917.

---

# LA BRIGADE DE CAVALERIE CANADIENNE : EN ATTENDANT LA « B »<sup>1</sup>

---

Lieutenant-colonel (retraite) Richard L. Bowes, CD

Un mythe se définit comme une représentation de faits ou de personnages souvent réels déformés ou amplifiés par l'imagination collective<sup>2</sup>. En langage ordinaire, un mythe est un « conte de vieilles femmes », une croyance généralement admise mais ne reposant sur aucun fait<sup>3</sup>. L'étude de l'histoire est, sous certains aspects, l'étude d'un mythe et elle peut être considérée comme notre perception des événements du passé et, donc, notre compréhension de ces événements, mais aussi comme un moyen de justifier, peut-être, le présent. Par conséquent, comme le soutient fermement James Sadkovich, pour l'étude de l'histoire :

Certaines interprétations sont préférées à d'autres, certaines données sont rejetées ou ignorées parce qu'elles sont contraires aux interprétations acceptées et que de nouvelles interprétations de mythes consacrés sont loin d'être les bienvenues. L'histoire est donc aussi, de façon inhérente et inévitable, réactionnaire, et la dialectique de l'histoire met continuellement l'iconoclaste déterminé aux prises avec les idolâtres établis, dans une lutte pour réécrire les réalités du passé et reforcer les illusions actuelles<sup>4</sup>.



Cavalerie canadienne en attente d'ordres pour avancer

Les guerres et les légendes sont inséparables, comme le reconnaît John Terraine<sup>5</sup>. La Première Guerre mondiale (1914-18) et, en particulier, l'histoire des combats menés par les soldats britanniques sur le front occidental, n'a pas été épargnée et a donné naissance à certaines interprétations relevant du mythe au cours des huit dernières décennies. Dans son récent ouvrage intitulé *Death So Noble: Memory, Meaning, and the First World War*, Jonathan F. Vance écrit que dans le contexte de la Première Guerre mondiale, le mot mythe « semble englober les notions d'invention, de vérité et



---

de demi-vérité »<sup>6</sup> qui ont caractérisé les souvenirs collectifs de la guerre. Naviguant dans les mêmes eaux dans le cadre de son éditorial présentant son récent ouvrage intitulé *The First World War and British Military History*, Brian Bond soutient ce qui suit :

La Première Guerre mondiale, avec ses terribles pertes et ses conséquences très décourageantes, a jeté une ombre gigantesque sur les décennies suivantes. Pour le lectorat britannique réfléchi, ce fut à la fois fascinant et repoussant; bien davantage que la future Seconde Guerre mondiale en terme d'histoire; un véritable no-man's land historique.... Ainsi, soixante-douze ans [au moment de la rédaction de ces lignes] après la fin de la guerre, il semble approprié de tenter une approche historiographique objective sans nécessité de procéder à ce qu'un auteur a qualifié de « mystification » et de « démystification »<sup>7</sup>.

La mise en place et le « déboulonnage » de certains mythes entourant la Première Guerre mondiale ont été les principaux objectifs d'un large volet de l'historiographie de la guerre; une dialectique historique, à emprunter à Sadkovich. Les mythes populaires ayant fait l'objet d'études au cours des récentes décennies sont associés à l'incompétence et à l'insensibilité apparentes de beaucoup de commandants britanniques en général et du Feld-maréchal Douglas Haig en particulier. De la même façon, l'image que la population se fait des offensives britanniques de 1916-1917 est caractérisée par la futilité et le gaspillage, ce qui alimente le mythe selon lequel la stratégie « occidentale » — à savoir que le front occidental était le front clé et que l'Allemagne ne pouvait être vaincue qu'au prix d'une longue guerre d'usure sur ce front — image qui aurait pu être évitée si les décideurs alliés avaient perçu l'utilité et l'efficacité d'une approche indirecte, c'est-à-dire frapper l'Allemagne sur son flanc stratégique en passant par les Balkans, la Baltique ou le Levant. Même si cet article ne vise ni à appuyer ni à dénigrer aucun de ces mythes, il reste que ces mythes illustrent la dialectique entourant l'interprétation historique des combats des troupes britanniques sur le front occidental pendant la Première Guerre mondiale.

Une partie de cette dialectique concerne le rôle de la cavalerie britannique sur le front occidental et le mythe selon lequel la cavalerie s'est révélée, au cours des nombreuses campagnes et opérations menées par les Britanniques sur le front occidental, un élément périmé et anachronique de l'armée britannique n'ayant contribué que très peu ou n'ayant nullement contribué à la victoire finale de 1918. L'image populaire de la cavalerie, ou le mythe concernant la cavalerie, qui s'est transmise au fil des décennies dépeint cette arme comme étant formée d'hommes inutiles, confortablement installés loin derrière le front, alors que les fantassins menaient des combats sanglants à l'avant<sup>8</sup>. Le marquis d'Anglesey a largement contribué à déboulonner ce mythe dans son histoire en huit volumes de la cavalerie britannique<sup>9</sup>. Une lecture de cette œuvre mène à la conclusion qu'il est indiscutable que les troupes de la cavalerie se tenaient rarement les bras croisés pendant que les autres éléments de l'armée britannique participaient aux opérations sur le front. Quand ils n'étaient pas employés dans leur rôle premier d'unités de cavalerie, les régiments et les formations du corps de la cavalerie servaient au sein de l'infanterie, à l'avant, ou dans les zones arrière, parmi les troupes du génie, participant à la construction de tranchées et d'itinéraires de ravitaillement, ou encore s'entraînaient en vue « de l'ultime moment de vérité qui n'est jamais venu — « la chevauchée vers la B » »<sup>10</sup>. La lettre « B » désigne la brèche tant anticipée dans les lignes ennemies, brèche que la cavalerie attendait et qu'elle s'entraînait à franchir pour

---

exécuter la phase de l'exploitation, phase culminante de toute offensive. Cette phase d'une offensive était aussi appelée percée et son exécution était essentiellement confiée à la cavalerie<sup>11</sup>. Et c'est à ce niveau que le mythe perdure.

C'est dans le contexte de ce mythe que se situent et se comprennent le mieux les actions et le rôle de la Brigade de cavalerie canadienne (BCC), formation subalterne du Corps de cavalerie britannique, à Cambrai en novembre 1917 et à Amiens en août 1918. Essentiellement, cet article aborde le concept de la mobilité sur le front occidental du point de vue de la cavalerie britannique en général et de celui de la cavalerie canadienne en particulier. Naturellement, il est avancé que dans le contexte des efforts britanniques en vue de faire une percée sur le front occidental, le Corps de cavalerie britannique n'était pas une formation périmée de l'armée britannique. En fait, la cavalerie était essentielle à l'exécution d'une percée parce qu'elle était, malgré ses limites techniques, la seule arme vraiment mobile, mais elle ne pouvait réussir une percée à cause de facteurs ou de conditions sur lesquels elle ne pouvait agir. Quelles conditions devaient être réunies pour que la cavalerie puisse se déplacer à découvert et remporter une victoire d'importance? Ces conditions ont-elles été réunies? La plupart de ces conditions ne se sont jamais présentées. Même si la doctrine offensive britannique contemporaine reconnaissait la nécessité de la phase d'exploitation pour s'assurer d'une écrasante victoire sur l'ennemi, par comparaison, les commandants de l'époque accordaient peu d'attention à la façon de réussir une percée et d'exécuter la phase d'exploitation de l'offensive. Comme nous le verrons, « l'énigme des tranchées » devint la principale préoccupation de tout le commandement britannique sur le front occidental. Toute l'énergie intellectuelle était axée sur un but : rompre les lignes allemandes. Par conséquent, très peu d'attention était accordée à la façon d'obtenir une percée et de conserver cette percée, puis de mener la phase d'exploitation de l'offensive. En d'autres termes, on faisait peu de cas de la définition et de l'établissement des conditions requises pour obtenir et maintenir une percée.

Une analyse des opérations de la cavalerie canadienne sert à illustrer ce thème. En outre, les opérations de la cavalerie ont montré que le sens de la mobilité de la cavalerie était aussi vital pour l'armée britannique de l'époque que les moyens de mobilité de la cavalerie devenaient périmés. Naturellement, la cavalerie était la seule arme ayant un sens de la mobilité et le manque de succès de la cavalerie avait autant à avoir avec l'incapacité des commandants, des états-majors et des autres éléments de l'armée britannique à s'adapter rapidement et à profiter des occasions uniques de mener une guerre de mobilité, qu'avec les limites physiques, sur le champ de bataille, de cette arme. Plus que n'importe quelle arme, la cavalerie fut coincée entre l'immuable philosophie de la guerre du 19<sup>e</sup> siècle, centrée sur l'homme, et la philosophie de la guerre du 20<sup>e</sup> siècle, axée sur la technologie. Mais alors, quelles étaient les conditions dans lesquelles la cavalerie pourrait rompre les lignes ennemies et remporter le succès opérationnel?

La première condition concernait la relation entre la guerre de mobilité et le rythme à conserver pour obtenir les résultats escomptés face à l'ennemi. Le rythme se compose de trois éléments : la rapidité de décision, la vitesse d'exécution et la rapidité de transition d'une activité à l'autre. Dans une analyse théorique de la dynamique de la guerre sur terre, Richard Simpkin a défini le rythme simplement comme « le rythme opérationnel de progression »<sup>12</sup>. En ce qui a trait au rythme, la clé consiste, pour une

force, à pouvoir réagir aux changements dans la situation et à exécuter des manœuvres tactiques et des opérations, le tout plus rapidement que l'ennemi. Au cours de nombreuses offensives lancées par les Britanniques, cette capacité manquait cruellement, à tous les niveaux de commandement de l'armée. Dans bien des cas, le succès initial des troupes britanniques sur le front occidental a été gaspillé en raison de l'incapacité des troupes britanniques à renforcer rapidement ce succès et à s'adapter rapidement à l'évolution des combats, en moins de temps qu'il n'en fallait aux Allemands pour réagir aux succès britanniques et redéployer des réserves pour combler les vides dans leurs lignes. Toutefois, pour maintenir un rythme élevé, les commandants des niveaux inférieurs ne pouvaient prendre d'initiative et, de plus, ils devaient connaître parfaitement les plans et les capacités des autres armes présentes sur le champ de bataille. En outre, les rapports de commandement au sein des différentes armes et formations devaient être simples et bien compris, ce qui était rarement le cas. Sans connaître les plans de l'arme d'appui ou des formations supérieures, un commandant ne pouvait pas apporter des changements rapides à ses propres plans, recommander des modifications aux plans des autorités supérieures ni exécuter ces plans avec confiance, même s'il disposait des pouvoirs voulus pour le faire. Par conséquent, le rythme dépendait d'un certain nombre de conditions, à savoir un commandement décentralisé, une coordination entre états-majors et entre toutes les armes et des communications.



Le Lieutenant Marcus Strachan, VC

Sur le front occidental, les occasions de mener une guerre de mobilité furent rares, mais quand elles se présentèrent, l'armée britannique ne disposait pas d'un commandement décentralisé permettant aux commandants des niveaux inférieurs de faire preuve d'initiative et de profiter des vides créés dans les lignes ennemies en exploitant et en renforçant le succès. Trop souvent, ces occasions furent manquées à cause d'une soumission à des tables et à

des plans de progression prédéterminés, à un point tel que quand des occasions d'actions indépendantes se présentaient, les commandants n'avaient pas le pouvoir ni le sens voulu de l'initiative pour en profiter. Évidemment, dans l'armée britannique, le combat était considéré comme un phénomène structuré et la clé du succès était l'ordre et une planification détaillée. Ainsi, tous les efforts visant à décentraliser la prise de décisions se heurtaient à une vive résistance<sup>13</sup>.

En ce qui concerne la coordination entre états-majors et entre les armes, ainsi que la doctrine et les capacités mécanisées toutes armes, un des thèmes persistants dans une grande partie de l'historiographie des opérations britanniques sur le front occidental est

que l'armée britannique ne pouvait revenir à une guerre de mobilité à cause des faiblesses et de la vulnérabilité inhérentes de la cavalerie face aux conditions de la guerre moderne. Il est certain que la cavalerie manquait cruellement de protection, de puissance de feu et de mobilité tactique, toutes qualités qui lui auraient permis d'opérer librement sur le champ de bataille. Toutefois, il est aussi indéniable que cette constatation valait pour toutes les armes opérant sur le front occidental, en particulier, l'infanterie et, plus tard, le Corps blindé, utilisés isolément. Après tout, il fallut attendre les offensives de 1917 pour voir l'armée britannique commencer à adopter un semblant de doctrine toutes armes. Ainsi, pour les commandants et les états-majors de division, de corps d'armée et d'armée, les champs de bataille du front occidental avaient montré que la clé du succès, la solution pour sortir de l'impasse des tranchées, était de combiner une puissance de feu maximale et une mobilité maximale. Tactiquement, cela équivalait à une doctrine toutes armes et, en particulier, l'intégration des chars et de l'artillerie à la progression de l'infanterie. Pour les commandants et les états-majors, cela signifiait que les plans de l'attaque et de la percée subséquente devaient reposer sur un niveau de coordination entre les formations et les armes, ce qui était une nouveauté dans la guerre moderne.

Sans aucun doute, la première moitié de l'équation (puissance de feu) avait été résolue au printemps 1918, quand la progression de l'infanterie a été synchronisée avec les progrès accomplis dans la planification du tir de l'artillerie. Toutefois, la seconde moitié de cette équation (mobilité) n'était que partiellement résolue. L'arrivée des chars sur



Soldats du Fort Garry Horse en France, 1914

le champ de bataille avait apporté une certaine mobilité, surtout localisée et tactique, mais il fallait encore procurer à l'infanterie et à l'artillerie une capacité de mobilité tactique. L'équipe de combat mécanisée du milieu du vingtième siècle était encore trop loin. Certainement, les progrès réalisés au cours de cette période dans le

---

domaine de la coopération entre l'arme blindée et l'infanterie ont été déterminants et ont permis aux Britanniques de rompre les lignes ennemies, mais pas de les percer et d'exploiter leur succès. La seule arme qui pouvait encore assurer et conserver ce type de mobilité était la cavalerie, mais comme les opérations de la cavalerie n'étaient pas aussi bien coordonnées avec les opérations des autres armes présentes sur le champ de bataille que l'étaient celles de l'infanterie, des blindés et de l'artillerie, le mieux que l'armée britannique pouvait espérer quant à ses offensives sur le front occidental était de parvenir à rompre les défenses ennemies, mais sans jamais réussir à réaliser une percée et à mener l'exploitation dans les zones arrière des troupes allemandes.

Finalement, la dernière condition qui devait exister pour garantir un rythme de progression acceptable était l'existence de communications fiables et souples entre les commandements. Pour pouvoir modifier rapidement des plans, pour profiter des occasions uniques de succès et pour coordonner les actions de toutes les armes sur le champ de bataille, il fallait aussi disposer de communications rapides et fiables permettant de diffuser rapidement des données et des messages. Les communications sans fil n'en étant qu'à leurs balbutiements, l'échange de messages sur le front occidental reposait surtout sur des systèmes de communication filaires. Même si ces systèmes peuvent apparaître adéquats dans le contexte d'opérations statiques, ils ne répondaient pas aux exigences de la guerre de mobilité et il en découlait que les commandants n'avaient plus de contrôle verbal sur leurs forces<sup>14</sup>. L'absence de contrôle verbal empêchait les commandants de profiter immédiatement des occasions de percée sur le champ de bataille. À tous les niveaux, les commandants étaient habitués aux cycles décision-action associés à la guerre de position où l'information était transmise à l'aide de systèmes filaires statiques bien établis alors que la prise de décisions était centralisée et fondée sur des profils et des tables déterminés de progression. Quand la conduite des offensives évolua pour correspondre à des situations plus fluides où l'information était sommaire et pour lesquelles le rythme de progression dépendait de plus en plus de l'initiative, des décisions et des actions des commandants des niveaux inférieurs, les moyens de communication contemporains ne suffirent plus. Cette absence de communications fiables et robustes entre les commandements causa des problèmes tactiques aux conséquences désastreuses pour les chances de succès des opérations de la cavalerie.

À l'automne 1914, l'effectif original de la cavalerie britannique était de cinq brigades de trois régiments chacune. La BCC ne faisait pas partie de cette formation initiale. L'histoire de la BCC remonte à décembre 1914, date à laquelle cette unité fut placée sous le commandement du Brigadier-général J.E.B. Seely, officier expérimenté de la cavalerie de réserve britannique qui, en mai 1914, avait été forcé de quitter son poste de Secretary of State for War sous le gouvernement Asquith en raison de l'incident Curragh<sup>15</sup>. Seely commanda la brigade jusqu'à son remplacement par le Brigadier-général R.W. Paterson, en mai 1918. La BCC se composait initialement du Royal Canadian Dragoons (RCD), du Lord Strathcona's Horse (LSH), du King Edward's Horse (unité impériale) et du Royal Canadian Horse Artillery (RCHA). Toutes ces unités arrivèrent séparément en Angleterre en 1914 au sein du premier contingent canadien, mais elles se déployèrent en France comme formation distincte, mais à pied, en avril 1915, juste à temps pour participer aux combats à Festubert, puis servir dans les tranchées comme fantassins dans le secteur de Givenchy. Naturellement, pendant

---

toute l'année 1915, la cavalerie (maintenant le Corps de cavalerie constitué d'au plus cinq divisions) ne fut jamais employée comme telle, même si, comme cela est précisé dans le contexte de la BCC, elle servit au feu parmi l'infanterie ou dans les zones arrière, au sein du génie, ne menant que quelques patrouilles à cheval. Pendant l'année 1915, les offensives britanniques à Neuve-Chapelle, Festubert et Loos ont été menées sans qu'il y ait espoir de percée, car comme dans les années d'avant la guerre, l'arrivée et l'utilisation sur le champ de bataille de la technologie de la puissance de feu avaient fait en sorte que la défense était la meilleure façon de conduire la guerre. Par conséquent, la cavalerie fut largement inutilisée au cours de ces opérations, sauf pour renforcer l'infanterie<sup>16</sup>. La BCC continua de se distinguer au combat dans les rangs de l'infanterie jusqu'à la fin du mois de janvier 1916, date à laquelle la brigade redevint une force de cavalerie, au sein de la 5<sup>th</sup> Cavalry Division britannique, qui faisait partie du Corps de cavalerie britannique<sup>17</sup>.

Pendant les offensives de la Somme de la seconde moitié de 1916, la brigade fut gardée en réserve au sein de la 5<sup>th</sup> Cavalry Division, mais elle livra ses premiers combats comme force de cavalerie au début de 1917 pendant le repli des Allemands de la région de la Somme en direction de la nouvelle ligne Hindenburg. Pendant ce repli allemand, diverses formations de cavalerie furent chargées de poursuivre les Allemands et, dans ce contexte, de nombreux actes de bravoure furent portés au crédit de plusieurs régiments et escadrons. Aussi passionnantes et prometteuses qu'aient pu être ces actions, elles étaient loin de permettre la percée qu'attendaient les Britanniques. L'occasion suivante ne se présenta qu'en novembre de cette même année<sup>18</sup>. Toutefois, ce fut au cours de ces engagements que le Lieutenant F.M.W. Harvey du LSH gagna la Croix de Victoria pour avoir attaqué et pris une position de mitrailleuse, ce qui a sauvé la vie de nombreux soldats sous son commandement. Même si les opérations de la brigade à Cambrai en novembre de cette même année seront abordées plus loin, la brigade s'est également distinguée face aux offensives de Ludendorff en mars 1918. La BCC prouva sa valeur sur deux plans : comme infanterie montée en se maintenant devant les colonnes allemandes en progression et, du fait de sa puissance de feu, bien que limitée, en réussissant à retarder efficacement les colonnes ennemies. En fait, il a été reconnu que la BCC avait stoppé la progression de l'armée allemande à Amiens le 31 mars, au bois de Rifle et au bois de Moreuil<sup>19</sup>. La série d'attaques lancées par la brigade sur les bois de Moreuil et de Rifle, devant Amiens, fut une action tactique clé qui permit aux Alliés de conserver la ville d'Amiens et ce qui a contribué à contenir l'assaut allemand. Ce fut aussi au cours de ces actions que le Lieutenant G.M. Flowerdew du LSH gagna la Croix de Victoria pour avoir dirigé son escadron à cheval pour une attaque en contournant le bois de Moreuil<sup>20</sup>.

Même si les actions de la BCC à Amiens, le 8 août 1918, seront abordées plus loin, il reste qu'Amiens représente la dernière occasion pour l'armée britannique de réussir une percée. Pour des raisons qui seront traitées ultérieurement, la cavalerie fut de nouveau incapable d'exploiter le succès de l'assaut initial et, donc, elle ne put effectuer de percée.

Enfin, il faut mentionner les actions de la BCC au cours des derniers jours de la guerre. Après Amiens, la brigade ne combattit plus avant le 9 octobre, date à laquelle elle reçut l'ordre de marcher vers Mareth et de prendre les hauteurs au nord-ouest de Le Cateau. Ne rencontrant que peu de résistance et consolidant sa position au cours de



la soirée du 9 octobre, la brigade atteignit le lendemain Le Cateau, Montay et Neuilly-Inchy. Les dernières actions de la brigade avant le 11 novembre consistèrent à progresser et à libérer six autres villages français de cette même région, ce qui permit de faire environ 400 prisonniers, de s'emparer de plusieurs pièces d'artillerie et d'environ 100 mitrailleuses<sup>21</sup>.

Il apparut que le secret du succès sur le front occidental consistait à maîtriser la tactique de base de l'infanterie, à utiliser correctement les premières notions de coopération entre les chars et l'infanterie, à résoudre certains des nombreux problèmes associés au maintien de l'appui de l'artillerie sur toute la profondeur de l'assaut et, surtout, à remettre au premier plan le principe tactique de la surprise<sup>22</sup>. Mais cette formule du succès ne valait que s'il s'agissait d'enfoncer les lignes ennemies; elle ne permettait pas d'effectuer de percée. Ainsi, les assauts britanniques tenaient davantage d'attaques visant à « prendre et à tenir », c'est-à-dire des attaques destinées à enfoncer les lignes ennemies pour prendre des objectifs localisés que d'opérations laissant entrevoir une tentative de percée et, donc, un retour en grâce de la guerre de mobilité ou en rase campagne.

Malgré le succès de la formule, aucune percée ne réussit sur le front occidental et aucun retour à la guerre de mobilité ou à la guerre en rase campagne n'eut lieu. Dans l'analyse de ce problème précis, les « Leçons du Comité sur la Grande Guerre »



Un cavalier canadien examine le fusil d'un soldat allemand tué près d'Amiens, 1918

(Lessons of the Great War Committee) — mis sur pied en 1932 sur ordre du chef d'état-major impérial, le Feld-maréchal Lord Milne et présidé par le Lieutenant-général Sir Walter Kirke — étaient qu'à l'avenir, les percées tactiques ne seraient possibles qu'en combinant une forte mobilité, un plan des feux solidement pensé et la présence de brouillard, de fumée ou le recours à l'obscurité pour dissimuler les assaillants. Pendant la guerre et jusqu'au début des années 1930, les manuels et les méthodes d'instruction insistaient trop sur la phase « d'enfoncement des défenses » et n'indiquaient pas clairement la nécessité de disposer d'une force distincte toutes armes

pour transformer cet enfoncement des lignes ennemies en percée<sup>23</sup>. Mais même à la fin de 1918, il n'était pas possible de mettre en place une force distincte toutes armes, surtout une force basée sur les chars. Pendant la période de 1916 à 1918, les chars



**Prisonniers allemands escortés vers l'arrière par des troupes de cavalerie canadienne en août 1918**

n'ont jamais été autre chose qu'une plate-forme mobile d'appui-feu direct destinée à aider l'infanterie à enfoncer les lignes ennemies et ne se déplaçant qu'à peine plus vite que l'infanterie, mais disposant de bien moins d'endurance<sup>24</sup>. Selon Griffith, « compte tenu des conditions tactiques propres à la Grande Guerre, le char pouvait parfois neutraliser des mitrailleuses ennemies ou d'autres centres de résistance, mais à ces fins, ses performances n'étaient sans doute pas meilleures que celles de l'infanterie qui détruisaient les casemates à l'aide de mitrailleuses Lewis, de grenades à fusils ou de mortiers »<sup>25</sup>. John Terraine reprend dans la même veine : « tous les chars... étaient des armes inachevées, lentes et vulnérables. La vitesse maximale (sur route) d'un char Mark V en 1918 (char lourd principal des forces britanniques) était de 4,6 mi/h; pour sa part, le char moyen Mark A (« Whippet ») atteignait sur route la vitesse de 8,3 mi/h. Sur un champ de bataille parsemé de cratères, l'un ou l'autre pouvait, avec de la chance, rouler à 1,5 ou 2 mi/h »<sup>26</sup>. Cependant, J.F.C. Fuller et l'école de « mécanique » avaient une vision qui allait au-delà des limites des chars de l'époque. Fuller aurait été d'accord avec la recommandation du comité de Kirke concernant une force toutes armes distincte basée sur les chars et conçue pour percer les lignes ennemies. Pendant la guerre, Fuller avait présenté un plan de ce genre appelé « Plan 1919 », dans lequel il anticipait la nécessité de disposer d'une force mécanisée toutes armes axée sur les chars et utilisée comme force distincte capable d'exécuter des percées dans les défenses de l'ennemi, de pénétrer profondément dans les zones arrière ennemies et de couper ses voies de communication. Toutefois, l'armistice a empêché la pleine exécution du plan 1919. L'état de la technologie ne permettait pas encore de produire

---

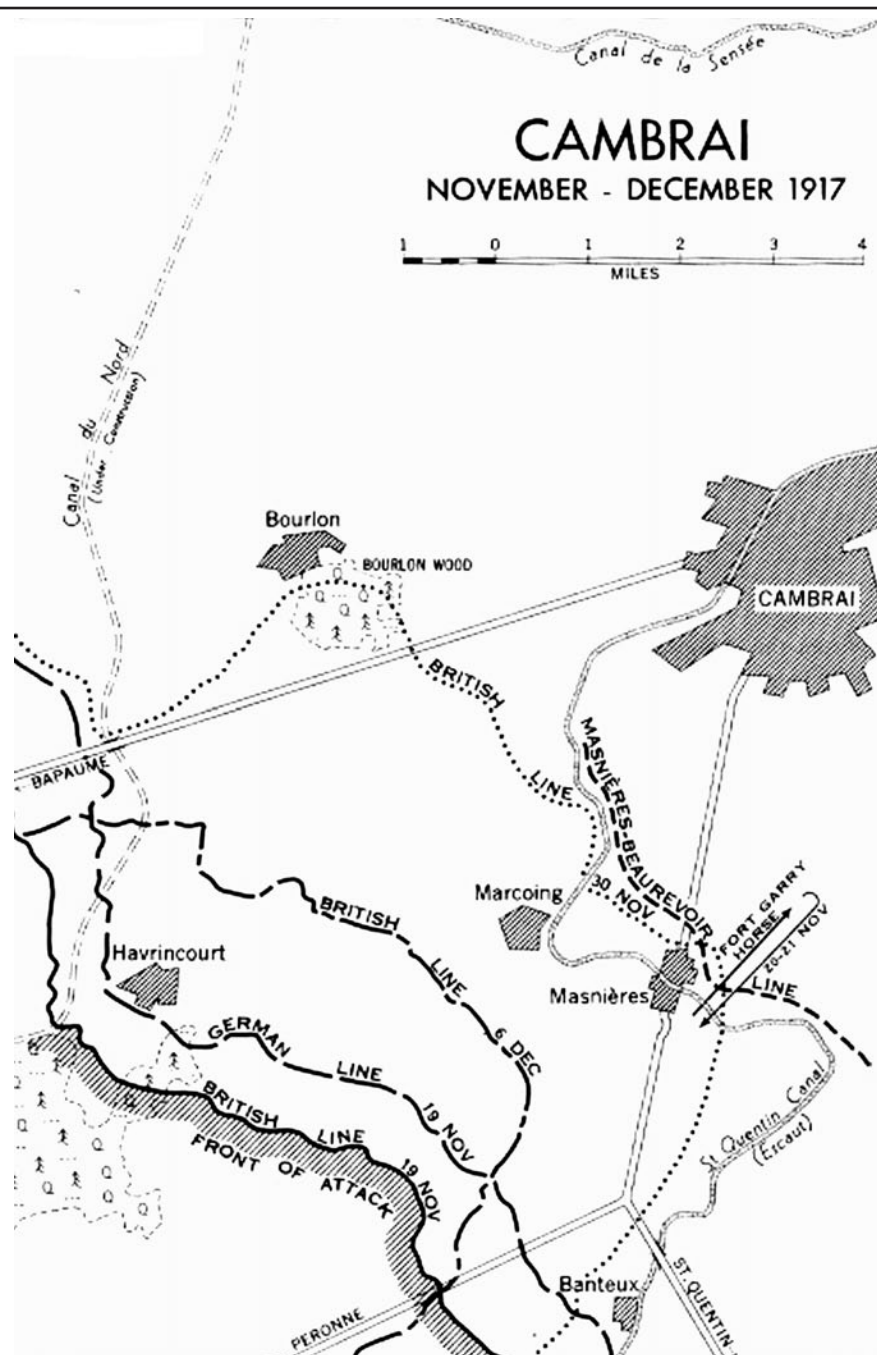
un char ayant la vitesse et la fiabilité requises. De plus, les engins de l'infanterie mécanisée, de l'artillerie et du génie devant accompagner cette force restaient à concevoir, à mettre à l'épreuve et à produire. Naturellement, le plan 1919, comme en témoigne A.J. Smithers, se révéla un succès lorsqu'il fut mis à l'épreuve, mais à ce moment, il s'agissait du plan 1940 et il fut appliqué par l'Allemagne<sup>27</sup>. Si la technologie ne permettait pas d'exécuter une percée, quelle était alors la solution?

La réponse à cette question, évidemment, était la cavalerie et c'est pour cela que Haig la conserva. Pour Haig, l'assaut décisif n'était que la troisième phase de l'offensive. De plus, si l'assaut pouvait ouvrir une brèche dans le réseau de tranchées de l'ennemi, et ce assez vite pour que les réserves les plus rapides de l'ennemi n'aient pas le temps de la colmater, alors la cavalerie pourrait emprunter cette brèche et mener la phase d'exploitation dans la zone logistique arrière de l'ennemi et couper ses voies de communication. Cette séduisante possibilité était toujours bien présente à l'esprit de Haig et c'est pourquoi il conserva la cavalerie pendant toute la guerre<sup>28</sup>. Naturellement, c'est à partir de ce point que la cavalerie s'est attachée au développement de fusils automatiques, d'appareils radio et d'une première doctrine toutes armes prévoyant l'emploi de mitrailleuses mobiles et de chars<sup>29</sup>.

Pendant la guerre, donc, la cavalerie était la seule arme capable de provoquer une percée du fait de sa mobilité<sup>30</sup>. À ce propos, Terraine a reconnu que l'incapacité à exécuter une percée pendant la guerre constituait une situation unique dans l'histoire de la guerre, compte tenu de la prédominance de la défense sur l'attaque, situation découlant de l'absence d'une arme mobile. Autrement dit, la cavalerie était presque périmée, mais l'antidote, la force mécanisée toutes armes présentée dans le plan 1919 de Fuller, restait à mettre en place. Pour illustrer cette situation, Griffith se réfère aux mémoires du Brigadier W.D. Croft qui, au cours de ses trois années de service à la 9<sup>th</sup> (Scottish) Division, a pu relever au moins trois occasions où ses troupes avaient ouvert une brèche dans laquelle il croyait que la cavalerie aurait pu s'engouffrer si seulement elle avait été sur place<sup>31</sup>. De la même façon, le Major W.H. Watson, membre du Corps blindé à Cambrai, estimait que la cavalerie aurait pu prendre le bois Bourlon le 20 novembre 1917<sup>32</sup>. Pour ces deux officiers, la cavalerie n'était certainement pas une arme dépassée. Cependant, si la cavalerie, malgré ses limites, pouvait toujours exécuter une percée, pourquoi cela ne s'est-il pas produit sur le front occidental?

### **Cambrai, 20 novembre 1917**

Le 24 octobre 1917, les Empires centraux, ayant renforcé le front italien avec six divisions allemandes supplémentaires, lancèrent une puissante offensive sur le haut Isonzo dans le nord de l'Italie. Utilisant des obus à gaz contre lesquels les masques des soldats italiens se révélèrent inefficaces, la Quatorzième Armée du Général Otto von Below écrasait les défenses italiennes au cours d'une bataille brillamment menée près de la ville de Caporetto. Ses défenses s'écroulant, le commandant des forces italiennes, le Général Cadorna, ordonna un repli vers la rivière Tagliamento, quarante milles à l'arrière. Toutefois, la poursuite rapide effectuée par les Allemands força les Italiens à revenir vers la rivière Piave — Mont Grappa — Adige, à environ quatre-vingts milles de la rivière Isonzo. Les rapports alarmants concernant le désastre de Caporetto firent en sorte que les troupes italiennes reçurent des renforts français et britanniques (six et cinq divisions, respectivement) entre le 10 novembre et le 12 décembre. Même si les



divisions alliées n'arrivèrent pas à temps pour stopper la progression allemande, leur présence fut déterminante pour empêcher l'effondrement militaire et politique de l'Italie<sup>33</sup>.

---

C'est dans le contexte de l'effondrement imminent de l'Italie, des offensives françaises manquées de Nivelles en avril et mai ainsi que des offensives britanniques épuisantes en Flandres, ayant mené à la prise de Passchendaele le 6 novembre, que fut autorisée l'offensive de Cambrai. Le 19 novembre, la veille de la bataille, il semble que Haig ait indiqué pourquoi, en définitive, il fallait attaquer les défenses allemandes à Cambrai : un succès améliorerait beaucoup la situation en Italie<sup>34</sup>. En revanche, la raison officiellement donnée par Haig était que puisque l'ennemi, pour maintenir ses défenses dans le secteur d'Ypres, avait été « obligé de réduire la garnison dans certaines autres parties de ses lignes », une attaque soudaine « à un endroit où il ne s'y attendait pas pourrait connaître un fort succès localisé »<sup>35</sup>. Selon Anglesey, Haig envisageait une opération relativement modeste qui rétablirait le prestige britannique et porterait un coup à l'Allemagne avant l'hiver<sup>36</sup>. Pour y arriver, Haig devait disposer d'un plan d'attaque qui garantirait le succès de l'opération; il se tourna donc vers la IIIe Armée.

La possibilité de mener des opérations dans les environs de Cambrai avait été envisagée dès avril 1917, alors que Haig avait ordonné aux IVe et Ve Armées d'élaborer des plans en vue d'attaques dans ce secteur. La relève subséquente de ces armées par la IIIe Armée avait donc reporté la responsabilité de l'établissement de ce plan sur les épaules du commandant de la IIIe Armée, le Général Sir Julian Byng<sup>37</sup>. Le plan resta latent au cours des longues offensives en Flandre, pendant l'été et le début de l'automne 1917. Toutefois, exactement pour les raisons indiquées précédemment, à la mi-octobre, Haig autorisa Byng à exécuter le plan avec diligence. En conséquence, Haig ordonna que les troupes nécessaires soient mises à la disposition de Byng et il fixa la date de l'attaque au 20 novembre<sup>38</sup>.

En fait, la planification d'une pareille offensive débuta dès la fin du mois d'août par des propositions d'Elles et de Fuller, tous deux ayant hâte de voir le char opérer comme un facteur essentiel de l'offensive. Les deux étaient convaincus que cela ne pouvait se produire en Flandre car les cratères remplis d'eau et les fossés de drainage détruits avaient transformé le terrain plat en marécage. Le 4 août, Fuller présenta un plan à Elles; il s'agissait de lancer un raid éclair d'envergure dans la région de Banteux-Crèvecœur-Marcoing-Ribécourt. Les chars, appuyés par des aéronefs volant à basse altitude, devaient profiter de la surprise pour franchir les barbelés et les tranchées des troupes allemandes. Le plan de Fuller fut transmis à la IIIe Armée le 5 août<sup>39</sup>.

L'officier général commandant (OGC) le IVe Corps, le Lieutenant-général Sir Charles Louis Woolcombe, fit ensuite parvenir un plan similaire à la IIIe Armée le 23 août. Le plan de Woolcombe prévoyait une attaque surprise pour faire diversion et détourner l'ennemi des opérations lentes et coûteuses en Flandre. Pour s'assurer de la surprise, Woolcombe envisageait de s'en remettre à l'arpentage pour le pointage des pièces d'artillerie au lieu des tirs de réglage et il prévoyait que des chars devraient ouvrir des brèches dans les barbelés pour que l'infanterie puisse lancer l'assaut. De plus, Woolcombe recommandait qu'un officier du Corps blindé soit envoyé en reconnaissance sur le front du IVe Corps afin qu'il détermine si les chars pourraient y opérer. Par conséquent, le Brigadier-général Elles visita le IVe Corps et suggéra d'élargir la portée de l'attaque. Byng acquiesça et envisagea qu'une opération réussie effectuée par les chars pourrait être suivie d'une opération d'envergure menée par la cavalerie afin d'exécuter une percée vers le nord-est, au-delà de Cambrai et de pénétrer profondément dans les lignes de communication allemandes<sup>40</sup>.

---

En conséquence, un plan élaboré d'après ces idées fut transmis au commandant en chef, qui fut favorablement impressionné. Toutefois, ce plan resta sur les tablettes jusqu'en septembre car il n'y avait pas assez de troupes disponibles en raison de la poursuite des offensives en Flandre. Cependant, quand arriva octobre, la décision quant à la date de l'offensive sur Cambrai ne pouvait plus attendre. Le 15 octobre, Haig approuvait le plan de Byng et faisait en sorte que quatre divisions supplémentaires, trois brigades de chars et le Corps de la cavalerie (composé de cinq divisions de cavalerie et placé sous le commandement du Lieutenant-général Sir C.T. McM. Kavanagh) soient mises immédiatement à sa disposition aux fins d'entraînement<sup>41</sup>.

Le 26 octobre, Byng réunit ses commandants de corps et leurs états-majors au quartier général de la IIIe Armée pour leur exposer le plan. Dans le secteur de Cambrai, le terrain convenait bien au type prévu d'opération parce qu'il n'avait pas été transformé en marécage par les pilonnages massifs de l'artillerie. En grande partie ferme et ondulé, le terrain était idéal pour les chars et la cavalerie. À cet endroit, la ligne Hindenburg était un formidable obstacle. Elle se composait de deux réseaux espacés de 500 verges à 1 mille, chacun ayant ses tranchées avant et ses tranchées d'appui. Les obstacles de barbelés étaient profonds de cinquante verges alors que les tranchées étaient larges de quinze pieds à leur sommet et profondes de dix. Les chars n'auraient aucune difficulté à écraser les barbelés, mais pour franchir les tranchées, ils devraient transporter des fascines qui serviraient à combler les tranchées pour permettre le passage des chars<sup>42</sup>.

Le plan de Byng était audacieux. Si le plan réussit pleinement, la ligne Hindenburg serait rompue de Saint-Quentin, à dix-sept milles au sud de Cambrai, jusqu'à la rivière canalisée Sensée, cinq milles au nord de la ville. L'intention de Byng était de s'emparer de la zone entre le Canal du Nord et le Canal Saint-Quentin, délimitée au nord par la rivière Sensée<sup>43</sup>. Pour y parvenir, les ordres de la IIIe Armée pour l'opération « GY », nom de code de l'opération, étaient de progresser IIIe Corps à droite (Lieutenant-général Sir William Pulteney) et IV<sup>e</sup> Corps à gauche effectuant la principale attaque pour enfoncer les lignes ennemies et appuyées par plus de 300 chars et profitant d'attaques d'appui menées par les VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> Corps. Le V<sup>e</sup> Corps était tenu en réserve. Une fois les lignes ennemies enfoncées, le Corps de cavalerie devait exécuter une percée, prendre Cambrai, le bois Bourlon ainsi que les points de franchissement de la Sensée et intercepter les troupes tenant les premières lignes allemandes entre Havrincourt et la rivière<sup>44</sup>. Donc, Byng envisagea de mener son offensive en trois étapes :

- ◆ Attaque de l'infanterie sur les lignes organisées des Allemands, incluant la prise des sites de franchissement du Canal de l'Escaut [Canal Saint-Quentin] à Masnières et Marcoing et de la ligne Masnières-Beaurevoir à l'est de ces endroits.
- ◆ Progression de la cavalerie pour isoler Cambrai et prendre les sites de franchissement de la rivière Sensée; prise du bois Bourlon par le IV<sup>e</sup> Corps.
- ◆ Nettoyage de Cambrai et du quadrilatère délimité par le Canal de l'Escaut, la rivière Sensée et le Canal du Nord, et élimination des divisions allemandes ainsi isolées<sup>45</sup>.

Les instructions détaillées du IIIe Corps précisait la nécessité de « prendre les points de franchissement du Canal de l'Escaut à Masnières et Marcoing ainsi que la ligne Masnières — Beaurevoir à l'est, afin d'ouvrir une brèche dans laquelle la cavalerie



---

pourrait passer»<sup>46</sup>. La tâche principale du IV<sup>e</sup> Corps était de déployer à l'avant des avant-gardes toutes armes pour prendre le bois Bourlon le jour Z. Enfin, le Ve Corps, en réserve, devait progresser vers le nord et le nord-est pour exploiter le succès aussi loin que la rivière Sensée et de franchir la rivière pour prendre et tenir les hauteurs, au nord de celle-ci<sup>47</sup>.

En ce qui concerne le Corps de cavalerie, les tâches attribuées par la III<sup>e</sup> Armée pour le jour Z étaient les suivantes :

**Premièrement** — Encercler et isoler Cambrai, occuper les principaux points ayant une importance tactique, bloquer toutes les issues de la ville et détruire les moyens de communication.

**Deuxièmement** — Prendre les points de franchissement situés sur la rivière Sensée entre Paillencourt et Palluel (inclusivement).

**Troisièmement** — Protéger le flanc des forces engagées dans le nettoyage du quadrilatère formé par le Canal de l'Escaut, la rivière Sensée et le Canal du Nord, ainsi que la progression du Ve Corps vers le nord et le nord-est<sup>48</sup>.

Parmi les cinq divisions du Corps de cavalerie, un certain regroupement eut lieu. La 1<sup>re</sup> Division de cavalerie fut placée sous le commandement du IV<sup>e</sup> Corps, tandis que la brigade Lucknow de la 4<sup>e</sup> Division de cavalerie fut rattachée au III<sup>e</sup> Corps. Le plan du Corps de cavalerie pour les autres formations prévoyait que les 5<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> Divisions de cavalerie, dans cet ordre, avanceraient derrière le III<sup>e</sup> Corps et exécuteraient la percée initiale sur le Canal de l'Escaut, puis pivoteraient vers l'est et le nord de Cambrai. La 3<sup>e</sup> Division de cavalerie et les deux brigades restantes de la 4<sup>e</sup> seraient tenues en réserve<sup>49</sup>. Mais le plus important, il incombait à Kavanagh de veiller à ce que ses divisions de tête — la 5<sup>e</sup> (à laquelle appartenait la BCC) et la 2<sup>e</sup> — traversent, le jour Z, dès que l'infanterie du III<sup>e</sup> Corps aurait pris les ponts à Masnières et Marcoing et aurait permis de franchir la ligne Masnières-Beaurevoir, ce qui pouvait se produire n'importe quand après l'heure zéro (6 h 20) plus quatre heures et demie. Pour réussir, Kavanagh devait suivre d'aussi près que possible l'attaque de l'infanterie avec tous les moyens à sa disposition<sup>50</sup>. Pour ouvrir des passages dans les barbelés, le Corps de cavalerie avait reçu douze chars équipés pour tirer les barbelés<sup>51</sup>.

L'élément clé du plan était, évidemment, la surprise. L'ordre de Byng du 17 novembre indiquait que « l'élément de surprise [était] l'aspect clé des opérations des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps d'armée. » En outre, l'ordre précisait que si l'effet de surprise était obtenu et que si les lignes allemandes étaient enfoncées, « une occasion unique pour la cavalerie [sic] se présentera. Cette action peut avoir un effet bien plus important, non seulement sur la situation locale, mais sur le déroulement de la guerre »<sup>52</sup>. La surprise était alors possible parce que les nombreux chars Mark IV pourraient écraser les obstacles de barbelés et venir à bout des défenses immédiates sans qu'il faille au bombardement au préalable pour parvenir à ces mêmes résultats. De plus, l'artillerie pouvait exécuter des tirs de contre-batteries et des tirs de suppression et elle était en mesure d'effectuer des tirs de barrage sans tirs de réglage préliminaires, et ce grâce aux progrès de l'arpentage et aux techniques de régimage réalisés depuis l'automne 1917. Le tir de l'artillerie ne visait maintenant plus la destruction mais plutôt la neutralisation, ce qui signifiait aussi que le terrain ne serait plus rendu impraticable pour les chars et la cavalerie<sup>53</sup>.

Par conséquent, tous les préparatifs du combat eurent lieu dans le plus grand secret. La III<sup>e</sup> Armée fit en sorte que de fausses rumeurs se répandent à Amiens et ailleurs. Il fut heureux, compte tenu du regroupement de moyens logistiques, de chars, de cavalerie et de troupes, que le temps demeura couvert et brumeux, ce qui contribua à dissimuler les préparatifs et les mouvements dans la zone arrière. Les transmissions devaient être étendues et améliorées, mais pour des raisons de sécurité, il était interdit



**Chevaux au repos en lignes d'escadron. Les cavaliers demeuraient avec leurs chevaux dans la mesure du possible**

de creuser des tranchées pour enfouir les fils. En conséquence, des câbles blindés furent mis au point afin d'être simplement déposés sur le sol à mesure que les brigades et les divisions progresseraient. Pour maintenir les communications avec la cavalerie, des radios, des estafettes, des signaux visuels et des pigeons devaient être utilisés. Un câble serait rapidement mis en place jusqu'à Marcoing où serait établi un centre avancé de transmissions au sein du quartier général du Corps de cavalerie<sup>54</sup>.

Les routes Metz-Trescault-Ribécourt, Gouzeaucourt-Villers Plouich et Gouzeaucourt-la Vacquerie furent réservées à la cavalerie et il fallait les améliorer aussi loin que possible vers l'avant, mais sans attirer l'attention de l'ennemi<sup>55</sup>. Les zones de concentration des divisions du Corps de cavalerie se trouvaient à l'est, au sud et à l'ouest de Péronne, la plus proche, celle de la 5<sup>e</sup> Division de cavalerie, se trouvait à l'intérieur et autour de Tincourt, à environ dix milles du front, à Villers Plouich<sup>56</sup>. La cavalerie entama sa progression à 12 h 50 le matin du 20 novembre; la 5<sup>e</sup> Division de cavalerie quitta alors Tincourt, suivie des 2<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions de cavalerie. À 8 h, toutes les divisions de cavalerie avaient atteint sans incident leurs zones de rassemblement avancées situées dans le secteur de Fins, à environ six milles du front<sup>57</sup>.

À 6 h 20, les chars et l'infanterie des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps s'avancèrent sur un front d'environ six milles. Dans le secteur du III<sup>e</sup> Corps, la 12<sup>e</sup> Division (Major-général A.B. Scott) se

trouvait à droite, la 20<sup>e</sup> Division (Major-général W.D. Smith) au centre et la 6<sup>e</sup> Division (Major-général T.O. Marsden) à gauche. Ces trois divisions prirent rapidement leurs objectifs, mais la 12<sup>e</sup> livra de violents combats au bois Lateau. Mais le plus important est qu'à 11 h, la 20<sup>e</sup> Division avait franchi le réseau avancé de la ligne Hindenburg et approchait rapidement de ses prochains objectifs à Masnières et Marcoing où il fallait prendre les points de franchissement du Canal Saint-Quentin (Canal de l'Escaut). Dans le secteur du IV<sup>e</sup> Corps, la 51<sup>e</sup> Division (Major-général G.M. Harper) se heurta à une vive résistance devant Flesquières et à la tombée de la nuit, le 20 novembre, elle avait établi une défense improvisée dans cette zone. Ailleurs dans le secteur du IV<sup>e</sup> Corps,



**Faire place au futur de la « cavalerie », une voiture de la Brigade motorisée d'automitrailleuses en manœuvres, août 1918**

la 62<sup>e</sup> Division (Major-général W.P. Braithwaite) avait réussi, à 10 h 30, à prendre son second objectif, le réseau avancé de la ligne Hindenburg dans son secteur jusqu'au point où ce réseau franchit le Canal du Nord. Enfin, à la gauche de la 62<sup>e</sup> Division se trouvait la 36<sup>e</sup> (Ulster) Division (Major-général O.S.W. Nugent), à l'ouest du Canal du Nord. À 11 h 20, cette division avait atteint son deuxième objectif, dans le réseau avancé de la ligne Hindenburg.

À 11 h 30, sauf à Flesquières, les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps avaient pris l'avant-poste et les zones de combat de la ligne Hindenburg sur presque toute la largeur du front. Dans ce secteur, les Allemands avaient subi de lourdes pertes, mais à cette étape des combats, la transmission de l'information était devenue très lente, surtout parce que les signaux visuels étaient presque impossibles en raison du brouillard et parce que bien des fils avaient été coupés ou restaient à poser jusqu'aux quartiers généraux avancés. La

---

brigade de tête (la BCC commandée par le Brigadier-général Seely) de la 5<sup>e</sup> Division de cavalerie attendait au sud-ouest de Gouzeaucourt quand, à 11 h 40, elle reçut l'ordre du Corps de cavalerie de se mettre en marche et de rester en contact avec l'infanterie, à l'avant. L'ordre précisait aussi que la situation à Masnières et à Marcoing n'était pas claire<sup>58</sup>.

À 10 h 15, la réserve du III<sup>e</sup> Corps, la 29<sup>e</sup> Division (Major-général Sir B. de Lisle), reçut l'ordre d'avancer, de traverser les positions des 6<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> Divisions et de franchir le canal pour prendre Masnières et Marcoing, les ponts sur le canal et la partie de la ligne Masnières-Beaurevoir dans ce secteur. Les trois brigades (86<sup>e</sup>, 87<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup>) de la division furent déployées à l'avant sans qu'un seul bataillon soit tenu en réserve car de Lisle estimait que l'ennemi était en déroute et ne pourrait pas opposer de résistance structurée. En avançant rapidement, de Lisle ne prévoyait aucune véritable difficulté à franchir le canal ni à occuper la ligne Masnières-Beaurevoir<sup>59</sup>.

Par conséquent, la 88<sup>e</sup> Brigade fit mouvement vers Masnières par la Vacquerie. Se heurtant à de la résistance depuis l'intérieur et les environs de Masnières, la brigade constitua une petite tête de pont formée de deux compagnies (du 4/Worcestershire) sur la rive opposée du canal, et prit le pont principal enjambant le canal. Vers 12 h 40, un char appuyant le 4/Worcestershire tenta de traverser le pont, ce qui causa son effondrement et le char fut coincé entre les deux extrémités du pont rompu. Il n'y avait à proximité immédiate aucun autre pont que pourrait emprunter un char et l'infanterie constituant la tête de pont était maintenant sous le feu nourri de l'ennemi.

Pendant ce temps, grâce aux chars chargés d'éliminer les barbelés et au bataillon de piste de la cavalerie, les éléments de tête de la BCC atteignaient les faubourgs sud de Masnières à 13 h 39 et Seely s'était avancé pour faire sa jonction avec l'infanterie des 20<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> Divisions. À 14 h, Seely rencontra le commandant de la 88<sup>e</sup> Brigade (Brigadier-général H. Nelson) qui lui mentit en affirmant que ses chars d'appui avaient franchi le canal et que ses bataillons atteignaient maintenant leurs objectifs sur la ligne Masnières-Beaurevoir. Devant ces nouvelles, Seely ordonna à son régiment de tête, le Fort Garry Horse (FGH) (Lieutenant-colonel Paterson) de poursuivre la progression. Se tenant sur les talons des bataillons de tête de la 88<sup>e</sup> Brigade, la cavalerie canadienne entra dans le village de Masnières à 14 h 15, uniquement pour constater que le pont principal était rompu et que l'ennemi, de l'autre côté, opposait une vive résistance. Toutefois, à 300 verges au sud-est de ce pont, le 2/Hampshire avait découvert une écluse sur le canal et le bataillon franchissait l'obstacle. Les membres du FGH se rendirent jusqu'à l'écluse et, après construction d'un passage pour les chevaux avec l'aide de l'escadron de mitrailleuses de la Brigade de cavalerie canadienne et de certains habitants de la localité, la cavalerie, escadron B en tête, commença à franchir le canon à 15 h 30. Une demi-heure plus tard, l'escadron B était rassemblé du côté opposé et il entamait sa progression vers la crête située à l'est de Rumilly<sup>60</sup>.

Pendant ce temps, les efforts de la 88<sup>e</sup> Brigade pour consolider sa tête de pont sur le côté est du canal et pour prendre sa partie de la ligne Masnières-Beaurevoir ne donnaient pas les résultats escomptés à cause de l'absence d'appui de l'artillerie et de l'impossibilité pour les chars de franchir le canal<sup>61</sup>. À 22 h, la 88<sup>e</sup> Brigade disposait de l'équivalent de deux bataillons de l'autre côté du canal, mais sans appui de l'artillerie et des chars, il était impossible d'atteindre les objectifs. En conséquence, au cours de la

---

nuît du 20 au 21 novembre, ces troupes n'eurent d'autre choix que de consolider leurs positions et se préparer à déployer de nouveaux efforts le matin venu<sup>62</sup>.

L'escadron B du FGH, en début de soirée, continuait à progresser vers Rumilly. Alors que l'escadron traversait le canal, le Major-général W.H. Greenly (OGC 2<sup>e</sup> Division de cavalerie) avait rejoint Seely et Nelson à Masnières et avait conclu que la journée était trop avancée pour que la cavalerie puisse atteindre ses objectifs et ainsi se conformer au plan original qui prévoyait une percée initiale sur le canal, puis un mouvement tournant vers l'est et le nord de Cambrai<sup>63</sup>. Donc, Greenly ordonna à Seely de stopper le franchissement du canal pour aider la 88<sup>e</sup> Brigade à tenir Masnières et à rappeler les troupes qui avaient déjà traversé. Cet ordre ne parvint à Paterson que bien après que l'escadron B ait franchi le canal et alors qu'il n'était plus en contact avec le reste du régiment<sup>64</sup>. Par conséquent, l'escadron B, maintenant isolé et sous les ordres du Lieutenant H. Strachan (le commandant de l'escadron avait été tué peu après la traversée du canal), continua à progresser, bouscula une batterie d'artillerie allemande et dispersa des groupes désorganisés de fantassins allemands. Constatant que ses effectifs diminuaient et que le reste du régiment et de la brigade ne le suivait pas, Strachan ramena ses hommes à pied vers le canal qu'ils franchirent tôt le 21 novembre<sup>65</sup>. Ce qui est intéressant dans les activités de l'escadron B, c'est que la neutralisation de la batterie allemande et la dispersion subséquente de l'infanterie allemande semblent avoir ouvert une brèche dans la ligne Masnières-Beaurevoir. Le rapport de Strachan suggère que la ligne, à cet endroit, n'est qu'une série de tranchées décalées factices n'ayant presque pas de barbelés devant elles. Toutefois, il y avait quelques casemates de béton d'où faisaient feu des mitrailleuses<sup>66</sup>. Pour Strachan, il était clair que les unités allemandes avoisinantes étaient mal en point et presque inaptes au combat : « À ce que je voyais, il y avait des Allemands en uniforme, mais aucun n'avait d'armes et nous étions dans le paradis de la cavalerie »<sup>67</sup>. Évidemment, le commandant de Strachan, le Lieutenant-colonel Paterson, quelques années après la guerre, se révéla convaincu que si le reste de la BCC avait suivi l'escadron B, l'offensive britannique de cette journée aurait pu se terminer par une victoire plus grande, peut-être même par une percée jusque dans les zones arrière des troupes allemandes :

Il n'y a jamais eu le moindre doute dans mon esprit que si l'escadron de tête [escadron B] avait été solidement appuyé, toute l'opération sur ce côté de Cambrai se serait déroulée comme prévu. En fait, un an plus tard, quand j'ai pu questionné les civils de la région de Le Cateau, j'ai appris que la confusion régnait dans les rangs allemands, même aussi loin, ce qui signifiait que la cavalerie britannique avait réussi une percée<sup>68</sup>.

Au cours de la nuit du 20 au 21 novembre, la situation était telle que le flanc droit du III<sup>e</sup> Corps était tenu par les 12<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> Divisions et il s'étirait depuis le front au nord-est de Gonnellieu le long de la crête Bonavis jusqu'au canal de l'Escaut à Crèvecœur. Au-delà du canal, la 29<sup>e</sup> Division disposait de troupes sur le côté est du canal, près de Masnières, où les combats se poursuivirent une grande partie de la nuit. Toutefois, aucune position solide n'avait été établie sur la ligne Masnières-Beaurevoir. Marcoing, Noyelles et le bois Neuf avaient été pris par la 29<sup>e</sup> Division. Le flanc gauche du III<sup>e</sup> Corps était tenu par la 6<sup>e</sup> Division qui disposait d'avant-postes sur la crête Premy Chapel et qui était en contact avec l'unité de flanc droit du IV<sup>e</sup> Corps, la 51<sup>e</sup> Division, qui se trouvait toujours dans les tranchées avant, à Flesquières. De ce point, la ligne se



---

prolongeait vers le nord où la 62<sup>e</sup> Division se trouvait face à l'est sur la route reliant Graincourt à Bapaume-Cambrai. Sur la gauche de la 62<sup>e</sup> Division se tenaient les 36<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> Divisions, qui entraient en contact avec les lignes originales britanniques à Boursies<sup>69</sup>. Pendant la soirée, les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Divisions de cavalerie demeurèrent à l'intérieur et autour de Masnières et de Marcoing. Quand la situation sur le front le permettrait, ces unités devaient s'avancer et poursuivre leurs missions initiales<sup>70</sup>.

L'attaque britannique du 20 novembre a pris les Allemands complètement par surprise. Le secteur de Cambrai était tenu par les troupes de la Deuxième Armée allemande (Général von der Marwitz). Entre un point situé un mille au nord de la route Bapaume-Cambrai et Havrincourt, la ligne était tenu par la 20<sup>e</sup> Division Landwehr (Lieutenant-général F. von Hanstein). De Havrincourt à la Vacquerie était déployée la 54<sup>e</sup> Division (Lieutenant-général F. von Watter). Les deux divisions appartenaient au XIII<sup>e</sup> Corps et elles étaient appuyées par trois batteries d'obusiers et six batteries d'artillerie. De plus, le 19 novembre, la 107<sup>e</sup> Division (Major-général Havenstein) avait commencé à entrer dans Cambrai pour relever la 20<sup>e</sup> Division Landwehr<sup>71</sup>. Les rapports allemands font état du sentiment de détresse des fantassins face aux assauts de chars et d'infanterie qu'ils ne savaient pas comment contrer. Au cours de la matinée, la situation empira pour les Allemands qui furent forcés d'envisager la destruction des ponts sur le canal et un vaste désengagement. En fait, à l'est, de Masnières à Crèvecœur, brèche large d'un mille, la ligne Masnières-Beaurevoir était inoccupée toute la matinée. Dans l'après-midi, la 107<sup>e</sup> Division y déploya d'urgence son infanterie et réussit à disperser ses bataillons pour renforcer les positions s'étendant de Flesquières, face à la 51<sup>e</sup> Division, jusqu'à, sur la gauche, des positions sur la ligne Masnières-Beaurevoir (trois bataillons) entre Masnières et Crèvecœur (devant la 29<sup>e</sup> Division)<sup>72</sup>. De toute évidence, ce sont des troupes de la 107<sup>e</sup> Division allemande que la 29<sup>e</sup> Division combattit sur la ligne Masnières-Beaurevoir plus tard dans l'après-midi du 20, et que l'escadron B du FGH rencontra aussi au nord-est de Masnières. D'autres formations et unités allemandes au repos dans d'autres parties de la zone arrière allemande autour de Cambrai furent aussi déployées pendant la journée, mais aucune ne combattit le 20 novembre. De façon inexplicable, d'après les rapports allemands, la poussée britannique commença à ralentir dans l'après-midi du 20, et elle était stoppée à la nuit tombée<sup>73</sup>.

Haig rendit visite à Byng au quartier général de la III<sup>e</sup> Armée à Albert à 16 h 30 le 20. Les rapports indiquaient que la condition requise pour la progression de la cavalerie, soit l'ouverture d'une brèche dans la ligne Masnières-Beaurevoir, n'existait pas encore et elle n'existerait que le 21 au bout d'exténuants combats. Haig approuva la décision de Byng de lancer une nouvelle attaque le matin. En conséquence, Byng voulait faire de la crête Bourlon son principal objectif, mais il fallait aussi s'efforcer de prendre la ligne Masnières-Beaurevoir, entre Marcoing et Crèvecœur, pour que la cavalerie puisse passer. La première mission fut confiée au IV<sup>e</sup> Corps tandis que la seconde le fut au III<sup>e</sup> Corps. Les autres tâches de ces deux corps et du Corps de cavalerie étaient celles que prévoyaient les ordres du 13 novembre<sup>74</sup>.

Les préparatifs en vue des opérations du lendemain matin ne furent faciles dans aucun des corps. Les communications n'étaient pas fiables tandis que l'obscurité, la pluie et la boue compliquaient et ralentissaient les déplacements et la coordination. Ainsi, la nouvelle attaque du III<sup>e</sup> Corps ne put être lancée avant 11 h tandis que les attaques du IV<sup>e</sup> Corps débutèrent plus tôt, mais de façon désordonnée, sans la coordination voulue.



---

En outre, les plans du III<sup>e</sup> Corps furent bousculés par une contre-attaque allemande lancée à 10 h contre la 88<sup>e</sup> Brigade. Même si la contre-attaque fut repoussée, la 88<sup>e</sup> Brigade n'était plus en état de participer à l'assaut combiné des 29<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> Divisions, à 11 h. Les attaques et les contre-attaques se succédèrent pendant le reste de la journée. Toute la journée, les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Divisions de cavalerie restèrent à leurs positions à l'intérieur et autour de Marcoing et Masnières, prêtes à exploiter le succès en empruntant une brèche ouverte dans la ligne Masnières-Beaurevoir, pour peu que l'infanterie parvienne à la créer. Toutefois, l'occasion ne se présenta pas le 21. En fait, à partir de 14 h 30, il était clair que l'ennemi avait acheminé des renforts sur la ligne Masnières-Beaurevoir et que jamais la cavalerie ne pourrait exploiter un succès à l'est de Cambrai<sup>75</sup>. Les Allemands, pendant la nuit du 20 au 21 novembre, avaient réussi à acheminer à l'avant des renforts considérables. Au cours de la matinée, une grande partie de la 214<sup>e</sup> Division allemande était arrivée de Douai et, à midi, un régiment d'infanterie et un régiment d'artillerie de la 30<sup>e</sup> Division allemande étaient sur place. En début de soirée, ces divisions étaient déployées près de la 107<sup>e</sup> Division et des restes de la 20<sup>e</sup> Division Landwehr et de la 54<sup>e</sup> Division<sup>76</sup>. Les lignes allemandes étaient ainsi trop puissamment défendues pour que les Britanniques puissent les enfoncer, mais ils allaient tout de même essayer pendant une semaine encore.

Selon les comptes rendus officiels canadiens, à partir du deuxième jour, la bataille dégénéra en course contre les renforts allemands dépêchés en toute hâte par la Quatrième Armée en Flandre. L'attaque britannique atteignit les limites de ses possibilités le 23 avec la prise du bois Bourlon, mais il était dès lors impossible de réussir une percée par manque d'élan et d'occasion. Certains historiens ont soutenu que les chances de percée avaient disparu au début de la soirée du 20, après déploiement des renforts allemands devant les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps, et selon eux, c'est alors qu'il aurait fallu mettre un terme à l'offensive<sup>77</sup>. Cependant, les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps, revenant aux méthodes d'attaques traditionnelles de l'infanterie et de l'artillerie, continuèrent à épuiser leurs forces dans des attaques sporadiques au cours des jours suivants. En conséquence, le 27, les Allemands purent reprendre le bois Bourlon et le 30, la Deuxième Armée allemande lançait une puissante contre-attaque qui contraignit la III<sup>e</sup> Armée britannique à reculer de près de trois milles. Les combats dans ce secteur du front cessèrent au début de l'hiver, quand les premières tempêtes de neige s'abattirent, la première semaine de décembre<sup>78</sup>.

Le succès remporté par la III<sup>e</sup> Armée le matin du 20 novembre était sans nul doute le résultat de la découverte d'une formule tactique d'attaque valable. L'armée britannique avait maintenant trouvé une façon de traverser la zone battue par le tir. Fuller décrit ainsi la formule du succès : « Dans cette bataille, aucun bombardement d'artillerie préalable n'a eu lieu. Au lieu de cela, par groupes de trois, les chars ont opéré comme des batteries blindées mobiles, devant l'infanterie »<sup>79</sup>. Évidemment, la nouvelle tactique contribua à l'effet de surprise contre les Allemands le 20 novembre. Toutefois, cette formule ne permet d'obtenir que la moitié du résultat escompté puisqu'à cette occasion, la III<sup>e</sup> Armée réussit uniquement à enfoncer les défenses allemandes. Autrement dit, l'assaut surprise mené par les chars et l'infanterie appuyé par un tir de barrage et un bombardement constituait une formule parfaite pour enfoncer les défenses ennemies, mais insuffisante pour permettre une percée. Il s'agissait de « prendre et de tenir une position ». Les chars de l'époque n'avaient ni la vitesse ni la

mobilité voulues pour exécuter une percée. Naturellement, à la fin du jour Z, la plupart des 300 chars regroupés pour l'assaut étaient en panne, détruits ou perdus. Seule une force de cavalerie opérant avec les autres armes et appuyée par elles pouvait réussir une percée. Malheureusement, à Cambrai, le degré de coordination requis n'existait pas. Selon les comptes rendus officiels britanniques, « l'efficacité technique, l'audace et la clairvoyance qui caractérisaient les préparatifs de la III<sup>e</sup> Armée en vue d'un assaut surprise mené par des chars et l'infanterie contre les défenses de la ligne Hindenburg n'avaient pas de contreparties dans les mesures prises pour exploiter le succès »<sup>80</sup>.

Comme les Allemands le constatèrent dans l'après-midi du 20, le rythme de l'assaut s'était considérablement atténué et, à la tombée de la nuit, l'assaut était stoppé. Par conséquent, la bataille s'était transformée en course contre la montre, les Britanniques cherchant à exploiter leur succès avant que les Allemands puissent acheminer des renforts pour déjouer la poussée britannique. Examinons maintenant pourquoi le rythme de l'assaut britannique n'a pu être maintenu pendant toute la journée du 20.

Les comptes rendus officiels britanniques indiquent que la III<sup>e</sup> Armée fut obligée d'établir un équilibre entre les forces nécessaires à l'assaut initial pour enfoncer les



Le Général R.W. Patterson

lignes ennemies et les forces requises pour effectuer la percée et l'exploitation. Fuller ajoute que « même si cette bataille a montré qu'une véritable solution à l'impasse avait été découverte, le manque de réserves a conduit à un échec tactique »<sup>81</sup>. Exception faite de la cavalerie, les seules troupes en réserve étaient celles du V<sup>e</sup> Corps. Toutefois, au cours de la matinée du 20, le V<sup>e</sup> Corps resta dans sa zone de rassemblement, vingt milles à l'arrière, parce que les zones avancées étaient encombrées par l'artillerie, la cavalerie, etc. Donc, si les seules véritables réserves disponibles pendant la

matinée du 20 étaient les divisions de cavalerie, en particulier, la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie sous le commandement du IV<sup>e</sup> Corps pour la prise du bois Bourlon et les 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Divisions de cavalerie suivant le III<sup>e</sup> Corps, les rapports officiels britanniques soulignent qu'à l'évidence, on s'attendait à trop des divisions de tête des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps. Pour que la cavalerie puisse réussir une percée, surtout dans le secteur du III<sup>e</sup> Corps, il fallait que les objectifs ultimes du corps aient été de prendre le réseau de soutien de la ligne Hindenburg : la ligne Masnières-Beaurevoir<sup>82</sup>.

---

Dans le secteur du III<sup>e</sup> Corps, où opérait la BCC, le Canal de l'Escaut, au-delà duquel se trouvait la ligne Masnières-Beaurevoir, constituait un formidable obstacle à la progression du III<sup>e</sup> Corps et à la percée subséquente que devait exécuter la cavalerie. La III<sup>e</sup> Armée et le III<sup>e</sup> Corps comptaient sur la progression rapide des chars pour prendre intacts les ponts à Masnières et à Marcoing. Cependant, la résistance allemande dans ce secteur, même avant l'arrivée des renforts de la 107<sup>e</sup> Division au cours de l'après-midi, fut telle que quand le III<sup>e</sup> Corps jeta la 29<sup>e</sup> Division dans la bataille tôt dans l'après-midi du 20, il fut impossible de prendre les ponts sur le canal et d'ouvrir dans la ligne Masnières-Beaurevoir la brèche requise pour que la cavalerie effectue une percée. Toutefois, la 29<sup>e</sup> Division aurait pu réussir si la coordination toutes armes avait été meilleure. Le quartier général de la 29<sup>e</sup> Division était resté près de Gouzencourt, près de six milles à l'arrière, bien trop loin pour maintenir le commandement et le contrôle des opérations subséquentes, compte tenu des problèmes de communication constatés dans l'après-midi<sup>83</sup>. En outre, la plupart des chars proches du canal ainsi que le gros de l'infanterie ne relevaient pas de la 29<sup>e</sup> Division, alors que les ressources divisionnaires en artillerie, telles que décrites, furent incapables de fournir l'appui requis pour l'atteinte des objectifs<sup>84</sup>.

Pendant cette journée, les activités de l'escadron B du FGH illustrent le fait que la possibilité de percée existait bel et bien pendant la matinée et jusqu'au début de l'après-midi du 20 novembre et que le rôle de la cavalerie canadienne pour l'exécution de la percée était viable. Toutefois, le rythme de l'attaque initiale réussie de la III<sup>e</sup> Armée n'a pu être maintenu, principalement en raison d'un manque général de planification d'état-major aux niveaux de l'armée, des corps et des divisions et aussi en raison d'un manque de coordination toutes armes, exception faite de la coordination établie pour l'assaut initial; il est faux d'affirmer que c'est parce que la cavalerie n'a pu jouer son rôle, déduction souvent tirée dans ce cas<sup>85</sup>. Le manque de coordination toutes armes fut aggravé par les mauvaises communications, surtout à mesure que la journée avançait, et le service des transmissions fut contraint de poser sur le sol, temporairement, de plus en plus de fils susceptibles d'être endommagés par les fantassins et les chars qui se déplaçaient vers l'avant. L'échec de Byng à faire en sorte que le V<sup>e</sup> Corps s'approche davantage des III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Corps, en position pour exploiter le succès des corps de tête ou, du moins, pour les renforcer, contribua fortement à l'impossibilité, pour les corps de tête, de maintenir leur élan et d'atteindre leurs objectifs. De plus, s'en remettre aux efforts mal coordonnés et insuffisamment appuyés des brigades de réserve déjà épuisées des 51<sup>e</sup> et 62<sup>e</sup> Divisions, de concert avec ceux de la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie, pour prendre la crête de Bourlon, sans compter les efforts mal coordonnés de la 29<sup>e</sup> Division pour prendre et tenir les ponts du Canal de l'Escaut, était faire preuve d'un excès d'optimisme. Clairement, Byng avait sous-estimé l'ampleur des efforts requis pour enfoncer les défenses ennemies et, de là, pour exécuter une percée. Par conséquent, le rythme fut cassé dans l'après-midi du 20 même si la possibilité de percée persista pendant la plus grande partie de la journée.

La cavalerie des 2<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Divisions de cavalerie, surtout les Canadiens du FGH, compte tenu de leurs propres efforts pour demeurer avec l'infanterie qui progressait, étaient prêts à effectuer une percée dans la ligne Masnières-Beaurevoir, et cela était possible, si seulement une brèche avait été ouverte. En théorie, il est juste de dire que la cavalerie aurait pu réussir une percée au cours de la matinée si seules les conditions

---

précédentes avaient été mieux remplies. Toutefois, la durée pendant laquelle la cavalerie aurait pu poursuivre sa percée et la distance parcourue dans la zone arrière des troupes allemandes est une toute autre question; la réponse relèverait de la spéculation, ce qui sort du propos du présent article. Malheureusement, la cavalerie n'eut aucune autre occasion de cette qualité pendant le reste de l'offensive à Cambrai et il faudrait attendre au mois d'août suivant pour qu'à Amiens, la cavalerie soit associée à des chars améliorés; elle s'approcherait alors davantage de sa première percée sur le front occidental.

## **Amiens — 8 août 1918**

À partir du 21 mars 1918, Ludendorff lança une série d'offensives sur le front occidental afin de porter un coup décisif aux Alliés. Naturellement, la situation devint tellement critique pour les Alliés au cours de la semaine qui suivit que dans le cadre d'une réunion convoquée à la hâte le 26 mars entre politiciens et chefs militaires français et britanniques, le Général Foch reçut le commandement de toutes les forces alliées afin de disposer ainsi d'une unité de commandement devant permettre aux Alliés de contenir encore l'assaut des Allemands. Finalement, des problèmes logistiques dans le camp allemand conjugués à la résistance alliée ont stoppé la progression des troupes allemandes juste aux portes d'Amiens. L'offensive contre les Britanniques ayant été neutralisée, Ludendorff lança une seconde offensive plus au sud, contre les Français, le 27 mai. Avec l'aide de quelques divisions américaines récemment arrivées, les armées françaises de Foch le long de la Marne purent arrêter la progression allemande; à la mi-juillet, les campagnes allemandes dans les deux secteurs étaient en déclin, les réserves en hommes et en matériel étant épuisées. Au milieu de juillet, les offensives allemandes sur le front occidental étaient stoppées.

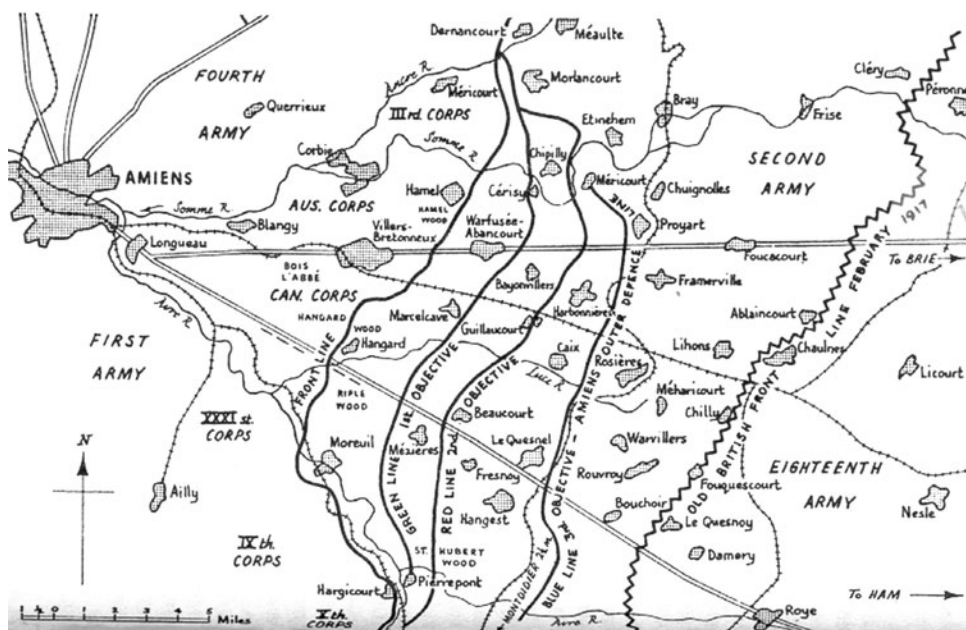
Le 24 juillet, Foch s'entretint avec les commandants en chef alliés, dont Haig, à Melun, vingt-cinq milles au sud-est de Paris. Pour la première fois depuis mars, compte tenu de l'arrivée de divisions américaines dans l'ordre de bataille allié et de l'épuisement des forces allemandes, les Alliés avaient la supériorité sur le front occidental. Le moment était donc venu de prendre l'initiative sur le front occidental et de passer à l'offensive. En conséquence, Foch proposa trois offensives limitées pour libérer des voies de communication essentielles, suivies de deux autres offensives destinées à libérer la zone houillère du nord et à chasser les Allemands des environs de Calais et de Dunkerque<sup>86</sup>. Foch ajouta en outre que si ces offensives donnaient les résultats escomptés avant que l'année soit trop avancée, les Alliés pourraient alors « envisager de lancer à la fin de l'été ou à l'automne une offensive d'une envergure telle qu'elle accroîtra notre avantage et ne laissera aucun répit à l'ennemi »<sup>87</sup>.

La première des offensives prévues était un prolongement des attaques limitées en cours et elle visait à repousser l'ennemi plus loin de la ligne de chemin de fer Paris-Toul-Avicourt. La seconde offensive, originalement prévue pour le 10 août, mais avancée au 8, devait être lancée par les Britanniques à partir de la région d'Amiens et elle visait à éliminer la menace que présentait le saillant allemand dans la région de Montdidier-Moreuil jusqu'à la ligne ferroviaire Paris-Amiens<sup>88</sup>. Le choix d'Amiens était vital en raison de l'importance des gares de triage se trouvant à Amiens pour ce secteur du front allié et pour l'économie française dans cette région<sup>89</sup>. La troisième offensive devait être lancée par les Français et les Américains sur le saillant de Saint-Mihiel et elle

visait à libérer le tronçon est de la ligne ferroviaire Paris-Avrincourt. Foch était intransigeant sur un point : ces trois offensives, plus les deux offensives lancées au nord par les Belges, devaient se suivre étroitement afin de submerger les Allemands et de désorganiser le recours à leurs réserves<sup>90</sup>.

Le 28 juillet, Foch transmet ses ordres officiels à Haig pour l'opération à Amiens. L'offensive, qui devait se poursuivre « aussi loin que possible en direction de Roye »<sup>91</sup> incombait à la IV<sup>e</sup> Armée britannique, toujours sous les ordres de Rawlinson, et à la I<sup>re</sup> Armée française (Général Debeney), qui fut placée sous le commandement de Haig le même jour. En conséquence, Haig transmet ses ordres officiels le 29. Dans ses ordres à Rawlinson et Debeney, Haig indiquait clairement que l'objet de l'offensive imminente était de dégager Amiens et la ligne ferroviaire Paris-Amiens<sup>92</sup>. De plus, il précisait que la ligne Méricourt-Harbonnières-Caix-Quesnel-Hangest devrait être prise aussi rapidement que possible et que sa défense devrait être assurée. Une fois cette ligne consolidée, la IV<sup>e</sup> Armée britannique devait, « en gardant son flanc gauche sur la Somme, ...pousser l'ennemi en direction de Chaulnes » pendant que la I<sup>re</sup> Armée française devait chasser l'ennemi en direction de Roye<sup>93</sup>. Pour permettre à la IV<sup>e</sup> Armée (qui comprenait déjà le Corps australien [Lieutenant-général Sir John Monash] et le III<sup>e</sup> Corps [Lieutenant-général Sir R.H.K. Butler]) d'atteindre ses objectifs, Haig attribua aussi le Corps canadien (Lieutenant-général Sir A.W. Currie) composé de quatre divisions, la I<sup>re</sup> Division australienne (alors regroupée sous commandement britannique ailleurs sur le front) et le Corps de cavalerie (Kavanagh) composé des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions de cavalerie. Enfin, Haig exigeait impérativement que, comme à Cambrai, le secret soit absolument être préservé et que l'opération prenne l'ennemi par surprise<sup>94</sup>.

Le 31 juillet, Rawlinson émet ses ordres dans lesquels il indiquait que le III<sup>e</sup> Corps, le Corps canadien, le Corps australien et le Corps de cavalerie exécuteraient l'attaque. La IV<sup>e</sup> Armée reçut également cinq brigades de chars provenant du Corps de chars, et



---

que Rawlinson répartit sous le commandement de chacun de ses corps, dont la 3<sup>e</sup> Brigade de chars sous le commandement du Corps de cavalerie. La 9<sup>e</sup> Brigade de chars constitua la réserve générale de l'armée<sup>95</sup>. Le plan d'attaque de Rawlinson faisait appel aux leçons apprises à Cambrai. Outre le fait d'adopter la surprise comme principe de base pour l'opération, Rawlinson avait, dès le 17 juillet, présenté son concept de l'opération à Haig pour approbation. Dans ce concept, Rawlinson voulait éviter que la situation ayant existé à Cambrai se reproduise; en effet, les divisions chargées de prendre les premiers objectifs ont également participé à la prise des seconds objectifs et des objectifs subséquents, comme ce fut le cas dans le secteur du IV<sup>e</sup> Corps. Ainsi, à la fin de la journée du 20 novembre 1917, les troupes qui avaient mené l'assaut initial étaient épuisées, affaiblies et désorganisées. Par conséquent, Rawlinson visait à éviter pareille situation en adoptant un concept d'opération qui prévoyait la progression de brigades fraîches par dépassement vers les objectifs successifs, de façon à préserver le rythme de progression. En outre, Rawlinson envisageait de recourir massivement aux chars (douze bataillons totalisant 552 chars) pour s'emparer de tous les objectifs tactiques. Essentiellement, compte tenu de l'exception indiquée précédemment, la tactique de combat était comparable à celle qui avait servi à Cambrai. Une heure avant l'heure zéro (4 h 20), les chars devaient se rendre à la ligne de départ et le bruit de leurs moteurs devait être dissimulé par celui d'avions; à partir de cette ligne, ils devaient précéder l'infanterie sous un barrage roulant assuré par un tiers des pièces de la IV<sup>e</sup> Armée. Les autres pièces, soit les deux tiers, devaient mener des missions de contre-bombardement visant l'artillerie ennemie, mais sans tir de réglage au préalable<sup>96</sup>.

Le plan de Rawlinson attribuait aussi un rôle important à la cavalerie. Lors d'une réunion tenue au quartier général de la IV<sup>e</sup> Armée le 5 août, Rawlinson indiqua ses objectifs. Le premier objectif était de dégager Amiens ainsi que la ligne de chemin de fer Paris-Amiens en prenant la ligne de défense allemande Hangest-Harbonnières, aussi appelée la ligne de défense extérieure d'Amiens. Le second objectif consistait à foncer vers la ligne Royes-Chaulnes « aussi vite que possible ». Pour réussir dans ce dernier cas, il fallait ouvrir une brèche dans le premier objectif afin que la cavalerie s'y engouffre et qu'elle exploite le succès jusqu'à la ligne Royes-Chaulnes. En fait, il s'agirait d'une percée<sup>97</sup>. Rawlinson ordonna en plus :

La cavalerie doit être prête à s'engouffrer dans toute ouverture [brèche] pouvant être créée et passer en n'importe quel point entre la route AMIENS-ROYE et la rivière SOMME. À cet effet, il faut qu'un corps de cavalerie soit placé sous le commandement du Corps canadien, mais aussi sous celui du Corps australien. Les patrouilles de cavalerie doivent suivre de près la progression de l'infanterie et la cavalerie doit saisir toute occasion lui permettant de passer. Si la cavalerie relève des commandants de corps, en premier lieu, ceux-ci ont intérêt à ce que la cavalerie profite de la moindre occasion de foncer. Il ne doit pas y avoir de point de passage défini, mais une préparation totale sur tout le front britannique au sud de la SOMME afin de profiter de la moindre occasion qui se présente<sup>98</sup>.

Fuller a suggéré à Rawlinson que si les Allemands réussissaient à retirer une partie de leur artillerie et de leur infanterie avant que les forces assaillantes puissent les prendre ou les neutraliser, la cavalerie devait avoir une puissance de feu supérieure pour



pouvoir s'enfoncer dans la brèche et exploiter la situation. Ainsi, Fuller proposa que le nouveau char léger (le Whippet) soit utilisé de concert avec la cavalerie pour accélérer et protéger la progression vers la ligne Roye-Chaulnes, le second objectif<sup>99</sup>. Rawlinson accepta et, le 4 août, au quartier général du Corps de cavalerie, il exposa ses plans pour



**Sir Sam Hughes, ministre de la Milice et de la Défense, au front**

la cavalerie. La 3<sup>e</sup> Division de cavalerie (Major-général A.E.W. Harman) devait être placée sous les ordres du Corps canadien et elle disposerait d'un bataillon de chars Whippet. Quand la 3<sup>e</sup> Division de cavalerie aura traversé les positions du Corps canadien une fois que celui-ci aura pris ses objectifs sur la ligne de défense allemande Hangest-Harbonnières, elle repassera sous le commandement du Corps de cavalerie pour la percée subséquente et l'exploitation vers la ligne Roye-Chaulnes afin de couper les voies de communication de l'ennemi et d'assouplir la situation devant les Français au sud. Il en allait de même pour la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie (Major-général R.L. Mullens) qui reçut aussi un bataillon de chars Whippet placé sous les ordres du Corps australien. La 2<sup>e</sup> Division de cavalerie (Major-général T.T. Pitman) restait sous le commandement du Corps de cavalerie et elle constituerait la réserve du Corps de cavalerie<sup>100</sup>.

En prévision de l'offensive et tout en donnant aux Allemands l'impression que les forces françaises se redéployaient ailleurs sur le front, au début du mois d'août, la limite entre la IV<sup>e</sup> Armée et la I<sup>re</sup> Armée française fut déplacée de 7 000 verges vers le sud, sur la route Amiens-Roye. Ce changement eut lieu au cours de la première semaine d'août, sans déploiement de nouvelles formations. Pour les Allemands, cet apparent étirement du front allié suggérait un affaiblissement des lignes alliées, ce qui contribua à la surprise, le 8 août. En réalité, les Australiens dissimulaient les mouvements du Corps canadien et du Corps de cavalerie à l'arrière ainsi que les concentrations nécessaires de

---

matériel logistique et d'artillerie. La relève sur place des troupes de la partie sud du secteur australien par les Canadiens eut lieu dans la nuit du 6 au 7 août. Ainsi, l'ordre de bataille au cours de cette nuit était le suivant, de droite à gauche : deux corps français entre la rivière Avre et la route Amiens-Roye, le Corps canadien entre la route et la ligne de chemin de fer Amiens-Chaulnes et le Corps australien entre la ligne de chemin de fer et la Somme, puis le III<sup>e</sup> Corps entre la Somme et l'Ancre<sup>101</sup>.

Pour faciliter le contrôle et les références, la ligne de défense extérieure d'Amiens fut dès lors rebaptisée « ligne pointillée bleue », les objectifs intermédiaires se trouvant entre elle et la ligne de départ étant désignés, de l'ouest vers l'est, par les appellations « ligne verte » et « ligne rouge » et devant servir d'éléments de contrôle pour la progression par dépassement vers l'avant des brigades et des divisions d'assaut<sup>102</sup>.

Pour la IV<sup>e</sup> Armée, le coup principal devait être porté par le Corps canadien et le Corps australien. Le plan de Currie était de prendre la ligne rouge avec, de droite à gauche, ses 2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions canadiennes. Une fois la ligne rouge prise, le plan était de traverser les positions de la 3<sup>e</sup> Division de cavalerie pour atteindre la ligne bleue. La 4<sup>e</sup> Division canadienne, passant de la réserve du Corps et suivant la 3<sup>e</sup> Division canadienne sur sa droite, franchirait aussi la ligne rouge et suivrait la cavalerie pour l'aider à prendre la ligne bleue si le besoin s'en faisait sentir. Enfin, pour protéger le flanc droit de la cavalerie et pour maintenir le contact avec les troupes françaises au sud de la route Amiens-Roye, Currie créa la « Force canadienne indépendante » — formée des 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Brigades de mitrailleuses motorisées, de quelques détachements de mitrailleuses Lewis et de quelques mortiers de tranchées installés sur des camions — commandée par le Brigadier-général Brutinel. Cette force devait protéger la route Amiens-Roye entre les lignes rouge et bleue<sup>103</sup>. Il faut souligner que Currie et Brutinel envisageaient d'utiliser la Force indépendante comme une formation très mobile capable de prendre et de tenir des positions clés devant l'infanterie ou capable de dominer des positions clés par la puissance de feu jusqu'à ce que l'infanterie s'en empare. Comme le mentionne Shane Schreiber, même si ces expériences canadiennes ont placé le Corps canadien à la fine pointe de l'élaboration de la doctrine qui serait plus tard à la base de la guerre mécanisée, leur mise en pratique fut relativement primitive<sup>104</sup>. Comme les chars de l'époque, les solutions mécanisées au problème que posait le franchissement des tranchées ne visaient qu'à aider l'infanterie à enfoncer les réseaux de tranchées de l'ennemi. Des expériences comme la Force indépendante, malgré la perspicacité du plan 1919 de Fuller, n'étaient pas considérées comme une solution de rechange à la cavalerie comme arme d'exploitation.

Pour les Australiens, le plan d'attaque prévoyait que Monash progresserait en tête avec, de droite à gauche, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions australiennes, chargées de prendre la ligne verte. À partir de ce moment, le plan précisait que les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> Divisions australiennes devaient avancer et prendre les lignes rouge et bleue et appuyer l'exploitation par la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie traversant la ligne bleue en direction de la ligne Royes-Chaulnes. La 1<sup>re</sup> Division australienne constituerait la réserve du Corps pour l'offensive<sup>105</sup>. Sur le champ de bataille, soit à l'est d'Amiens et au sud de la Somme, le terrain, comme à Cambrai, convenait bien aux chars et à la cavalerie. Le sol était ferme et il y avait relativement peu de cratères d'obus et d'encaissements. En outre, à l'exception de la rivière Luce qui coupait l'axe de progression des Canadiens, les obstacles naturels étaient peu nombreux. De plus, la configuration générale du terrain se prêtait bien à

---

une attaque surprise car de nombreuses voies d'approche à couvert aboutissaient aux lignes britanniques<sup>106</sup>. Les trois divisions du Corps de cavalerie — et leurs bataillons attachés de chars Whippet — qui avaient campé dans la vallée de la Somme entre Flixecourt et Amiens, entamèrent leur marche d'approche vers les zones de rassemblement au cours de la nuit du 6 au 7 août et elles arrivèrent sur place, juste à l'ouest d'Amiens au cours de la matinée. Pendant la nuit du 7 au 8 août, ces troupes s'avancèrent de nouveau à travers Amiens pour gagner leurs zones de rassemblement avancées à l'arrière des Corps canadien et australien, dans la fourche entre la route Amiens-Roye et la route Villers-Bretonneux. Un subalterne du RCD a décrit ainsi la traversée d'Amiens :

Nous avons atteint les faubourgs d'Amiens et nous avons l'impression de rentrer chez nous alors que nous déambulions dans ces rues familières. Au début de l'été 1917, alors que nous étions sur le front devant Saint-Quentin et autour du bois Ascension, les jeunes du régiment ont souvent fait en sorte que les habitants d'Amiens et que les « réguliers » du bar Charlie sachent que nous étions en ville. Maintenant, toutefois, tout avait changé. La ville était désertée et les rues renvoyaient l'écho des sabots des chevaux comme si nous étions dans un gigantesque tunnel... Les Boches et leur artillerie à longue portée ainsi que leurs avions avaient fait de la ville un endroit très inhospitalier<sup>107</sup>.

En particulier, la BCC arriva tôt le matin du 8 dans une zone de rassemblement située à environ 12 milles au nord-est de Boves<sup>108</sup>. De plus, pendant la nuit du 7 au 8, des pistes spéciales pour la cavalerie furent préparées par le génie du Corps de cavalerie aidé d'un bataillon du génie américain; ces pistes allaient des zones de rassemblement avancées au front et elles éviteraient que la cavalerie nuise au mouvement vers l'avant de l'artillerie et des réserves de l'infanterie, le lendemain<sup>109</sup>.

Le front sur lequel la IV<sup>e</sup> Armée britannique était sur le point d'attaquer coïncidait presque parfaitement avec celui de la Deuxième Armée allemande (Général von der Marwitz), qui constituait l'aile gauche du groupe d'armées du prince héritier Rupprecht. La Deuxième Armée comptait dix divisions en première ligne et quatre en réserve. De plus, la limite entre la Deuxième Armée et la Dix-huitième Armée allemandes (General Hutier<sup>110</sup>) sur la gauche était orientée vers le nord-est à travers la route Amiens-Roye, de sorte que deux divisions de réserve supplémentaires se trouvaient à proximité des objectifs des Alliés. Au cours d'une récente inspection du front de la Deuxième Armée, Ludendorff avait remarqué que même si les défenses étaient satisfaisantes, elles n'étaient pas au niveau de celles de la Dix-huitième Armée en terme d'ouvrages de campagne. Toutefois, les défenses étaient organisées en profondeur, selon les normes allemandes en vigueur à cette période de la guerre, et l'artillerie était abondante<sup>111</sup>.

L'occupation d'une plus grande partie du front par les Australiens fut observée par les Allemands, mais comme le front de la IV<sup>e</sup> Armée britannique s'était étiré du fait de ce redéploiement, les Allemands en ont déduit qu'une offensive imminente était improbable et que les Britanniques gardaient des divisions reposées en réserve pour une nouvelle offensive en Flandre. Comme le Royal Flying Corps avait réussi à contrer les tentatives allemandes d'observation aérienne des zones arrière alliées, les Allemands ne purent déceler qu'un indice de l'imminence de l'offensive alliée : le bruit causé par le transport du matériel et des munitions et des rapports non confirmés

---

faisant état de bruits provenant de chars. Toutefois, aucune mesure de défense contre des chars ne fut ordonnée au sein de la Deuxième Armée pendant la première semaine d'août<sup>112</sup>. « L'information sommaire » présentée à Rupprecht le 6 août est intéressante car il y est fait mention « d'environ une centaine de chars repérés sur la route Ailly-Morisel [Moreuil] », mais de nouveau, aucune mesure ne fut prise, même pas, comme un officier d'état-major allemand l'a plus tard signalé l'obligation « d'observer très attentivement »<sup>113</sup>. Par conséquent, la surprise fut totale le 8 août, à l'avantage des Alliés.

La nuit du 7 au 8 était sans lune et parfaite, mais à 3 h, un brouillard commença à s'élever du sol et à l'heure zéro, soit 4 h 20, la visibilité était nulle. Exactement à 4 h 20, environ 2 000 pièces d'artillerie ouvrirent le feu. Les premières lignes allemandes et la plupart de l'artillerie allemande furent neutralisées. Les obus du barrage roulant tombaient 200 verges devant l'infanterie qui progressait et devant les chars du III<sup>e</sup> Corps et des corps australien et canadien et les points d'impact avançaient de 100 verges toutes les trois minutes. Au sud de la Somme, surtout dans les secteurs australien et canadien, la surprise fut totale. La progression se faisait avec une ligne de tirailleurs en tête faisant office de « traqueurs » et désignant les positions ennemies aux chars et à l'infanterie qui suivaient. Derrière les tirailleurs, à une distance de 150 verges, progressait la première vague de chars suivie de colonnes d'infanterie qui franchirent rapidement le no man's land de 500 verges; les premières lignes de l'ennemi furent immédiatement bousculées<sup>114</sup>.

Au sud des Australiens et des Canadiens, les IX<sup>e</sup> et XXXI<sup>e</sup> Corps français progressaient entre la rivière Avre et la route Amiens-Roye, lentement tout d'abord, mais les Allemands furent néanmoins surpris par cet élargissement du front. À 9 h 30, Moreuil était occupé. Ensuite, après un bombardement préliminaire de trois heures et demie, l'infanterie française disposant d'un très faible appui en chars, entama sa seconde progression de la journée. À 21 h, le Corps français avait pris Mézières et Fresnoy, mais devait encore s'emparer de Le Quesnel<sup>115</sup>. Au nord des Australiens et des Canadiens, le III<sup>e</sup> Corps britannique ne progressait pas comme prévu, car la surprise et l'effet de choc étaient difficiles à obtenir puisque les Allemands avaient attaqué dans ce secteur, ce qui perturba les préparatifs du III<sup>e</sup> Corps en vue des opérations du 8, mais cela renforça aussi les positions et les préparatifs allemands devant le III<sup>e</sup> Corps, de sorte que la surprise ne joua pas dans ce secteur<sup>116</sup>. Toutefois, l'effet de surprise fut parfaitement réussi sur le front du Corps australien, au sud de la Somme, la 5<sup>e</sup> Division australienne ayant atteint la ligne bleue dès 23 h 30<sup>117</sup>.

À 12 h 30, Rawlinson, ayant été informé que la cavalerie avait atteint la ligne bleue dans les secteurs australien et canadien, indiqua au Corps de cavalerie que ses formations ne devaient pas s'arrêter à la ligne bleue, mais poursuivre vers la ligne Chaulnes-Roye selon le plan de la IV<sup>e</sup> Armée. Le quartier général du Corps de cavalerie transmit ces directives aux 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> Divisions de cavalerie, mais le message ne parvint à la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie qu'à 16 h 15 à cause de la rapide progression du quartier général divisionnaire et de la difficulté à maintenir les communications malgré le recours à la radio. Pendant ce temps, dans l'après-midi, Mullens décida de faire appel à la 2<sup>e</sup> Brigade de cavalerie et lui ordonna d'avancer vers le sud jusqu'à Caix et, à ce point, de tourner vers l'est, de franchir la ligne bleue et de déployer des patrouilles vers Vrély et Rosières. Ces patrouilles, de même que celles de la 9<sup>e</sup> Brigade de cavalerie se heurtèrent à de la

---

résistance vers 14 h et elles signalèrent que les deux villages étaient fermement tenus par l'ennemi. À ce moment, Mullens ordonna à la 1<sup>re</sup> Brigade de cavalerie de se placer de nouveau en réserve et, une fois relevées par l'infanterie, les 2<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> Brigades de cavalerie reçurent également l'ordre de se replier à 19 h 30<sup>118</sup>.

Au début de l'après-midi du 8, le Corps australien avait atteint tous ses objectifs sauf sur son extrême flanc gauche à cause du tir ennemi provenant du nord de la Somme et sur son extrême flanc droite où les troupes du flanc gauche du Corps canadien n'avaient pas atteint leurs objectifs ultimes. Par ailleurs, à ce moment, les formations de cavalerie de tête et les régiments de la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie avaient déployé des patrouilles dans le but d'effectuer une percée sur la ligne bleue (ligne de défense extérieure d'Amiens) et de poursuivre l'exploitation vers la ligne Chaulnes-Roye selon le plan de la IV<sup>e</sup> Armée et conformément aux ordres répétés par Rawlinson dans l'après-midi. Mais alors, pourquoi la poussée vers l'avant s'est-elle arrêtée à ce point? Essentiellement, Monash s'était arrêté. Évidemment, pendant le reste de l'après-midi du 8, à l'exception de quelques petites actions sur l'extrême flanc gauche de la 4<sup>e</sup> Division australienne, le Corps australien se concentra sur la consolidation des gains effectués « dans un calme presque ininterrompu sur l'ensemble du front australien...[alors que] la plupart des troupes déployées sur les premières lignes australiennes creusaient des abris, dormaient ou discutaient des meilleurs moments de la journée »<sup>119</sup>. En fait, en début d'après-midi, des rapports des patrouilles et du Royal Flying Corps indiquaient que les activités des troupes allemandes en face des lignes australiennes étaient faibles et qu'il y avait peu de mouvements. De plus, une patrouille de véhicules blindés s'était avancée vers l'est sur la route Roman, au-delà de la ligne bleue en direction de Rainecourt; cette patrouille a opéré en territoire ennemi pendant environ deux heures et elle n'a signalé que très peu d'activités de l'ennemi<sup>120</sup>.

Toutefois, en fin d'après-midi, la situation avait changé; à 16 h 20, d'importantes forces d'infanterie étaient signalées et se rapprochaient rapidement du front par les routes traversant Rouvroy, Vrély et Rosières. Les comptes rendus officiels australiens en font état comme suit :

Ainsi, si Monash, à 11 h 30, quand il a été informé de la pénétration des véhicules blindés, avait envisagé de poursuivre la progression sur un front divisionnaire à cheval sur la route Roman, il a dû savoir vers 18 h que moins de trois heures après avoir été signalée, cette occasion avait cessé d'exister. Aucun ordre qu'il aurait pu donner dès cette nouvelle ne serait parvenu à temps aux troupes. Les villages n'auraient pu être pris qu'en vertu d'une action instantanée menée par les commandants sur place, probablement sans en rendre compte au préalable, même au quartier général divisionnaire.... Il est douteux qu'une pareille liberté d'action des subordonnés ait été envisagée par Rawlinson ou Monash pendant l'élaboration ou l'exécution du plan pour cette journée<sup>121</sup>.

La surprise fut aussi assurée sur le front du Corps canadien au sud de la ligne de chemin de fer Amiens-Chaulnes et au nord de la route Amiens-Roye. Peu de temps après l'heure zéro, les brigades de tête des 3<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> Divisions canadiennes occupaient la ligne verte, soit à 7 h 45, tandis que la ligne rouge était occupée entre 10 h et 11 h. Pendant la consolidation sur la ligne rouge, la 4<sup>e</sup> Division canadienne traversa les positions de la 3<sup>e</sup> Division canadienne à 12 h 40. Devant la division venaient les

---

cavaliers de la 3<sup>e</sup> Division de cavalerie appuyée par deux compagnies de chars Whippet<sup>122</sup>. Menée par la BCC (maintenant commandée par le Brigadier-général R.W. Paterson) et suivie par la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie (Brigadier-général A. Burt), la 3<sup>e</sup> Division de cavalerie avait franchi la Luce à Iquancourt et avait traversé les positions de la 3<sup>e</sup> Division canadienne sur la ligne rouge, à 10 h 25<sup>123</sup>. La 7<sup>e</sup> Brigade et la Brigade de cavalerie canadienne commencèrent leur progression à la ligne bleue vers 11 h. La BCC avançait avec le LSH sur la droite et le RCD sur la gauche tandis que le FGH constituait la réserve. Les troupes du Strathcona atteignirent la route Amiens-Roye sur la droite et firent leur jonction avec la Force indépendante de Brutinel. Chars Whippet en tête, ils foncèrent sur la route en direction de Fresnoy-en-Chaussée où ils firent 125 prisonniers<sup>124</sup>. Sur la gauche, le RCD, appuyé par huit chars Whippet, était retenu au nord-ouest du village de Beaucourt et du bois. Finalement, les Dragons et le FGH prirent le village de Beaucourt et y firent 300 prisonniers, mais il leur fut impossible de progresser vers l'est à cause des tirs provenant du bois. Will Bird, fantassin sur la ligne rouge, fut témoin de la scène :

Les cavaliers se ruèrent dans le bois, directement sur les tireurs embusqués. La tuerie commença comme dans un film.... Les mitrailleuses Maxim se firent entendre; des hommes et des chevaux roulaient dans les bosquets ou à découvert. J'ai vu un officier se redresser sur ses étriers et trancher partiellement la tête d'un Allemand; la tête pendait sur l'épaule gauche alors que l'Allemand s'écroulait.... Plusieurs soldats allemands furent piétinés par les chevaux qui les balayaient comme s'il s'agissait d'un stampede. Ce fut un combat tournoyant, si rapide et si furieux que les mitrailleuses ennemies ne firent pas la moitié des victimes que nous avions prévues. Une seule équipe de mitrailleurs survécut à la charge de cavalerie. Un char [Whippet] si dirigea droit sur elle; les Allemands faisaient feu avec acharnement et nous en avons vu un glisser sur le sol, mais le char continua sa route, écrasa la mitrailleuse et ses servants. Tout se passa si vite qu'aucun Allemand ne s'échappa<sup>125</sup>.

Malgré les actes de bravoure des troupes du RCD et du FGH, le bois de Beaucourt demeura entre les mains des Allemands jusque tard dans l'après-midi, quand l'infanterie de la 4<sup>e</sup> Division canadienne fut appelée sur place pour nettoyer le bois à 16 h 30<sup>126</sup>. Pendant que le RCD et le FGH combattaient à l'intérieur et autour de Beaucourt, les cavaliers du LSH foncèrent au galop, contournèrent le village par le sud et capturèrent 40 soldats allemands qui se désengageaient. Deux troupes du LSH traversèrent alors le secteur français pour prendre Fresnoy-en-Chaussée tandis que le Major Torrance dirigeait le gros du régiment au cours d'une progression vers un petit bois devant Le Quesnel. Les troupes du Strathcona chargèrent l'ennemi occupant le bois mais sans parvenir à l'en déloger. Pendant ce temps, les deux troupes avançant sur Fresnoy-en-Chaussée occupèrent le village et firent 125 prisonniers. Toutefois, plus tard dans l'après-midi, des renforts de la 1<sup>re</sup> Division allemande de réserve contre-attaquèrent et réussirent à reprendre le village des mains de la cavalerie canadienne. Le village de Fresnoy-en-Chaussée devint ensuite une position d'enfilade sur laquelle buta la progression de la 4<sup>e</sup> Division canadienne et de la 42<sup>e</sup> Division française pendant le reste de la journée du 9<sup>127</sup>. Gregory Blaxland décrit l'après-midi de la BCC :

Sur la droite [du Corps canadien], la Force indépendante de Brutinel composée de mitrailleuses motorisées et de cyclistes avait foncé sur la route de Roye et



---

avait pris position pour protéger le flanc droit et aider les Français à avancer. En contrebas, sur la gauche, la Brigade de cavalerie canadienne, de la 3<sup>e</sup> Division de cavalerie de Harman, avançait parmi des cadavres jonchant les secteurs de pièces, parmi des chars détruits et à travers leur propre infanterie qui saluait; derrière elle venait la 4<sup>e</sup> Division canadienne, marchant en formation étendue. Celle-ci traversa les positions pour prendre l'objectif final de la cavalerie, sept milles au-delà du pont sur la Luce. Les cavaliers progressèrent au petit galop après avoir franchi la ligne avant et parvinrent en terrain dégagé, suivis des chars Whippet, qu'ils distancèrent. Les escadrons se déployèrent en éventail et l'un d'eux fit irruption dans le village de Beaucourt et captura 300 soldats allemands qui se retiraient, mais les chevaux et les hommes furent pris sous un feu nourri lorsqu'ils tentèrent de progresser au-delà du village. Les tirs provenaient du bois de Beaucourt, deux milles devant l'objectif final; il y avait beaucoup trop de pièces d'artillerie de campagne pour que la cavalerie et les chars légers seuls puissent espérer faire quoi que ce soit<sup>128</sup>.

Les combats à l'intérieur et autour de Beaucourt furent les principales activités de la BCC au cours de la journée du 8 août. Pendant ce temps, la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie avait quitté la vallée de la Luce et progressait 6<sup>e</sup> (Inniskilling) Dragoons à droite, 7<sup>e</sup> Dragoon Guards à gauche et 17<sup>e</sup> Lancers en réserve. Faisant face à la même résistance que celle que les Canadiens avaient rencontré provenant du bois de Beaucourt, Burt ordonna à ses régiments de modifier leurs axes de progression et de se diriger vers une bande de terrain dégagé entre le bois de Beaucourt et celui de Cayeux. Le 7<sup>e</sup> Dragoon Guards prit le bois de Cayeux en le chargeant, mais au prix de lourdes pertes. À 14 h 35, la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie avait réussi à occuper une partie de la ligne bleue dans le secteur du Corps canadien<sup>129</sup>. Toutefois, ce faisant, la coopération entre la cavalerie et les chars Whippet commençait à s'étioler. Alors que les cavaliers de l'Inniskilling et des Dragoon Guards progressaient en terrain ondulé, les chars Whippet, ne pouvant dépasser 7 milles à l'heure, ne parvenaient plus à suivre. Il en allait de même des chars Whippet accompagnant la BCC. S'ils avaient été en mesure de suivre la cavalerie, les chars Whippet auraient pu fournir le tir de protection dont avait bien besoin la cavalerie pour pouvoir progresser. À l'inverse, sous le tir ennemi, quand les cavaliers devaient mettre pied à terre, ils étaient incapables de suivre les chars Whippet. Par conséquent, le binôme cavalerie-chars s'est montré incapable d'épauler la percée et l'exploitation. Cependant, comme le souligne Anglesey, le char Whippet était une arme très récente qui n'avait été employée au combat que deux fois avant Amiens, mais jamais en coopération avec la cavalerie. En outre, il n'y eut presque pas d'instruction collective entre les deux armes avant l'offensive à cause du manque de temps<sup>130</sup>.

Comme indiqué, la 4<sup>e</sup> Division canadienne avait commencé à traverser les positions de la 3<sup>e</sup> Division canadienne à 12 h 40. Environ un mille à l'est de la ligne rouge, les bataillons de tête de la 11<sup>e</sup> Brigade établirent le contact avec les éléments de la BCC aux environs de Beaucourt. L'attaque du bois de Beaucourt commençait maintenant pour de bon, la 11<sup>e</sup> Brigade, appuyée par des chars Mark V, parvenant au succès vers 16 h 30. En conséquence, à la tombée de la nuit, les troupes de la brigade se retranchèrent devant Le Quesnel, tout près de la ligne bleue<sup>131</sup>. Ce fut la seule partie des objectifs canadiens sur la ligne bleue qui ne fut pas prise ce jour-là. À la gauche de la 11<sup>e</sup> Brigade, la 12<sup>e</sup> Brigade avança entre le bois de Cayeux et celui de Beaucourt et fit sa jonction avec les éléments arrière de la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie entre 17 h et 18 h,

---

puis, à 18 h environ, elle occupa les positions tenues par la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie sur la ligne bleue. Ainsi, une fois la nuit tombée, le Corps canadien avait réussi à prendre la ligne bleue dans son secteur<sup>132</sup>.

Avec l'arrivée de la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie sur la ligne bleue en milieu d'après-midi, la question était de savoir pourquoi la cavalerie n'avait pas poursuivi sa progression vers l'est selon les ordres de la IV<sup>e</sup> Armée. La réponse rapide est que la cavalerie ne pouvait continuer qu'après avoir été relevée par l'infanterie, sur la ligne bleue. Cela ne s'est produit, comme mentionné, qu'en fin d'après-midi. À ce moment, Currie se demandait s'il devait poursuivre sa progression vers l'est ou consolider ses positions sur la ligne bleue en prévision de la nuit et se tenir prêt à reprendre la progression le lendemain. La confirmation des intentions de Rawlinson quant à la prochaine phase de la bataille ne parvint à Currie que peu de temps avant minuit<sup>133</sup>, bien après que Kavanagh ait ramené sa cavalerie à l'arrière<sup>134</sup>. De plus, Currie s'attendait à recevoir en sous-ordre la 32<sup>e</sup> Division britannique pour l'aider à continuer sa progression le lendemain et l'état-major de Currie avait intégré cette division au plan du Corps pour le 9 août<sup>135</sup>. Toutefois, à 21 h 55, dans la soirée du 8 août, Currie fut informé que même si son Corps devait poursuivre son attaque le lendemain, il ne disposerait pas de la 32<sup>e</sup> Division en sous-ordre. Ce changement dans les plans de la IV<sup>e</sup> Armée causa de graves difficultés à Currie qui devait modifier ses plans et transmettre de nouveaux plans alors que les quartiers généraux du Corps et des divisions se déplaçaient pendant la nuit. En fait, les nouveaux ordres ne parvinrent aux divisions que vers 3 h le matin du 9 août. En conséquence, comme les ordres devaient être acheminés aux niveaux inférieurs de la chaîne de commandement de chaque division, l'heure zéro, pour le lendemain, fut plusieurs fois reportée, au point où des brigades firent mouvement sans brigades sur leurs flancs et sans appui coordonné de l'artillerie ou des chars dans de nombreux cas<sup>136</sup>. Évidemment, les retards persistants des Canadiens signifiaient que les Australiens, au nord, durent également retarder leur progression<sup>137</sup>. Il en découla que pendant la journée du 9, entre 11 h et 13 h, les brigades avancèrent n'importe, de sorte que les combats de la IV<sup>e</sup> Armée manquèrent largement de coordination ce jour-là. De plus, les Allemands avaient maintenant pu faire venir des renforts pendant la nuit, ce qui rendait la situation des assaillants plus difficile qu'elle ne l'était 24 heures plus tôt, alors que la surprise avait été totale presque partout. Même si les Britanniques purent pousser la ligne de bataille sur l'axe Rouvroy-Méharicourt-Framerville-Méricourt-Dernancourt, le rythme était tel qu'aucune possibilité de percée ne se présenta pendant la journée. Naturellement, le 10 août, il était clair pour Rawlinson et Haig que sur tout le front de la IV<sup>e</sup> Armée, l'offensive avait perdu son élan. Par conséquent, le 11, les opérations offensives furent annulées par le quartier général de la IV<sup>e</sup> Armée et, le 12, le Corps de cavalerie fut retiré et réintégré à la réserve<sup>138</sup>.

À la fin de la journée du 8 août, même si les opérations de la IV<sup>e</sup> Armée devaient encore être orientées vers la reprise de la progression jusqu'au second objectif, la ligne Royes-Chaulnes, l'ennemi avait néanmoins subi sa pire défaite depuis le début des hostilités. Du nord au sud, les lignes allemandes avaient été repoussées sur une distance atteignant huit milles et, sauf sur l'extrême gauche du flanc du Corps australien et l'extrême droite du flanc du Corps canadien, la IV<sup>e</sup> Armée occupait maintenant la ligne pointillée bleue, soit la ligne extérieure de défense d'Amiens<sup>139</sup>. Ludendorff écrivit ce même jour : « La journée du 8 août fut la journée noire pour l'armée allemande au

---

cours de cette guerre.... Tout ce que je redoutais, ce dont j'avais maintes fois fait état, était devenu réalité ici, à un seul et même endroit »<sup>140</sup>. Il ne fait aucun doute que la journée du 8 août fut éprouvante pour les Allemands. Les pertes totales de la Deuxième Armée allemande furent de 650 à 700 officiers et de 26 000 à 27 000 soldats tous grades confondus. En effet, les 13<sup>e</sup>, 41<sup>e</sup>, 117<sup>e</sup> et 225<sup>e</sup> divisions allemandes n'existaient plus au milieu de la matinée. Dans le secteur de la Deuxième Armée allemande, six divisions seulement étaient à distance de frappe du front de bataille au cours de la journée. Toutefois, trois seulement furent engagées : la 119<sup>e</sup>, qui se trouvait à l'est et au sud de Roye; la 1<sup>re</sup> Réserve, qui était à cheval sur la route Amiens-Roye entre Roye et Le Quesnel et la 109<sup>e</sup>, qui était déployée dans une zone s'étendant de Harbonnières vers l'est, sur six milles. Il est intéressant de souligner qu'il fallut attendre jusqu'à 14 h pour que les premières unités de la 119<sup>e</sup> Division prennent position devant les Australiens et les Canadiens à Vrély et Varvillers. Ce fut avec des éléments de cette division que les patrouilles de la 1<sup>re</sup> Division de cavalerie et du Royal Flying Corps établirent le contact en fin d'après-midi. La 1<sup>re</sup> Division de réserve était rassemblée vers 8 h 30 et elle reçut l'ordre de s'avancer dans le secteur de Le Quesnel et de Beaucourt à 9 h 46; elle parvinrent sur place et se déploya entre 10 h 15 et 10 h 30. Ce fut des éléments de cette division (et des restes de divisions en déroute) que la Brigade canadienne et la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie, et plus tard la 4<sup>e</sup> Division canadienne, rencontrèrent au cours de leur marche vers la ligne bleue, en fin de matinée et en début d'après-midi. Enfin, la 109<sup>e</sup> Division, étant la plus proche du front de bataille, put réunir ses troupes assez rapidement et elle se déploya au nord de la 119<sup>e</sup> Division, devant les Australiens, en début d'après-midi<sup>141</sup>.

Il est clair qu'en fin de matinée et en début d'après-midi, les défenses allemandes étaient mises en place de façon désordonnée. Pendant quelques heures, le 8 août, il exista une possibilité de percée au cours de laquelle la cavalerie aurait pu parvenir à la ligne Royes-Chaulnes. Toutefois, dans la nuit du 8 au 9 août, les Allemands avaient consolidé une ligne de défense à l'est de la ligne bleue en y déployant les trois divisions déjà mentionnées, plus trois autres qui avaient fait mouvement pendant la soirée. Le major-général de l'état-major général (EMG) de Rawlinson, le Major-général Sir Archibald Montgomery, a précisé qu'à la fin de la journée du 8 août, « la situation sur le front de la IV<sup>e</sup> Armée était fort satisfaisante »<sup>142</sup>. En termes de terrain pris et de nombre de formations ennemies détruites, cet énoncé est vrai. Cependant, si l'on considère le plan global de la IV<sup>e</sup> Armée et la nécessité de procéder à une exploitation au-delà de la ligne bleue jusqu'à la ligne Royes-Chaulnes, beaucoup restait à faire et tout dépendait du maintien d'un rythme de progression plus élevé que le rythme auquel les Allemands pouvaient amener des renforts sur le front. Toutefois, à ce moment, le rythme n'existait plus, tant sur le front australien que sur le front canadien. Plus particulièrement, sur le front canadien, l'occasion de réaliser une percée fut moins évidente, mais néanmoins bien réelle, à l'arrivée de la 7<sup>e</sup> Brigade de cavalerie sur la ligne bleue, en milieu d'après-midi. Toutefois, à cause de l'arrivée tardive de l'infanterie de relève canadienne, de la confusion découlant des problèmes de communications et de la modification des ordres au cours de la nuit du 8 au 9 août, et sans oublier la puissance grandissante des forces allemandes pendant cette même nuit, la possibilité d'effectuer une percée s'évanouit rapidement.

---

## Conclusion

Cet article visait à faire disparaître le mythe entourant l'apparente incapacité de la cavalerie britannique à effectuer une percée sur le front occidental entre 1915 et 1918. L'étude des opérations et des activités de la Brigade de cavalerie canadienne pendant les offensives de Cambrai et d'Amiens a montré que dans le contexte des efforts britanniques visant à réussir une percée, la cavalerie n'était pas une arme dépassée au sein de l'armée britannique. Au contraire, au moins du point de vue de l'intention, la cavalerie était un élément crucial pour l'exécution d'une percée parce qu'en dépit de ses limites techniques, la cavalerie était la seule arme vraiment mobile. Toutefois, la cavalerie n'a pu effectuer de percée en raison de facteurs ou de conditions sur lesquels elle n'avait aucune prise. Ces conditions concernaient la nécessité de maintenir un rythme élevé pendant toute la durée d'une offensive. Cela était requis pour permettre la création d'une brèche dans les défenses ennemies, brèche dans laquelle la cavalerie aurait pu s'engouffrer pour procéder à la phase d'exploitation loin en zone arrière de l'ennemi, et ce plus vite que l'ennemi pouvait faire appel à ses réserves. Pendant l'offensive, le rythme dépendait d'une philosophie de commandement décentralisé, de la coordination d'état-major, de la coopération toutes armes et de la fiabilité des communications. Malheureusement, pour toutes les offensives lancées par les Britanniques sur le front occidental pendant la guerre, ces conditions ne furent jamais totalement remplies.

Il est certain que l'armée britannique, au moins lors de l'offensive de Cambrai en 1917 et sûrement lors de l'offensive d'Amiens en 1918, avait trouvé comment bousculer les défenses ennemies et traverser la zone battue par le tir. Les Britanniques avaient perfectionné l'attaque « infanterie-artillerie » appuyée par des chars et des avions et faisaient appel à la surprise pour enfoncer les défenses ennemies. La clef du succès britannique sur le front occidental fut finalement trouvée; il s'agissait de la maîtrise des tactiques d'infanterie aux niveaux inférieurs, d'innovations dans le domaine de la coopération entre les chars et l'infanterie, de la résolution de certains des nombreux problèmes liés à un appui soutenu de l'artillerie sur toute la profondeur de l'assaut et, surtout, du retour au principe tactique de la surprise. Autrement dit, ils avaient perfectionné l'attaque visant à « prendre et à tenir » afin d'enfoncer les défenses ennemies. Mais à la fin de la guerre, les Britanniques avaient toujours de la difficulté avec la percée. Les chars de l'époque n'étaient pas la solution, comme nous l'avons vu. La cavalerie était vraiment la seule arme ayant la possibilité et les moyens d'exécuter et de maintenir une percée, si une percée avait eu lieu. Le manque de succès de la cavalerie ne découla donc pas des capacités et des limites de cette arme, mais plutôt de l'incapacité des commandants, des états-majors et des autres éléments de l'armée britannique à s'adapter rapidement et à profiter des occasions uniques de mener une guerre de mobilité. L'impossibilité de réaliser une percée et de la préserver ne s'expliquait pas par la désuétude de la cavalerie, mais par le fait que les conditions requises pour le maintien d'un rythme élevé ne furent jamais réunies lors des offensives.

---

## À propos de l'auteur ...

Le Lieutenant-colonel (retraite) Rick Bowes a servi comme officier de l'arme blindée au sein du Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians). Il détient une maîtrise ès Arts en Études sur la conduite de la guerre du Collège militaire royal du Canada et une maîtrise en administration des affaires avec spécialisation en gestion des systèmes d'information de l'Athabasca University. Il est

---

actuellement directeur technique et gestionnaire de la promotion commerciale chez General Dynamics Canada et il se spécialise dans les systèmes terrestres C4ISR; il est aussi un peu le renard dans le poulailler puisque c'est un artiste entouré d'ingénieurs.

---

## Notes

1. Cet article est fondé sur la thèse non publiée de l'auteur, intitulée « Waiting For the "G": A Re-evaluation Of The Role Of The British Cavalry On The Western Front, 1915-18 » (Collège militaire royal du Canada, 2000).
2. *Le Petit Robert de la langue française* (Paris : Dictionnaires Le Robert, 2006), p. 1703.
3. David Adams Leeming, *The World of Myth* (Oxford : Oxford University Press, 1990), p. 3.
4. James J. Sadkovich, "Understanding Defeat: Reappraising Italy's Role in World War II", *Journal of Contemporary History*, Vol. 24, p. 27-61.
5. John Terraine, *The Smoke and the Fire* (Londres : Sidgwick and Jackson, 1980), p. 17.
6. Jonathan F. Vance, *Death So Noble: Memory, Meaning, and the First World War* (Vancouver: UBC Press, 1997), p. 8.
7. Brian Bond, ed., *The First World War and British Military History* (Oxford: Clarendon Press, 1991), p. 1, à propos de l'article d'Alex Danchev présenté dans la même publication et intitulé "Bunking' and Debunking: The Controversies of the 1960s".
8. Voir la préface de l'ouvrage du marquis d'Anglesey, *A History of the British Cavalry*, Vol. 8 (Londres, Leo Cooper, 1997), pp. xix-xxiii. Voir aussi le volume 4 (publié en 1986), qui couvre la période de 1899 à 1914, mais qui porte surtout sur la cavalerie britannique pendant la guerre des Boers, les leçons tirées de ce conflit et les changements apportés au sein de la cavalerie britannique pendant l'entre-deux-guerres, soit entre 1903 et 1914.
9. Ibid. Le volume 8 est une narration des opérations menées par les régiments et les formations composant le Corps de cavalerie britannique sur le front occidental entre 1915 et 1918.
10. Ibid., p. xix-xxiii. Même si la préface mentionne ce fait en termes assez généraux, le corps du texte illustre le fait avec une exactitude telle que l'on ne saurait le contester.
11. Le dernier écrit du Feld-maréchal Haig, du 21 mars 1919, incluait une courte description de la façon dont il avait mené les opérations au cours de la guerre. Il affirmait que les quatre années et demie passées en Belgique et en France avaient été une campagne continue menée en fonction de quatre phases distinctes : la manoeuvre en position; les préparatifs d'une guerre d'usure de durée variable; l'attaque décisive et, enfin, l'exploitation par la cavalerie. Voir l'ouvrage de Keith Simpson, « The Reputation of Sir Douglas Haig », Bond, *The First World War and British Military History*, p. 144. Aux fins de cet article et pour simplifier la terminologie, cette phase de l'offensive sera simplement désignée sous le vocable de percée.
12. Richard Simpkin, *Race to the Swift* (Londres : Brassey's, 1985), p. 106.
13. Martin Samuels, Command or Control?: *Command, Training and Tactics in the British and German Armies, 1888-1918* (London: Frank Cass, 1995), pp. 283-4. Voir aussi Niall Ferguson, *The Pity of War* (New York, Penguin, 1999), p. 309.
14. John Terraine, *White Heat: the New Warfare 1914-1918* (Londres, 1982), p. 148. Voir aussi l'ouvrage du Major R.N. Bryson, « The Once and Future Army » *British Army Review*, No. 120 (décembre 1998).
15. Stephen Badsey, « Cavalry and the Development of Breakthrough Doctrine », Paddy Griffith, Ed., *British Fighting Methods in the Great War*, (Londres : Frank Cass, 1996), p. 149.
16. Anglesey, Vol. 8, p. 19-20.
17. *Report of the Ministry, Overseas Military Forces of Canada 1918* (Londres : 1919), pp. 333-44.
18. Voir l'ouvrage d'Anglesey, vol. 8, p. 65-89.
19. Voir le document *Report of the Ministry*, p. 336, et l'ouvrage du Colonel G.W.L. Nicholson, *Canadian Expeditionary Force 1914-1919: Official History of the Canadian Army (COH)* (Ottawa : Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie, 1962), p. 369-71.
20. Ibid.
21. Ibid.
22. Griffith, p. 10.
23. En français, "Sir James Edmonds," p. 85. Voir aussi l'ouvrage du Major-général J. Kennedy, *Report on Operations on the Western Front*, Appendice II du *Report of the Committee on the Lessons of the Great War (The Kirke Report)*, (Londres : The War Office, 1932), PRO WO33/1297, réimprimé dans une édition spéciale du *British Army Review*, Avril 2001.
24. Griffith, p. 162. Le concept original du char remonte à l'idée du Colonel Ernest D. Swinton, officier d'infanterie britannique qui conçut un destructeur de mitrailleuses propulsé par des moteurs à essence. Le premier prototype britannique, baptisé « Little Willie » fut testé avec succès en décembre 1915, mais le premier modèle de combat fut le Mark I « Mother » dont quelques exemplaires furent utilisés au combat sur la Somme en septembre 1916. La première attaque réussie menée par des chars eut lieu à Cambrai en novembre 1917; 371 chars améliorés Mark IV furent employés sur un terrain crayeux et ferme et sans bombardement préliminaire par l'artillerie qui, dans le passé, ralentissait tant la progression des blindés, de l'infanterie et de la cavalerie. Les chars furent de nouveau utilisés en grand nombre à Amiens, du 8 au 12 août 1918. À la fin de la guerre, même les chars les plus perfectionnés, le « Whippet » et les chars

moyens B et C n'étaient pas beaucoup plus rapides que les fantassins d'accompagnement et ils étaient toujours sujets à des pannes chroniques après une journée. Voir aussi Smithers, p. 228-31.

25. Griffith, p. 162.

26. Terraine, *Smoke and Fire*, p. 149.

27. Smithers, p. 231. Voir aussi l'ouvrage de R.M.F. Crutwell, *A History of the Great War, 1914-1918*, 2<sup>e</sup> Éd. (Oxford, 1936), p. 547.

28. Griffith, p. 32. Pour en savoir plus sur la résistance à laquelle Haig s'est heurté de la part de politiciens et de militaires quant à sa décision de conserver la cavalerie, et sur les mesures qu'il a prises pour ce faire, voir l'ouvrage d'Anglesey, vol. 8, p. 20, 37-9 et 163-6.

29. À ce propos, Paddy Griffith se réfère au document provenant du QG 3<sup>rd</sup> Cavalry Division et transmis au GQG le 24 août 1916, (UK Public Records Office, WO 158 186, Document 293). Voir Griffith, p. 161.

30. Griffith, p. 161.

31. W.D. Croft, *Three Years with the Ninth (Scottish) Division* (Londres : Murray, 1919), p. 59, cité par Griffith, p. 161.

32. Voir l'ouvrage de F. Mitchell, *Tank Warfare: The Story of the Tanks in the Great War*, (Londres : Nelson, n.d.), p. 249, 251, cité par Griffith, p. 161.

33. COH, p. 331 et Brigadier-général Sir James E. Edmonds, *Official History of the War, Military Operations France and Belgium, 1917, (BOH)*, Vol. 3 (Londres, HMSO, 1948), p. 15.

34. Brigadier-général J. Charteris, *Field-Marshal Earl Haig* (1929), p. 270, cité par Anglesey, Vol. 8, p. 101.

35. Haig, 'Cambrai Despatch', 25 décembre 1917, reproduit dans l'ouvrage de J.H. Boraston, Éd., *Sir Douglas Haig's Despatches (December 1915 — April 1919)*, (1919), p. 130.

36. Anglesey, Vol. 8, p. 101.

37. À cette époque, la III<sup>e</sup> Armée se composait des III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> Corps.

38. COH, p. 333.

39. BOH, 1917, Vol. 3, p. 6.

40. Ibid., p. 6-7.

41. Ibid., p. 7-9.

42. Anglesey, Vol. 8, p. 104.

43. COH, p. 333.

44. « The Third Army Plan, 13<sup>th</sup> Nov. 1917 », constituant l'appendice 1 du document BOH, 1917, Vol. 3, p. 306.

45. Ibid., p. 306.

46. Ibid., p. 307.

47. Ibid., p. 308.

48. « Third Army Instructions to Cavalry Corps, 13<sup>th</sup> Nov. 1917 », constituant l'appendice 2 du document BOH, 1917, Vol. 3, p. 309.

49. Anglesey, Vol. 8, p. 108.

50. BOH, 1917, Vol. 3, p. 309.

51. BOH, 1917, Vol. 3, p. 310. Le Corps de cavalerie avait aussi constitué à partir de la 4<sup>e</sup> Division de cavalerie le bataillon de piste de la cavalerie formé de 500 sous-officiers et cavaliers indiens, commandés par le Lieutenant-colonel R.C. Bell et dont la tâche, de concert avec les douze chars devant tirer les barbelés, était de suivre de près l'infanterie, d'arracher les barbelés, de jeter des ponts sur les tranchées et les cratères d'obus ou de les combler et, ainsi, de tracer une piste à travers les lignes allemandes jusqu'à ce que la cavalerie puisse opérer librement. Ce bataillon de piste de la cavalerie s'entraîna quotidiennement pendant trois semaines avant le jour Z. Voir Anglesey, Vol. 8, p. 113.

52. « Third Army Order for Operation G.Y., » No. G.S. 56/154 du 17 novembre 1917, NAC, RG9, III, C2, Vol. 3984, chemise 5, dossier 1.

53. Travers, *How the War was Won*, p. 20.

54. BOH, 1917, Vol. 3, p. 37-9.

55. Ibid., p. 39.

56. Ibid., p. 44.

57. Ibid., p. 46. Voir aussi Anglesey, Vol. 8, p. 111.

58. BOH, 1917, Vol. 3, pp. 50-63. Voir aussi l'ouvrage du Major-général T.T. Pitman, « The Part Played by the British Cavalry in the Surprise Attack on Cambrai, 1917 » *The Cavalry Journal*, Vol. XIII, Juillet 1923, p. 240-3.

59. BOH, 1917, Vol. 3, p. 67.

60. Ibid., p. 69-70, et Pitman, p. 244-5.

61. La X<sup>e</sup> Brigade R.H.A., qui était en appui direct de la 88<sup>e</sup> Brigade, avait trouvé un passage en empruntant la route depuis la Vacquerie qui était bloquée par des chars en panne et dans les fossés. Les batteries de tête n'ont atteint leurs positions avancées que tard dans l'après-midi du 20 et même les communications ne pouvaient être établies avec la 88<sup>e</sup> Brigade. Voir BOH, 1917, Vol. 3, p. 72, Note 2.

62. Ibid., p. 89.

63. J.E.B. Seely, *Adventure* (Londres : William Heinemann, 1930), p. 275.

64. BOH, 1917, Vol. 3, p. 70-1 et Pitman, p. 245. Greenly avait préalablement convenu avec le Major-général H.J.M. MacAndrew (OGC 5<sup>e</sup> Division de cavalerie) qu'en cas de besoin, il prendrait sous ses ordres la Brigade de cavalerie canadienne. Les deux divisions de cavalerie progressaient suivant deux itinéraires : Masnières et Marcoing. Voir aussi la lettre de Paterson à Seely du 22 novembre 1917, NAC, RG 9, Vol. 3999, dossier 4.



65. COH, p. 336. Voir aussi le compte rendu des combats de Strachan dans l'ouvrage du Major H. Strachan, « A Squadron On Its Own » *The Cavalry Journal*, Vol. XVII, 1927, p. 240-51 et « Narrative of Operations — Canadian Cavalry Brigade, November 20<sup>th</sup> — 22<sup>nd</sup> », NAC, RG 9, D1, Vol. 4681, chemise 23, dossier 17.
66. Strachan, p. 245.
67. Compte rendu oral des activités de l'escadron B présenté par le Colonel Strachan au régiment régulier à Calgary en 1967. Reproduit dans l'ouvrage de G.T. Service et J.K. Martinson, Éd., *The Gate: A History of The Fort Garry Horse* (Calgary: Commercial Printers, 1971), p. 219.
68. Brigadier-général Paterson, *The Cavalry Journal*, Vol. XIII, (1923), p. 465.
69. Ibid., p. 89.
70. Pitman, p. 247. Voir aussi « Narrative of Operations — Canadian Cavalry Brigade, November 20<sup>th</sup> — 22<sup>nd</sup>. »
71. BOH, 1917, Vol.3, p. 47-9.
72. Ibid., p. 98-100.
73. Ibid., p. 99.
74. Ibid., p. 91.
75. Ibid., p. 101-18, et Pitman, p. 248.
76. BOH, 1917, Vol. 3, p. 118-9.
77. Voir, par exemple, l'ouvrage de Tim Travers, *How the War was Won*, p. 26-7.
78. COH, p. 337.
79. Fuller, *Decisive Battles*, p. 368.
80. BOH, 1917, Vol. 3, p. 278.
81. Fuller, *Decisive Battles*, p. 368.
82. Ibid., p. 279.
83. Le long des itinéraires utilisés par les divisions, les chars et la cavalerie qui suivaient, les spécialistes des transmissions avaient, le matin du 20, hâtivement déposé sur le sol des fils pour les communications avec les formations de tête pendant l'assaut. Là où les fils coupaient les itinéraires, ces spécialistes avaient fixé les fils à des poteaux, mais pas assez haut de toute évidence pour qu'ils ne soient pas accrochés par les chars de ravitaillement ou les chars transportant des fascines; les chars coupèrent donc les fils à ces endroits. De plus, une mauvaise coordination entre le service des transmissions et la cavalerie ainsi que les chars a fait en sorte que les troupes montées n'ont pas utilisé les points de franchissement prévus et ont ainsi coupé des fils en de nombreux endroits au cours de l'après-midi du 20 novembre ainsi que dans la nuit du 20 au 21 novembre. Voir Priestley, p. 233-8.
84. Ibid., p. 283.
85. Voir, par exemple, Johnson, p. 204 et Winter, p. 116-7. Voir aussi Badsey, p. 159.
86. COH, p. 386.
87. « Memorandum by General Foch read at the Conference held by the Commander-in-Chief of the Allied Armies, 24<sup>th</sup>, July, 1918 — reproduite comme appendice XX du document BOH, 1918, Vol. 3.
88. COH, p. 386.
89. Brown, p. 197.
90. COH, p. 386 et BOH, 1918, Vol. 4, p. 2-4.
91. BOH, 1918, Vol. 4, p. 3.
92. « G.H.Q. Operation Order of the 29<sup>th</sup> July, 1918, OAD 900/3 » reproduit comme appendice II du document BOH, 1918, Vol. 4, p. 524-5.
93. Ibid., p. 524.
94. Ibid., p. 524.
95. « Ordre d'opération de la IV<sup>e</sup> Armée du 31 juillet 1918 » reproduit comme appendice III du document BOH, 1918, Vol. 4, p. 525.
96. Prior and Wilson, p. 303-6. Voir aussi l'ouvrage de C.E.W. Bean, *Official History of Australia in the War of 1914-18*, (AOH) (Sydney: Angus and Robertson, 1942), p. 490-3, et celui de Fuller, *Decisive Battles*, p. 375.
97. « Procès-verbal de la réunion tenue à 10 h le 5 août 1918 au quartier général de la IV<sup>e</sup> Armée » NAC, RG 9, III, D-2, Vol. 4798, dossier 106.
98. Ibid. Cette directive fut aussi répétée le lendemain, 6 août, avec la publication d'un ordre d'opération supplémentaire de la IV<sup>e</sup> Armée, ordre reproduit comme appendice IX du document BOH, 1918, Vol. 4, p. 574-5.
99. Prior and Wilson, p. 307.
100. Anglesey, Vol. 8, p. 228-9 et ouvrage du Lieutenant-colonel T. Preston, « The Cavalry in France, August-November, 1918, Part I », *The Cavalry Journal*, Vol. XXIV (janvier à octobre 1934), p. 171-3.
101. COH, p. 389-91.
102. COH, p. 395.
103. COH, p. 396-8 et ouvrage du Lieutenant-général Sir A.W. Currie intitulé *Canadian Corps Operations During the Year 1918* (Ottawa : ministère de la Milice et de la Défense, 1919), p. 34-7. Voir aussi l'ouvrage intitulé « L.C. Instructions », NAC, RG 9, III, D2, Vol. 4789, dossier 7. Les lettres L.C. signifiaient Llandovery Castle d'après le nom d'un navire-hôpital canadien récemment coulé par un sous-marin allemand.
104. Schreiber, p. 36.
105. BOH, 1918, Vol. 4, p. 61.
106. Anglesey, Vol. 8, p. 223.

107. Brereton Greenhous, *Dragoon: The Centennial History of The Royal Canadian Dragoons 1883-1983*, (Ottawa : Campbell Corporation, 1983), p. 232.
108. Ouvrage du Capitaine S.H. Williams intitulé *Stand To Your Horses; Through the First Great War with the Lord Strathcona's Horse (R.C.)* (Altona, Manitoba: D.W. Friesen and Sons, 1961), p. 239.
109. Ibid., p. 227 et Preston, p. 172-3.
110. Il est intéressant de savoir qu'il s'agit du même Général Hutier (« l'apôtre de l'attaque surprise ») dont l'armée, pendant l'offensive de Ludendorff en mars 1918, progressa sans entrave et réussit à écraser la Ve Armée britannique, faisant 50 000 prisonniers et enfonçant un coin entre les forces britanniques et françaises. Voir English, p. 22 et l'ouvrage du Dr. Laszlo M. Alföldi, « The Hutier Legend », *Parameters*, 5 (1976).
111. COH, p. 394-5.
112. BOH, 1918, Vol. 4, p. 37.
113. Ibid., p. 37.
114. AOH, Vol. VI, p. 529-30.
115. Fuller, *Decisive Battles*, p. 377.
116. Ibid., p. 154.
117. BOH, 1918, Vol. 4, p. 61-71.
118. Lieutenant-colonel T. Preston, « The Cavalry in France, August-November, 1918, Part II », *The Cavalry Journal*, Vol. XXIV (janvier à octobre 1934), p. 345-6 et « Narrative of Operations, Cavalry Corps, August 8<sup>th</sup> — 12<sup>th</sup>, 1918 », NAC, RG 9, III, C2, Vol. 3999, Cavalry Corps File.
119. Ibid., p. 602.
120. Ibid., p. 603. Voir aussi Anglesey, Vol. 8, p. 244.
121. AOH, Vol. VI, p. 604.
122. COH, p. 398-404.
123. « Narrative of Operations, Canadian Cavalry Brigade — August 8<sup>th</sup> to August 11<sup>th</sup>, 1918 », NAC, RG 9, III, C2, Vol. 3984.
124. Preston, Partie I, p. 176.
125. Will R. Bird, *Ghosts Have Warm Hands* (Toronto: Clarke, Irwin and Company, 1968), p. 147.
126. Ibid., p. 176, Anglesey, Vol. 8, p. 231-2 et « Narrative of Operations, Canadian Cavalry Brigade. »
127. James McWilliams et R. James Steel, *Amiens* (Toronto: Dundurn Press, 2001), p. 163.
128. Gregory Blaxland, *Amiens 1918*, (Londres : Frederick Muller, 1968), p. 178-9.
129. « Narrative of Operations, Cavalry Corps »
130. Anglesey, Vol. 8, p. 234. Voir aussi Greenhous, p. 233.
131. COH, p. 405.
132. COH, p. 406.
133. AOH, Vol. VI, p. 618.
134. La 3<sup>e</sup> Division de cavalerie fut relevée par l'infanterie de la 4<sup>e</sup> Division canadienne à 17 h 30, heure à laquelle Kavanagh ordonna à Harman de retirer sa division et de se préparer aux opérations du lendemain. Voir « Narrative of Operations, Cavalry Corps. »
135. Cette intention fut confirmée lors de la réunion des commandants de la IV<sup>e</sup> Armée, le 5 août. Voir Schreiber, p. 51.
136. Schreiber, p. 51-3.
137. AOH, Vol. VI, p. 620-1.
138. Fuller, *Decisive Battles*, p. 381-3. Voir aussi Blaxland, p. 189.
139. COH, p. 407.
140. Général Erich Ludendorff, *My War Memories 1914-18*, Vol. II (Londres : Hutchinson, 1920), p. 679, cité dans COH, p. 407-8.
141. BOH, 1918, Vol. 4, p. 88-92.
142. Major-général Sir Archibald Montgomery, *The Story of the Fourth Army in the Battles of the Hundred Days, August 8<sup>th</sup> to November 11<sup>th</sup> 1918* (Londres : Hodder and Stoughton, 1919), p. 51



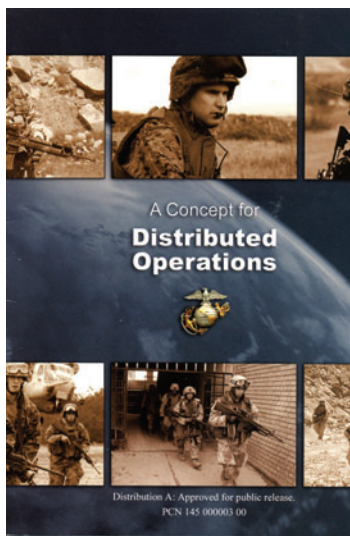
Visitez—nous en ligne à...

<http://www.army.forces.gc.ca/caj/>



# NOTE AU DOSSIER — UNE ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DU CONCEPT D'OPÉRATIONS DISTRIBUÉES

Major Andrew B. Godefroy, CD, Ph.D.



Les tentatives visant à caractériser et à définir les environnements opérationnels actuels et émergents ont engendré un déluge de nouveaux concepts et de nouvelles doctrines et pratiques. Par exemple, des expressions comme la « guerre à trois volets » (three block war), la « guerre de quatrième génération » (G4G), les « opérations dans l'ensemble du spectre », les « opérations de stabilité et de reconstruction » et les « opérations de désarmement, démobilisation et réintégration », pour n'en nommer que quelques-unes, sont désormais d'un usage répandu. Un des plus récents ajouts à cette liste est le concept des opérations distribuées (OD) formulé par le Corps des Marines des États-Unis (USMC)<sup>1</sup>.

Les opérations distribuées sont décrites comme « une approche qui permettra d'avoir le dessus sur l'adversaire en utilisant délibérément des actions tactiques distinctes, coordonnées et interdépendantes

rendues possibles par un accès accru à un appui fonctionnel et des capacités de combat améliorées au niveau de la petite unité. L'essence de ce concept réside dans les actions coordonnées d'unités dispersées dans toute l'étendue et la profondeur de l'espace de bataille, qui sont ordonnées et reliées par un concept opérationnel axé sur un but commun »<sup>2</sup>.

Selon le document du USMC, les opérations distribuées constituent une forme de guerre de manœuvre dans laquelle de petites unités très capables se dispersent dans un vaste secteur d'opérations en employant un appui tactique rapproché pour façonner efficacement l'espace de bataille. De plus, le concept d'OD soutient la tendance établie d'une décentralisation de l'autorité vers les décideurs des niveaux tactiques inférieurs en leur permettant d'agir avec une rapidité accrue et de leur propre initiative tout en concrétisant avec succès l'intention du commandant quant à la mission d'ensemble.

En tant que « nouveau » concept, celui des opérations distribuées s'inspire beaucoup de précédents historiques. La publication du USMC cite trois exemples d'OD au XX<sup>e</sup> siècle — la guerre russo-finlandaise de 1939 et 1940, les opérations des Chindits en Birmanie (1942 à 1945) et le Combined Action Program des Américains au Vietnam (1965 à 1971). Bien que chacun puisse être décrit comme un exemple d'OD, le concept lui-même peut être facilement associé à bon nombre d'autres exemples historiques.

Certains éléments de base du concept d'opérations distribuées sont présents dans la pensée et les écrits du Feld-maréchal prussien Helmuth Karl Berhard von Moltke (1800 – 1891), qui rédigea plusieurs ouvrages suggérant que la stratégie militaire doit être conçue comme un système de choix étant donné que dans toute opération



Sir Henry Evelyn Wood VC, GCB,  
GCMG (1838-1919)

militaire, seul le début peut être prévu et, par conséquent, planifié. Il jugeait que le rôle des commandants était de se préparer à faire face à toutes les possibilités étant donné que « la guerre est une question d'expérience » et « qu'aucun plan de bataille ne survit au contact avec l'ennemi ». Il préconisait de diverses manières la décentralisation du commandement et du contrôle tactiques et appliqua cette méthode de commandement et de contrôle pendant la guerre austro-prussienne de 1866 et la guerre franco-prussienne de 1870 et 1871. Des historiens ont suggéré que la propension de Molke à modifier ses plans pour les adapter aux événements et à laisser beaucoup de latitude à ses subordonnés dans l'exécution de ses ordres fut l'ingrédient essentiel de son succès pendant ces campagnes.

D'autres exemples d'OD peuvent être discernés dans la façon que les forces britanniques, belges et allemandes s'imposèrent dans leurs colonies d'Afrique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'armée britannique, en particulier, était engagée dans ce qui

semblait une suite interminable de petites et moyennes guerres, rébellions et contre-rébellions. Les Britanniques prirent souvent l'avantage sur leurs adversaires par l'emploi délibéré d'actions tactiques distinctes, coordonnées et interdépendantes, rendues possibles par un soutien fonctionnel (p. ex., des bateaux fluviaux et des trains de passagers et de marchandises) et par des capacités de combat améliorées (p. ex., des mitrailleuses Gardner, Nordenfeldt, et Gatling) au niveau des petites unités. La coordination de l'action des unités dispersées dans la profondeur de l'espace de bataille se faisait au moyen de l'héliographe, des estafettes à cheval et du télégraphe, qui permettaient à un commandant de transmettre ses ordres et de maintenir ses unités en liaison et concentrées sur un but commun. La carrière de deux officiers supérieurs en particulier donne un bon aperçu de ce que les commandants britanniques de l'époque victorienne pensaient des concepts similaires aux OD et de leur utilisation. Le premier est le Feld-maréchal Sir Henry Evelyn Wood VC, GCB, GCMG (1838 – 1919), un tacticien et un commandant dynamique qui servit pendant la guerre de Crimée, la mutinerie des Cipayes, la guerre Ashanti, la guerre anglo-zoulou, la première guerre anglo-boers et les campagnes d'Égypte et du Nil. Le second est le Colonel Charles E. Callwell qui a écrit le livre bien connu, *Small Wars: Their Principles and Practice*, dans les années 1890.

Avec une pléthore d'exemples historiques du concept d'OD, on peut se demander ce qui est vraiment nouveau dans les opérations distribuées. Est-ce simplement le dernier fruit mûr qui tombe de l'arbre de la guerre de quatrième génération ou une quelconque nouvelle expression en termes généraux de l'application de l'art et de la science militaires dans le contexte d'un ensemble de paramètres nouvellement définis? À première vue, il s'agit peut-être d'un nouveau concept pour le USMC mais son caractère novateur ne sautera pas aux yeux des forces (comme, peut-être, l'Armée canadienne) qui, pour des raisons économiques ou circonstancielles, n'ont eu d'autres choix que d'adopter cette méthode d'utilisation tactique.

---

Le concept des opérations distribuées arrive aussi à un moment où d'autres théories et concepts stratégiques américains récents sont de plus en plus examinés de près. Parmi eux, il y a la guerre de quatrième génération que certains spécialistes ont critiquée comme étant « une théorie vide [...] comportant plusieurs vices fondamentaux qui doivent être mis à jour avant qu'ils ne causent du tort à la pensée stratégique et opérationnelle américaine »<sup>3</sup>. Le concept des OD subira-t-il la même déconstruction après une analyse plus approfondie? Il sera intéressant d'observer son évolution et son application au sein de la doctrine et des opérations américaines au cours des années à venir.

---

## Notes

1. USMC. *A Concept for Distributed Operations*. (Washington DC: Department of the Navy, Headquarters USMC, 25 avril 2005). Le document complet est disponible sur l'Internet à l'adresse suivante : <http://www.mcwl.usmc.mil/>.
2. Ibid, p. 3.
3. Antulio J. Echevarria II. *Fourth-Generation War and Other Myths*. Document de travail, (Carlisle: Strategic Studies Institute, novembre 2005), v. Echevarria a aussi noté dans sa critique que « la roue réinventée [par les partisans de la guerre de quatrième génération] ne tournera jamais. »



L'Adjum Lizotte, du 2 RCHA, enseigne à des soldats afghans comment utiliser le mortier de 82 mm



---

# — CRITIQUES DE LIVRES —

---

## **NO ONE CAN STOP THE RAIN: A CHRONICLE OF TWO FOREIGN AID WORKERS DURING THE ANGOLAN CIVIL WAR**

MOORHOUSE, Karin et CHENG, Wei. Toronto, Insomniac Press, 2005, ISBN 1-894663-90-X, 288 p.

## **A CRUEL PARADISE: JOURNALS OF AN INTERNATIONAL RELIEF WORKER**

OLSON, Leanne. Toronto, Insomniac Press, 1999, ISBN 1-895837-82-0, 252 p.

**Critique préparée par M. Roy Thomas, CSM, CD**

Médecins Sans Frontières (MSF) est devenu le symbole des organisations non gouvernementales (ONG) qui apportent de l'aide humanitaire. En effet, MSF a reçu le prix Nobel de la paix en 1999 en reconnaissance de son travail exceptionnel partout dans le monde.

MSF commence à apparaître dans les scénarios d'instruction à mesure que les Forces canadiennes y intègrent la guerre à trois volets. MSF était représenté dans l'exercice VIRTUAL RAM qui s'est déroulé à Edmonton en janvier 2005 et le sera de nouveau dans la plus récente version de l'exercice FINAL DRIVE du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne qui a été dévoilée en juin 2005.

Même s'ils favorisent la prise de conscience, ces exercices ne prévoient aucun contact réel avec les membres de l'organisation qui mettent souvent leur carrière médicale en veilleuse pour travailler pendant des mois dans les régions du monde les plus touchées par la guerre et les plus minées. Heureusement, au cours des dernières années, une petite maison d'édition canadienne a publié deux livres qui permettent de mieux mettre en perspective le travail de MSF.

« No One Can Stop the Rain » est la plus récente publication d'Insomniac Press de Toronto. Un médecin, Wei Cheng, et une responsable du marketing chez Nestlé, Karin Moorhouse, communiquent aux lecteurs les pensées qui les hantaient pendant qu'ils travaillaient à Kuito, en Angola, de 2000 à 2001. Rédigé d'abord sous forme de courriels à l'intention d'amis et de parents, le recueil d'anecdotes présente deux visions de la vie sur la ligne de front d'une grande organisation de secours humanitaire.

En guise de compte rendu après action, l'épilogue et la section intitulée « qu'est-il advenu de... » permettent aux lecteurs de juger par eux-mêmes si le duo a réussi à changer le cours des choses. Des photos en noir et blanc agrémentent le texte. Ce livre poursuit une tradition qu'Insomniac a commencé en 1999 en publiant « A Cruel Paradise ».

Leanne Olson, auteure de « A Cruel Paradise », est une ancienne infirmière de Winnipeg qui a publié une version détaillée de son journal personnel dans lequel elle a décrit son expérience dans les années 1990 au Libéria, au Congo, au Burundi, en Albanie, en Bosnie et en Angola. Son récit est d'une grande intensité. En introduction,



elle écrit que personne ne sort intact d'une guerre, et son histoire montre qu'elle dit vrai.

La vie d'Olson a été menacée à plusieurs reprises pendant ses voyages. De plus, elle a été témoin de situations traumatisantes toujours omniprésentes. Dans un des passages les plus poignants de son livre, elle mentionne raconte son arrivée sur la scène d'un massacre à Mokoto avec les premiers intervenants étrangers.

Les deux livres se lisent très bien, même si leur contenu est rarement le genre de lecture à faire « avant le souper ». Pour les lecteurs militaires qui souhaitent comprendre ce qui se cache derrière les initiales de MSF aux exercices préparatoires, ces deux livres présentent des personnes qu'ils pourraient rencontrer « en première ligne », là où l'aide humanitaire côtoie les forces de la sécurité.

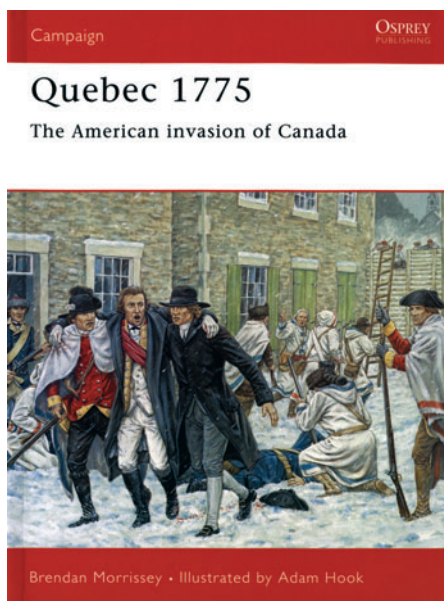
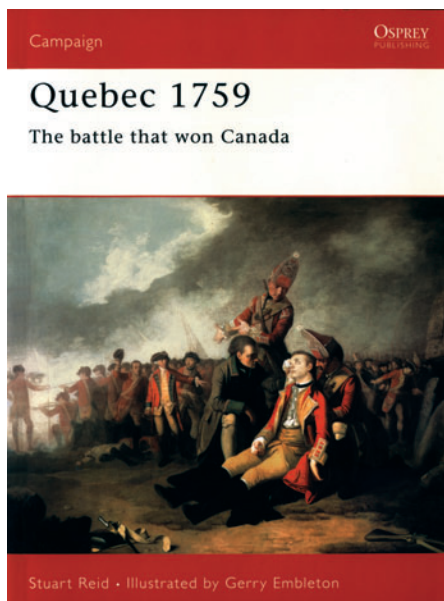
## QUEBEC 1759: THE BATTLE THAT WON CANADA

Reid, Stuart, Osprey Campaign No 121, Oxford, Osprey Publishing, 2003, 96 pages.  
30,95 \$ CAN

## QUEBEC 1775: THE AMERICAN INVASION OF CANADA

Morrissey, Brendan, Osprey Campaign No 128, Oxford, Osprey Publishing, 2003, 96 pages. 30,95 \$ CAN

Critique préparée par M. Robert L. Boyer, MA



La série *Campaign* de Osprey Publishing est l'une des plus attrayantes offerte par l'éditeur britannique. Cette série, dont les livres sont relativement peu volumineux (96 pages), a pour objet d'exposer l'essentiel des « stratégies et des tactiques d'armées antagonistes et des combats qu'elles se livrent » dans le contexte d'une campagne déterminée. La série couvre un nombre impressionnant de campagnes militaires, allant de la bataille de Qadesh (1 300 av. J.-C.) à la guerre du Yom Kippur (1973) (deux

---

volumes), en passant par toutes les grandes campagnes historiques. La série compte 160 volumes. En outre, chaque volume est abondamment illustré et comprend des cartes, des photos, des imprimés et des dessins. Par exemple, *Quebec 1775: The American Invasion of Canada*, offre 72 illustrations en noir et blanc et 29, en couleur, ce qui agrément la lecture.

Les auteurs des ouvrages susmentionnés ne proviennent pas du milieu universitaire et ne sont pas des historiens de profession. Dans les sommaires, on précise que M. Reid s'intéresse à l'histoire militaire depuis longtemps et travaille à la production de films à titre d'expert militaire, alors que M. Morrissey, avocat de formation, est conseiller en RP et rédacteur dans le domaine de l'industrie de la défense. À eux deux, ils ont publié vingt-deux livres chez Osprey, dont la majorité porte sur les guerres du 18<sup>e</sup> siècle. Les illustrations dans les deux volumes susmentionnés sont l'œuvre de Gerry Embleton (*Quebec 1759*) et de Adam Hook (*Quebec 1775*). M. Embleton est également co-auteur d'un livre de la série *Men-at-Arms* chez Osprey.

Les deux livres ont une structure similaire : après un bref exposé et une chronologie des faits qui ont précédé la campagne, les auteurs présentent les commandants des deux camps, leurs armées et leurs plans. Les auteurs consacrent la majeure partie de leur ouvrage à des descriptions détaillées des batailles livrées dans le cadre de la campagne en cause. Les deux ouvrages regorgent d'illustrations d'époque sur les divers commandants, les drapeaux régimentaires, les uniformes et les attirails de combat ainsi que de cartes donnant une vue d'ensemble des diverses batailles. En guise de conclusion, on trouve dans chacun des livres un court chapitre intitulé « Aftermath » (Conclusion) et des commentaires sur l'état des champs de bataille aujourd'hui. Une courte bibliographie couronne le tout.

Il faut souligner que les publications de la maison d'édition Osprey sont essentiellement des ouvrages élémentaires, caractère qui ressort clairement dans l'« introduction » des deux livres. Par exemple, l'auteur de *Quebec 1759* omet de situer la campagne dans le contexte général de la guerre de Sept Ans. En fait, ce conflit européen n'est nullement mentionné dans le livre. L'auteur traite exclusivement du théâtre nord-américain. Idem pour *Quebec 1775* dans lequel les causes de la guerre de l'Indépendance américaine sont esquissées dans une courte section du livre où l'auteur se limite à décrire l'opposition à la taxation et le « mécontentement » (en français dans le texte) des colonies américaines face au régime britannique. Peut-être cherche-t-on, dans la série *Campaign*, à ne pas trop s'attarder aux causes politiques à l'origine des conflits afin de mettre l'accent sur les opérations et les tactiques militaires; mais, il demeure que les auteurs auraient eu avantage à mieux préciser le contexte général dans lequel se déroulent les campagnes traitées, d'autant plus qu'il s'agit d'ouvrages de vulgarisation.

Dans les deux livres, les sections portant sur les commandants antagonistes ne sont pas assez élaborées. En effet, chaque auteur se contente de donner le nom des principaux protagonistes — avec dessins ou reproductions à l'appui, s'il y a lieu — et de décrire brièvement chacun d'eux. Invariablement, dans ces courtes descriptions, les auteurs ne tracent que quelques traits de la personnalité des chefs (par exemple, Wolfe est « ambitieux et plutôt intraitable » [traduction libre], tandis que Montcalm est « arrogant, fier et impatient » [traduction libre]) et ne font état que de leurs affectations politiques et militaires et des unités qu'ils commandent, tout en omettant de donner des précisions sur leur carrière militaire. Par exemple, dans *Quebec 1759*, on ne donne aucun détail sur les antécédents militaires des commandants français Lévis et de

---

Bougainville. Malheureusement, ce type d'omission est fréquent dans les deux ouvrages. J'aurais aimé en apprendre davantage sur l'expérience de campagne et de combat des antagonistes, leur formation et leur compétence.

Après le segment « mise en situation », les auteurs dressent un tableau des armées en présence et exposent leurs plans respectifs. Ils décrivent en détail les forces dont dispose chacun des commandants, et ce, à l'aide de tableaux, de photos et de dessins d'époque afin de bien illustrer leur propos. Les auteurs précisent le nombre d'unités selon le type, par exemple le nombre de régiments de la Régulière, de la Milice ou autre, ainsi que la raison d'être et les fonctions de chacune d'elles. Toutefois, il n'y a pas de tableau d'ensemble de l'ordre de bataille. Les commentaires sur la qualité des troupes en présence — lorsqu'il y en a — sont succincts. Dans *Quebec 1775*, bien que Morrissey précise que les Continentaux américains de Benedict Arnold devaient être aussi efficaces et compétents que les soldats de la Force régulière britannique, il donne très peu de précisions sur la qualité réelle de ces soldats. Toutefois, compte tenu de la courte période de mobilisation et du caractère ponctuel des structures et de la composition des Continentaux (formés majoritairement de volontaires et de miliciens renforcés de quelques vétérans de la guerre de Sept Ans), on peut conclure qu'en 1775, ces combattants américains n'étaient probablement pas aussi efficaces et compétents que les soldats de la Force régulière britannique. Les deux auteurs, qui suivaient des voies parallèles jusqu'à présent, s'écartent l'un de l'autre dans leur analyse des plans des forces opposées. Reid donne une excellente description des plans stratégiques respectifs de Wolfe et de Montcalm, ce qui donne au lecteur un bon point de départ pour comprendre l'issue de la bataille. Par contre, Morrissey, en intégrant les actions de Arnold et de Carleton dans son analyse de la campagne, laisse le lecteur découvrir par lui-même les plans stratégiques et les décisions des deux chefs au fur et à mesure de la narration.

Comme je l'ai mentionné plus haut, les deux livres portent essentiellement sur l'examen des actions militaires menées dans le cadre de chaque campagne (*Quebec 1759* — 58 pages, *Quebec 1775* — 56 pages). Les lecteurs qui aiment l'histoire des opérations militaires, agrémentée de nombreuses cartes couleur et de schémas de batailles, apprécieront grandement ces deux livres. Pour chaque bataille importante, il y a, étalée sur deux pages, une vue latérale en couleur non seulement du terrain, mais également des déploiements et des mouvements de troupes au cours des différentes phases des combats. Sur le plan stratégique, des cartes couleur décrivent le mouvement des forces à l'échelle du théâtre. Je le répète, ces cartes et schémas rendent la lecture très agréable. Mais, que penser de la narration des campagnes elles-mêmes? Rend-elle fidèlement les « stratégies et les tactiques des armées antagonistes et les combats qu'elles se livrent »? Dans *Quebec 1759*, Reid a manifestement un parti pris en faveur des Britanniques. Son « récit de l'histoire » penche du côté britannique. La campagne menant à la bataille des plaines d'Abraham et la bataille elle-même sont envisagées presque exclusivement sous l'angle des Britanniques. L'auteur ne s'intéresse qu'aux pensées et aux actions de Wolfe. Le point de vue français, plus particulièrement celui de Montcalm, est — fait étrange — absent de la narration. Le lecteur n'a aucune idée des pensées et des émotions qui animaient Montcalm face aux forces de Wolfe, à part de ce que dit l'auteur dans sa description des problèmes stratégiques auxquels était confronté le commandant français. Conséquemment, le récit de la campagne semble incomplet et aurait été franchement meilleur si l'auteur ne s'était pas contenté de regarder par le petit bout de la lorgnette. Malgré cette perspective unilatérale,

---

l'auteur fait néanmoins bon usage des principaux documents originaux, notamment en utilisant des extraits des ordres exacts donnés par Wolfe et en se servant du journal du commandant anglais afin d'illustrer ses rapports avec ses commandants subordonnés, Monckton, Murray et Townshend.

Dans *Quebec 1775*, Morrissey est plus objectif que ne l'est Reid dans *Quebec 1759*. Il analyse en alternance le point de vue des divers commandants américains (surtout Arnold) et celui des commandants britanniques (principalement Carleton), ce qui donne au lecteur une bonne idée de l'action au fur et à mesure qu'elle se déroule. Ses descriptions sont parfois très captivantes et illustrent bien les difficultés et les dangers de mener une campagne en Amérique du Nord au 18<sup>e</sup> siècle. Le récit de la marche de Arnold au nord par le Maine est rehaussé de schémas et montre la lente désintégration des troupes sous l'effet de la faim, de la maladie, du mauvais temps et du terrain. À l'instar de *Quebec 1759*, l'auteur montre une excellente vue latérale, étalée sur deux pages, du siège de Saint-Jean (QC) ainsi que de l'attaque et du siège de Québec. Après le repli des troupes américaines de Québec, la campagne se termine par un combat naval — la bataille de l'île Valcour — sur le lac Champlain, le tout rehaussé de cartes. Il est intéressant de noter qu'au cours de cette bataille, un certain nombre de petits navires étaient commandés par des officiers de l'Armée.

Les sections intitulées « Aftermath » (Conclusion) n'offrent pas de surprises réelles. Chaque auteur conclut en décrivant les traités imposés, le sort des principaux participants et la situation générale après les hostilités. Le visiteur/touriste qui envisage de visiter Québec ou la région du lac Champlain tirera très certainement profit de cette section décrivant — photos récentes à l'appui — l'état actuel des champs de bataille. Enfin, les bibliographies donnent un bon point de départ au lecteur désireux d'approfondir ses connaissances. Dans *Quebec 1775*, la bibliographie thématique oriente le lecteur vers des domaines d'intérêt particuliers.

Dans l'ensemble, *Quebec 1775*, comme étude de campagne, est plus intéressant que *Quebec 1759*, surtout parce que l'auteur situe son récit dans une perspective bilatérale. *Quebec 1759* n'est certes pas sans intérêt, sauf que l'auteur se limite à un seul point de vue : celui des Britanniques. Il faut donc en être conscient lorsqu'on le lit. Les deux ouvrages ne sont pas avares d'excellents documents visuels; en somme, il s'agit d'ouvrages qui ont certainement leur place sur tout rayon de documents de référence.

---

## THE WAR IN THE MEDITERRANEAN

IRELAND, Bernard. South Yorkshire, Pen and Sword Books, 2004,  
ISBN 1-84415-047-X, 224 p.

**Critique préparée par le Lieutenant-colonel R.S. Williams, MSM, CD**

Étant donné le caractère actuel des opérations expéditionnaires, l'ouvrage de Bernard Ireland constitue un excellent document d'information sur des opérations interalliées, ou comme on dit aujourd'hui, « opérations interarmées » historiques, sans oublier toutes les difficultés de logistique et de commandement et contrôle posées par les longues distances. Son livre contient un résumé général des missions qui se sont déroulées dans le théâtre méditerranéen jusqu'en 1943, une période souvent négligée, en plus de permettre des comparaisons avec les missions outre-mer actuelles. L'auteur souligne l'importance de ce théâtre, particulièrement après l'invasion de l'Abyssinie en mai 1936 et la guerre civile espagnole, un thème intéressant et méconnu. Ireland, qui

---

centre son travail sur la valeur stratégique souvent incomprise de la région de la Méditerranée, y revient à plusieurs reprises.

Le livre contient une description chronologique de la période s'échelonnant de 1940 à 1943 et des chapitres traitant des périodes décisives. L'auteur est critique, mais objectif quand il décrit à quel point le Royaume-Uni, privé d'un dessein précis, un danger pour tous les pays encore de nos jours, était extrêmement non préparé à un conflit mondial. Le livre offre nombre d'exemples d'ingérence politique de la part de Churchill, des exemples souvent peu connus tirés de cette époque et de ce théâtre. La rivalité entre les commandants et la lutte qu'ils se faisaient pour obtenir des ressources, particulièrement pendant les jours sombres de la bataille d'Angleterre et immédiatement après, a exacerbé la difficulté de remporter des victoires militaires dans la région de la Méditerranée.

Le chapitre 5 sur les activités périphériques donne des précisions sur un grand nombre d'exploits qui ont rarement été mentionnés, dont le naufrage du NSM York le 26 mars 1941 dans la baie de Suda en Crète causé par des bateaux à moteur italiens remplis d'explosifs. Bon nombre de ces exploits peu connus sont fascinants et inspirent d'autres lectures ou recherches. La bataille de Matapan, qui a entraîné la destruction de trois navires et de deux destroyers italiens, est un autre des nombreux exploits qui sont décrits.

La faculté de lire dans les pensées de l'ennemi est illustrée par Rommel quand il a conclu que des troupes britanniques ne pouvaient pas être prises au piège en grand nombre si elles avaient accès à la mer; Rommel est arrivé à cette conclusion après l'évacuation de Dunkerque en 1940 et l'opération DEMON, soit l'évacuation de la partie continentale de la Grèce en avril 1941.

Les engagements en mer sont très bien expliqués tout comme leurs répercussions dans le théâtre méditerranéen sans que les lecteurs ne s'enlisent dans des détails superflus et n'aient besoin d'un dictionnaire pour comprendre. La perte du NSM Ark Royal est l'une des plus importantes abordées dans le livre. L'auteur a très bien réussi à exposer de façon détaillée l'alternance des victoires et des défaites tant chez les alliés que chez les puissances de l'Axe pendant les campagnes sur terre et en mer, et ce, sans que les lecteurs ne se perdent dans trop de détails.

L'arrivée de Montgomery est plutôt traitée du point de vue des difficultés auxquelles il s'est heurté et des causes de celles-ci. Sa personnalité unique est laissée pour compte. La bataille d'Alamein est traitée et des faits nouveaux aident à expliquer les problèmes des débarquements amphibies. L'absence de moyens de transport amphibies et peut-être plus important encore, le manque d'expérience dans le domaine des opérations amphibies sont décrites et l'auteur attribue la réussite du débarquement à Safi, à Oran et à Alger à la faible résistance de la France et à la chance.

Le chapitre 10, un excellent résumé de l'activité militaire française, explique la délicate question sur le plan politique qui s'est posée le jour où la France a ordonné un cessez-le-feu plutôt que de capituler, et sabordé sa flotte à Toulon.

La description du naufrage du navire italien Scilla, qui avait à son bord 800 prisonniers de guerre (PG) britanniques, dont à peine une vingtaine ont survécu, rappelle les conséquences d'une guerre effrénée. L'auteur se sert de cet exemple pour rappeler aux lecteurs toute la gravité d'une guerre mondiale.

---

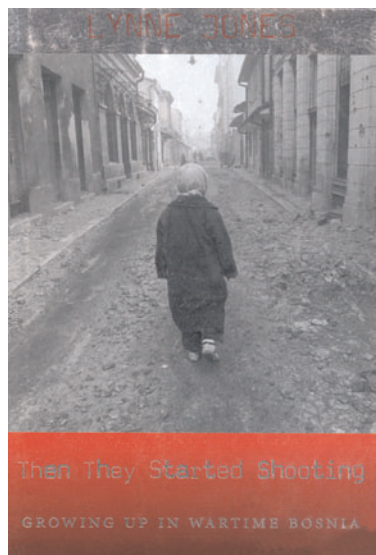
Pour conclure, l'auteur souligne l'effet à plus long terme peut-être du retrait de l'« Afrikakorps » de l'ordre de bataille de l'Allemagne. Il cherche aussi à insister encore et toujours sur la myriade de problèmes réels inhérents aux opérations expéditionnaires et causés par des voies de communication démesurées, des objectifs vagues, une insuffisance de ressources et l'ingérence politique. Ces facteurs classiques, dont certains ne sont pas quantifiables, permettent peut-être de réussir une estimation et/ou un plan de campagne dans un collège d'état-major, mais ils peuvent aussi ruiner un plan de campagne réel. Ce livre compact est recommandé à ceux qui participent à la planification de campagnes dans le cadre d'opérations expéditionnaires.

---

## AND THEN THEY STARTED SHOOTING: GROWING UP IN WARTIME BOSNIA

Lynne Jones. Cambridge: Harvard University Press, 2004. ISBN 0-674-01561-4.  
Livre relié, 336 pages.

Critique préparée par le Capitaine J.K. Vintar, CD, MA



L'attention de plus en plus grande accordée au syndrome de stress post-traumatique (SSPT) ces dernières années a amené plusieurs personnes à croire que les conséquences d'un événement traumatique se manifesteront, dans une plus ou moins grande mesure, pendant toute l'existence de celui qui l'a vécu.

Dans son ouvrage *And Then They Started Shooting*, la pédopsychologue Lynne Jones analyse ce sujet de préoccupation. Elle y présente le résultat d'entrevues effectuées auprès de jeunes Bosniaques et Serbes de Bosnie pendant et après le conflit dans les Balkans. Puisqu'elle ne voulait pas limiter ses recherches à un seul côté de la médaille, l'auteur a choisi deux principaux endroits pour recueillir ses données : Gorazde, qui fait maintenant partie de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, et Foca, dans

l'actuelle République serbe. L'information a été obtenue au moyen de questionnaires et d'entrevues.

La croissance de la presse écrite et du télé-journalisme nous a permis d'accéder à des images d'enfants de pays ravagés par la guerre, lesquelles provoquent des émotions intenses et profondes. La souffrance, le déplacement, le deuil et la séparation de la famille sont encore plus poignants lorsque les mis en cause sont des innocents qui subissent les effets de la guerre. On s'attendrait à ce que les répercussions que l'on a remarquées chez les adultes se manifestent aussi chez les enfants : flashbacks, cauchemars, sentiments d'horreur, insécurité et peur qui perdurent après le conflit.

Cet ouvrage porte essentiellement sur les effets psychologiques de la guerre sur les enfants deux ans après le conflit dans les Balkans. Les conclusions sont dignes d'intérêt. L'auteur a découvert qu'en réalité, la capacité des enfants de faire face à la situation est



---

meilleure que ce que l'on croyait, et que la majorité de ces enfants se sont tirés de la guerre sans conséquence désastreuse.

La première section de l'ouvrage est consacrée à des récits sur la guerre du point de vue des enfants. Ceux-ci décrivent dans leurs propres mots (traduits) le conflit et les conséquences qu'il a eues sur eux et sur leur famille. Un échantillon représentatif de huit enfants et de leur famille a été retenu sur un total de 40 entrevues. Ils racontent la perte d'amis et de parents, leur déplacement, et le sentiment qu'une chose accablante se produisait sans toutefois savoir ce qui se passait exactement, ni comment, ni pourquoi. Venant de la bouche d'enfants, ces descriptions sont bouleversantes et émouvantes. Les récits et les émotions des enfants se ressemblent tellement que les noms, les lieux et l'origine ethnique perdent de leur importance et se confondent en un seul et unique enfant.

Le deuxième chapitre porte sur la façon dont les enfants comprennent la guerre. On s'attend à ce qu'ils tentent de comprendre ce qui est arrivé à leur maison, à leurs amis, à leur famille et, en fait, à leur société tout entière en cherchant des explications auprès des membres de leur famille ou des médias. Au lieu de cela, on décèle plutôt de l'indifférence dans les paroles des enfants; les jeunes semblent détachés du processus de compréhension des événements qui surviennent autour d'eux. Dans la société balkanique, où la famille occupe une place prépondérante, il y a étonnamment peu de dialogue à ce sujet entre les parents et les enfants. Il semble que le silence, ou la crainte de troubler les parents ou les enfants en ressassant ces événements, soient la règle au sein de la population. Les principaux moyens dont disposent les enfants pour se renseigner sont l'écoute aux portes et les médias.

Cela étant, en raison de la polarisation d'institutions telles que les médias et l'enseignement après la guerre, les enfants ignorent les réalités de leur propre pays. Par exemple, de nombreux enfants croyaient qu'ils vivaient dans deux pays distincts, soit la République serbe ou la Fédération de Bosnie-Herzégovine, plutôt que dans un seul pays divisé en deux entités. Cette idée de schisme a également été dénotée dans la confusion qui régnait au sujet des différents camps de la guerre où il était possible de détester les Turques ou les Tchétchènes en tant que groupe, tout en s'ennuyant de son ancien ami de "l'autre" origine ethnique. Cela dit, la situation sociale et politique de la Bosnie-Herzégovine moderne semble généralement complexe et incompréhensible pour de nombreux adultes.

Enfin, l'auteur analyse le bien-être des enfants. Dans la troisième partie de l'ouvrage, elle présente d'abord les résultats d'une étude sur le SSPT et elle met en doute cette mentalité d'analyse rigide voulant qu'une personne affichant les symptômes A, B et C souffre alors du SSPT. Elle signale qu'il est tout à fait normal que les réactions des enfants aux événements tragiques se manifestent par des cauchemars et des sentiments de peur ou d'abandon de même que par des troubles de concentration. Les réactions et les sentiments remarqués ne sont pas atypiques.

La recherche d'un sens et d'une signification aux événements après des années de guerre semble être un moyen naturel d'en arriver à clore le dossier. Au lieu de cela, l'auteur a découvert que les enfants qui ne cherchaient pas de réponses et qui restaient isolés étaient davantage portés à se sentir bien psychologiquement. Je me demande quels seraient les résultats d'une étude menée auprès des participants dans 10 ans.

---

Dans l'ensemble, l'ouvrage est intéressant et instructif, mais à un certain moment, l'auteur s'éloigne des enfants et fait une déclaration selon moi controversée sur la situation socio-historique de la Bosnie. L'auteur met en évidence le fait que la Bosnie-Herzégovine était une collectivité mixte où coexistaient paisiblement des gens de différentes origines ethniques et religieuses et où la majorité des enfants ne savaient pas à quel groupe ils appartenaient, et ne pouvaient faire aucune distinction entre les Serbes, les musulmans et les Croates. On remarque parmi les familles serbes et musulmanes interviewées un sentiment presque unanime selon lequel tout allait bien avant la guerre. C'est avec une certaine nostalgie qu'elles évoquent le passé. L'auteur affirme que :

Dans toute étude attentive de l'histoire, la Bosnie est remarquable pour le demi-millénaire pendant lequel quatre différentes religions (orthodoxe, catholique, musulmane et juive) ont coexisté ensemble sans aucune violence. Les conflits qui avaient surgi avant la dernière guerre n'étaient pas plus fréquents que ceux qui opposaient les autres nations européennes, et ils étaient en grande partie provoqués par des étrangers... Cette guerre, bien loin d'être issue d'anciennes rancunes, est en réalité la source de l'animosité des uns envers les autres. [Traduction]

Cet énoncé passe sous silence les réalités historiques de la région. Que ce soit sous le règne de Tito, la dynastie des Karageorgevic, l'autorité austro-Hongroise ou les Ottomans, un gouvernement fort et centralisé (exerçant des contrôles serrés sur liberté d'expression, de réunion, etc.) et une organisation de sécurité interne efficace ont écarté les conditions qui auraient suscité un soulèvement violent pour des raisons ethnoreligieuses. D'anciennes rancunes existaient, mais il n'était pas permis de sombrer dans le chaos jusqu'à ce que ce contrôle faiblisse après la mort de Tito.

Pour les membres des FC qui ont servi dans les Balkans, un ouvrage de cette nature s'avère sans précédent, instructif et essentiel à notre compréhension des effets de la guerre sur les enfants. Il permet de voir les Balkans sous un autre angle que celui auquel nous sommes habitués, à savoir l'atténuation des problèmes matériels par des dons de vêtements et d'argent ou par la construction ou la réparation d'écoles. Bonne lecture!

---

## **CENTURY OF SERVICE: THE HISTORY OF THE SOUTH ALBERTA LIGHT HORSE**

Donald E. Graves, (Toronto, Robin Brass Studio, 2005), 488 pages, livre relié, 69,95 \$, ISBN 1-896941-43-5.

**Critique préparée par Mme Brandey Barton**

L'Alberta a levé de nombreux régiments à des fins militaires au cours de sa relativement brève existence mais, jusqu'à maintenant, il n'existait pas d'histoire complète ou détaillée de son unité la plus ancienne. Dans son ouvrage, *Century of Service: The History of the South Alberta Light Horse*, Donald Graves présente une histoire chronologique détaillée du régiment de milice le plus ancien de la province, qui a été levé le 3 juillet 1905, juste au moment où l'Alberta se joignait à la Confédération.

---

L'ouvrage commence par une discussion du South Alberta Light Horse Regiment (SALH) tel qu'il existe aujourd'hui et donne des détails sur un exercice d'entraînement qui a eu lieu en août 2004. Donald Graves ramène ensuite le lecteur en arrière dans le temps en parlant d'événements qui ont eu lieu en Alberta tels que la Rébellion du Nord-Ouest, qui a mené à la formation du 15th Light Horse en 1905, et de la façon dont des membres de la Police à cheval du Nord-Ouest (P.C.N.-O.) allaient plus tard être intégrés au Régiment. Les autres unités qui ont précédé le SALH et dont le livre parle incluent le 31<sup>e</sup> Bataillon d'infanterie du Canada, le 19<sup>th</sup> Alberta Dragoons Service Squadron, le Régiment de cavalerie du Corps d'armée du Canada et le Canadian Light Horse, durant la Première Guerre mondiale, et le 29<sup>th</sup> Canadian Armoured Reconnaissance Regiment (South Alberta Regiment [SAR]) de même que le 13<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne de l'Artillerie royale canadienne, durant la Seconde Guerre mondiale. Le tout est accompagné d'une collection considérable de photographies, de cartes et de diagrammes qui permettent au lecteur de voir l'évolution du régiment. Les nombreuses photographies, dont beaucoup de photographies contemporaines, font certainement partie des points saillants de *Century of Service*.

Le lecteur qui prend un exemplaire de *Century of Service* et qui connaît les réalisations précédentes de l'auteur se retrouvera probablement aussitôt, pour différentes raisons, en terrain familier. La présentation de cette histoire et de *South Albertas: A Canadian Regiment at War* du même auteur, publié en 1998, sont identiques. La mise en page est très semblable, de la disposition des chapitres à l'inclusion d'un intéressant album de photographies en couleur. Donald Graves reconnaît dans son introduction de *Century of Service* qu'il a d'abord hésité à entreprendre ce projet lorsque le régiment l'a approché à la fin de 2003. Même si le régiment voulait que son histoire soit documentée à temps pour son centenaire, Donald Graves a hésité à accepter la commande parce qu'il craignait avoir déjà donné beaucoup de détails sur son histoire dans *South Albertas*.

Les chapitres sur la Première Guerre mondiale traitent des expériences vécues par les unités de l'Alberta tout au long de la guerre, y compris le processus du recrutement en Alberta, les questions relatives à l'entraînement et à l'équipement, les batailles auxquelles les unités ont pris part, l'emploi de la cavalerie et les soins donnés aux pertes sur le front ouest. *Century of Service* relate ensuite l'histoire des unités de l'Alberta dans le contexte du reste de la guerre et, bien que ce soit nécessaire pour tout comprendre, le lecteur peut avoir l'impression de lire une autre histoire globale de la Première Guerre mondiale. Un des éléments les plus intéressants des chapitres sur la Première Guerre mondiale réside toutefois dans les nombreuses histoires personnelles de différents soldats. Le lecteur rencontre notamment le Caporal suppléant Donald Fraser et le Cavalier George Hambley, qui désapprouvait le comportement de ses camarades du Canadian Light Horse, en particulier leur fraternisation avec les femmes européennes. L'inclusion d'extraits du journal personnel de ces hommes et de certains autres jette un éclairage utile sur ce que la guerre était pour les hommes des unités de l'Alberta.

Avant de parler de la Seconde Guerre mondiale, *Century of Service* examine les activités du régiment durant l'entre-deux-guerres. Une série d'extraits de lettres échangées

---

entre le Caporal Robert Clipperton et son épouse, le Caporal Myrtle Clipperton, pendant qu'il servait au sein du SAR et qu'elle en faisait autant au sein du Service féminin de l'Armée canadienne (CWAC), est d'un intérêt particulier. Les lettres permettent encore une fois au lecteur de voir la guerre au travers des yeux de personnes qui y ont été mêlées, ce qui lui donne un aspect beaucoup plus personnel. La section sur la Seconde Guerre mondiale suit un schéma analogue aux chapitres sur la Première Guerre mondiale pour ce qui est du recrutement, de l'entraînement, de la vie au front et des opérations particulières auxquelles le SAR et le 13<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne ont pris part.

Le livre compte trois autres chapitres et un épilogue qui traitent des activités du régiment entre 1946 et 2005. Ces chapitres mettent en évidence la restructuration du régiment et l'adoption du nom « South Alberta Light Horse », en 1954, conformément à un décret signé par le ministre de la Défense nationale, Brooke Claxton. L'auteur traite de la controverse causée par l'adoption de l'appellation SALH en Alberta et du fait que, à Medicine Hat, les personnes qui souhaitaient conserver l'appellation South Alberta Regiment étaient particulièrement déçues qu'elle disparaisse. Tout comme le reste du livre, ces chapitres renferment des comptes rendus de différents membres du régiment, ce qui donne à l'histoire un aspect plus personnel. *Century of Service* se termine comme il a commencé, par une description d'un exercice d'entraînement du Light Horse tenu en août 2004 à Wainwright, en Alberta, ce qui boucle la boucle.

Ce que le titre de cet ouvrage ne laisse pas voir, toutefois, c'est que *Century of Service* vise aussi à commémorer le centenaire de l'Alberta, dont l'existence date du 5 juillet 1905. Même si une des premières pages du livre indique que l'ouvrage est censé commémorer les deux centennaires, ce détail ne figure pas dans le titre. Il est important, lorsqu'on lit *Century of Service*, de se rappeler que cet ouvrage commémore aussi le centenaire de l'Alberta, car certains chapitres traitent uniquement de la vie en Alberta durant les années de guerre et durant l'entre-deux-guerres. Ces chapitres additionnels surprennent un peu, car on ne s'attend pas nécessairement à lire dans l'histoire d'un régiment des passages parlant du chômage en Alberta dans les années 1930. Les sections qui commémorent le centenaire de l'Alberta auraient peut-être gagné à figurer dans un ouvrage distinct, *Century of Service* se consacrant uniquement à l'histoire du SALH. *Century of Service* essaie de couvrir une large tranche d'histoire. Le résultat est que, dans bien des sections, le lecteur est moins que satisfait de la profondeur de l'exposé, bien que *Century of Service* compte plus de 400 pages.

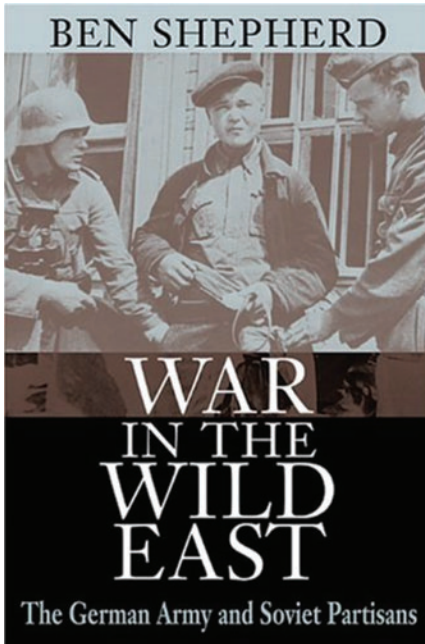
Dans l'ensemble, *Century of Service: The History of the South Alberta Light Horse* est une histoire régimentaire dont les membres du régiment peuvent être fiers. Le tableau d'honneur qui figure en appendice est un hommage approprié aux personnes qui ont servi au sein de l'unité et un bon point de départ pour les membres des familles qui veulent en savoir plus sur le South Alberta Light Horse.

---

## WAR IN THE WILD EAST: THE GERMAN ARMY AND SOVIET PARTISANS

par M. Ben Shepherd Cambridge, Harvard University Press, 2004 300 pages, 29,95 \$US

Critique préparée par le Sergent Gary I.H. Kett



Ben Shepherd vient grossir les rangs des historiens, tels qu'Omer Bartov et Matthew Cooper, qui se sont penchés sur le comportement inconvenant adopté par l'armée allemande sur le front est pendant la Deuxième Guerre mondiale<sup>1</sup>. Dans son ouvrage, il va au-delà du cloisonnement habituel des atrocités commises par les Allemands pendant la guerre, qui jette bien souvent le blâme uniquement sur la Schutzstaffel (SS), et affirme que l'armée allemande ne faisait pas seulement preuve de complaisance, mais encourageait également ses membres à commettre des meurtres, à détruire sans raisons valables et à laisser libre cours à la brutalité dans la campagne dirigée contre les partisans en Russie. Shepherd fait valoir que c'est en raison d'un conditionnement jumelé aux facteurs conjoncturels que le soldat allemand moyen a adopté un comportement si épouvantable.

Shepherd articule principalement son argumentation autour du comportement des divisions de sécurité des lignes arrières allemandes, qui suivaient les trois groupes d'armées de l'armée allemande. Cela ne constitue pas une comparaison juste avec la Wehrmacht, car les divisions de sécurité étaient composées de soldats ne pouvant être envoyés au front en raison de leur âge, d'une incapacité physique ou même d'un manque de compétence. Les membres de ces unités n'avaient reçu que peu d'instruction et ne disposaient pas des ressources requises pour mener à bien leur mission contre les partisans russes. À ce titre, on peut affirmer qu'ils sont très peu représentatifs autant de la Wehrmacht, que de l'autre extrême souvent étudié, la SS. Il aurait peut-être été plus judicieux d'examiner les unités de front de la Wehrmacht, telles que le 15<sup>e</sup> Régiment motorisé, qui a commis des actes barbares lors de la campagne en Pologne, et de se pencher sur leurs agissements en Russie.<sup>2</sup>

Des cinq divisions de sécurité qui suivaient le Groupe d'armées du centre de l'armée allemande, l'auteur a principalement analysé la 221<sup>e</sup>. Il n'énonce pas clairement la raison pour laquelle il a opté pour cette division, certaines autres divisions ayant semble-t-il agi beaucoup plus cruellement à l'endroit de la population russe. Toutefois, la raison pourrait simplement être que les actes posés par cette division sont plus abondamment documentés. L'auteur mentionne effectivement que les dossiers concernant les divisions de sécurité après 1943 sont presque impossibles à trouver.

---

Shepherd réussit, dans son ouvrage, à faire ressortir les nombreux facteurs qui ont motivé les soldats des lignes arrières à agir si impitoyablement face aux partisans et aux innocents pris entre les deux parties. Parmi ces facteurs, on compte : l'idéologie nazie, la tradition anti-slave, les ressources restreintes, les conditions environnementales, les vastes zones d'opération et les actes brutaux posés par les partisans mêmes. Il examine également l'incidence de décrets, tels que le tristement célèbre « Ordre des commissaires » d'Hitler et d'autres directives similaires données par l'état-major supérieur de l'armée allemande, qui ont essentiellement donné aux troupes allemandes l'impression d'agir en toute légalité<sup>3</sup>. Ainsi, le rejet des contraintes morales a débuté aux plus hauts niveaux et s'est propagé jusqu'aux troupes, ouvrant la voie à de nombreuses atrocités. L'analyse, par l'auteur, de l'incidence de la personnalité des officiers de niveaux opérationnel et tactique sur le degré de brutalité des actes de leurs unités subalternes démontre ce phénomène<sup>4</sup>.

Comme c'est le cas pour la majorité des livres, il y a matière à amélioration. Bien qu'il puisse s'agir d'une bête noire personnelle, j'ai toujours cru que, dans un livre, les photographies devraient être liées le plus possible au sujet traité. Dans le présent ouvrage, des seize photographies se trouvant au centre du livre, seulement deux sont en lien direct avec la 221<sup>e</sup> Division, représentant chacune un des commandants de division.

Si on tient compte des sources qui font mention du grand nombre d'appareils photographiques transportés par les troupes allemandes pendant la guerre, il est difficile de croire qu'il n'existe pas davantage de photographies de la 221<sup>e</sup> Division. Le reste des photographies de l'ouvrage semblent être des illustrations anti-partisanes générales, qui ne reflètent pas vraiment la brutalité des actes commis ou ne fournissent pas au lecteur des informations visuelles complémentaires<sup>5</sup>.

Un autre élément qui aurait pu être fort utile pour les lecteurs sont les notes en fin d'ouvrage. Shepherd cite avec brio ses sources, desquelles la vaste majorité sont de premier ordre. Toutefois, plusieurs affirmations contenues dans l'ouvrage auraient bénéficié d'informations supplémentaires qui auraient pu être données dans les notes en fin d'ouvrage. Par exemple, Shepherd affirme que « le nombre de meurtres correspond certainement à la réputation habituelle des divisions de campagne de la Luftwaffe en ce qui a trait à la lutte aux partisans », mais la note à laquelle renvoie cette affirmation ne permet pas au lecteur de savoir comment ces divisions ont acquis leur réputation<sup>6</sup>.

Dans un autre ordre d'idées, l'ouvrage de Shepherd comprend deux annexes qui traitent des opérations menées par la 221<sup>e</sup> Division et du nombre de partisans tués. Cela permet au lecteur de saisir l'ampleur des actes posés par la 221<sup>e</sup> Division. Une annexe supplémentaire, faisant état de la composition soit de la 221<sup>e</sup> Division, soit d'une division de sécurité type aurait pu plaire aux lecteurs férus d'informations militaires<sup>7</sup>. Une telle annexe aurait indiqué au lecteur que la division n'était pas seulement composée de militaires allemands, mais comptait également au moins un bataillon de troupes russes/ukrainiennes de même qu'un régiment entièrement composé de soldats français<sup>8</sup>.



---

À l'instar d'autres auteurs ayant traité des atrocités commises sur le front est, Shepherd a recours au ratio de pertes allemandes versus le nombre de Russes tués pour qualifier la mesure et l'étendue des atrocités qui auraient été commises par les troupes allemandes. On doit cependant utiliser une telle équation avec diligence, car on pourrait donner en exemple l'insurrection en Iraq, où un nombre important d'insurgés irakiens ont péri par rapport au nombre relativement peu élevé de pertes des forces de la coalition. En Iraq, il est manifeste que l'organisation, la technologie et l'entraînement de qualité supérieure des troupes sont les principaux facteurs ayant mené à une telle situation, et non pas des actes atroces commis par les soldats de la coalition. Par contre, lorsque les Allemands ont tué des centaines de personnes tout en ne s'emparant que de quelques armes, il devient évident que de nombreux innocents ont été tués.

En général, le livre de Ben Shepherd est un ouvrage qu'il convient d'ajouter à la liste de lectures recommandées de tout étudiant se penchant sur l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Les unités de sécurité des lignes arrières allemandes sont souvent éclipsées par les divisions cuirassées et motorisées, jugées plus intéressantes et fascinantes par les lecteurs d'ouvrages traitant des combats sur le front est. Toutefois, l'importance de l'ouvrage de Shepherd réside surtout dans le fait qu'il montre ce qui peut arriver lorsque des leaders permettent aux soldats d'agir librement, sans aucune contrainte morale. Dans le cas de l'Allemagne, l'État même appuyait les manifestations de violence sans restrictions à l'endroit de ceux envers qui, selon lui, les Allemands constituaient une race supérieure. Plus tard au cours de la guerre, les troupes russes ont reçu la permission de recourir librement au viol et au meurtre lors de leur progression en Allemagne. Plus récemment, le massacre de Mai Lai au Vietnam a montré que ce manque de restrictions peut se manifester à tous les niveaux et dans tous les pays. Même le meurtre de Shidane Arone en Somalie démontre qu'en l'absence de restrictions imposées aux soldats par les leaders, une telle situation peut se produire au sein des Forces canadiennes.

---

## Notes

1. Omer Bartov. *The Eastern Front 1941-45: German Troops and the Barbarisation of Warfare*, Macmillan/St. Martin's, 1985/86; 2<sup>e</sup> éd., Palgrave/St. Martin's, 2001. Matthew Cooper. *The phantom war: The German Struggle Against Soviet Partisans, 1941-1944*, Macdonald and Janes, 1979.
2. L'exemple le plus flagrant de ces tristement célèbres actes posés par le 15<sup>e</sup> Régiment motorisé (29<sup>e</sup> Division motorisée) est l'exécution de 300 prisonniers de guerre (PG) polonais près de Ciepielow en septembre 1939. Alexander B. Rossino. *Hitler Strikes Poland: Blitzkrieg, Ideology and Atrocity.*, University Press of Kansas, Kansas, 2003, p. 182 à 185.
3. L'Ordre des commissaires stipulait qu'on ne devait pas attribuer le statut de combattant à tous les hauts fonctionnaires russes capturés, statut qui leur aurait garanti une protection en tant que PG en vertu des Règles de La Haye de 1907. Au contraire, ils devaient être exécutés immédiatement après leur capture.
4. Des deux commandants de la 221<sup>e</sup> Division, un était pro-nazi avec un importante tendance anti-slave qui a mené à de nombreux actes brutaux à l'endroit de la population, tandis que l'autre ne possédait pas ces traits de caractère et sous son commandement, la brutalité des troupes était moindre. Cependant, les deux commandants permettaient à leurs soldats de s'adonner à des actes brutaux, criminels en vertu des Règles de La Haye de 1907. Pour lire un excellent compte rendu sur les unités de sécurité des lignes arrières allemandes, lire Theo Schulte. *The German Army and Nazi Policies in Occupied Russia.*, St Martins Press, New York, 1989.
5. Pour une collection fort troublante, mais tout de même instructive, de photographies sur la brutalité des troupes allemandes, consulter Hamburg Institute. *The German Army and Genocide: Crimes Against War Prisoners, Jews, and Other Civilians, 1939-1944.*, New Press, New York, 1999.
6. Ben Shepherd. *War in the Wild East: The German Army and Soviet Partisans.*, Harvard University Press, London, 2004, p. 221.

- 
7. Un exemple d'ORBAT d'une division de sécurité allemande se trouve à l'adresse suivante (en anglais seulement) : [http://orbat.com/site/ww2/drleo/011\\_germany/41\\_organ\\_army/41\\_div\\_sicher.html](http://orbat.com/site/ww2/drleo/011_germany/41_organ_army/41_div_sicher.html)
8. Selon l'ouvrage de Shepherd, à la fois le Bataillon de l'Est 604 et le 638<sup>e</sup> Régiment de volontaires français étaient sous le commandement de la 221<sup>e</sup> Division. On ne sait pas si ces unités faisaient partie intégrante de la 221<sup>e</sup> Division. Cependant, il semble que la division ait eu le contrôle opérationnel et tactique de ces unités. Shepherd, p. 200-201. De plus, Grenkevich fait mention d'une compagnie ukrainienne faisant partie du 230<sup>e</sup> Bataillon de la division. Shepherd, p. 88.
- 

## **HALF-HEARTED ENEMIES: NOVA SCOTIA, NEW ENGLAND AND THE WAR OF 1812**

John Boileau, (Halifax, Formac Publishing Company, 2005), 176 pages, livre broché, illustré, bibliographie, index, 19,95 \$, ISBN 0-88780-657-0.

**Critique préparée par le Major John R. Grodzinski, CD**

La guerre de 1812 est un conflit fascinant. Cette guerre, qui s'est déroulée de juin 1812 au printemps de 1815, est la dernière guerre qui a opposé les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le Traité de Gand, signé en 1814, n'a réglé aucune de ses causes, ce qui en a porté beaucoup à croire que la « Seconde Guerre américaine » (la première étant la guerre américaine de l'Indépendance) serait suivie d'une troisième et un projet de fortifications massif a été lancé au Canada en prévision de cet événement. La guerre de 1812 n'était pas limitée à une série d'escarmouches le long de la frontière de l'intérieur; elle a donné lieu à des opérations allant des environs de la ville contemporaine de Sault Ste. Marie à la côte orientale des États-Unis, du Maine au golfe du Mexique. Des engagements navals ont eu lieu sur les Grands Lacs, sur le haut Saint-Laurent, sur le lac Champlain, dans l'Atlantique, dans le Pacifique et dans les Caraïbes. C'est une guerre importante et complexe qui est souvent perdue dans l'ombre de la lutte contre Napoléon, mais elle fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part du grand public et du milieu universitaire.

*Half-Hearted Enemies* se concentre sur un théâtre de guerre important, bien que secondaire, et promet d'examiner la Nouvelle-Écosse et sa relation « ambiguë à l'époque de la guerre » avec les États de la Nouvelle-Angleterre. Le livre promet, du moins d'après les notes de la jaquette, une « nouvelle perspective sur une période clé ». Malheureusement, il ne livre pas vraiment la marchandise et s'avance dans des eaux qui n'ont qu'un lien limité avec le sujet global. Le livre est, en fait, une série d'essais plutôt qu'une vue d'ensemble d'une région durant une guerre.

John Boileau a pris sa retraite avec le grade de colonel après avoir servi un peu partout au Canada, aux États-Unis, en Allemagne de l'Ouest (comme elle s'appelait alors), à Chypre et en Grande-Bretagne. Il a commandé le Lord Strathcona's Horse (Royal Canadians) à la fin des années 1980 (et a été le premier commandant de l'auteur de la présente critique) et a plus tard servi à l'État-major de liaison des Forces canadiennes (Londres). Passionné d'histoire, John Boileau s'est, depuis qu'il est à la retraite, lancé dans l'écriture; il a écrit une histoire des hydroptères canadiens et plusieurs articles, et a été éditeur-conseil de *A Century of Service: Canada's Armed Forces from the Boer War to East Timor*, de Jim Lotz. Le présent livre est son premier sur la guerre de 1812.

En 1812, la Nouvelle-Écosse était une colonie distincte de l'Amérique du Nord britannique qui, avec l'île du Cap-Breton, le Nouveau-Brunswick et l'île du Prince-Édouard, formait le Commandement de l'Atlantique, que commandait le Lieutenant-

---

général sir John Coape Sherbrooke. Halifax était le port d'attache de l'escadron de l'Amérique du Nord de la Royal Navy. Largement négligé avant la guerre, l'escadron de l'Amérique du Nord a rapidement grossi et gagné en importance, et a établi le blocus de la côte de l'Amérique en 1812. L'expédition britannique Castine, dont le point culminant a été l'occupation d'une partie du Maine, est partie de Halifax, où se trouvent les restes du Major-général Robert Ross, qui a mené les troupes britanniques à Washington et qui a été tué en septembre 1814. La Nouvelle-Écosse servait aussi de base à une grande flotte de corsaires qui, d'un côté, a causé un tort considérable à l'économie américaine, tout en continuant à commercer et à se livrer à la contrebande avec les États-Unis. De fait, malgré l'état de guerre, la frontière, tout comme sur le haut Saint-Laurent, est restée ouverte aux « relations » (pour utiliser la terminologie de l'époque) sociales et économiques, qui n'étaient interrompues que lorsqu'un commandant local cherchait activement à y mettre fin. Le Lieutenant John Coteur, plus tard du 104<sup>th</sup> Foot, l'a observé directement et a noté que cela ressemblait un peu trop à une guerre civile<sup>1</sup>. On pourrait de fait penser que la population locale n'appuyait pas entièrement la guerre, d'où le titre.

Les différents chapitres examinent cinq engagements entre navires seuls livrés dans l'Atlantique, la guerre de course, les prisonniers américains détenus sur l'île Prison près de Halifax, l'incendie de Washington et le sort des réfugiés de race noire. Ces thèmes militaires, économiques et sociaux auraient pu appuyer la thèse de l'auteur, mais celui-ci s'écarte du sujet dans leur présentation. Il consacre par exemple tout un chapitre aux opérations britanniques dans la baie de Chesapeake, à l'occupation et à l'incendie de Washington et à la bataille de Baltimore. Pourquoi tant de détails? Simplement pour mettre en évidence le fait que les restes du commandant des forces terrestres britanniques, le Général Ross, sont à Halifax? Sa brigade et lui venaient d'Europe, alors que les bâtiments de la Marine provenaient de l'escadron de la zone côtière (en anglais, Inshore Squadron), basé aux Bermudes. Son commandant, le Contre-amiral George Cockburn, a suggéré au Général Ross de foncer sur Washington et l'a ensuite avec passion pressé de mettre le feu à la ville, mais qu'est-ce qui, dans cela, est pertinent en ce qui concerne les relations entre la Nouvelle-Écosse et la Nouvelle-Angleterre? Le Vice-amiral Alexander Cochrane, qui était le commandant à Halifax, a certes joué un rôle dans les raids dévastateurs exécutés le long de la côte américaine, mais cet aspect se perd dans l'importance accordée aux mouvements et aux tactiques. Pourquoi ne pas parler des raids contre la Nouvelle-Angleterre que le Vice-amiral Cochrane a ordonnés et que le gouverneur des provinces, le Lieutenant-général Sherbrooke, appuyait? L'auteur ne dit rien du fait que le Vice-amiral Cochrane a annulé les permis qui avaient rendu possible un commerce côtier lucratif entre la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

Ce problème persiste dans la discussion de la guerre en haute mer. Après un aperçu des événements de 1793 à 1812 relatifs à la guerre maritime, l'accent reste sur l'action et l'auteur note que, en mer, la force des Américains résidait dans « les trois super-frégates de 44 canons... aussi puissantes que les bâtiments de ligne britanniques et aussi rapides que n'importe quel bâtiment britannique de 38 canons, qui étaient un défi sérieux pour la Royal Navy » (p. 30). Les frégates américaines se sont révélées plus fortement armées que leur désignation symbolique le laisserait penser, mais l'auteur ne

---

parle pas de la leçon qui découle de la guerre en haute mer et de l'effet qu'elle a eu sur la région en particulier. Les Américains ont obtenu plusieurs victoires spectaculaires dans des combats n'opposant que deux navires, mais les Britanniques ont par la suite rendu coup pour coup. Même si la Royal Navy et la marine américaine se sont affrontées quelque 26 fois en haute mer, aucune des deux n'a eu le dessus sur l'autre. Les événements spectaculaires entourant ces duels sont éclipsés par le fait que la guerre opposant les frégates n'a eu qu'une faible importance stratégique. Le véritable succès des Américains, du moins d'après Mahan, réside dans le fait qu'ils ont obligé l'escadron de Halifax à se concentrer, ce qui a retardé la mise en œuvre du blocus de la côte américaine au cours des premiers mois de la guerre. Le blocus est resté faible durant toute l'année 1812 et jusqu'en 1813, ce qui, peut-on supposer, a eu des répercussions sur les relations entre la Nouvelle-Écosse et la Nouvelle-Angleterre, mais l'auteur n'en parle pas.

Si ces critiques ne conviennent peut-être pas pour ce qui est censé être un ouvrage de vulgarisation historique, elles illustrent les difficultés et les dangers de ce genre. Les historiens sont souvent critiqués pour leur prose aride et pédagogique et parce qu'ils se répètent les uns les autres. Si certains historiens ont le don de pondre une phrase qui est si bien faite qu'on se doit de la citer, leur travail peut avec le temps perdre de sa fiabilité ou même devenir périmé. Ce n'est pas leur faute mais simplement la réalité que les connaissances historiques évoluent et que d'autres sources sont étudiées ou réexaminées en vue de confirmer des conclusions antérieures. Les sources secondaires sont donc un reflet de l'état des connaissances à un moment particulier et il peut être dangereux de s'y fier sans une solide compréhension des sources. De plus, si les personnes qui rédigent des ouvrages de vulgarisation savent dans certains cas écrire un texte agréable à lire et même excitant, elles le font souvent en s'assurant que les faits ne nuisent pas à une bonne histoire. Cela dit, il existe des auteurs d'ouvrages de vulgarisation qui savent très bien écrire.

S'il est évident que John Boileau a lu ses sources très attentivement, *Half-Hearted Enemies* ne raconte pas l'histoire de la Nouvelle-Écosse et de la Nouvelle-Angleterre durant la guerre de 1812. Il présente plutôt une série de vignettes qui traitent de divers aspects de la guerre. Le mérite qu'ils ont pour le livre réside dans l'examen de la prison installée sur l'île Melville et du sort des réfugiés de race noire qui sont allés en Nouvelle-Écosse. L'auteur parle peu de la Nouvelle-Angleterre ou de l'opposition à la guerre, alors que la Convention de Hartford, qui menaçait de mener à la séparation des États de la Nouvelle-Angleterre, n'est même pas mentionnée. Il en résulte six chapitres qui donnent des aperçus de la guerre de 1812 du point de vue de la Nouvelle-Écosse et qui, contrairement à ce que l'éditeur affirme dans les notes de la jaquette, n'offrent pas « une nouvelle perspective d'une période clé de l'histoire du Canada britannique et des États-Unis ».

---

## Note

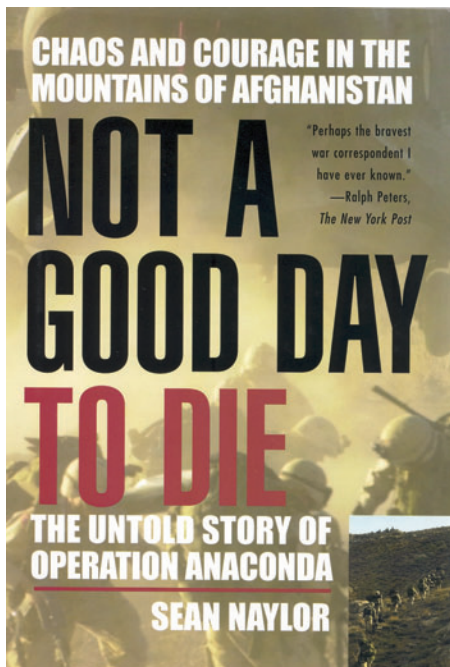
1. Donald E. Graves, éditeur. *Merry Hearts Make Light Days: The War of 1812 Memoir of Lieutenant John le Coteur*, 104<sup>th</sup> Foot (Ottawa, Carleton University Press, 1993) p. 136.

---

## NOT A GOOD DAY TO DIE — THE UNTOLD STORY OF OPERATION ANACONDA

Naylor Sean, (New York, Berkley Books, 2005), 445 pages.

Critique préparée par le Major Les Mader, CD



Ayant lu une description selon laquelle « Sean Naylor raconte l'histoire que le Pentagone ne veut pas que vous connaissiez », je craignais de trouver un livre nul à la recherche du scandale. J'ai plutôt trouvé dans ce livre une histoire intéressante et instructive sur un processus de planification opérationnelle imparfait et, sur le terrain, des situations frôlant le désastre.

Sean Naylor est un journaliste du *Army Times* de l'armée américaine qui a couvert six guerres ou conflits, y compris les opérations des Soviétiques et des Américains en Afghanistan. Il soutient ses récits de témoins oculaires par des entrevues avec 192 personnes qu'il nomme, y compris un ancien Secrétaire de l'armée américaine et des généraux à quatre étoiles.

Le livre est subdivisé en quatre parties constituées de huit brèves sections. La première partie, « IPB » (ou « intelligence

preparation of the battlefield », c'est-à-dire analyse tactique graphique) est un survol de la façon dont « la guerre à la façon de Rumsfeld » a été si brillante dans la défaite initiale des Taliban et d'Al-Qaida (TAQ) en Afghanistan durant l'automne de 2001. L'offensive infructueuse contre les combattants du noyau dur d'Al-Qaida à Tora Bora à la fin de 2001 sert ensuite à faire ressortir les limites de cette approche. Mêlée à cette histoire est celle de la lente et pénible introduction d'une force classique de l'armée américaine, articulée autour d'un mélange d'unités et de quartiers généraux de deux divisions, dans ce qui (d'un point de vue américain) avait essentiellement été une guerre non conventionnelle.

Le troisième volet narratif de cette partie du livre décrit la façon dont des forces américaines non classiques ont déterminé qu'une force des TAQ avait survécu dans la vallée de Shahikot et ont cherché une manière de la détruire. Trouver cet ennemi n'était pas une tâche facile; convaincre les autorités américaines qu'il y était n'a pas été plus facile. Le dernier volet concerne la série des erreurs commises durant le processus de planification de l'opération Anaconda qui, dans un collège d'état-major, aurait vraisemblablement été considéré comme un échec.

La deuxième partie du livre, « Reaction to Contact » (réaction au contact), décrit la façon dont ces erreurs ont amené les forces de la coalition à attaquer une force de TAQ plus nombreuse que prévu — déployée à un endroit où l'on ne l'attendait pas —

---

et à devoir modifier leurs plans. Un soutien aérien de la coalition nettement inférieur à ce qui était voulu a compliqué davantage les problèmes déjà difficiles à résoudre. Heureusement pour les bataillons exécutant l'assaut auxquels quelques hélicoptères d'attaque de l'armée américaine étaient en mesure d'assurer un appui-feu direct, le tir des TAQ ne semble pas avoir été très précis et la protection balistique des Américains a réduit le nombre des pertes mortelles. « Reaction to Contact » est écrit à partir de récits de témoins oculaires qui donnent une bonne histoire mais qui peuvent avoir pour résultat que le lecteur ne dispose pas du contexte global concernant la situation qui existait sur le terrain.

La troisième partie, « Takur Ghar », met en évidence bon nombre des faiblesses de « la guerre à la façon de Rumsfeld ». Elle décrit, parfois dans le menu détail, une action mineure dans laquelle des membres des forces spéciales américaines ont fait atterrir trois fois des hélicoptères de transport moyens Chinook non escortés sur la même position défensive des TAQ — la dernière fois en plein jour!

La dernière partie du livre, qui est aussi la plus courte, « Winding Down », décrit les dernières manœuvres de la bataille. Elle met en évidence le fait que l'opération Anaconda n'a pas permis de détruire la force des TAQ dans la vallée de Shahikot.

Même si le livre m'a plu, j'estime que l'emploi généralisé de noms de personnes et de forces opérationnelles est une lacune. Même si les noms des personnages du livre aident à suivre les références à différentes personnes, par exemple « Slab », « Speedy » et 30 autres acteurs clés, ce genre de référence pratique manque pour les 11 forces opérationnelles mentionnées. Ce barrage de noms rend le livre plus difficile à lire, mais il donne au lecteur une idée de la façon dont les participants peuvent devenir confus durant la planification et l'exécution de l'opération.

Les illustrations utilisées sont une deuxième faiblesse. Le livre inclut un certain nombre de photographies, qui aident dans certains cas le lecteur à comprendre l'histoire. Les quelques cartes du livre sont à cette fin très utiles, mais il s'agit de cartes en noir et blanc qui manquent d'attrait et qui exigent une attention étroite de la part du lecteur pour en tirer l'information qui s'y trouve.

Une troisième faiblesse est l'impression persistante selon laquelle le recours à l'approche des récits de témoins oculaires peut avoir amené l'auteur à faire preuve de partialité dans la façon dont il présente certains participants. Le livre semble avoir été écrit sur le mode des héros et des gredins. En conséquence, si les défauts de certaines personnes (par exemple un lieutenant qui n'est pas blessé qui jette son arme et qui court vers un hélicoptère d'évacuation sanitaire, des membres des forces afghanes pris de panique et un général de la USAF semant la confusion par sa microgestion) sont soulignés, je ne suis pas sûr que tous les éléments des forces américaines sont soumis à la même exposition impitoyable de la vérité.

Enfin, en tant que membre des Forces canadiennes, la manière dont les forces alliées participantes sont malheureusement marginalisées m'a déçu. La contribution de la force opérationnelle multinationale K-Bar est couverte par les commentaires selon lesquels «... elle était une farce... il était plus embêtant de travailler avec elle (qu'avec les Australiens) et ses membres étaient loin d'être aussi efficaces... » (p. 158). Pis encore, il est encore moins question de la contribution du 3 PPCLI à l'opération et à la



---

campagne globale, qui n'est mentionnée qu'en passant et qui ne figure même pas dans l'index.

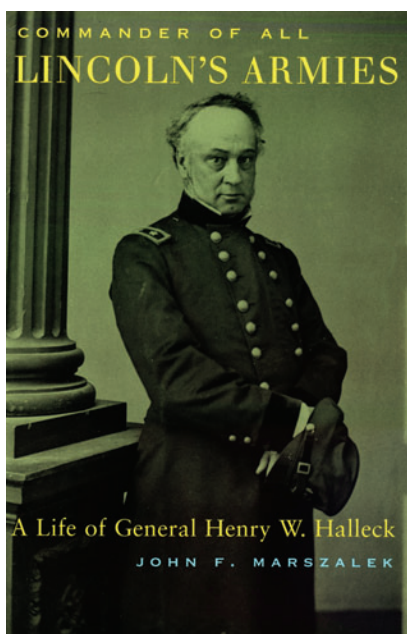
Bien qu'il ne soit pas parfait, le livre me paraît une référence très utile au sujet de la plus grande bataille classique que les États-Unis ont livrée en Afghanistan. Il jette un éclairage précieux sur certains genres d'opérations qui vont se présenter dans la guerre de la quatrième génération. Il renferme aussi des leçons tactiques très claires pour les personnes qui conçoivent les forces des opérations à venir et qui les équiperont, et fait en même temps ressortir les points forts et les points faibles de « la guerre à la façon de Rumsfeld ». Je le recommande particulièrement aux personnes qui s'intéressent aux opérations en cours en Afghanistan, aux membres du contingent du 3 PPCLI qui y étaient en 2002 et aux personnes chargées de définir les capacités futures de notre Armée.

---

## COMMANDER OF ALL LINCOLN'S ARMIES: A LIFE OF GENERAL HENRY W. HALLECK

MARSZALEK, John F., Cambridge, Belknap of Harvard University Press, 2004, 324 p.

**Critique préparée par le Major A.B. Godefroy, CD, Ph.D.**



Compte tenu des nombreux travaux déjà consacrés à l'étude de la guerre civile américaine (1861-1865), il est plutôt surprenant d'apprendre qu'on n'avait jamais écrit une biographie complète du soldat de l'Union qui a marqué la plus grande partie de cette guerre. Dans son livre publié récemment et intitulé « Commander of All Lincoln's Armies: A Life of General Henry W. Halleck », M. John F. Marszalek, distingué professeur émérite « W.L. Giles » d'histoire à la Mississippi State University, expose le récit de la vie du Général Halleck, depuis ses humbles origines de fils de fermier jusqu'à sa mort au service de son pays. Le livre présente aux lecteurs l'histoire riche en détails et captivante d'un des soldats américains les plus illustres et influents du 19<sup>e</sup> siècle.

Henry Wager Halleck est né dans une famille de fermiers de New York en janvier 1814. Rebuté par la culture de la terre et encore plus par un

père borné, mais vaillant, Halleck échappe au dur travail des champs grâce à un parent compréhensif qui encourage son penchant pour les études. Après avoir fréquenté plusieurs écoles, il est finalement admis à West Point en 1835, où il fait preuve d'une aptitude remarquable pour le métier de soldat. Il termine ses études à l'école militaire parmi les premiers de sa classe et avec une commission de l'Army Corps of Engineers des États-Unis en poche.

---

Halleck quitte West Point en 1840. Pendant les six années suivantes, il occupe un poste d'ingénieur militaire et travaille à divers ouvrages de fortification dans le port de New York en plus de collaborer au National Engineer Board à Washington (DC). Il fait rapport régulièrement au Congrès de l'état de la défense nationale et se rend en France pour étudier les fortifications modernes qui y sont érigées. Pendant la traversée vers la France, il se lie d'amitié avec un passager, le Général Henri Gratien Bertrand, ingénieur militaire connu ayant servi sous Napoléon. Bertrand s'attache au jeune Halleck et le présente à d'autres généraux de l'armée française, dont le Maréchal Soult, qui est alors ministre de la Guerre du roi Louis-Philippe. Cette rencontre se révèle fort utile pour Halleck, car Soult lui accorde toute liberté de voyager à son gré en France et de visiter toutes les fortifications et écoles militaires du pays. Les connaissances qu'il acquiert l'incitent à examiner plus attentivement l'art militaire de son pays. Sa décision changera incontestablement sa carrière militaire.

En 1845, Halleck écrit et publie un article sur la prédominance des ingénieurs dans l'armée de Napoléon. Il a déjà écrit sur des questions militaires, mais cet article est très bien accueilli et lui vaut une invitation à présenter une série de conférences au Lowell Institute à Boston. L'invitation du Lowell Institute, connu pour ses exposés d'éminents universitaires américains de l'heure, consacre la réputation grandissante de Halleck dans le domaine militaire. Dans les semaines qui suivent, Halleck donne douze conférences sur la théorie, la stratégie et les tactiques militaires. Ces conférences font par la suite l'objet d'un recueil intitulé « Elements of Military Art and Science », qui examine en détail la stratégie et les tactiques. Les idées de Halleck, qui sont appréciées même si elles ne sont pas tout à fait originales, se situent entre celles de deux de ses contemporains, Antoine Henri Jomini et Dennis Hart Mahan. Néanmoins, le livre connaît un énorme succès aux États-Unis et devient une lecture obligatoire pour de nombreux officiers de l'armée américaine. Halleck est désormais une célébrité. Pendant bon nombre d'années, l'ouvrage de Halleck est considéré comme le livre sur la théorie et la stratégie militaires dans la jeune armée américaine. Ses principes ont survécu à Halleck et à l'armée qui les a mis en application.

L'année suivante, Halleck est envoyé en Californie pour participer brièvement à la guerre contre le Mexique. Il a très envie de combattre (et de mettre en pratique ses théories), mais son expérience de la guerre l'a déçu et les tâches monotones en garnison le poussent à quitter l'armée. Il devient avocat à San Francisco, où sa connaissance des langues et des revendications territoriales lui est fort utile. Son savoir le conduit par la suite à assumer de plus grandes responsabilités : il devient un des principaux architectes de la création de l'état de la Californie. Pendant cette période, il continue aussi d'écrire et de publier et garde un certain intérêt pour les affaires militaires. En raison de son expérience, il est un choix évident pour diriger la milice et les réserves, et c'est ainsi que Halleck retourne lentement à la vie militaire à la fin des années 1850.

Par suite du déclenchement de la guerre civile aux États-Unis, il reprend une carrière militaire active. Son intérêt pour l'état de la Californie et sa préparation à la guerre l'incitent à joindre les rangs de l'armée, où sa réputation et sa participation à l'évolution de l'état lui valent le grade de major-général et le poste de commandant de la deuxième division de la milice de la Californie. Comme il a quitté l'armée avec le grade de major, cette promotion est remarquable, mais les officiers « qualifiés », particulièrement ceux

---

sortis de West Point, sont rares dans l'Ouest. Son service en Californie est pourtant de courte durée. Quelques mois plus tard, sa réputation lui vaut d'être invité à Washington, où il est promu au grade de major-général dans l'armée régulière sur la recommandation du Général Winfield Scott et devient chef d'état-major (CEM).

Les fonctions de Halleck, d'abord celle de CEM puis celle de commandant de l'armée de l'Union, sont bien expliquées dans d'autres ouvrages sur la guerre civile, mais le récit de Marszalek de la première partie de la vie de Halleck les replace peut-être, pour la première fois, dans un contexte davantage cohérent et complet. Ceux qui étudient la guerre civile savent très bien que Halleck est souvent décrit comme un être indécis et inefficace, incapable d'assurer un commandement et, comme certains l'ont mentionné, réticent à accepter les responsabilités inhérentes à son poste. Même si Marszalek ne diverge pas de cette description générale, il explore le caractère de Halleck en profondeur et avec une plus grande empathie que d'autres historiens. Homme d'une grande rigueur, souvent contraignante, Halleck serait aujourd'hui décrit comme un officier qui souffre de paralysie décisionnelle. Il avait de la difficulté à comprendre les réalités fluides de la guerre à une époque où les communications étaient limitées et en exigeant des actions et des détails précis de l'armée, il n'arrivait pas à exercer un commandement de mission adéquat. Pis encore, malgré sa connaissance approfondie des théories militaires, il semblait ne pas être en mesure de mettre en pratique une stratégie en donnant des ordres à ses commandants ou en leur retirant le commandement quand ils n'obéissaient pas à ses instructions. À titre de soldat, Halleck avait un avenir prometteur et a connu du succès, mais en tant que commandant, Marszalek confirme qu'il a échoué.

Dans son ensemble, le livre présente un intérêt considérable. En plus d'être une solide biographie d'un soldat, le livre explore la question ardue du commandement au milieu du 19<sup>e</sup> siècle et fournit des connaissances utiles sur le leadership militaire aux États-Unis du point de vue d'un de ses soldats les plus influents. Il met aussi en évidence l'état général de l'armée américaine avant et après la guerre civile, un point important en soi. Les historiens ont tendance à critiquer l'état de l'Armée canadienne pendant la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, même si l'armée venait de naître. Il est donc consolant de voir que l'armée des États-Unis, qui fêtait presque son centenaire dans les années 1870, était dans un état très semblable à celui de l'Armée canadienne avant et après la guerre civile.

John Marszalek doit être félicité pour les efforts qu'il a mis à rédiger cette biographie. Il a apporté une précieuse contribution à l'étude des soldats et à la profession des armes. Son livre est recommandé à ceux qui s'intéressent à la guerre civile américaine et à l'étude du leadership militaire.

### DÉFAITE ET GUERRE EN AFGHANISTAN : CAPITAL SOCIAL ET FRAGILITÉ DE L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Par le Major R.J. Walker, CD, Ph.D., Officier d'éthique de l'Armée de terre.

#### Un chapelet de défaites

L'Armée de terre canadienne connaît une aire de croissance comportant de profonds changements, un recentrage sur les opérations, des acquisitions visant à combler des besoins opérationnels urgents et une implication au combat sans égal depuis la Corée. Dans le cadre d'un ensemble complexe d'ententes internationales, le Canada a adopté l'approche *jus ad bellum* en s'impliquant dans le conflit en Afghanistan. Sur la base de cette hypothèse de *guerre juste*, les soldats canadiens ont reçu le mandat de mener des opérations selon le principe *jus in bello* qui comportent la possibilité inhérente de pertes de vie et de blessures (voir la note de la rédaction).

La stratégie de l'Armée de terre, « Vers l'avant, résolument », présente une image d'homogénéité de l'ensemble par le biais de la devise « Une armée, une équipe, une vision ». De même, le récent déluge d'affiches « Soldat d'abord » et la rhétorique à l'appui peuvent laisser supposer que la culture de l'Armée de terre est assez robuste pour résister aux menaces imprévues que peut faire planer sur la cohésion des unités l'instabilité éthique et tactique, lot d'une vraie guerre.

Dans la ruée de leur préparation pour faire face à la réalité, les officiers professionnels accordent la priorité de l'effort à colmater les brèches de la puissance de combat, conformément à la croyance selon laquelle la puissance de combat est l'élément mesurable déterminant qui permet de faire pencher la balance en faveur de la victoire. L'histoire récente indique cependant que cette approche n'offre pas la solution. L'élément commun qui, malgré une écrasante puissance de combat, a entraîné la défaite américaine au Vietnam, le désengagement des Soviétiques de l'Afghanistan et l'ignominieuse retraite des Canadiens et des Américains de la Somalie est en effet le résultat direct de l'effondrement du *capital social*. Dans le cas particulier de l'effondrement culturel des Américains au Vietnam, il est également fait mention, dans le livre *Crisis in Command*, que [traduction] « La désintégration de l'Armée de terre, concomitante à la dissolution de la cohésion de ses groupes élémentaires, est directement liée à la baisse du professionnalisme des officiers, qui se manifeste par le phénomène de plus en plus envahissant du “carriérisme par la gestion” »<sup>1</sup>.

De même, il est possible que la fragilité inhérente à l'efficacité au combat, qui peut entraîner la paralysie opérationnelle ou tactique, se manifeste dans l'éventualité où un certain nombre de conditions viennent miner la culture de l'Armée de terre ou si l'appui politique ou social se dissipe sur le front patriotique. Par exemple, le monde occidental s'est peu intéressé aux protestations formulées par le Comité des mères soviétiques à l'appui de leurs fils conscrits, victimes de mauvais traitements dans la célèbre Armée rouge. Renforcé par la *glasnost* et le nombre toujours croissant des

---

décès, l'impact politique du mouvement des mères soviétiques a éventuellement eu raison de la culture de l'Armée rouge, au pays comme au front, et a forcé le gouvernement soviétique à effectuer le désengagement stratégique de ses forces en Afghanistan. Les défaites stratégiques américaine et soviétique n'ont donc ni l'une ni l'autre de liens de cause à effet avec un quelconque manque de puissance de combat ou pénurie de matériel.

En ce qui a trait au maintien de la paix, nous pouvons être tentés de considérer comme marginales les lacunes qu'a connues notre actuelle culture et l'éthique rudement mise à l'épreuve de notre corps d'officiers qui, de 1979 à 1993, a forgé la pensée aliénée de bande de motards et a causé la dépravation de l'éthos et l'effondrement de la morale du Régiment aéroporté du Canada (RAC). Les politiciens ont peut-être tué le RAC, mais c'est tout de même l'Armée de terre qui l'a créé. La tragédie de la Somalie n'a pas été une aberration unique en son genre, mais plutôt la manifestation symptomatique d'une sous-culture en crise. En effet, plus récemment, les défis posés aux leaders du PPCLI, tel que révélés par la *Commission d'enquête Sharpe* portant sur les allégations d'empoisonnement de l'Adjudant Matt Stopford, ont également fait état des éléments de stress que peuvent imposer les opérations dans un théâtre sur la cohésion des groupes. Encore une fois, la puissance de combat n'était pas un élément critique ou déterminant du succès de la mission.

Il ne faut pas oublier que l'implication de nos forces armées en Afghanistan est sujette à une lacune beaucoup plus importante que le manque de *capital structurel*. Le capital structurel comprend les systèmes d'armes, le soutien logistique, l'infrastructure ou un modèle de mise sur pied de la force. Jans et Schmidtchen soutiennent que l'efficacité au combat du *capital structurel* prend appui sur le *capital intellectuel*, qui comprend quant à lui le concept d'emploi de la force, la doctrine, les compétences essentielles, les habiletés et l'expérience ainsi que des structures de carrière et des systèmes d'affectation du personnel. À leur tour, le capital structurel et le *capital intellectuel* reposent entièrement sur le *capital social*, ou élément humain. L'élément humain est ancré dans la réputation, l'identité, les relations interpersonnelles, le climat organisationnel et le leadership, c'est-à-dire le contrat « psychologique » qui lie le soldat à l'État, et ultimement l'état de la culture de l'Armée de terre<sup>2</sup>. Avec à notre actif ce chapelet de défaites, nous poursuivons tout de même dans la même dangereuse direction en continuant de faire fi de l'importance de notre *capital intellectuel* et de notre *capital social* — car les victoires des chefs de guerre vietcongs, moudjahidins et somaliens ont tout simplement confirmé aux combattants de la jihad ou aux insurgés que le *capital social* des superpuissances militaires et de leurs alliés de moyenne puissance constitue leur talon d'Achille.

### **Un nouveau modèle : l'iceberg des composantes de la capacité**

Comme il est facile de le constater à la figure 1, les besoins opérationnels urgents canadiens restent centrés sur les composantes du *capital structurel* de l'Armée de terre qui se trouvent au-dessus de la ligne de flottaison de l'iceberg. Il est tout aussi facile de constater que la santé culturelle des composantes de la partie immergée de l'iceberg est ignorée, considérée comme acquise ou comme allant de soi. Puisque les trois composantes de la capacité sont essentielles au succès de la mission, le lecteur n'a qu'à pivoter la Figure 1 d'un quart de tour dans le sens des aiguilles d'une montre pour

*Avec le personnel en tête — les éléments de la capacité militaire*

Selon Jans et Schmidchen

*« Iceberg » des composantes de la capacité*

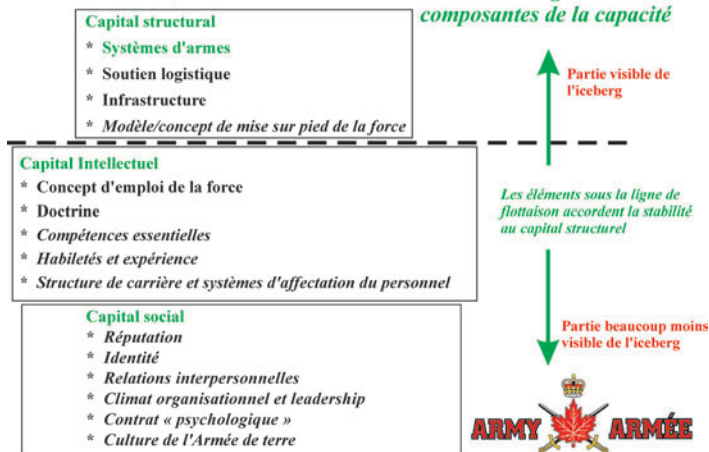


Figure 1

qu'apparaisse clairement la vraie nature du profil aux composantes multiples qui prévaut dans le théâtre d'opérations afghan<sup>3</sup>.

Même si elles sont adaptées à la réalité canadienne, les composantes illustrées de la force canadienne déployée en Afghanistan sont aussi vulnérables que le sont celles des forces américaines et britanniques déployées en Iraq. Les combattants de la jihad et les insurgés connaissent bien les vulnérabilités de ces composantes et ils éviteront d'être décisivement engagés par les éléments de notre *capital structurel* pour plutôt favoriser l'érosion de notre volonté politico-militaire en lançant des assauts toujours plus impitoyables sur notre *capital social*.

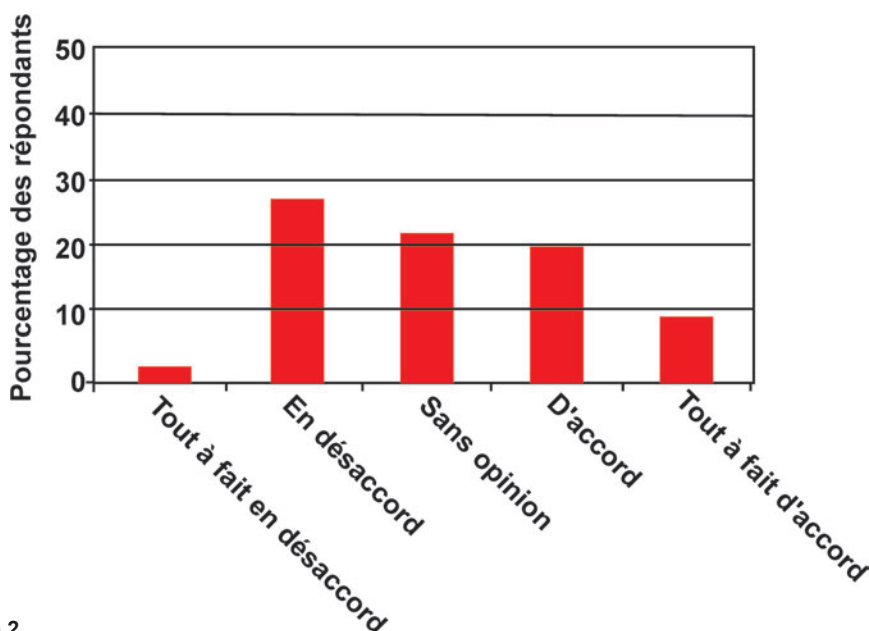


Figure 2



---

Cette dernière assertion devrait nous inquiéter car chaque sondage effectué par l'Armée de terre et chaque sondage correspondant des FC font état d'une diminution progressive de la confiance que le soldat porte envers les leaders militaires et politiques supérieurs. Ni l'Armée de terre ni les FC ne sont perçues comme représentantes des meilleurs intérêts du soldat. En effet, tel que corroboré par le Brigadier-général (à la retraite) G.E. Sharpe à l'occasion la commission d'enquête qu'il a menée sur la Croatie : [Traduction] « Règle générale, les militaires connaissent leurs obligations envers leurs subordonnés. En effet, un important principe de leadership stipule que seul le succès de la mission peut précéder le bien-être des troupes dans l'ordre des priorités. Il est cependant facile d'oublier ce truisme dans les dédales du fonctionnement du Quartier général de la Défense nationale et il arrive souvent que la machine bureaucratique accorde plus d'importance aux risques juridiques et médicaux qu'au bien-être de la troupe »<sup>4</sup>.

Le Bgén Sharpe aurait également pu inclure les risques politiques et sociaux à son énumération de facteurs de risque. En effet, comme ont permis de le réaliser les décès par tir fratricide de soldats du PPCLI et la réaction nationale cathartique qui a suivi, la société canadienne est clairement opposée à l'exposition de ses militaires au danger. Il est en conséquence probable que même un nombre modéré de soldats morts ou blessés porterait un dur coup à la volonté politique et à l'appui populaire aux opérations de combat. Je pose maintenant la question purement rhétorique suivante : si les opérations de la FOI2 n'étaient pas classifiées et étaient rendues publiques, les Canadiens continueraient-ils d'appuyer majoritairement l'engagement de leurs soldats dans les combats en Afghanistan?

Il serait peut-être plus inquiétant encore de considérer que le cynisme du soldat pourrait faire en sorte que son contrat « psychologique » avec l'État tienne de la chimère. Dans sa publication intitulée *Les soldats du Canada*, le DGDCFT établit des hypothèses selon lesquelles les niveaux de confiance dans la culture de l'Armée de terre peuvent soulever des problèmes<sup>5</sup>. Par exemple, nous nous engageons dans des opérations de combat avec une force dont presque le tiers (30 %) des membres de l'Armée de terre sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'idée que « [...] le personnel de l'Armée a besoin d'un syndicat de type civil, ou d'un autre type d'organisme professionnel [...] » (voir la Figure 2). Le résultat suivant incite à la réflexion : une importante minorité de nos militaires de tous les grades se sont dit d'accord avec l'idée d'appartenir à une forme d'association professionnelle comme mécanisme d'expression, au nom du soldat, à l'extérieur de la voie hiérarchique<sup>6</sup>.

Comme second exemple, la perception des soldats au sujet de leurs leaders est plus importante encore en matière d'efficacité au combat (Figure 3). [Traduction] « Tout en restant positif au sujet de leurs leaders immédiats, les soldats perçoivent négativement leurs leaders des niveaux supérieurs. Il n'est donc pas étonnant de constater que les perceptions à l'endroit des leaders supérieurs de l'Armée de terre s'améliorent au fur et à mesure de la progression dans les grades et que les officiers supérieurs perçoivent positivement, mais à peine plus positivement, les leaders qui ont un grade supérieur au leur. » De même, des évaluations éminemment négatives, mais à divers degrés, ont été formulées par des militaires de tous les grades au sujet d'énoncés tels que le suivant : « Il semble qu'il faille que quelqu'un soit à l'article de la mort pour que nos leaders [des niveaux supérieurs] remarquent qu'il faut faire quelque chose »<sup>7</sup>. Un tel résultat reflète

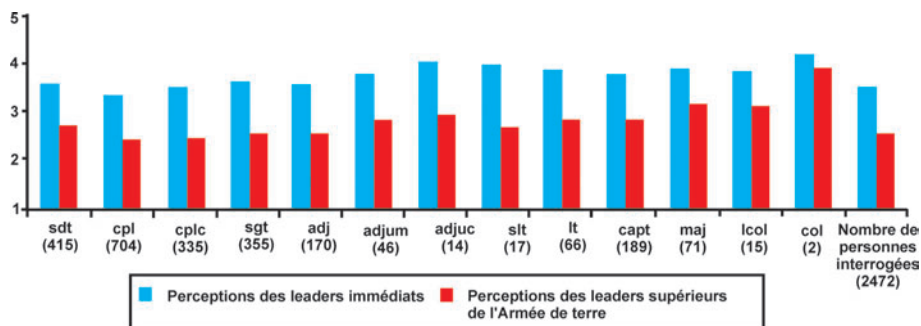


Figure 3

un état d'esprit négatif qui n'est pas des plus favorables dans un environnement de combat.

Dans la même veine, les résultats des sondages de l'Armée de terre et des FC semblent faire ressortir un thème commun : les lacunes que présentent les leaders des niveaux supérieurs pourraient être le résultat d'un glissement du corps des officiers vers la condition civile et de la substitution du leadership (non reconnu et non récompensé) par un éthos de gestion corporative mis en œuvre dans le cadre d'un système ministériel de gestion de carrière. Le résultat final de ce constat ne pourrait vraisemblablement conduire qu'à une version canadienne de *Crisis in Command* précédemment défini comme « [...] la baisse du professionnalisme des officiers, qui se manifeste par le phénomène de plus en plus envahissant du "carriérisme par la gestion" ».

### La fragilité de l'efficacité au combat

Toute faiblesse inhérente à notre *capital social* offre un potentiel de diminution de notre efficacité de combat. De plus, les résultats de tout système d'instruction, élément essentiel de notre *capital intellectuel*, dont le but consisterait à accorder des « qualifications » plutôt qu'à préparer les militaires à la guerre seraient inéluctablement mis à l'épreuve en présence des éléments de stress au combat. Il faut mesurer notre efficacité au combat au regard de l'absurdité de la « guerre limitée » dans laquelle seraient engagés des soldats entraînés de façon conventionnelle devant s'adapter sans délai aux exigences psychologiques d'un soulèvement au caractère asymétrique lorsqu'ils seraient lancés contre des combattants de la jihad en « guerre totale », exaltés par la promesse d'Allah de se faire offrir des vierges au paradis et animés par une impitoyable agressivité. Nos soldats auront l'ordre de pourchasser les insurgés et de détruire leur *capital structurel* dans un environnement d'incertitude éthique et culturelle. De leur côté les insurgés auront peut-être déjà déterminé qu'une attaque contre notre *capital social* leur offrirait une stratégie gagnante et bien plus profitable.

Exemples de l'impact du *capital social* sur les forces américaines et britanniques en Iraq :

Dexter Filkins, « The Fall of the Warrior King ». *New York Times* (23 octobre 2005)

[<http://www.veteransforcommonsense.org/index.cfm?Page=Article&ID=5199>];

---

Michael Smith, « Iraq Battle Stress Worse Than WWII ». *The Sunday Times* (6 novembre 2005)

[<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,2087-1859664,00.html>]

Note du rédacteur. *Jus ad bellum* (expression latine signifiant « droit de faire la guerre »). Ce concept renvoie à des critères à satisfaire pour déterminer s'il est justifiable de participer à une guerre. — *Jus in bello* (expression latine signifiant « droit de la guerre »). Il s'agit d'une ligne directrice à respecter à la guerre en matière de « morale du combat ». — *Guerre juste*. Théorie élaborée pour offrir un cadre de justification moralement acceptable de la guerre, rejeter la notion « que tout est acceptable » en temps de guerre et permettre au soldat canadien de justifier à ses proches les gestes qu'il pose au nom de ses concitoyens. Les combattants de la jihad ne souscrivent à aucun principe de la sorte. Pour consulter le Programme d'éthique de l'Armée de terre (PEAT) ou pour avoir accès au service d'assistance du PEAT, rendez-vous au site Internet à l'adresse :

[http://www.armee.forces.gc.ca/lf/Francais/5\\_10\\_10.asp](http://www.armee.forces.gc.ca/lf/Francais/5_10_10.asp)

---

## Notes

1. Richard A. Gabriel et Paul L. Savage, *Crisis in Command: Mismanagement in the Army*, New York, Hill and Wang, 1978, p. 31.
  2. Nick Jans et David Schmidtchen, *The Real C-Cubed: Culture, Careers and Climate and How They Affect Military Capability*, Canberra, Strategic and Defence Studies Centre, Australian National University, 2002, p. 11
  3. *Ibid.*, p. 11.
  4. Bgén (à la retraite) G.E. Sharpe, *The Sand Beneath Our Feet: The Changing Mandate in the Croatian Inquiry*, Ottawa, J and L Consultants—Board of Inquiry—Potential Exposure to Canadian Forces Personnel to Contaminated Environment—Croatia 1993-1995, août 1999, p. 14.
  5. DGDCFT (CPPFT), *Les soldats canadiens : l'éthos militaire et les valeurs canadiennes du 21<sup>e</sup> siècle* —Principales conclusions du sondage sur le climat et la culture militaires et de l'analyse socioculturelle de l'Armée, Ottawa, Bureau d'édition de l'Armée de terre — Kingston, 2005.
  6. *Ibid.*, p. 39 – 40.
  7. *Ibid.*, p. 39.
- 

## UN RETOUR AUX RÉGIMENTS D'INFANTERIE LOCAUX?

**Le Lieutenant-colonel Robert Williams, du Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes, écrit ceci...**

Au moment où les déploiements à l'étranger, le recrutement et le maintien de l'effectif des FC bénéficient d'une vaste couverture médiatique dans les journaux et les tabloids, et de temps d'antenne ne serait-ce que sur les chaînes de télévision locales, et que les FC, tout particulièrement l'Armée de terre, subissent une transformation et se déploient de plus en plus souvent hors du territoire national, j'aimerais réexaminer la question du recrutement pour les unités d'infanterie locales.

Je me propose d'utiliser, pour illustrer mes arguments, l'exemple du North Nova Scotia Highlanders (NNS Highrs) ainsi qu'un précédent historique. J'examinerai le pour et le contre d'une telle stratégie de recrutement, y compris le maintien de l'effectif, tout en faisant ressortir, afin de souligner les possibilités, le pourcentage des effectifs de l'infanterie contemporaine issus de l'Est du pays. Selon une opinion largement

---

répandue, les effectifs de l'infanterie proviendraient en grande partie de l'Est du pays. En réalité, 5,03 % de toute l'infanterie recrutée depuis le 1<sup>er</sup> février 2002 provient de Nouvelle-Écosse (N.-É.)<sup>1</sup> ; toutefois, le Recensement de 2001 a montré que la N.-É. représentait 3,02 % de l'ensemble de la population canadienne<sup>2</sup> . Se pourrait-il que cette opinion soit donc effectivement fondée?

Je n'ai pas l'intention ici de m'enfoncer dans un débat léonin sur les raisons qui poussent des civils à se joindre à l'Armée de terre ou à vouloir se battre, et, ce faisant, à s'enrôler dans l'infanterie dont la mission est de se « rapprocher de l'ennemi pour le détruire ». C'est un débat que je laisse volontiers aux universitaires militaires comme le Lieutenant-colonel Dave Grossman (retraite) de la US Army, auteur de l'ouvrage *On Killing*. En outre, je ne prétends pas avoir tous les faits en main. Mon but est de susciter le débat sur une question qui nous touche de près au moment où nous avons justement besoin de recruter et de conserver un plus grand nombre de soldats.

Dans les FC d'aujourd'hui, il arrive qu'une recrue qui se joint à l'infanterie ne puisse rencontrer personne de son éventuel régiment, à moins que ce ne soit par hasard pendant l'instruction des recrues ou à son arrivée aux Écoles de combat, ainsi qu'on les appelait autrefois. Sans que le Groupe du recrutement des Forces canadiennes (GRFC) soit en cause, les groupes professionnels militaires/régiments ne sont pas tous représentés aux centres de recrutement, ni ne le seront dans le futur. Le recrutement local permettrait à l'éventuelle recrue de rencontrer des membres de l'unité; cette personne a peut-être déjà des amis dans le service. Certes, cette possibilité existe aussi dans l'actuel système de recrutement, mais la probabilité est moins grande. En effet, lorsqu'une recrue quitte Pictou, N.-É., il se peut qu'elle ne tombe jamais sur un concitoyen dans son nouveau régiment. Or, le fait de parler face à face à un camarade qui vit déjà la vie d'un fantassin, avant de signer sur la ligne pointillée qu'elle servira la reine et son pays, devrait permettre à cette nouvelle recrue de prendre la bonne décision, ce qui augmenterait, à long terme, les chances qu'elle reste dans les FC. Le fait que les recruteurs connaissent les familles et les communautés ne doit pas, non plus, être négligé, même si ce facteur est difficile à quantifier du point de vue du recrutement et du maintien de l'effectif.

La fierté à l'égard de son unité est un sentiment que tous les soldats devraient acquérir avec le temps au contact des bons leaders et grâce à une instruction et à un esprit de corps appropriés. Le fait de se joindre à l'unité dont papa faisait partie et dans laquelle grand-papa s'est battu au cours d'une guerre implique déjà, avant l'enrôlement, une allégeance et une fierté considérables susceptibles d'être profondément enracinées. À mesure qu'il mûrit, l'éventuel leader est déjà conditionné à prendre conscience de ce que le « régiment » signifie pour sa famille, que ce soit par la connaissance des choses de la famille ou par des récits et des tragédies qui ont marqué son histoire. Cette loyauté pourrait bien être le facteur déterminant dans la décision de la nouvelle recrue de ne pas quitter les rangs durant l'instruction pour être fidèle au régiment. En outre, l'assimilation du mode de vie et de fonctionnement de l'Armée de terre (sa façon de faire les choses) devrait être rendue moins difficile, sinon plus facile, par la familiarité avec le monde militaire.

---

Lorsqu'une unité est déployée à l'étranger, le Centre de ressources pour les familles des militaires (CRFM) local, le détachement arrière et une foule de personnels de soutien bien intentionnés offrent, entre autres, leurs conseils et leurs services psychologiques et spirituels aux familles immédiates des conjoints en mission. La communauté se rallie donc autour de « ses soldats », mais qu'advient-il des parents et des membres des familles étendues? Malheureusement, il faut bien le dire, ce sont souvent des orphelins. Il arrive que ceux-ci ne rencontrent le personnel de soutien de l'unité que dans les pires circonstances imaginables, à l'annonce du décès de leur fille ou de leur fils. Et même alors, les porteurs bien intentionnés de mauvaises nouvelles comme les escortes des restes humains, pourtant collègues et amis du défunt ou du blessé, seront probablement de parfaits étrangers pour les familles. En fin de mission, au retour d'un de ses soldats ou de son régiment, la communauté locale qui offre son soutien et qui s'occupe des familles ne peut qu'aider celles-ci à supporter les déploiements et, dans la mesure du possible, la douleur des pertes.

Par ailleurs, les soldats quittent l'Armée de terre pour diverses raisons. Certains s'ennuient de leur famille. D'autres ne supportent plus les pressions familiales. D'autres encore quittent l'Armée faute d'y trouver ce qu'ils avaient espéré. Le fait de se trouver plus proche de sa famille et de s'associer à la fierté de la communauté locale pourrait bien avoir une incidence positive sur le maintien de l'effectif. La tendance à la régression de la démographie dans certaines régions où les départs des soldats qui s'enrôlent dans l'Armée de terre ne sont jamais comblés (car ils ne reviennent jamais, même à la retraite), pourrait en fait être stoppée, voire annulée. La démographie et la géographie ne sont pas des facteurs pris en compte par les militaires, mais ils pourraient intéresser les gouvernements désirant mettre un terme au gonflement de la vague d'urbanisation.

Dans les grands enjeux de la guerre que sont le rétablissement et l'imposition de la paix, même si les Canadiennes et les Canadiens voudraient peut-être ne pas y penser ou l'admettre, des soldats feront le sacrifice suprême ou reviendront gravement blessés ou mutilés, ce qui obligera l'Armée de terre à renforcer son effectif. Le jumelage d'unités de milice locales, comme cela s'est fait au cours de la Deuxième Guerre mondiale, alors que le NNS Highrs était formé de compagnies du Pictou Highrs, du NNS Highrs, du Cape Breton Highrs (CBH) et du PEI Highrs, a favorisé l'esprit de corps au niveau de la compagnie et lorsque possible a attiré des renforts locaux. Cette façon de procéder était fidèle aux usages du Corps expéditionnaire canadien — le 85e Bataillon (NS Highrs) — durant la Première Guerre mondiale, lequel a formé ses compagnies et recruté ses renforts principalement à partir des 185<sup>e</sup> (Cape Breton), 193<sup>e</sup>, 219<sup>e</sup> et, plus tard, 246<sup>e</sup> Bataillons, tous des unités de N.-É., à un moment où les pertes étaient très lourdes. On pourrait procéder au jumelage d'unités de la Milice et d'unités de la Force régulière, sur le modèle des second volunteer (V) battalions des bataillons de ligne de la force régulière de la British Territorial Army (TA).

Ainsi, si ce qui précède paraît sensé jusqu'à maintenant, pourquoi l'Armée de terre ne recrute-t-elle pas pour les unités d'infanterie locales? C'est d'abord sûrement parce que l'infrastructure nécessaire au soutien en garnison d'une unité entièrement dotée et de ses secteurs d'entraînement pourrait être perçue comme prohibitive, là où il n'y en a pas à l'heure actuelle. Toutefois, le problème devrait s'atténuer à mesure que le Centre

---

canadien d'entraînement aux manoeuvres (CCEM) devient pleinement opérationnel à Wainwright, où les équipements pourraient être installés en permanence.

Mais cette idée est-elle politiquement « vendable »? Durant la Première Guerre mondiale, au moment où le Canada essayait de lourdes pertes, est vite apparue une politique selon laquelle les brigades devaient être formées à partir de bataillons d'infanterie de diverses régions du pays. Même si le but était prétendument de montrer que le Canada s'étendait bien d'un océan à l'autre, la réalité était qu'une brigade décimée de quelque région que ce soit était de toute façon inacceptable pour les politiciens qui devaient faire face à leurs électeurs et leur expliquer pourquoi tous leurs « garçons » étaient massacrés. En partant du principe que leur Armée est réduite, la Grande-Bretagne commence maintenant à constituer de gros régiments, bien qu'elle recrute encore localement et maintienne ses attributs et ses traditions.

Alors, que devraient faire les FC? Le nombre actuel de recrues qui restent dans l'Armée ne va pas faciliter ni accélérer l'expansion de la Force régulière d'ici 2008, sans parler du maintien de l'effectif. Donc, il est peut-être temps de réexaminer la constitution et la dotation de régiments d'infanterie locaux. Pour le bénéfice de la Force régulière, oserons-nous rétablir la devise des NS Highlanders : Siol na Fear Fearail (Une race de vrais hommes [trad. libre])?

*Le présent texte est un hommage au défunt Capt Guy E. Mercer (North Nova Scotia Highlanders), qui a servi son pays loyalement au cours de la Deuxième Guerre mondiale et dans l'Armée d'occupation, en 1946. Sa petite-fille, le Mat I Sarah Mercer, qui est membre de mon unité, le Centre d'imagerie interarmées des Forces canadiennes (CIIFC), servira en Afghanistan, au début de 2006, dans le cadre de la contribution du Canada à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).*



**Capitaine Guy E. Mercer  
North Nova Scotia Highlanders**

---

## Notes

1. Les renseignements sur le recrutement ont été fournis par le Directeur — Gestion de l'information des ressources humaines (DIRHG) à l'auteur à sa demande.
2. Les renseignements provenant du Recensement de 2001 ont été tirés du site Web Teaching and Learning About Canada à l'adresse suivante : <http://www.canadainfolink.ca/charttwo.htm>



---

## CONTRER LA MENACE POSÉE PAR LES MINES LORS DES OPÉRATIONS HÉLIPORTÉES : LA SOLUTION DE LA ROTATION 14 EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

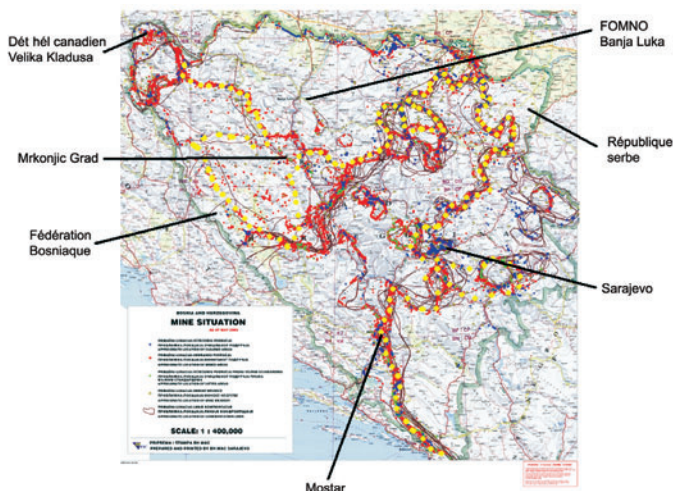
**Le Capitaine Andrew James Hewitt, 408<sup>e</sup> Escadron tactique d'hélicoptères, écrit ceci ...**

Les mines terrestres constituent souvent la première menace à venir à l'esprit quand il est question de la Bosnie-Herzégovine. Les troupes canadiennes déployées dans le cadre de l'Opération Palladium, à l'appui de la SFOR, sont très familières avec cette menace dissimulée pesant sur toute personne qui travaille dans la région. L'équipage du détachement d'hélicoptères (dét hél) de la rotation (roto) 14, stationné à Velika Kladusa, ne fait pas exception. Au Canada, les hélicoptères peuvent se poser à peu près n'importe où et appuyer directement l'Armée de terre. En Bosnie, ils se posent dans des aires d'atterrissage pour hélicoptères (AAH) dégagées, sûres et exemptes de mines. Cela restreint la capacité du dét hél d'appuyer l'Armée là où celle-ci requiert de l'appareil qu'il se pose hors d'une AAH. En conséquence, des opérations comme des insertions et extractions de troupes ne peuvent avoir lieu. Le présent article vise à montrer qu'en tenant pleinement compte du risque posé par les mines et des répercussions de ce risque, les chefs de la roto 14 ont été en mesure d'élaborer une procédure d'atterrissage à l'extérieur des AAH pour appuyer la SFOR. Pour réussir, il faut que le risque de mines soit étudié plus avant, tout comme la procédure utilisée pour passer outre à la menace. Des exemples actuels permettront d'illustrer l'application de la procédure dans un milieu risqué et d'en constater les effets sur les opérations de la SFOR.

L'ONU estime à 670 000 le nombre de mines et de munitions explosives non explosées semées dans toute la République de Bosnie-Herzégovine (RBH) pendant le conflit sanglant dans les Balkans de 1992-1995. De nos jours, environ 10 000 sites de déminage, couvrant plus de 2 100 km<sup>2</sup>, demeurent. La Bosnie-Herzégovine a mis en œuvre sa « Stratégie 2010 », dont doit résulter le déminage de 243 km<sup>2</sup> de zones suspectes prioritaires<sup>1</sup>. Malgré la nature ambitieuse de cette mission d'élimination de la menace posée par les mines, les habitants locaux et les unités de la SFOR continueront de courir des risques dans l'avenir prévisible. En 2003 seulement, 23 personnes ont perdu la vie et 31 autres ont été blessées lors de 54 explosions de cette nature<sup>2</sup>. La Figure A montre une carte à jour des mines disséminées en Bosnie-Herzégovine où est mise en évidence, dans le coin nord-ouest du pays, la base d'opérations du dét hél, Velika Kladusa. Deux entités, la Fédération bosniaque (à l'ouest) et la République serbe (à l'est), composent le pays. Les limites de l'une et de l'autre sont représentées par la ligne pointillée tracée du nord-ouest au sud-est et qu'on appelle la ligne de démarcation entre entités (Inter-Entity Boundary Line). Cette ligne est la partie la plus minée du pays.

La menace posée par les mines est prise en compte dans pratiquement chacun des gestes de la SFOR. Les mines antipersonnel et antichars sont toutes deux dangereuses pour les hélicoptères. Le fuselage de l'appareil étant fait de matériaux légers, l'équipage et l'hélicoptère lui-même risquent d'être mis hors combat par l'explosion directe d'une mine. Le dét hél a donc intégré à ses activités plusieurs pratiques de réduction des risques. En plus d'utiliser des AAH, les profils de vol stationnaire et de vol à basse altitude au-dessus de zones minées sont minimisés et les urgences doivent être jugées critiques pour qu'un hélicoptère se pose. Jusqu'ici, ces restrictions limitaient les hélicoptères à l'exécution de missions diurnes et nocturnes de reconnaissance, de transport, de commandement et liaison et de réapprovisionnement. Des tâches

comme l'insertion et l'extraction de troupes, l'instauration de postes de contrôle des véhicules ou, tout simplement, l'atterrissage là où l'unité appuyée avait besoin d'un hélicoptère n'étaient pas possibles.



**Figure A. Carte de Bosnie-Herzégovine. Gracieuseté du Cplc Golden et de la cellule ESN MAT canadienne, Velika Kladusa**

Les hélicoptères tactiques canadiens — les Griffon CH-146 — sont utilisés en RBH depuis la roto 3, en 1998. Pendant cette période, l'élément de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) de la SFOR a établi une base de données sur les champs de mines connus de la RBH. Bien que la base de données ne soit jugée précise qu'à 60 %, on peut dire avec beaucoup d'assurance de certaines zones qu'elles sont à risque élevé ou modéré. Armées de cette information, la cellule des opérations (ops) du dét hél a instauré une procédure d'évaluation des risques associés à une aire d'atterrissage potentielle, ce qui donne aux hélicoptères en mission la possibilité de se poser « à l'improviste » ailleurs que sur une AAH<sup>3</sup>.

L'évaluation de l'élément de NEM ne suffit pas, à elle seule, à permettre à un hélicoptère de se poser en Bosnie. L'équipage doit faire appel à sa formation de sensibilisation aux mines pour déterminer s'il s'agit ou non d'une zone d'atterrissage (Z atter) à faible risque. Les routes revêtues et les stationnements asphaltés, par exemple, sont de bons endroits où atterrir car il n'est pas facile de poser des mines sous de telles surfaces. En plus de la recherche d'une bonne surface, les équipages sont formés à relever les traces d'utilisation récente. Un champ labouré ou une cour d'école où jouent des enfants permettent de croire que la zone est exempte de mines. À l'inverse, les champs abandonnés, les zones entourées de bâtiments écroulés et de véhicules détruits, ou l'absence d'activités récentes sont révélateurs d'un emplacement peu fiable. En tenant compte à la fois de l'évaluation des risques établie par l'élément de NEM et de la connaissance qu'il a de la situation, le commandant d'aéronef peut décider de se poser. Idéalement, une fois la décision prise, les troupes se trouvant dans le voisinage devraient couvrir le périmètre. Qu'il y ait des troupes disponibles ou pas, l'hélicoptère peut se poser à l'endroit voulu et appuyer l'Armée de terre dans sa mission.

---

La communication est un élément clé de la fonctionnalité de la procédure. La demande d'évaluation d'un site d'atterrissage doit passer par la cellule des opérations du dét hél, puis par la cellule G3 Aviation du QG de la Force opérationnelle (Nord Ouest), à Banja Luka, et finalement par la section de NEM et revenir, par la ligne de communication, au commandant d'aéronef tout en conservant 100 % de précision. Cela doit se faire rapidement; un déroulement dépassant 5 à 15 minutes n'est pas pratique au vu des contraintes de carburant et de durée de vol imposées à l'aviation.

La roto 14 a recouru à plusieurs reprises à cette procédure. L'équipage de l'hélicoptère du commandant de la Force opérationnelle multinationale (Nord Ouest) (FOMNO) en est un bon exemple. Alors que le commandant était accompagné de quelques dignitaires, il a pris la décision de se poser dans une ville dépourvue d'AAH pour y voir quelqu'un. Le commandant de l'aéronef a choisi un terrain de football et en a transmis l'emplacement et la description à la cellule des opérations du dét hél. Moins de cinq minutes plus tard, on lui a donné le feu vert « faible risque/sûreté élevée » et il a posé l'appareil. Une situation comparable s'est produite pendant une mission près de la ville de Mrkonjic Grad. Le maire et les dirigeants locaux, à bord d'un Griffon, voulaient constater les dommages causés à une route emportée par une inondation. Cette fois aussi, le commandant de l'aéronef a informé la cellule des opérations de la situation et a posé l'appareil sur un chemin durci. La souplesse d'opération des hélicoptères contribue à l'image que se font du Canada et de la SFOR les habitants de l'endroit.

Quand elle fait partie de la démarche de planification, la capacité d'aménager rapidement des AAH temporaires augmente de beaucoup l'aptitude des Griffon à appuyer la force terrestre. Deux grandes opérations de collecte d'armes, l'Opération Arbalest et l'Opération Guisarme, ont tiré profit de la mise en place des procédures relatives à l'aménagement d'AAH temporaires. Le rôle du dét hél dans le cadre de l'Opération Arbalest consistait à appuyer les militaires britanniques du Prince of Wales Own stationnés à Banja Luka. Les deux grandes missions du dét hél étaient la mise en place de postes de contrôle de véhicules (PCV) Eagle — postes de contrôle établis par l'aviation — et la surveillance des postes de contrôle existants. Les PCV Eagle comportent l'insertion, à bref avis, d'une équipe de poste de contrôle en un point quelconque de la zone des opérations. Un point de contrôle conventionnel peut être observé lors de son aménagement, puis contourné, mais il est possible d'installer un PCV Eagle de façon inattendue, ce qui produit un mode de contrôle nettement plus efficace et plus polyvalent. Pour mettre en œuvre cette capacité, on a identifié sur une carte les zones où les forces terrestres pouvaient demander la mise en place d'un PCV Eagle, après quoi des éléments de reconnaissance et l'officier de liaison (OL) de l'aviation ont été en mesure d'inspecter ces lieux afin de juger de leur utilité. En moyenne, deux aires d'atterrissage possibles sur trois ont été jugées utilisables. Armés de ces nouvelles AAH temporaires, les équipages des Griffon ont eu le feu vert pour mettre en place les PCV Eagle, qui ont été considérés comme un moyen de rechange efficace par rapport aux PCV conventionnels.

La deuxième tâche — la surveillance — exigeait que des équipages de Griffon survolent un point de contrôle ou un site de recherche pour aider les troupes à terre et repérer les fuyards. Au cours d'une telle mission, une équipe de NEM a été appelée à déminer une maison afin que les troupes au sol puissent la fouiller. L'aménagement d'une AAH temporaire a permis au Griffon de surveillance de déposer l'équipe, qui aurait autrement eu recours au transport terrestre. La tâche s'en est trouvée nettement accélérée.

Dans le cadre de l'Opération Guisarme — autre opération de collecte d'armes — , on a haussé le niveau des procédures d'aménagement d'AAH temporaires d'un cran. Trois compagnies, dont deux britanniques et une néerlandaise, avaient été chargées de procéder à une collecte d'armes sur un territoire de 2 500 km<sup>2</sup> au nord-ouest de Sarajevo. Il était essentiel de recourir à des moyens aériens pour que les trois compagnies puissent couvrir une zone aussi étendue. En se fondant sur une approche similaire à la précédente, soit la reconnaissance sur carte, on a identifié et survolé des aires d'atterrissage potentielles bien avant l'opération afin de confirmer la description générale de l'endroit, les obstacles, la meilleure orientation d'atterrissage et l'absence de mines. Les sapeurs de l'escadron de reconnaissance du 12 RBC ont été capables d'examiner plus avant les zones jugées à risque élevé pour voir si elles pouvaient être aménagées pour l'atterrissage. Un sur trois de ces sites « à risque élevé » a été jugé utilisable. Le commandant du détachement d'aviation a dès lors pu remettre à ses équipages des fiches techniques pour les AAH temporaires, qui équivalent à celles des AAH permanentes. Au cours de l'Opération Guisarme, il a été possible de produire une AAH temporaire, de cette manière, en 24 heures et de l'intégrer sans accrocs au cycle de planification. Les compagnies britanniques et la compagnie néerlandaise ont pleinement profité des AAH temporaires rendus possibles par l'esc reco pour obtenir du dét hél le transport sur place de leurs équipes de PCV et de leurs troupes.

Puisqu'il est question du concept de risque, il est bon d'envisager la possibilité qu'un hélicoptère se pose sur une mine. Cela ne s'est pas produit, jusqu'ici, dans le cadre des opérations des hélicoptères tactiques canadiens. On peut s'intéresser, à des fins de comparaison, à un péril différent qui menace et frappe les hélicoptères : les câbles. Le danger posé par les câbles en Bosnie est très grand, car les cartes ne comportent pas toujours de données exactes et à jour sur leur emplacement et parce qu'ils sont installés de façon désordonnée un peu partout. On applique des procédures strictes afin d'atténuer les risques d'entrer en contact avec des câbles : des reconnaissances cartographiques des câbles sont effectuées, des limites d'altitude sont imposées et des techniques de survol des câbles sont mises en œuvre. Pourtant, malgré ces précautions, il continue de se produire des contacts avec les câbles.

	<b>Écrasement</b>	<b>Dommmages graves</b>	<b>Dommmages légers ou nuls</b>	<b>Quasi-contacts</b>
Décès				
Blessures				
Pas de blessures			10	4

Tableau A. Contacts avec des câbles — 1<sup>re</sup> Escadre, de 1994 à juillet 2004<sup>4</sup>

Le Tableau A présente les statistiques sur les contacts avec des câbles au cours des dix dernières années au sein de la 1<sup>re</sup> Escadre. Aucun n'a causé de dommages graves ni fait de victimes. Ces résultats sont fortuits : le contact avec des lignes à haute tension, le fait qu'une tête de rotor se prenne dans un câble ou autres scénarios peuvent produire un écrasement fatal. Néanmoins, les hélicoptères tactiques, pour être efficaces, doivent continuer de voler à faible altitude [à environ 15 à 75 mètres (50 à 250 pi) du sol] et dans l'environnement tactique [de 4,5 à 15 mètres (15 à 50 pi) du sol]. Les chefs de la Force aérienne le savent et l'acceptent. Bien que des leçons aient été apprises et des techniques préventives instaurées, les câbles demeurent une menace omniprésente.

---

Cette prémisse peut être reliée à la menace posée par les mines en RBH. Pour pouvoir recourir aux procédures d'aménagement d'AAH temporaires, les Griffon tiennent toujours compte des limites de la menace posée par les mines. Il faut exercer en tout temps une grande vigilance. L'aménagement d'AAH temporaires tient compte de l'information existante ainsi que de la compétence aéronautique et de la connaissance de la situation de l'équipage aérien. Le risque, toutefois, ne peut jamais être entièrement éliminé. Il existe toujours une possibilité, qu'elle découle d'une erreur dans les renseignements sur les champs de mines existants, d'une erreur de jugement ou de communication ou, tout simplement, d'une malchance, qu'un hélicoptère frappe une mine. Au contraire du contact avec des câbles, cependant, le contact avec une mine serait très certainement catastrophique. La modification possible des procédures d'aménagement d'AAH temporaires et toute enquête faisant suite à l'aménagement d'AAH sont hypothétiques. Ces décisions incombent aux chefs.

Le risque posé par les mines en Bosnie couvre toute la gamme des opérations des FC menées dans le cadre de l'Opération Palladium. On le sait, la RBH est reconnue mondialement pour être parsemée de vastes et dangereux champs de mines. Très conscients de cette menace au terme de nombreuses années d'expérience dans la région, les chefs de la roto 14 ont, de fait, accru leur souplesse pour appuyer les unités terrestres de la SFOR dans la RBH en surmontant l'interdiction d'atterrir ailleurs que dans une AAH permanente. Les procédures d'aménagement d'AAH temporaires reposent sur une bonne base de données en matière de NEM, sur une communication harmonieuse avec la cellule des opérations et le QG et sur les aptitudes à la décision des commandants d'aéronef. Elle permet l'exécution de tâches comme les PCV Eagle, les insertions de troupes et l'établissement de Z att autres que les AAH. Les unités terrestres de la SFOR ont bien exploité ce nouvel avantage dans l'accomplissement de leurs missions. Cette capacité n'est pas acquise sans risques, car les équipages d'hélicoptère doivent travailler sous la menace des mines. La procédure est bien pensée, raisonnable et efficace, mais il faut y adhérer strictement pour assurer la sécurité. C'est au commandant d'aéronef que revient la décision ultime quant à l'atterrissage de son appareil, mais les chefs sont, de fait, responsables du concept et de la mise en œuvre de la procédure.

L'auteur souhaite remercier le Lieutenant-colonel D.J.G. Peace, le Capitaine S. Carius, le Capitaine C. Hill, le Capitaine J.R. Tuckett, le Capitaine J. Wedman et le Capitaine C. Wetyk, de même que tous les membres de la roto 14 du dét hél, de leurs commentaires et de leurs observations sur le sujet. Le lecteur pourra se renseigner davantage sur les mines en Bosnie-Herzégovine sur le site Web du réseau électronique d'information sur les mines de l'ONU, E-Mine, à l'adresse <http://www.mineaction.org/countries>.

---

## Notes

1. « Bosnia and Herzegovina », *The Electronic Mine Information Network*, site créé et géré par l'Organisation des Nations Unies, consulté le 2 juin 2004; <http://www.mineaction.org/countries>.
2. Idem.
3. OEM2 G3, IPO 3013 de la FOMNO Aviation (1<sup>er</sup> juin 2004), paragraphe 19.
4. Hill C., message électronique (4 août 2004).

---

## RÉACTION À L'ARTICLE DU MAJOR MADER INTITULÉ : « QUIS CUSTODIET IPSOS CUSTODES (QUI GARDERA LES GARDIENS) »

M. Fred Cameron de l'Équipe de recherche  
opérationnelle de l'Armée de terre à Kingston, écrit ceci ...

Le Major L.R. Mader s'inquiète de ce que les membres du groupe de recherche opérationnelle et d'expérimentation de Kingston qui travaillent sur le processus de développement de la force pour l'Armée de terre pourraient être influencés par des préjugés acquis au contact des parrains du projet (*Le Journal de l'Armée du Canada*, 8.3, automne 2005, pp. 160-162). Je partage l'inquiétude du Major Mader au sujet des risques associés aux préjugés néfastes qui pourraient s'immiscer dans les études lorsque leurs auteurs côtoient les parrains de trop près. J'estime toutefois que les solutions qu'il offre ne sont pas parfaitement ciblées. Je crois en effet qu'outre les solutions A et B proposées, il existe une troisième voie, la solution C, qui l'emporte clairement sur les deux autres.

Commençons par examiner les nombreux avantages historiquement dérivés de l'étroite proximité des analystes et de leurs interlocuteurs militaires. Au cours de la Première Guerre mondiale, le Corps canadien était réputé pour son esprit d'innovation. L'un des exemples les plus notables en la matière est celui de la détection, du repérage et de l'engagement des objectifs de tir de contre-batterie décrit par AGL McNaughton dans *Counterbattery Work* (*Canadian Defence Quarterly*, juillet 1926). Même si l'expression : recherche opérationnelle n'a pas été créée avant 1938, l'application évoquée ci-dessus de la science et du génie aux domaines du repérage par le son et de l'observation de l'éclair de bouche en 1914-1918 a certainement établi l'esprit de cette discipline alors naissante.

Une section de recherche opérationnelle était attachée au 21<sup>e</sup> Groupe d'armée en 1944; Terry Copp nous en raconte les réalisations dans son ouvrage intitulé *Montgomery's Scientists* publié en 2000 par le Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies. Une bonne indication du désir des membres de cette section de se tenir près de l'action nous est donnée par le fait que l'un d'eux a participé au débarquement sur les côtes de la Normandie le 6 juin 1944. Jusqu'à la fin de la guerre, la section de recherche opérationnelle a travaillé de très près avec les troupes du front; ses membres arrivaient souvent sur les lieux d'un bombardement quelques heures seulement après la prise du secteur. Les équipes de recherche opérationnelle du ministère de la Défense nationale ont reçu ce précieux héritage et, depuis 1945, continuent de faire des analyses pertinentes pour l'Armée de terre.

Voyons maintenant comment on peut améliorer la pertinence et l'opportunité de la recherche opérationnelle. Un excellent exemple en l'occurrence est l'événement qui a incité le Maj Mader à publier l'article qui nous occupe dans le *Journal de l'Armée du Canada* (JAC). À l'été de 2005, cinq des postes militaires de l'équipe de recherche en jeux de guerre (ÉRJG) ont été transférés d'Ottawa à Kingston, au Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT). Au sein de cette organisation, les postes en questions ont été affectés à la Direction des environnements synthétiques de l'Armée de terre (DESAT) où ils représentent cinq des sept postes militaires du Centre d'expérimentation de l'Armée de terre (CEAT). À titre de responsable des ressources du CEAT, le commandant du SDIFT souhaite que celles-ci



---

soient exploitées efficacement à l'appui des grandes questions que suscite la transformation de l'Armée de terre.

À Kingston, le personnel du CEAT collabore très étroitement avec celui du Directeur général — Développement des capacités de la Force terrestre (DGDCFT), car les expériences de l'Armée de terre visent principalement à éclairer la conception et la définition de l'Armée de demain et de l'Armée de l'avenir, des objectifs qui sont au cœur du développement de la force pour l'Armée de terre. (En général, les expressions « développement de la force » et « développement des capacités » sont interchangeables.) Le CEAT, même s'il ne fait pas partie de l'équipe du DGDCFT, est co-implanté avec la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT) et avec la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) (DCSOT) — deux composantes très importantes de cette équipe. C'est ainsi que le personnel du DGDCFT insistera pour obtenir des études qui satisfont ses exigences en matière de pertinence et d'opportunité. Avec deux importantes directions co-implantées dans la même bâtisse que le CEAT, le contact étroit entre les trois entités devrait être maintenu car il contribue grandement à la satisfaction de ces exigences.

Enfin, n'oublions pas les multiples chefs supérieurs qui scrutent maintenant de très près le processus d'analyse qui sous-tend le développement de la force de l'Armée de terre. Par le passé, une seule chaîne de commandement était responsable du maintien de la qualité des avis fournis par la recherche opérationnelle à l'Armée de terre, à savoir : le Directeur général — Recherche opérationnelle (DGRO), un civil qui relevait du Sous-chef d'État-major de la Défense (SCEMD). Lorsque le DGRO estimait que des préjugés affectaient délibérément ou par inadvertance la qualité des avis en matière de recherche opérationnelle, il pouvait donner l'alerte par une chaîne de commandement militaire extérieure à l'Armée de terre. Le poste de DGRO est pratiquement celui d'un vérificateur indépendant chargé de maintenir l'intégrité scientifique. De plus, le DGRO pouvait toujours aviser directement le SCEMD s'il notait d'autres obstacles à la prestation d'avis analytiques de grande rigueur. Parmi les facteurs susceptibles de soulever l'inquiétude, mentionnons, entre autres : le manque de ressources, la formation inadéquate des analystes et les frictions entre le personnel civil et le personnel militaire. En général, il ne s'agissait jamais de problèmes graves, mais si cela avait été le cas, le DGRO aurait toujours pu demander l'aide de dirigeants militaires de très haut niveau.

Les titres ont changé par suite d'une réorganisation récente. Le DGRO est devenu le Directeur général — Centre de recherche opérationnelle et d'analyse (DG CROA), qui fait partie de Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC). Avec la disparition imminente de l'organisation et du poste de SCEMD, le lien avec un officier supérieur se développera probablement grâce à un rapport plus solide entre le DG CROA et le personnel du Vice-chef d'état-major de la Défense (VCEMD). Cependant, pour les questions scientifiques et administratives, le DG CROA relève du sous-ministre adjoint — Science et technologie (SMA (S & T)), qui est l'expert scientifique en chef du Ministère.

Également à l'extérieur de la chaîne de commandement de l'Armée de terre, on retrouve un nouvel élément qui vient se joindre à la mêlée par l'entremise des projets de transformation du Chef d'état-major de la Défense (CEMD). L'une des conséquences de ces projets est la création d'un nouveau poste, celui de Chef — Développement des Forces (CDF), dont les fonctions ne sont pas encore complètement définies. Néanmoins, il est clair que les futures études et analyses

---

produites par le personnel du DGDCFT seront disséquées en profondeur par le personnel du CDF. Si les capacités proposées sont contaminées par des préjugés qui se sont infiltrés dans le processus de développement des capacités de l'Armée de terre, ces préjugés vont être débusqués, mais le processus en question risque d'être discrédité en conséquence. Le détail des rapports entre le DGDCFT et le CDF n'est pas encore complètement arrêté, mais il est clair que le processus de développement des capacités de l'Armée de terre ne pourra pas se dérouler isolément du processus équivalent au sein des Forces canadiennes, ni en contradiction avec lui.

On constate donc qu'il y a maintenant de multiples chaînes de commandement qui chapeautent le petit groupe de personnes qui étudient le développement de la force de l'Armée de terre. Les deux généraux de l'Armée de terre intéressés peuvent évaluer les travaux de la communauté de l'expérimentation dans leur contexte, c'est-à-dire s'assurer avant tout que les études faites pour le compte de l'Armée de terre sont pratiques et pertinentes. Même si ces deux officiers ne sont pas des hommes de science, ils ont certainement les connaissances pratiques et le leadership nécessaires pour évaluer la qualité des avis donnés par le personnel de la recherche opérationnelle à l'Armée de terre. Si les résultats sont contaminés par des préjugés, l'examen fait par ces deux officiers constituera la première occasion de s'en apercevoir. Si le code de déontologie scientifique a subi des entorses sans que l'un ou l'autre de ces généraux ne s'en aperçoive, il restera toujours le recours au DG CROA. Finalement, si les études et les analyses de l'Armée de terre contredisent clairement les projets émanant du Chef d'état-major de la Défense, le nouveau poste de CDF fera fonction d'arbitre. Ces quatre personnes peuvent chacune réagir d'un point de vue particulier aux préjugés susceptibles de corrompre le processus d'expérimentation. Ils peuvent aussi réagir aux nombreux autres facteurs insidieux susceptibles de détourner les travaux d'expérimentation.

Je propose donc la solution C, en vertu de laquelle la capacité de modélisation et de simulation anciennement fournie par l'équipe de recherche en jeux de guerre (ÉRJG) restent là où elle est, c'est-à-dire sous l'autorité du commandant SDIFT, et l'équipe de recherche opérationnelle (RO) de Kingston reste au sein de l'organisation du DGDCFT. Comme dans les solutions avancées par le Maj Mader, les équipes de RO d'Ottawa et de Kingston devraient certainement coopérer lorsque les études à faire s'y prêtent et devraient critiquer leurs méthodes réciproques lorsqu'il est pertinent de le faire, tout en laissant au DG CROA la décision finale sur le choix des méthodes à utiliser. Au nom de l'Armée de terre, le commandant SDIFT aura la responsabilité, envers la chaîne de commandement de l'Armée de terre, de s'assurer que la capacité de simulation de la DESAT (anciennement fournie par l'ÉRJG) est utilisée dans le contexte des études analytiques de façon à produire des résultats pertinents, opportuns et intègres. Pour sa part, le DGDCFT sera responsable, également au sein de la chaîne de commandement de l'Armée de terre, des études globales sur les capacités futures de l'Armée de terre. Si la modélisation et la simulation à l'appui de ces études sont inadéquates de quelque manière que ce soit, notamment si elles sont contaminées par des préjugés provenant de son propre personnel, le DGDCFT devrait d'abord en appeler au commandant SDIFT et, en dernier recours, au Chef d'état-major de la Défense. Comme c'est le cas depuis près d'une décennie, il y aura un mécanisme d'appel au DG CROA (actuellement par l'intermédiaire du DGDCFT) pour toutes les lacunes décelées dans la qualité de la recherche opérationnelle faite pour le compte de l'élément de l'état-major de la Force terrestre qui se trouve à Kingston. De plus, en dehors de la chaîne de commandement de l'Armée de terre, le CDF jugera si les propositions émanant du processus de développement des capacités de l'Armée de terre sont conformes aux projets des

---

Forces canadiennes. Si elles souffrent de lacunes, pour quelque raison que ce soit, notamment des préjugés au sein de l'état-major de la Force terrestre, le CDF pourra en appeler au CEMD. La solution C que je propose correspond à un statu quo renouvelé qui s'est développé depuis que le Maj Mader a publié son article initial. Est-ce que cette coïncidence est due à la chance ou découle-t-elle de la même anticipation des risques de préjugés qui animait le Maj Mader? Je ne saurais le dire.

La mise en garde du Maj Mader pourrait bien, à elle seule, augmenter la sensibilité aux préjugés dans les futures études analytiques réalisées à Kingston et pour cela, il doit recevoir tout le crédit qui lui revient. Cependant, je pense que la solution C fera en sorte que tout préjugé important sera décelé et neutralisé, dans tous les cas. J'espère qu'au fur et à mesure que les résultats émergeront des ressources d'expérimentation réorganisées, le Maj Mader sera de plus en plus rassuré que les préjugés tant appréhendés sont neutralisés.

---

## **MENACES CHIMIQUES, BIOLOGIQUES, RADIOLOGIQUES ET NUCLÉAIRES SUR LES OPÉRATIONS INTERNATIONALES**

**Le Capitaine Christopher Lynam, CD. L'auteur a récemment participé à l'Opération ATHENA.**

*Si tu connais ton ennemi et si tu te connais, tu n'auras pas à craindre le résultat de cent batailles.*

**— Sun Tzu**

L'attaque au sarin dans le métro de Tokyo en 1995, les attaques à l'anthrax aux États-Unis en 2001, la découverte de ricin et d'installations en permettant la fabrication en France et au Royaume-Uni en 2003 – 2004 et la neutralisation d'une attaque aux agents chimiques qui aurait pu être dévastatrice, en Jordanie en 2004 ont clairement illustré la menace que fait peser le terrorisme chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN) sur le monde. Le terrorisme CBRN peut être succinctement défini comme la propagation de matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, avec ou sans l'aide d'armes, par des terroristes, dans le but de causer des souffrances. Depuis le 11 septembre 2001, la menace de terrorisme CBRN a été mise en évidence par le biais de plusieurs attaques terroristes qui ont frappé l'imagination, comportant l'utilisation d'armes CBRN, et par la découverte, par les autorités, de nombreux complots terroristes reposant sur l'utilisation de matières CBRN. Le terrorisme CBRN ne menace pas seulement dans nos frontières. Les forces militaires ont également eu à faire face au terrorisme CBRN au moment de leur déploiement dans le cadre d'opérations internationales à l'appui de la lutte contre le terrorisme dans des régions telles que l'Afghanistan et le golfe Persique.

Peu de temps après le déploiement des militaires canadiens en Afghanistan, de l'information a été reçue au sujet de menaces diffuses comportant l'utilisation d'agents CBRN par des forces militaires d'opposition (FMO). Plusieurs incidents ont également mené à la découverte de substances inconnues ou suspectes. La découverte d'explosifs accompagnés d'une substance suspecte qui s'est avérée être un gaz de type lacrymogène constitue un de ces incidents particulièrement dignes de mention. Ces incidents sont caractéristiques de la menace terroriste CBRN à laquelle les forces militaires ont à faire face à l'occasion de nombreuses opérations internationales.

---

Le présent article étudie les façons de contrer le terrorisme CBRN dans les théâtres d'opérations et les leçons qui peuvent être tirées de telles expériences. L'article traite d'abord de l'évolution de la menace CBRN, soit du passage du recours traditionnel aux armes NBC par des forces armées à l'utilisation des armes CBRN par des terroristes. L'article examine ensuite comment les militaires canadiens en Afghanistan ont évalué les méthodes et les impacts du terrorisme CBRN et adopté des mesures permettant de contrer cette menace asymétrique. L'auteur se penche enfin sur les leçons retenues et les recommandations applicables aux opérations internationales futures.

## **Évolution de la menace CBRN**

En plus de faire planer une menace d'attaque nucléaire contre l'Amérique du Nord, la menace CBRN de la guerre froide, ou menace traditionnelle, a également forcé l'adoption de mesures défensives, par les forces militaires de l'OTAN, pour contrer l'utilisation à grande échelle d'armes NBC par les pays membres du Pacte de Varsovie sur le continent européen. Cette approche mettait l'accent sur l'évitement des situations menant à l'exposition aux matières dangereuses, mais également sur la capacité des formations de mener des opérations en environnement contaminé. La menace était caractérisée par la possibilité de répandre des agents NBC avec des aéronefs ou des roquettes/obus d'artillerie.

Même si les forces de l'OTAN et du Pacte de Varsovie disposaient de grandes quantités d'agents NBC, leur utilisation était contenue par la menace de représailles et par la crainte qu'une attaque de niveau tactique au moyen d'armes NBC pouvait éventuellement mener à l'utilisation d'armes nucléaires par un camp ou par les deux camps, entraînant des conséquences stratégiques. Cette possibilité, désignée « destruction mutuelle assurée », s'est clairement manifestée à l'occasion de la guerre du Golfe (1990-1991), lorsqu'en réponse aux menaces proférées par Saddam Hussein d'utiliser des armes chimiques et/ou biologiques contre les forces alliées qui progressaient, les États-Unis et les alliés ont répliqué en déclarant qu'ils considéreraient l'emploi d'armes nucléaires si des agents chimiques/biologiques étaient utilisés<sup>1</sup>. La doctrine et l'instruction de nombreuses forces militaires étaient alors centrées sur la gestion de la menace NBC héritée de la guerre froide.

Les événements du 11 septembre et les attaques à l'anthrax lancées à l'automne 2001 ont cependant entraîné un changement draconien du paradigme de la menace CBRN. La peur d'une attaque terroriste au moyen d'armes CBRN s'est alors répandue dans le monde entier. Bien qu'elle ait existé avant le 11 septembre 2001, la menace d'attaque CBRN terroriste est revenue à l'avant-plan en raison des attaques biologiques survenues aux É.-U. et des nombreux incidents « à la poudre blanche » des années 2001 et 2002. Ces incidents, ajoutés aux preuves qu'al-Qaïda a consacré d'importantes ressources à la fabrication et à l'acquisition d'armes CBRN ont accentué davantage la menace<sup>2</sup>. En Amérique du Nord, d'importants efforts ont été consentis au niveau national à la lutte contre la menace terroriste, y compris l'octroi de fonds additionnels dans le but d'accroître le niveau de préparation et les capacités de réaction. Comme les Forces canadiennes participent à la lutte au terrorisme et à des opérations internationales, elles sont également visées par la menace terroriste CBRN.

## **Évaluation des moyens dont disposent les terroristes pour lancer une attaque CBRN**

Voici la liste des menaces de terrorisme CBRN les plus plausibles et des armes CBRN qui seront les plus vraisemblablement utilisées ou qui ont été les plus fréquemment utilisées dans les théâtres d'opérations et contre lesquelles il faut se prémunir :

- 
- ◆ dispositif de dispersion improvisé (DDI) — un agent chimique ou biologique combiné à un engin explosif improvisé;
  - ◆ dispositif de dispersion radiologique (DDR) — « bombe sale » fabriquée à partir d'un produit radiologique et d'un engin explosif;
  - ◆ contamination d'installations d'approvisionnement en eau ou de nourriture au moyen de matières CBRN;
  - ◆ infiltration d'agents CBRN par le biais de la poste ou des systèmes de ventilation;
  - ◆ utilisation d'un contenant aérosol ou d'un système de vaporisation (p. ex., épandeur de pesticides) pour disperser un agent chimique ou biologique;
  - ◆ attaque lancée contre un véhicule, un conteneur ou une installation contenant des matières dangereuses dans le but de causer un déversement toxique;
  - ◆ positionnement d'une source radioactive sur une voie de circulation urbaine achalandée.

En supposant que ces moyens de dispersion plus fréquents seront utilisés, il est prouvé qu'une approche basée sur un scénario menant à une planification fondée sur la capacité constitue le moyen le plus efficace et le plus rapide de se préparer à contrer ces armes et menaces potentielles. Sur la base de cinq scénarios particuliers<sup>3</sup>, un plan de contingence a été élaboré et a mené à une seule approche en matière de défense CBRN. Plutôt que d'aborder la menace à partir d'un concept traditionnel de défense, le plan repose sur les quatre fondements du spectre de la gestion des urgences : l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement.

L'**atténuation** peut être définie comme la prise de précautions appliquées en permanence dans le but de réduire ou d'éliminer les effets et les risques à long terme qui découlent de la menace. Ces mesures sont habituellement prises bien à l'avance, pour contrer ou diminuer les effets des incidents ainsi que pour réduire le nombre d'incidents de même nature. Pour diminuer les possibilités d'incident CBRN, le plan de contingence a été arrimé à d'autres plans et opérations dans le théâtre qui mettent l'accent sur des mesures telles que la perturbation ou la dislocation de FMO possibles ou d'activités qu'elles pourraient entreprendre contre les forces militaires en Afghanistan (p. ex., reconnaissance et surveillance de lieux contre lesquels des attaques pourraient être lancées).

La **préparation** porte sur l'élaboration de politiques, de procédures et de plans efficaces visant à améliorer la gestion des situations d'urgence. Le plan de contingence comprend une liste de tâches d'unité attribuées à l'avance et de préparatifs qui sont liés au passage de la menace à un niveau plus élevé. Par exemple, le plan de contingence comprend la mise sur pied d'une unité d'intervention CBRN et des directives portant sur l'instruction et l'entraînement conjoints avec des unités alliées, selon le niveau de la menace.

L'**intervention** comprend quant à elle les mesures prises immédiatement avant, pendant et tout de suite après une situation d'urgence. À cet effet, le plan contient une liste de tâches attribuées à l'avance qui doivent être exécutées si un incident se produit. Il a été préparé selon l'hypothèse que nos forces militaires constitueraient un élément d'intervention initiale, mais qu'elles pourraient demander l'appui de ressources CBRN désignées appartenant à des unités alliées. Les activités d'intervention sont également incorporées aux autres techniques, tactiques et procédures (TTP) du théâtre (p. ex.,

---

les mesures que doivent prendre les officiers de service des centres d'opérations tactiques lorsque survient un incident). L'intervention doit être étroitement liée aux activités que doit mener notre force de réaction rapide, préparée à se rendre aussi bien dans un site contaminé que dans un site propre.

Le **rétablissement** peut être défini comme les activités visant la restauration des capacités/installations et la reprise des opérations après une situation d'urgence. Le plan contient également des mesures visant à permettre à nos forces de récupérer et de revenir à la normale après l'incident. Ces efforts devraient comprendre l'appui de forces alliées ou de forces additionnelles dépêchées d'urgence du Canada.

## **Besoins d'instruction fondée sur la menace CBRN**

La mise en œuvre du plan de contingence n'a heureusement pas encore été nécessaire. La préparation a été effectuée partout dans le théâtre d'opérations, les unités ont élaboré leurs propres TTP et donnent à tous les mois de l'instruction de recyclage pendant leur séjour dans le théâtre. Bien que la plupart des publications portant sur la défense CBRN traitent de différents aspects de la menace terroriste, l'instruction individuelle ne traite pas efficacement de la menace terroriste CBRN. Par exemple, la règle de survie en environnement contaminé par des agents biologiques/chimiques et son acronyme ALERTE (Atmosphère — Liquides — Engins — Raids — Tirs — Effets) ne tiennent pas adéquatement compte des signes possibles de terrorisme CBRN. Pour accorder une place à la menace terroriste CBRN, il faudrait adopter le nouvel acronyme POEME (P : Paquet suspect abandonné, O : Odeurs, liquide ou solide détectés, E : Effets détectés sur notre corps ou sur celui des autres, M : Matières toxiques industrielles chimiques/biologiques/radiologiques détectées ou soupçonnées, E : Embrun ou fumée de source inconnue dans le secteur).

En plus de l'instruction de préparation au niveau individuel, certains aspects du plan de contingence ont fait l'objet d'un exercice CBRN multinational au camp Julien en mai 2005. Des Canadiens, des représentants de la Brigade multinationale de Kaboul ainsi que des unités italiennes et allemandes ont participé à cet exercice de validation du plan de contingence qui a permis d'identifier des éléments à améliorer en matière d'interopérabilité avec les alliés. Des exercices de même nature devraient être menés par toutes les forces présentes dans le théâtre.

## **Leçons retenues**

L'élaboration du plan de contingence a permis de constater que les mesures à prendre pour contrer le terrorisme CBRN dans le cadre des opérations internationales sont beaucoup plus complexes que la gestion de la menace NBC militaire traditionnelle. Le développement de mesures adéquates de protection de la force présente des défis et doit tenir compte du partage des ressources avec les autres domaines d'activité. Comme les terroristes ne craignent pas les représailles, le concept de dissuasion, ou de « destruction mutuelle assurée », qui prévalait dans l'ancien paradigme ne tient plus. Il a également été constaté qu'il n'est pas nécessaire de réellement lancer une attaque CBRN pour avoir un effet sur les opérations. Dans la majorité des scénarios, une attaque simulée semblable à celles qui ont été effectuées avec de la « poudre blanche » peut être presque aussi néfaste qu'une attaque réelle en matière de mobilisation de ressources et d'effets sur le déroulement normal des activités.

La menace CBRN peut également être abordée dans le contexte de la « guerre à trois volets », concept avec lequel la plupart des forces militaires auront probablement à



---

traiter à l'occasion de la majorité des opérations à venir. Par exemple, le regroupement d'un grand nombre de non-combattants à proximité d'un secteur contaminé ou menacé de contamination était peut-être un facteur de moindre importance dans le cadre des opérations NBC de l'ancien paradigme. Le nouveau concept force les planificateurs de la défense CBRN à faire le difficile choix d'un emplacement des installations de décontamination qui ne mettra en jeu ni la sécurité des non-combattants ni l'intégrité de l'environnement. Ces éléments ont été considérés lors de l'élaboration du plan de contingence CBRN de la force opérationnelle. De fait, la planification des sites de décontamination a posé des défis compte tenu de la taille des agglomérations situées à proximité des sites retenus et des effets possibles de ces installations sur les populations locales et l'environnement. Le fait que le camp Julien peut être contaminé et la mesure dans laquelle, dans ces circonstances, il pourrait continuer de rendre les services de soutien ont aussi été considérés.

La planification a également dû porter sur le soutien aux non-combattants qui peuvent être visés par une attaque ou être affectés par une attaque terroriste. Cet aspect est particulièrement important étant donné les services d'urgence limités offerts dans la majorité des pays en développement. En cas d'attaque CBRN, il faut aussi tenir compte des mesures dont doivent faire l'objet le personnel des entreprises civiles déployé sur le champ de bataille.

Il y a des implications importantes au changement de paradigme engendré par la transition d'une force centrée sur la poursuite des opérations en environnement contaminé (mais prête à accepter des pertes) à une force centrée sur sa protection et l'évitement des situations dangereuses. Ce changement est particulièrement important dans le cadre des opérations de soutien de la paix, dont les commandants (et leurs subordonnés) reçoivent l'ordre d'éviter les dangers causés par la contamination CBRN, sauf dans des circonstances extrêmes. Ce facteur doit faire partie de la planification et a définitivement un impact sur les opérations.

Enfin, il faudrait tenir compte de la menace, de plus en plus présente, de dispersion de matières dangereuses sans recours aux armes qui pèse sur les forces militaires. Les matières dangereuses peuvent nuire à la santé des gens et à l'environnement et elles peuvent être utilisées comme armes improvisées par les terroristes. Cette menace peut comprendre l'utilisation de matières industrielles toxiques/chimiques/biologiques ou faiblement radioactives et d'installations, de véhicules et de conteneurs qui ont servi à leur traitement, à leur transport ou à leur entreposage. Tous les plans doivent tenir compte de ces dangers.

## **Conclusion**

Nombre de pays ont révisé leur doctrine CBRN au cours des dernières années. Ils y ont ajouté les menaces asymétriques et celles que posent les terroristes et les armes dont ils disposent. Depuis les événements du 11 septembre, des progrès importants ont été faits en matière de préparation au niveau national, partout dans le monde. Malgré ces progrès, il faudra perfectionner l'instruction et la doctrine militaires alliées en matière de menace terroriste CBRN à l'endroit des opérations internationales. Étant donné le nombre d'intervenants non étatiques qui sont en possession ou pourraient être en possession d'armes CBRN, il est raisonnable de présumer que cette menace restera en vigueur dans l'avenir prévisible.

---

## Notes

1. Pike, John, "Nuclear Threats During the Gulf War," (19 février 1998), (<http://www.fas.org/irp/eprint/ds-threats.htm>).
2. "Char: Al-Qa'ida's WMD Activities," (May 13, 2005), ([http://cns/miss.edu/pubs/other/sjm\\_cht.htm](http://cns/miss.edu/pubs/other/sjm_cht.htm)).
3. Ces cinq scénarios ne sont pas identifiés pour des raisons de sécurité opérationnelle.

---

## MANIFESTER NOTRE SOUTIEN AUX TROUPES ...

**Mme Michelle Fowler du Laurier Center for  
Military Strategic and Disarmament Studies, écrit ceci ...**

Pour faire suite à la lettre ouverte de Mme Wendy Sullivan-Brown, de Toronto, publiée dans le numéro de l'automne 2005 du *Journal de l'Armée du Canada*, je veux, moi aussi, exprimé la frustration totale qu'a éprouvée ma famille dans ses efforts pour soutenir des membres des Forces canadiennes qui servent outre-mer.

Depuis 2003, nous soutenons des troupes américaines en Irak et en Afghanistan. Dans notre cas, nous l'avons fait par le biais du programme [www.anysoldier.com](http://www.anysoldier.com). Les soldats inscrivent leur nom sur ce site Web en indiquant qu'ils souhaitent recevoir des colis pour le compte d'un groupe plus important de soldats. Un contact par l'entremise de [anysoldier.com](http://anysoldier.com) peut joindre de 4 à 50 personnes; le site compte environ 3800 contacts qui peuvent faire parvenir des lettres et des colis d'agrément à des milliers de soldats qui risquent leur vie. Le but du programme n'est pas tant d'envoyer des colis que de manifester un appui. On n'attend pas de réponse des soldats; ils nous remercient par leur service. Étant donné que leur temps est précieux, les soldats sont libres de répondre par une lettre ou un message affiché sur le site. Ils fournissent toutefois une liste des articles dont les membres de leur unité ont besoin ou qu'ils souhaiteraient recevoir (charqui, lingettes, périodiques, CD, DVD, etc.), mais les simples lettres de soutien sont les articles les plus en demande.

Pour soutenir un soldat canadien, notre famille doit envoyer une carte postale adressée à « n'importe quel soldat » en espérant qu'elle parviendra à un soldat. Celui-ci doit alors prendre l'initiative de répondre en écrivant qu'il aimerait recevoir un colis d'agrément. Cela crée une situation embarrassante et impose au soldat, en quelque sorte, le fardeau de faire des démarches.

Un autre fait important au sujet des programmes de ce type et dont les autorités devraient prendre note est l'attention très positive qu'ils suscitent pour le monde militaire. En tant que mère de trois jeunes enfants qui grandissent dans un endroit où il est fort possible de vivre une vie entière sans jamais voir un soldat, je crois que c'est une bonne façon de mettre en évidence le niveau de service et de sacrifice consentis par nos soldats. Nos excursions mensuelles à Buffalo pour poster un colis d'agrément sont devenues une tradition familiale. Les enfants ramassent des images et aident à choisir des périodiques et des films. Ils apprennent à connaître les militaires d'une manière très tangible. Le fait de savoir que la maman ou le papa d'un autre enfant est au loin et en danger leur fait prendre conscience des sacrifices que d'autres font pour leur sécurité et leur protection. La liberté a un prix et mes enfants le comprennent parce qu'ils sont si impliqués dans le soutien de troupes américaines. Je me risquerais à dire que si un plus grand nombre de familles canadiennes en dehors de la communauté militaire pouvaient s'impliquer d'une manière tangible dans le soutien du moral de nos militaires, les FC disposeraient peut-être d'un plus grand bassin de recrutement dans quinze ans.